



La coalition gouvernementale devancée par l'opposition

Mme Benazir Bhutto remporte une nette victoire aux élections pakistanaïses

L'adieu à la dictature

Autant qu'un triomphe personnel pour Mme Benazir Bhutto, les élections législatives du 16 novembre représentent une victoire pour la démocratie dans un pays où elle a été, de tout temps, une donnée rare, mais aussi un succès personnel pour un homme dont on aura fort peu parlé, le chef de l'Etat par intérim, M. Ghulam Ishaq Khan. Il est à l'honneur de cet homme mal connu, discret, d'avoir fait en sorte que la campagne se déroule d'une manière aussi équitable et, une fois le vote acquis, de s'être publiquement inscrit en faux contre les déclarations d'islamistes qui contestaient la possibilité pour une femme de devenir premier ministre d'un pays musulman.

Il ne fait guère de doute que les quelque quarante-huit millions d'électeurs pakistanaïses ont majoritairement voulu tirer un trait sur les onze années de dictature du général Zia Ul Haq, mort en août dernier. La fièche, symbole du PPP, l'a donc emporté sur le bicolore, emblème de l'IDA, dans ce pays dont la plupart des habitants sont analphabètes.

Mais cela ne veut tout de même pas dire que les Pakistanaïses ont donné un blanc-seing à Benazir Bhutto, si populaire soit-elle. Les dernières années au pouvoir de son père, Ali Bhutto, avaient été marquées par une autoritarisme, provoquant l'intervention de l'armée. Il est possible que le PPP obtienne la majorité des sièges, et que l'héritière triomphante soit en mesure de gouverner seule. Mais ce n'est pas certain, et elle pourrait avoir à composer avec des petits partis, comme le MQM, et avec des indépendants. Car si le PPP l'a emporté haut la main au Sind, son succès reste mesuré dans la province la plus peuplée du pays, le Pendjab.

Le pourcentage des électeurs qui se sont rendus aux urnes est faible, peut-être inférieur à 50 %. Cette désaffection n'est qu'en partie due à la décision du pouvoir d'inscrire sur millions d'électeurs ne possédant pas de carte d'identité - essentiellement des femmes - de participer au scrutin. Car si le nom de Bhutto déclenche toujours l'enthousiasme des foules, l'ancien premier ministre s'était fait beaucoup d'ennemis, en particulier dans les milieux fondamentalistes musulmans et chez les militaires.

Mme Benazir Bhutto a, malgré tout, de bonnes chances de devenir la première femme chef de gouvernement dans un pays musulman. Ce serait un événement historique. Une fois qu'elle aura déposé une majorité parlementaire, elle devra s'atteler à une tâche autrement délicate : amadouer les militaires. D'un accord avec le sabre dépendra la possibilité pour le parti de la fièche d'exercer le pouvoir.

Il faudra pour cela que Benazir - dont l'habileté politique, voire l'opportunisme, appris à l'ombre de son père, sont consommés - calme l'ardeur de ses partisans. D'autant que les généraux demeurent très sensibles à tout ce qui touche à la sécurité, alors que la guerre continue de faire rage dans l'Afghanistan voisin. Une guerre qui vient de se rappeler au bon souvenir des Pakistanaïses : des roquettes afghanes ont tué, mercredi, dix civils dans un village frontalier.

Les résultats définitifs des élections législatives qui ont eu lieu au Pakistan, mercredi 16 novembre, n'étaient pas encore connus jeudi en fin de matinée. Les chiffres partiels indiquaient néanmoins une nette victoire pour Mme Benazir Bhutto - qui a remporté un triomphe personnel - et pour son Parti du peuple (PPP) sur la coalition gouvernementale de l'IDA. Sur les 193 premiers sièges connus (sur un total de 217), le PPP en avait obtenu 89, l'IDA 50 et les indépendants et partis locaux 54. Mais il n'est pas certain que le PPP obtienne à lui seul la majorité absolue des députés à la nouvelle Assemblée. Le scrutin s'est déroulé dans le calme après une campagne passionnée mais exempte de violences.



DEMOCRATIE

(Lire l'article de notre envoyé spécial LAURENT ZECCHINI page 3.)

M. Rocard annonce quinze mois d'efforts supplémentaires

Jamais de fin à la rigueur

Dans une interview au « Nouvel Observateur », M. Michel Rocard qualifie d'« ouverture prudente » la nouvelle démarche gouvernementale en matière de politique salariale. Le premier ministre estime que l'effort de rigueur « doit être maintenu pendant une quinzaine de mois encore ». Après quoi, précise-t-il, « nous aurons un tout petit peu plus de souplesse si la croissance continue ».

par Paul Fabre

On n'en a jamais fini avec la rigueur. Un délai supplémentaire est toujours nécessaire, et cela quel que soit le moment. La vérité est qu'il est de l'essence d'une politique que s'en réclame de ne pouvoir se prolonger indéfiniment. Mais, à mesure que le temps passe, la fiction est plus

difficile à maintenir. Alors, et c'est ce qui s'est toujours produit, la sortie se fait dans les conditions les plus imprévues - et souvent les plus désordonnées. En sommes-nous arrivés au point où cette issue est en vue, sauf pour le gouvernement, comme ce fut encore généralement le cas dans le passé ?

Les propos qu'a tenus M. Michel Rocard dans le « Nouvel Observateur » confirment tout pour mot cette vérité d'expérience que la politique de la rigueur c'est d'abord l'appel à la continuation des efforts et des sacrifices consentis. Qui ne sous-entend, en principe, à cette nécessaire constance ? A quoi bon s'imposer une longue cure d'amaigrissement si c'est pour relâcher ensuite toute discipline ? Les arguments du premier ministre, pour ne pas être nouveaux, sont propres à faire réfléchir. « Il ne faut pas distribuer le pouvoir d'achat au-delà de ce que permet l'état actuel de l'économie », dit-

Défiant le pouvoir de Moscou

Le Parlement estonien proclame la « souveraineté » de la République

La petite République balte d'Estonie a lancé, mercredi 16 novembre, un défi au pouvoir central soviétique en rejetant, pour la première fois dans l'histoire de l'URSS, plusieurs projets d'amendement à la Constitution élaborés par Moscou. Le soviet suprême d'Estonie a, en outre, adopté une déclaration proclamant la « souveraineté » de la République et la « suprématie des lois estoniennes sur son territoire », malgré les mises en garde formulées par un membre de la direction soviétique.

MOSCOU
de notre correspondant

Le soviet suprême estonien a été, mercredi 16 novembre, le premier Parlement d'une des quinze républiques soviétiques à passer - et à grand fracas - du statut de chambre d'enregistrement à celui de représentation nationale.

A l'issue d'une session extraordinaire retraçable en direct par la télévision locale et suivie par toute la population, les députés d'Estonie ont en effet affirmé la « souveraineté nationale » de leur République par une série d'amendements à la Constitution et de résolutions, auxquelles il n'est pas de précédent.

Première décision : les lois et décrets votés par le Soviet suprême de l'Union soviétique ne

s'appliqueront plus automatiquement à Tallin. Ces textes « prennent effet sur le territoire de l'Estonie dès leur enregistrement par le soviet suprême de cette République, selon des modalités fixées par ce Parlement », indique en effet un amendement constitutionnel adopté par 250 voix contre 7.

Cela ne signifie pas que toutes les lois soviétiques seront rejetées par l'Estonie, mais il est hautement probable que les textes sur les libertés de presse, de réunion, d'association extraordinaire qui seront adoptés par le Parlement fédéral, ne seront pas entrinés par le Parlement estonien, qui leur préférera des dispositions plus libérales.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 4.)

Un entretien avec Mgr Jullien

L'épiscopat s'explique sur le SIDA

M. Claude Eviri, ministre de la santé, donne le vendredi 18 novembre le coup d'envoi d'une nouvelle campagne de publicité en faveur des préservatifs pour enrayer l'extension de l'épidémie du SIDA. Dans un entretien au « Monde », Mgr Jacques Jullien, archevêque de Rennes, président du Bureau d'études doctrinales, et le meilleur spécialiste des questions d'éthique médicale et familiale de l'épiscopat français, explique l'hostilité de l'Eglise à cette campagne, il redoute que la publicité pour les préservatifs ne répande « les risques de contagion » ; « en essayant d'éteindre l'incendie, on multiplie les appels d'air », dit Mgr Jullien. Il critique le fait qu'un nom du « moindre mal » ait été choisi pour accepter une éthique de l'urgence.

Page 12

Le Monde

LIVRES

■ Léon Bloy, l'éthique ; Jules Vallès, l'insurgé sentimental ; la fin des polémiques, par Philippe Sollers. ■ Le temps des écrivains-voyageurs ; les chemins buissonniers, de Jacques Lacarrière. ■ Naguib Mahfouz, gloire nationale, par Tahar Ben Jelloun ; les filaires de Faulkner à la Nouvelle-Orléans ; les récits d'enfance de Stifter ; l'étrange cas du docteur Doyle. ■ L'histoire, par Jean-Pierre Rioux ; le Nous et l'Autre ; le retour du politique. ■ Romans : la mémoire retrouvée d'Émile Zola ; les démons d'Hervé Bazin. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech. ■ La chronique de Nicole Zand.

Pages 15 à 27

Les élections du 21 novembre

Canada : l'ombre du voisin

A quelques jours des élections qui doivent avoir lieu au Canada, lundi 21 novembre, personne ne sait plus qui va l'emporter des partisans ou des adversaires du traité de libre-échange avec les États-Unis. Car, pour la troisième fois de son histoire, le pays va aller aux urnes avec pour seule préoccupation - ou presque - les rapports qu'il entretiendra avec son gigantesque et inquiet voisin.

OTTAWA
de notre envoyé spécial

Comme en 1991, comme en 1911, les électeurs canadiens choisiront-ils de maintenir un

minimum de tarifs douaniers, symbole d'une unité nationale difficilement conquise ?

On bien sauront-ils le pas comme le leur propose l'actuel premier ministre conservateur, M. Mulroney ?

Après avoir donné pendant des mois l'impression qu'elle était favorable au free trade agreement qui prévoit la libération de presque tous les échanges, l'opinion publique a brusquement basculé, impressionnée semble-t-il par les arguments des opposants : discours nationaliste de M. John Turner, leader du Parti libéral, discours de gauche de M. Brundage, qui dirige le nouveau Parti démocratique.

ALAIN VERNHOLES.
(Lire la suite page 36.)

GRAND PRIX DE L'HISTOIRE

ANDRÉ ZYSBERG
LES GALERIENS
Vies et œuvres de 6000 peintres
sur les galeries du monde
1600-1900

Un livre merveilleusement écrit... Un grand sujet qui frappe notre temps, du fait de cette expression devenue populaire "la galère".

Georges Duby,
de l'Académie française

Collection L'Univers historique
Relié 190 F

Éditions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir ; Tunisie, 900 m ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch ; Belgique, 30 F ; Canada, 1,70 \$; Espagne, 2,20 P ; France, 4,50 F ; Grèce, 180 dr ; Italie, 1.700 L ; Japon, 4.000 ¥ ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr ; Pays-Bas, 2,25 f ; Portugal, 130 esc ; République Fédérale, 12,50 sc ; Suède, 1,50 kr ; Suisse, 1,50 S ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

L'Europe, un vol-au-vent à la sauce financière ?

par DIDIER MOTCHANE (*)

L'EUROPE n'aurait-elle quitté l'époque des pères fondateurs que pour glisser dans celle des gendres de comédie ?

Telle n'est pas la vision de M. Jacques Delors, mais si nous mesurons le passage des mots au passage à l'acte, qui peut douter désormais que, comme jadis Jupiter en taureau, les « golden boys » se déguisent aujourd'hui en boy-scouts ? Alors que chacun — ou presque — s'apprête à épouser l'Europe, quelques-uns l'ont déjà enlevée sous nos yeux.

En bref, ceux qui tiennent la concurrence pour l'axe alter-native de la solidarité et le seul choix qui vaille sont sur le point de gagner la partie. Faut-il rappeler qu'au-delà de toute rhétorique la seule sorte de communauté qu'ils envisagent est moins une construction qu'une abstraction : l'absence d'une zone de libre-échange soluble dans le marché mondial ?

Observons en effet les suites données à l'Acte unique européen, par lequel les pays de la Communauté se sont engagés à établir entre eux un grand marché intérieur. Les seules décisions prises depuis lors qui aient une portée véritablement stratégique concernent l'institution d'un espace financier : la libéralisation des services financiers et des mouvements de capitaux prévue par la directive de juin dernier dit l'établir dès le mois de juillet 1990, c'est-à-dire deux ans et demi avant la date fétiche — 1^{er} janvier 1993 — assignée au commencement du « grand marché ».

Dépasser les placebos

En revanche, ce que l'on est convenu d'appeler l'espace social européen est toujours vide. Les rapports de forces et les conventions installées ne permettent pas d'espérer d'une miraculeuse pharmacopée social-communautaire qu'elle puisse, à brève échéance, dépasser le stade des placebos. Même la fabrication de ceux-ci est en panne, comme le projet d'un statut européen des sociétés, pourtant aussi peu contraignant que possible.

La perspective de mesures plus substantielles, telles que l'organisation de négociations collectives à l'échelle de la Communauté ou l'harmonisation des législations sur la durée et la rémunération du travail, reste chimérique. Et même si l'on a quelque raison de penser que l'emprise de l'idéologie dite libérale sur l'esprit public ira s'affaiblissant, elle demeure trop forte pour que l'on puisse raisonnablement espérer surmonter à la fois l'attachement des patrons européens à ignorer ou à extorquer le coût social de la production pour exploiter librement les gisements d'emploi disponibles et la difficulté de marier à l'échelle communautaire la loi et

le contrat dont les sociétés européennes font un usage si différent selon la force de leurs syndicats et la maturité de leurs capitalismes.

Il est vrai que dans d'autres domaines, qui touchent moins directement au contrat de travail et davantage à la sécurité du consommateur et à l'environnement du citoyen, l'action communautaire est plus efficace. C'est aussi le cas de la coopération technologique, éducative et culturelle. Mais la véritable coopération industrielle, quand elle existe, reste la seule affaire des industriels. C'est-à-dire, par les temps qui courent, de plus en plus souvent de leurs financiers. La libéralisation des marchés publics piétine. Le système monétaire européen, demeuré incomplet du fait des Britanniques, immobilisé par les Allemands et déséquilibré par la relative faiblesse commerciale de la France, est loin de mériter son nom.

L'indéfectible fidélité de tous les gouvernements français successifs, de Barre à Bérégovoy, au sacrement du franc fort est-il un aiguillon qui puisse inciter les autorités allemandes à mieux partager les contraintes et le coût économique de la coopération monétaire ? Ce n'est pas en jurant une fidélité perpétuelle et gémissante à la zone mark que l'on peut faire évoluer des économies et des démographies différentes vers l'union monétaire.

En décidant de faire l'Europe financière avant toutes les autres, en sachant très exactement les difficultés soulevées par la coordination économique et monétaire et donc par l'institution de nouvelles politiques communes, la Commission européenne a incontestablement voulu — et chacun des États membres l'a accepté — faire de la libre circulation du capital le ressort essentiel et, pour le temps qui court, le ressort quasiment unique du marché unique, ou, disons le plus noblement, de la construction de l'Europe. Il vaut la peine d'envisager les implications de ce choix. Car la décision de faire de l'espace financier le commencement de l'avenir communautaire porte en elle la chance — ou le risque — qu'il se révèle en définitive en être la fin. Dans tous les sens de ce terme.

Écartons d'emblée le risque d'un malentendu. La libéralisation des services financiers et celle des mouvements de capitaux devront à notre sens parachever le moment venu le grand marché intérieur sans lequel la Communauté européenne n'aurait pas d'avenir, ni l'Europe proprement dite d'avenir européen. On ne détruira donc pas le principe de la décision du mois de juin dernier mais bien de la portée et du sens qu'elle doit au fait d'avoir pris le pas sur toute autre.

Le grand marché intérieur sera donc nécessairement structuré par elle, c'est-à-dire par une circulation de l'épargne sur laquelle les politiques nationales auront de moins en moins de prise. On peut se demander d'ailleurs ce que ce grand marché gardera d'intérieur, dans la mesure où la libération des mouvements de capitaux se fera *erga omnes*, comme c'est le cas depuis longtemps à Londres et à Luxembourg (la négociation malisée d'une clause de réciprocité dans l'établissement des institutions financières des pays extérieurs à la Communauté n'y changera pas grand-chose) puisque ce quasi libre-échange mondial des capitaux prendra toute politique commerciale communautaire à revers.

On espère d'un tel espace financier, à longue échéance, les effets favorables à la croissance d'une plus grande mobilité de l'épargne et d'une tendance à la baisse des taux d'intérêt, consécutives à l'intégration et à la globalisation des marchés. Il se peut. Mais on n'écartera pas, et tout de suite, à une forte accélération des phénomènes de délocalisation industrielle qui aggraveront le chômage et les disparités régionales dans la Communauté. Le doublement, si louable soit-il, des fonds régionaux et sociaux ne comblera pas le déficit de volonté et de moyens d'une politique industrielle en Europe.

Démagogues de l'économie vandon

L'absence de politique monétaire, ou plutôt la direction sans partage — mais sans la livre sterling — du SME par la Bundesbank permettrait-elle à celui-ci de résister à des fluctuations importantes du dollar, dans les conditions de cette nouvelle donne financière ? Il est permis d'en douter. La libération des mouvements de capitaux décapitait pour l'économie française, d'un taux de change rigide entre le franc et le mark. Le plus berriste des socialistes au gouvernement n'y résistera pas.

Cette libération implique l'harmonisation fiscale. Que lui vaudra la technique du fait accompli ? Aucun gouvernement britannique ne paraît susceptible d'accepter aujourd'hui d'assujettir à la TVA les produits alimentaires de grande consommation. En France, le premier ministre vient opportunément de nous rappeler la nécessité de pourvoir aux ressources publiques, n'en déplaise aux chasseurs de prébendes obligatoires et autres démagogues de l'économie vaudou. Compter la diminution du produit de la

(*) Député européen PS.

TVA par un renforcement de l'imposition directe demande du temps... et du courage.

Les distorsions de prix qui subsisteront de ce fait seront peut-être supportables — le rôle discriminant des prix tend à diminuer dans la concurrence des produits élaborés mais la libération des mouvements de capitaux, elle, exigera, dès 1990, sous peine d'évasion fiscale, l'homogénéisation des régimes fiscaux de l'épargne. Cet alignement se fera par le bas — c'est la conséquence inéluctable d'une dénormée qui prive dans ce domaine, plus que d'autres, le gouvernement français de toute marge de négociations. Ainsi s'aggravera le déséquilibre de notre fiscalité en faveur du capital.

Est-il enfin vraiment conforme à l'intérêt national d'ouvrir notre économie sans contrôle à des OPA venues du monde entier, alors même que l'industrie française n'a pas établi, avec ses banquiers, cette solidarité d'intérêt qui fait la force de l'industrie allemande ?

Ce sera sans doute un sujet d'étonnement à venir que de constater la perte suivie par nos gouvernements successifs dans cette affaire. Aux yeux de certains, aux yeux de tous ceux qui accueillent le déclin de la politique comme la douceur du soir, cette pente est celle de l'ordre des choses. D'autres estimeront qu'elle est celle du désordre de leur pensée et d'un reniement de la démocratie. Car enfin, s'il est vrai que l'Europe est notre avenir, où commence le parti vrai à son égard ? Une véritable politique de la concurrence, c'est-à-dire de l'égalité des chances, est incompatible avec ce labeur par lequel aujourd'hui dans la Communauté la concurrence tient lieu de politique. Depuis vingt-cinq ans, l'inégalité sociale, les disparités régionales ne cessent d'y croître.

« L'Europe des marchés » aura-t-elle besoin de champions que l'Europe des travailleurs aurait besoin de marchands, mais on aurait tort de croire que l'on puisse mélanger l'une et l'autre sans un peu d'aloïsette. Rien n'est plus dangereux pour l'Europe que de laisser invoquer son nom pour rendre indiscernables des choix qui départagent clairement la droite de la gauche, pour peu que celle-ci ait le réflexe de s'en apercevoir.

La Communauté s'est engagée dans l'établissement d'un grand marché à contresens, mais c'est celui des forces sociales et politiques qui la dominent depuis trente ans. Au lieu d'être la proie de cette communauté de destins invoquée de toutes parts, le grand marché la dissout d'avance en s'identifiant à elle.

La gauche européenne préfère se dissimuler à elle-même qu'elle a tout à fait renoncé à frayer le

voie à une Europe de gauche, c'est-à-dire à une véritable communauté. Le nombre des commissaires socialistes à Bruxelles n'y changera rien, et leur bonne volonté servira surtout à donner le change. La controverse en cours entre les tenants de l'économie de marché et ceux de l'économie sociale de marché — appellation contrôlée d'origine démocrate-chrétienne — donne la mesure d'un alignement intellectuel et moral qui n'est après tout que la cause et l'expression de la crise de la conscience européenne depuis la guerre. Tant qu'elle ne sera parvenue à retrouver un horizon, à rendre visible un projet d'ensemble, la gauche divisée son impuissance entre la répétition des combats passés et l'anticipation des capitulations futures.

Eviter un échec historique

La vie se chargera des nouvelles données. Lorsque la plus ou moins prochaine récession mondiale, induite notamment par les coups de frein de l'Amérique, conjuguera ses effets avec ceux de l'anarchie des marchés financiers, la Communauté apparaîtra pour ce qu'elle est, un hangar ouvert à tous les vents. Aucun gr-gri rhétorique, même présidentiel, ne pourra conjurer alors le choc en retour des espérances déçues et des vies déracinées, ni couvrir le désastre social du chiffon rouge de l'anticorporatisme. L'Europe communautaire aura perdu sa force propulsive, faite de l'avis pénétré ailleurs que dans un capitalisme qui, sans doute, déjà, n'en a plus besoin. Il vaudrait mieux s'en aviser à temps.

La France va au-devant de réactions, et peut-être même de convulsions qu'on ne surmontera pas en se contentant de les recuser comme des manifestations d'un néo-poujadisme dépassé. Car si l'Europe est son avenir, que peut signifier l'Europe et par conséquent la France elle-même pour des jeunes sans métier et des carrières sans avenir ? Pas plus que la concurrence, le recours précipité à des clauses de sauvegarde ne pourra tenir lieu de politique. Il n'est peut-être jamais tout à fait trop tard pour éviter également de se replier ou de se dissoudre. C'est une voie étroite qui consiste à imposer à la mise en œuvre de la directive du 13 juin 1988 des conditions relatives au progrès de la coopération monétaire, du développement industriel et de la protection sociale de la Communauté européenne. Faute de quoi, la présidence française de la Communauté comme d'ailleurs le prochain sommet « mondial » du 14 juillet 1989 marqueraient d'avance un échec historique de la France en Europe et de l'Europe en France.

BIBLIOGRAPHIE

« La Discordance des temps », d'Albert Costa de Beauregard

Une pensée pour l'action

LES lecteurs du Monde ignorent pour la plupart le rôle qu'Albert Costa de Beauregard a joué, en 1985, dans la phase initiale du redressement de leur journal. Directeur d'une filiale de la BNP, la Banque, il s'est donné à fond dans la tâche difficile qui consistait à imaginer les structures financières et juridiques les mieux à même de rendre vie, sans pour autant remettre en cause ses équilibres fondamentaux, à une entreprise qui était alors en péril de mort.

Il venait de sortir d'une de ces traversées du désert que la République sait à l'occasion infliger, s'il est le malheur de ne pas penser bien, à certains de ses meilleurs serviteurs. Ce polytechnicien, ingénieur des mines, chez qui la flamme, contenue par la pudeur, faisait bon ménage avec la rigueur, n'avait-il pas commis le crime de s'occuper des questions industrielles au cabinet d'un Raymond Barre dont la gauche n'avait pas encore découvert les vertus ?

Les mauvaises choses ont parfois du bon. La relative inactivité imposée à cet homme d'action l'a amené à rédiger un essai dans lequel il nous livre, avec un parti pris de concision parfois déroutant, les conclusions que lui inspire la crise qui dominait alors l'Occident et la France. Pourquoi cet ouvrage n'a-t-il pas été publié sur le moment ? Mystère. Peut-être ne l'aurait-il jamais été si la mort prématurée de son auteur, l'an dernier, à quarante-quatre ans, n'avait amené sa famille et ses proches, désireux de conserver la

mémoire de cet homme exceptionnel, à en décider autrement.

Curieux de tout, « Costa » avait en même temps l'art d'aller toujours à l'essentiel. Il détestait aussi bien, comme le note le P. Thomazeau dans l'avant-propos qui suit la dense préface de Raymond Barre, le cynisme que la candeur. C'est entre ces deux bords qu'il a voulu élaborer une pensée toute tendue vers l'action. Une pensée fondamentalement démocratique destinée à secourir une société dont les désirs et les habitudes, hérités d'une période de facilité, ne correspondent plus à la réalité de ses possibilités, ce qui l'amène à « laisser l'initiative aux événements ». Or « une nation dépend lorsqu'elle se désencheîne », à plus forte raison si l'État, dont la croissance est « affaire de culture plus que de structures », se dérobe à sa mission principale : l'arbitrage.

Entre les nostalgiques du tout-État et ceux qui vont proclamant, avec une belle légèreté, que tout d'ordre du « moins-d'État » pouvait à tout, Albert Costa de Beauregard montre avec beaucoup de finesse qu'il n'y a pas de société viable sans « la combinaison indissociable de deux ordres, l'ordre central et l'ordre civil », débouchant sur ce qu'il appelle un « art de la liberté ».

Que cet art suppose un fondement moral et une remise en question des privilèges non justifiés par le service rendu va de soi. C'est à ce prix que peut et doit émerger le « nouvel esprit public », animant la « nation résolue et rassemblée » seule capa-

ble de faire face aux défis de ces temps d'interdépendance.

Ainsi présenté, ce message positif peut paraître un peu abstrait. Mais comment résumer un texte dont chaque mot porte ? Le déclin, souvent noté, d'idéologies centennaires auxquelles personne n'a de solution de rechange à proposer réduit trop souvent aujourd'hui la réflexion politique à la nostalgie, à l'amertume ou à la chronique désabusée des jeux du cirque. Albert Costa de Beauregard s'interdit ces facilités. Sans la moindre trace de prétention ou de hargne, avec une extrême économie de moyens, il interpelle tous ceux qui disposent de quelque pouvoir et les met en face de leurs responsabilités. Bien présumptueux qui jugerait n'avoir pas à en prendre de la graine...

ANDRÉ FONTAINE.
« La Discordance des temps », d'Albert Costa de Beauregard, préface de Raymond Barre, Masson, 152 p., 90 F.

Les Amis d'Albert Costa de Beauregard ont constitué une association (1) destinée à perpétuer sa mémoire. Présidée par M. Gérard Liby, conseiller du président de la Société générale, elle a créé un prix Albert Costa de Beauregard — Économiste qui sera décerné au printemps prochain. Le jury, présidé par M. Marcel Bouteau, président de l'Institut Pasteur et président d'honneur d'EDF, récompensera des travaux de toute nature ayant contribué à la promotion de l'entreprise vis-à-vis du public. (2, rue de La Trémoille, 75008 Paris.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 42-47-87-27
Téléfax MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile :
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wosts.

Rédacteur en chef :

Daniel Verne.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléfax MONDIPAR 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Microfilms et index du Monde
Renseignements au (1) 42-47-88-61.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 38-15-Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif FRANCE REXEL TUXE AUTRES PAYS

3 mois 254 F 299 F 584 F 687 F

6 mois 672 F 762 F 972 F 1.337 F

9 mois 954 F 1.089 F 1.404 F 1.952 F

1 an 1.200 F 1.380 F 1.800 F 2.530 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN

accompagné
de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL

3615 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse détaillés en

prochaines : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Vous avez l'obligation d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Le Monde

AFFAIRES

LES REBONDS DE MAXWELL

Imprévisible capitaine Bob ! Pour partir à l'assaut des États-Unis, ce magnat de la presse et de l'édition met en vente ses imprimeries en Grande-Bretagne. Un nouveau virage en épingle à cheveux dans sa course à la puissance.

Au sommaire :

DAIMLER-BENZ : UN COLOSSE À TROIS FIÈRES
A l'heure où l'on ne parle que de concentration, le fabricant de Mercedes, premier groupe industriel allemand, mise sur la diversification. Après l'automobile et l'électronique, il poursuit son développement dans l'aéronautique.

CYRIL DE ROUVRE FAIT SON CINÉMA
« La Leclerc », « Camille Claudel », c'est lui (en partie). La Société Fabrique de sucrés (SFS) aussi. De même que la vente d'avions et (peut-être) la maîtrise de Chaumont ! A quarante-deux ans, le PDG de la financière Robur, producteur et industriel, continue à étirer son conglomérat et jargon sur Paris-Cinéma.

LES QUALITÉS D'UN MANAGÈRE
Pour l'économiste américain Lester Thurow, doyen de la Business School du Massachusetts Institute of Technology, un bon gestionnaire doit être aussi un bon technicien. Et avoir une solide culture générale.

DEMAIN DANS Le Monde

Chaque vendredi, les affaires c'est l'affaire de tout Le Monde.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

L'Afrique du Sud

étude en cours

L'accord de commerce

de Genève

Le mouvement

des étudiants

en France

Le mouvement

des étudiants

en France

Le mouvement

des étudiants

en France

Le mouvement

des étudiants

en France

Le mouvement

des étudiants

en France

Le mouvement

des étudiants

en France

Le mouvement

des étudiants

en France

Le mouvement

des étudiants

en France

Le mouvement

des étudiants

en France

Le mouvement

des étudiants

en France

Le mouvement

des étudiants

en France

Le mouvement

des étudiants

en France

Le mouvement

des étudiants

en France

Le mouvement

des étudiants

en France

Le mouvement

des étudiants

en France

Le mouvement

des étudiants

en France

Le mouvement

des étudiants

en France

Le mouvement

des étudiants

PAKISTAN : la nette victoire de M^{me} Benazir Bhutto au scrutin législatif

La coalition gouvernementale devancée par l'opposition

ISLAMABAD
de notre envoyé spécial

Elle a gagné ! Jeudi matin 17 novembre, alors que les journaux de la télévision égrenent d'un air navré des résultats attendus toute la nuit, la très large victoire « historique » de M^{me} Benazir Bhutto, chef du Parti du peuple pakistanais (PPP) et de l'opposition tout entière, ne faisait plus de doute. Le PPP l'a emporté sur son principal rival, l'Alliance démocratique islamique (IDA), dirigé par M. Nawaz Sharif, chef-ministre de la province la plus peuplée du Pakistan, le Pendjab (60,74 % de la population).

M^{me} Benazir Bhutto elle-même l'a emporté dans les trois circonscriptions où elle était candidate (1), à Karachi, Larkana et Lahore, alors que M. Sharif, vainqueur à Lahore, a dû s'incliner devant un candidat du PPP dans la ville de Multan. Dans la soirée, le chef de l'Etat par intérim, M. Ghulam Ishaq Khan, nommé après la mort accidentelle, le 17 août, de l'ancien président Zia Ul Haq, avait semblé donner une première indication de cette victoire du PPP : visitant le centre de presse, il avait répondu qu'une femme pouvait devenir premier ministre, ajoutant que cela pourrait être « un bon changement » et précisant que la Constitution ne prévoyait rien pour empêcher une femme d'occuper ce poste. Certaines écoles de pensée, ajoutait-il, estiment le contraire. Plusieurs formations politiques, notamment les musulmans fondamentalistes, ont en effet fait campagne sur ce thème.

La fille de l'ancien premier ministre Ali Bhutto renversé en 1977 par Zia et pendu deux ans plus tard, sera, selon toute logique, le prochain chef du gouvernement du Pakistan, devenant ainsi la première femme à occuper ces fonctions dans un pays musulman, et à trente-cinq ans, l'un des plus jeunes premiers ministres du monde. M. Ishaq Khan a précisé dans la nuit du 16 au 17 novembre qu'il allait consulter les partis politiques, et cela avant même la réunion de la nouvelle Assemblée.

Pour l'IDA, qui était en fait une coalition anti-PPP regroupant les anciens « barons » du régime Zia, la défaite est d'autant plus sévère que si, en effet, le PPP a dominé la campagne électorale, tous les observateurs pensaient que son éventuelle victoire ne se ferait que d'une courte tête.

Or celle-ci paraît écrasante. La campagne électorale de l'IDA, extrêmement négative et axée sur le thème « le retour du PPP au pouvoir, c'est le retour des atrocités »

n'a pas convaincu la majorité des quelque 48 millions d'électeurs. L'ancien premier ministre, M. Mohammad Khan Junejo, que Zia avait démis de ses fonctions en même temps qu'il avait dissous l'Assemblée nationale en mai dernier, est lui-même battu dans sa circonscription de Sanghar, près d'Hyderabad, dans la province du Sind. M. Junejo, président de la Ligue musulmane, le parti historique du Pakistan fondé par le « père de la nation » Jinnah, bien avant la partition de l'ancien empire des Indes en 1947, avait choisi, après de longues semaines d'incertitude, de « faire la paix » avec les proches de Zia, qui avaient formé une « ligne musulmane bis ».

Déroute
des caciques

Cette décision allait précipiter sa perte, M. Sharif s'imposant très vite comme le principal leader de la coalition anti-Bhutto. M. Ghulam Mustafa Jatoi, président de l'IDA, est également battu, de même que Pir Pagara, chef spirituel de la communauté soufie et mentor politique de M. Junejo, et Maulana Sayed Nadevi, le ministre des affaires religieuses, auteur de déclarations remarquées selon lesquelles la démocratie n'était pas forcément compatible avec l'islam et que, de toute façon, une femme ne pourrait pas devenir premier ministre.

Le PPP remporte aussi une victoire psychologique et symbolique non négligeable en obtenant le seul siège d'islamabad, la capitale fédérale, où se présentait, pour la majorité gouvernementale, l'ancien chef de la marine du temps de Zia.

La bégum Nusrat Bhutto, la mère de Benazir, est éliminée ainsi que son beau-père Hakim Ali Zardari, l'un des chefs du Parti national Awami. En revanche, le général Tikka Khan, secrétaire général du PPP et que l'on disait un candidat possible au poste de chef de l'Etat, est battu à Rawalpindi. Rendue encore plus difficile aujourd'hui, cette candidature aurait été bien accueillie au sein de l'armée, mais sans doute beaucoup moins bien sur la scène internationale : le général Tikka Khan, ancien commandant en chef des forces pakistanaïses au moment de la guerre indo-pakistanaïse de 1971, avait été surnommé le « boucher du Bangladesh ».

Le scrutin s'est dans l'ensemble déroulé sans incidents. A Karachi, Lahore et Rawalpindi, les principales villes du pays, l'armée et la police avaient pris position pour

empêcher toutes violences pré et post-électorales. A Karachi notamment, des blindés étaient visibles dans les principales artères de cette métropole de plus de huit millions d'habitants. Durant une partie de la nuit, les supporters des deux principales formations, le PPP et l'IDA, ont circulé en ville, arborant des drapeaux aux couleurs de leur parti, mais sans faire de bruit, ni de scandale. A Rawalpindi, d'une étonnante tolérance envers leurs adversaires. A mesure que la soirée s'avancait, l'enthousiasme des partisans du PPP dépassait nettement par son ampleur celui des sympathisants de l'IDA.

Pendant une partie de la nuit, les observateurs ont craint que les autorités ne se livrent à une manipulation des résultats, ceux-ci étant toujours inconnus plus de dix heures après la clôture du scrutin. Benazir, de son côté, revendiquait sa victoire dès 3 heures du matin. Apparemment, la question des cartes d'identité, qui, par un arrêt de la Cour suprême, étaient devenues indispensables à tout électeur, n'a pas joué un rôle déterminant. Dans les bureaux de vote où nous nous sommes rendus à Rawalpindi et dans les villages alentour, le déroulement des opérations s'est effectué dans le plus grand calme, en présence de quelques policiers armés.

Peu
de fraude

Chaque électeur disposait d'une feuille de papier remplie des symboles des candidats. A l'aide d'un tampon creux, il pouvait faire son choix derrière un isolat rudimentaire. Plusieurs cas de fraude et de bourrage d'urnes se sont produits dans la province du Nord-Ouest, mais ce phénomène n'a pas atteint une dimension significative.

La victoire de M^{me} Benazir Bhutto pourrait permettre au PPP, qui devient le premier parti politique du Pakistan, d'être majoritaire à lui tout seul à l'Assemblée nationale. Un autre parti émerge de ce scrutin, le MQM, qui, à Karachi et dans le

Sind, regroupe les Mohajirs. De longue cordée, les Mohajirs sont des émigrés musulmans qui avaient quitté l'Inde en 1947 pour rejoindre le nouvel Etat pakistanais.

Devant les manifestations de nationalisme parfois xénophobe des Sindhis, les Mohajirs, minorité dynamique sur le plan économique, se sont regroupés pour faire front. Les deux communautés se livrent parfois à de sanglants affrontements. En septembre des combats inter-ethniques à Hyderabad et à Karachi avaient provoqué la mort de près de trois cents personnes. Le PPP entretient néanmoins des relations relativement bonnes avec le MQM, ce qui devrait lui permettre, le cas échéant, d'élargir sa majorité à l'Assemblée.

La victoire du PPP devrait être bien accueillie en Inde. A New-Delhi comme à Islamabad, on se souvient en effet que le père de Benazir avait normalisé les relations de son pays avec l'Inde d'Indira Gandhi. Son fils Rajiv Gandhi, premier ministre indien, avait en revanche des rapports difficiles avec le général Zia. L'image de marque de M^{me} Benazir Bhutto est nettement moins bonne au sein de la résistance afghane, où on lui prête l'intention de vouloir hâter le départ des réfugiés installés au Pakistan et de se montrer moins ferme dans de nouvelles négociations avec les Soviétiques.

Il reste que le triomphe de M^{me} Benazir Bhutto ne sera pas complet tant que sa victoire électorale n'aura pas été ouvertement admise par les militaires. Le général Aslam Beg, chef d'état-major, qui, en pleine campagne électorale, avait tenu à souligner que l'armée ferait le nécessaire pour prévenir tout attentat, n'avait encore fait aucun commentaire jeudi 17 novembre.

LAURENT ZECCHINI

(1) Le code électoral permet à une personnalité d'être candidate dans plusieurs circonscriptions en même temps. L'élu doit ensuite opter pour l'une d'entre elles.

Les premières élections
depuis onze ans

7-10 mars 1977. — Des élections générales et provinciales donnent une large majorité au parti d'Ali Bhutto. De nombreux leaders de l'opposition, qui crient à la fraude électorale, sont arrêtés.

5 juillet 1977. — Le général Zia chasse du pouvoir le premier ministre, M. Ali Bhutto, et instaure la loi martiale.

18 mars 1978. — M. Ali Bhutto est condamné à mort pour le meurtre d'un opposant politique.

16 septembre 1978. — Le général Zia est nommé président de la République.

11 février 1979. — Le général Zia proclame la suprématie de la charia, la loi coranique.

4 avril 1979. — M. Ali Bhutto est pendu.

27 décembre 1979. — L'Union soviétique envahit l'Afghanistan et des milliers de réfugiés affluent au Pakistan.

19 décembre 1984. — L'extension de cinq ans du mandat présidentiel est approuvée par référendum, ainsi que la politique

d'islamisation mise en place par le général Zia.

31 décembre 1985. — La loi martiale est levée et les partis politiques sont autorisés à reprendre leurs activités.

10 avril 1986. — M^{me} Benazir Bhutto, fille de M. Ali Bhutto et dirigeante du Parti du peuple pakistanais, rentre au Pakistan après deux ans d'exil à Londres.

14-15 décembre 1986. — Des émeutes ethniques ont lieu à Karachi et font au moins cent cinquante morts.

31 mai 1988. — Le général Zia prend la tête du gouvernement intérimaire après avoir limogé le premier ministre, M. Mohammad Khan Junejo, et dissous le Parlement.

15 juin 1988. — Une ordonnance confère à la charia le statut de « loi suprême ».

17 août 1988. — Mort du général Zia dans un accident d'avion.

18 août 1988. — Le président par intérim confirme la tenue d'élections parlementaires prévues le 16 novembre.

Le charme et la ténacité

On devrait d'abord s'intéresser à sa personnalité, à ses idées et à sa vision du monde et du Pakistan, mais, elle n'y peut rien, ce qui séduit en tout premier lieu chez M^{me} Benazir Bhutto, c'est son charme. Bien sûr, après, on ne peut qu'être frappé par sa force de caractère et par cette espèce de déterminisme qui ont fait que, dès l'adolescence, les événements et sa volonté lui ont ouvert la voie d'une carrière politique, sorte de destinée tragique et presque messianique. Et puis, on se dit quand même que Benazir, avec sa longue silhouette d'étudiante, ses cheveux bruns coiffés à la garçonne et son sourire, est belle.

C'est une beauté qu'elle tient de sa mère, la bégum Nusrat, qui, dans les semaines historiques que vient de vivre le Pakistan et pendant toute la campagne électorale, a un peu trop joué

de l'association des étudiants de la prestigieuse université. A la mort de son père — pendu en avril 1979 sur ordre de l'ancien président Zia Ul Haq, dont elle recueille les dernières confidences en prison, Benazir entre de façon tragique en politique. Cette mort de Bhutto va la poursuivre (elle raconte, avec beaucoup d'émotion, les derniers moments de son père, dans un livre de souvenirs à paraître prochainement), et l'idée aussi de devenir, par son seul prénom, le chef de file de tous ceux qui, au Pakistan, s'opposent aux années de la « dictature ».

Elle est Benazir Bhutto, et cela suffit. Le charisme lui venant par surcroît, elle se voit ainsi un destin à la Cory Aquino, qu'elle admire. Elle dira : « Cela n'a pas d'importance que je sois une femme ; cela n'a pas d'importance que je sois jeune, et c'est une raison de fierté que d'être une Bhutto... » Héritière donc, elle va d'abord en supporter beaucoup : emprisonnée avec sa mère après le coup d'Etat qui renversa Bhutto, elle fut libérée en avril 1980.

De l'eau
dans son « socialisme »

Alors chef de file de l'association des jeunes du PPP, elle acquiert rapidement un rôle plus large et participe activement aux négociations pour former le Mouvement pour la restauration de la démocratie (MRD). De nouveau arrêtée en mars 1981, lorsque son frère Murtazar, à la tête d'un commando, détoune un avion de la compagnie nationale pakistanaïse, elle sera assignée à résidence à Karachi, puis à la résidence familiale de Larkana jusqu'en janvier 1984.

Paris en exil, où elle rejoint sa mère, elle rencontra triomphalement au Pakistan en avril 1988. Des foules en délire accueillent alors Benazir : elle devient, d'un seul coup, une solution de sauvegarde possible et le symbole de la lutte contre le pouvoir militaire du général Zia. Critique au sujet des erreurs qui entrainèrent la désaffection populaire dont souffrit son père, Benazir a mis beaucoup d'eau dans le « socialisme » militant des premières années du PPP. Pragmatique, tacticienne (il y a bien longtemps qu'elle ne dénonce plus la « trahison » de Karachi), ambitieuse aussi, elle se maria en décembre 1987, parce que, malgré tout, c'est plus convenable pour un futur premier ministre.

L'élu s'appelle Ali Zardari. C'est un joueur de polo et de golf émérite et un homme d'affaires. La famille Zardari, originaire, comme les Bhutto, du Sind, est riche et influente en politique. Surtout, Benazir répète urbi et orbi que ce mariage n'affectera en rien sa carrière politique. Elle met au monde un fils et, très vite, prend la tête de la campagne pour les élections législatives. Entre-temps, elle a fait le ménage au sein du PPP, écartant les caciques de la vieille garde, un peu trop portés sur un socialisme militant, peu au goût du jour. Elle a corrigé son image, trop américaine. Bref, elle est prête.

Bonne musulmane (parfois avec application), Benazir est souvent vêtue de la tenue traditionnelle. Elle aime la littérature anglaise, avec une prédilection pour les nouvelles de Harold Robbins, le thé avec des toasts au miel et le couleur rose.

L. Z.



le rôle de la mère gaffeuse, multipliant les petites phrases assassines contre les adversaires de Benazir et du Parti du peuple pakistanais (PPP), gênant parfois plus sa fille qu'elle ne l'aidait.

Benazir, elle, est plus orientale. On aurait volontiers dit plus enveloppante. En fait, elle a la tête plus politique. Nusrat est d'origine iranienne, chite, et elle fut la seconde femme d'Ali Bhutto, lui-même musulman sunnite. Benazir est née à Karachi, le 21 juin 1953. Fille aînée des quatre enfants de l'ancien premier ministre, Benazir était la préférée, comme si Bhutto avait tout de suite senti qu'elle serait son héritière, celle qui allait un jour réaliser sa prophétie : « Si je suis assassiné, avait-il dit, le gouvernement toujours du fond de ma tombe. » Benazir a tenu parole.

Très tôt, Bhutto lui fit approcher de près la politique, aimer les affaires, les choses de gouvernement et, surtout, les affaires étrangères. En juin 1972, elle sera aux côtés de son père à Simla pour un sommet avec Indira Gandhi. A l'époque — elle a dix-neuf ans — elle explique à la radio indienne qu'elle vient en tant que « secrétaire personnelle » de son père.

Rien d'étonnant alors si, adolescente encore, elle montre vite des qualités de « meneur d'hommes ». Très occidentaliste après des études supérieures à Ruzfild puis à Oxford, où elle obtient un diplôme de philosophie et d'économie (1986), elle deviendra la première (et la plus jeune) présidente non britannique

A TRAVERS LE MONDE

Angola

L'Afrique du Sud étudie en détail l'accord de principe de Genève

Le gouvernement sud-africain a fait savoir, mercredi 16 novembre, qu'il allait étudier, dès la semaine prochaine, l'accord de principe conclu, mardi à Genève, sur le retrait des troupes cubaines d'Angola (le Monde du 17 novembre).

« Nous devons examiner en détail les résultats de cette réunion pour voir s'ils sont vraiment porteurs d'un accord définitif », a indiqué M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères. Cela prendra du temps et, à ce stade, il n'est pas possible d'indiquer la date à laquelle le gouvernement rendra publique sa position concernant les propositions de Genève.

L'accord de principe de Genève marque « une étape essentielle dans l'action engagée en vue de conclure la Namibie à l'indépendance », a indiqué, dans un communiqué, le ministre français des affaires étrangères. La France souhaite que ces développements rendent possible « l'application rapide du plan de règlement des Nations unies entré en vigueur par la résolution 435 du Conseil de sécurité ».

Le président de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), qui lutte pour l'indépendance de la Namibie, M. Sam Nujoma, s'est félicité mercredi à Genève et a exprimé l'espoir que l'Afrique du Sud « ne mette pas d'obstacles à l'application de la résolution 435 ». — (AFP, Reuters.)

Italie

Promulgation de la loi conférant des pouvoirs exceptionnels au haut-commissaire anti-Mafia

La criminalité organisée a le « contrôle absolu de trois régions » d'Italie : la Sicile, la Calabre et la Campanie (province de Naples) a déclaré mardi 15 novembre à Rome, devant la commission parlementaire anti-Mafia, le haut-commissaire Domenico Sica, en estimant probable que le centre moteur de la nouvelle Mafia soit installé à l'extérieur de la Sicile.

Pour le haut-commissaire anti-Mafia, les mesures en série auxquelles on assiste actuellement sont « l'expression d'une mise en ordre des affaires de l'organisation, qui coupe ses branches sèches, trop voyantes ou compromissaires ».

Contre cette nouvelle Mafia, M. Domenico Sica propose avant tout, une coordination des forces spécialisées à l'échelon international. En Italie, outre un descriptif précis de la composition des « familles », il rassemble depuis trois mois des éléments, notamment judiciaires et belletiques, pour une banque de données, prévue dans la loi qui lui confère des pouvoirs exceptionnels financiers, mais également juridiques — levée du secret bancaire sur les comptes suspects notamment. Présentée début septembre, cette loi a été promulguée mardi. — (AFP)

ATTENTION TRAVAUX!

Dix ans après "Rue du prolétaire rouge", Nina et Jean Kéhayan restituent au quotidien les espoirs et les craintes des Soviétiques. Une réalité différente de ce que croit l'Occident.

Le Chantier de la Place Rouge

Editions du Seuil

Asie

JAPON : le vote de la réforme fiscale

Une entrée dans le camp des pays fiscalement développés

Le Japon rejoindra enfin le 1^{er} avril 1989 le camp des pays développés qui se sont dotés d'une taxe indirecte à assiette très large, sorte de TVA, regardée à peu près unanimement comme la marque d'une fiscalité moderne.

Le ministre des finances, après dix années d'efforts infructueux pour obtenir la création d'une version japonaise de la TVA, peut remercier le premier ministre Noboru Takeshita, désormais assuré de mener la réforme fiscale à bon port à la suite du vote intervenu jeudi 17 novembre à la Chambre basse de la Diète.

TOKYO
correspondance

Assiette très large n'est pas une exagération. La valeur annuelle des biens et services qui seront assujettis à partir du printemps prochain à la « taxe à la consommation » est impressionnante : 180 000 milliards de yens (8640 milliards de francs), selon les projections du ministère des finances, mais certainement plus, compte tenu, des brillantes performances récentes de l'économie japonaise, soit quelque 60 % du PNB de l'archipel : 68,2 % des entreprises ou commerces, « petits produits » du Parti libéral démocratique et dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 30 millions de yens, seront exemptés de la nouvelle taxe, mais ils ne comptent que pour 2,9 % des transactions concernées.

Même au taux initial très bas de 3 % retenu pour amadouer une opinion publique méfiante, le gouvernement japonais obtient bien les ressources abondantes, stables, économiquement neutres et « indolores » qu'il souhaitait. Selon un expert du ministère des finances, une augmentation du taux ne devrait pas être nécessaire avant une bonne dizaine d'années.

Au cours de l'année fiscale 1989, qui commencera le 1^{er} avril prochain, la taxe à la consommation devrait théoriquement faire tomber 5400 milliards de yens dans les caisses de l'Etat. La recette effective sera sans doute moindre, le gouvernement ayant concédé une application « flexible » au cours des six premiers mois.

Cette manne sera compensée, et au-delà, par des coupes claires pratiquées sur d'autres recettes fiscales, directes et indirectes, qui sont simplifiées, allégées ou disparaissent purement et simplement.

En année pleine, la baisse de l'impôt national et local sur les revenus des ménages est estimée à 3 100 milliards de yens. C'est le résultat d'une diminution spectaculaire du nombre des tranches d'imposition, ramené de douze à cinq (avec un taux allant de 10 % à 50 %, contre un maximum de 60 % actuellement) dans le cas de l'impôt national, et de sept à trois (aux taux de 5 %, 10 % et 15 %) en ce qui concerne les taxes locales.

L'impôt sur les bénéfices des entreprises rapportera 1 800 milliards de yens de moins. Principale modification, le taux de base sera réduit de 42 % à 40 % la première année, avant de tomber à 37,5 %. En revanche, la correction de certaines inégalités, avec notamment le renforcement de la fiscalité sur les plus-

values boursières, permet de compter sur 600 milliards de yens de recettes supplémentaires.

La réforme des droits de succession devrait mettre un coup d'arrêt à la progression accélérée de leurs recettes, liée aux niveaux astronomiques atteints par les prix des terrains en zone urbaine. De 1950 à 1986, la participation des droits de succession aux recettes globales était passée de 0,5 % à 3,3 %, le niveau de loin le plus élevé des cinq principaux pays industrialisés (ce ratio varie de 0,5 % en RFA à 1,5 % aux Etats-Unis). La réforme réduira leur poids de 700 milliards de yens en année pleine.

Enfin, la nouvelle TVA permet un débroussaillage du maquis des taxes indirectes spécifiques, par suppression ou aménagement, ce qui réduira leur produit de quelque 300 milliards de yens.

Au bout du compte, le fardeau fiscal net des entreprises et des ménages japonais sera allégé de 2 400 milliards de yens selon les projections gouvernementales. Même s'ils expriment des avis divergents sur la capacité de cette réforme à corriger les inégalités profondes du système fiscal japonais, experts privés et gouvernementaux sont d'accord pour estimer qu'elle aura un effet positif sur la croissance. L'Agence nationale de planification (EPA) prévoit de son côté une contribution positive de 0,2 % par an d'ici à 1991.

Les experts minimisent l'impact de l'introduction de la TVA sur les prix. L'EPA prévoit une hausse des prix de détail de 1,2 % en 1989, mais une réduction de 0,1 % en 1991. Deux raisons à cet optimisme. D'abord, les économistes ne s'attendent pas à une répercussion intégrale de la taxe sur les prix, en particulier de la part des grandes entreprises dans les secteurs concurrentiels.

En outre, la substitution de la nouvelle taxe indirecte à une ancienne taxe spécifique aura pour effet de réduire parfois considérablement le taux d'imposition. Ce sera vrai notamment pour l'automobile et certains types de produits importés. La réforme contient d'ailleurs une correction du régime fiscal discriminatoire contre les vins et alcools étrangers. Ainsi, pour une voiture moyenne, ce taux tombera de 18,5 % aujourd'hui à 6 % pendant une période transitoire de trois ans, puis à 3 % seulement. De quoi réjouir les partenaires de Tokyo, qui resteront très attentifs à l'impact de la réforme sur la croissance de la demande intérieure.

BERNARD HAMPT.

Le coup de grâce pour M. Nakasone

TOKYO
de notre correspondant

En faisant approuver mercredi 16 novembre, par la Chambre basse, la réforme fiscale, le premier ministre Takeshita a remporté une victoire qui lui permet de braver, avec de bonnes chances, un second mandat en octobre prochain. Il a réussi là où deux de ses prédécesseurs (MM. Ohira et Nakasone) avaient échoué, résolvant un problème sur lequel il avait engagé son avenir politique. M. Takeshita a remporté une autre victoire, moins spectaculaire, mais non moins significative : affaiblir encore l'ancien premier ministre Nakasone.

La publication de la liste des personnes ayant trempé dans le scandale Recruit-Cosmos, bien qu'incomplète, confirme l'implication de M. Nakasone et de son entourage dans cette affaire (le Monde du 17 novembre). « M. Takeshita et Shin Kanemaru [président de la commission pour la réforme fiscale et véritable éminence grise du gouvernement] ont tué politiquement M. Nakasone, et ils sont désormais maîtres du jeu », estime le commentateur politique Masayasu Ito.

M. Takeshita a ainsi renforcé sa position au sein de la majorité qui, ébranlée par le scandale, a tout intérêt à servir les rangs. Il reste à savoir comment l'électorat réagira au coup de force du premier ministre. Au pays du consensus, il est toujours de mauvais goût d'avoir recours à la police pour faire adopter un texte comme ce fut le cas le 10 novembre en commission. D'autant plus que les libéraux-démocrates s'étaient engagés, lors de la campagne électorale de 1986, à ne pas introduire de TVA si la

majorité de la population s'y opposait.

Afin de diluer les responsabilités, les conservateurs souhaitaient un vote en assemblée plénière, plus démocratique que celui qui avait eu lieu en commission, et ils avaient donc besoin de l'opposition. Avec habileté, M. Takeshita a non seulement obtenu ce qu'il désirait, mais encore il a marqué des points sur un autre front : en divisant l'opposition, rendant ainsi plus difficiles des alliances lors des prochaines élections.

L'implication de membres du Komeito (bouddhiste) et du Parti social-démocrate (PSD) dans le scandale Recruit avait conduit l'opposition à durcir sa position. En faisant démissionner leur député compromis dans l'affaire, les socialistes s'étaient habilement déchargés de l'hypothèque pesant sur leur attitude. Les bouddhistes et le PSD étaient plus vulnérables : jouant de la menace de la dissolution si l'opposition refusait de s'engager lors du vote sur la réforme, le PLD a suffisamment inquiété ces derniers pour qu'ils se désolidarisent du front du refus.

Ainsi que les socialistes et les communistes, ne voyant pas d'inconvénient à des élections anticipées qui, étant données leur prise de position sur une réforme fiscale impopulaire et le scandale Recruit, ne pouvaient que les favoriser, relevaient le défi, les centristes préféraient pacifier : compromis dans différents scandales, ils craignaient un recul cuisant. Il y avait une bonne part de bluff dans la stratégie du PLD, qui ne souhaitait pas non plus des élections dans l'atmosphère actuelle. Mais le Komeito et le PSD n'ont voulu prendre aucun risque.

PHILIPPE PONS.

Europe

HONGRIE : la visite à Paris du secrétaire général du Parti communiste

L'irrésistible attrait des Hongrois pour l'Occident

Le numéro un hongrois, M. Karoly Grosz, est arrivé jeudi 17 novembre à Paris pour une visite officielle de trois jours. Son programme débute par un entretien avec le président François Mitterrand, suivi d'un déjeuner à l'Elysée. Au cours de son séjour, il doit avoir des discussions au CNPF et visiter une usine de micro-processus.

BUDAPEST
de notre envoyée spéciale

Lundi 7 novembre, anniversaire de la grande révolution d'Octobre (russe), est jour férié aussi en Hongrie — pour la dernière fois cette année, prédit-on à Budapest. A Vienne, la circulation est bloquée par des embouteillages monstres. A la frontière austro-hongroise, dans la soirée, une file de 30 kilomètres de voitures s'étire dans le sens Vienne-Budapest. Que se passe-t-il ? Les Hongrois ont tout simplement profité de cette journée, chênée pour eux, mais normale en Autriche, pour aller dépenser quelques devises et faire leurs emplettes à Vienne.

Selon des statistiques officielles de juillet dernier, près d'un quart de la population hongroise vit en dessous du niveau de vie socialement acceptable. Le phénomène de paupérisation des retraités, des jeunes, des Tziganes, préoccupe sérieusement les autorités, l'opposition et l'Eglise. Mais il y a aussi des gens très riches en Hongrie. Avec ses villas ombragées et ses Mercedes, la Coline aux roses de Budapest pourrait être à l'importer quel quartier résidentiel de l'importer quelle opulente capitale occidentale.

Depuis que, le 1^{er} janvier dernier, la Hongrie a été le premier pays d'Europe socialiste à autoriser ses ressortissants à voyager librement à l'étranger, à condition qu'ils disposent de devises pour financer leur voyage, les Hongrois peuvent donner libre cours à leur irrésistible attrait pour l'Occident. Ceux qui n'ont aucun moyen d'avoir des ressources en devises fortes sont, évidemment, très déçus, car l'Etat hongrois n'acceptera de leur changer que l'équivalent de 300 dollars tous les trois ans. Mais ils sont, malgré tout, nombreux à profiter de la nouvelle législation, puisque quatre fois plus de Hongrois se sont rendus en Autriche depuis le 1^{er} janvier.

Les dirigeants ne s'en cachent pas : ils veulent l'ouvrir davantage sur l'Occident, essentiellement pour des raisons économiques. La population, elle, s'occidentalise un peu plus cha-

que jour, culturellement, politiquement, socialement. Sans parler de McDonald's qui trône depuis peu rue Vaci à Budapest, la Hongrie est l'un des rares pays socialistes où l'on trouve la presse américaine, occidentale ou française en vente libre. Tomber sur un taxi qui écoute autre chose que de la musique anglo-saxonne — d'ailleurs distillée par la radio nationale — relève de l'exploit.

« Szex Press »

La Hongrie a, depuis quelques mois, son association d'homosexuels dûment enregistrée, et, depuis le 2 août, un magazine d'information sur l'homosexualité, *Ries*, de bien méchant, il est vrai. *Szex Press* se définit comme une publication « familiale et pédagogique » et se bat pour de grandes causes comme la lutte contre le SIDA. Dans deux mois, chaque Hongrois pourra légalement importer un accessoire ou une publication érotique. Mais tout cela est passé dans les mœurs ; plus un badaud ne s'attarde à la devan-

ture des kiosques sur les photos de femmes nues. Et l'un des derniers arrivés sur le marché de la presse, l'hebdomadaire *Reform*, n'a rien à envier à *Bild Zeitung*.

Un pas de plus sera franchi le 1^{er} janvier prochain, lorsque les droits de douane sur les automobiles importées passeront de 50 % à 20 %, selon la cylindrée. Dans un pays où la liste d'attente pour l'achat d'une voiture est longue de 250 000 noms, où il faut attendre six ans après avoir versé la moitié de la somme, on comprendra que les Budapestois se soient pressés très nombreux, au début de ce mois, au premier Salon de l'auto de la capitale. Et pour ces grands voyageurs qui sont devenus les Hongrois, la décision de la compagnie aérienne nationale Malev de s'équiper de trois Boeing-737 à la place des inconfortables Tupolev soviétiques n'a rien que de très naturel. Ici, d'ailleurs, comme chez les capitalistes, on paie des impôts sur le revenu et la TVA.

Il reste quand même quelques spécificités toutes hongroises, comme l'insuffisance notoire (neuf ans d'attente) des lignes téléphoniques et la vétusté de celles qui existent. Armez-vous de patience, par exemple, si vous cherchez à joindre Zsuzsanna Ranki, la plus dynamique des nouveaux entrepreneurs hongrois : son téléphone est sans cesse occupé. Elle vient de prendre la direction de la première école de gestion capitaliste à l'Est, le Centre international de management, qui fonctionne avec des capitaux privés américains et italiens. Zsuzsanna Ranki, titulaire d'un MBA (1^{er} américain, obtenu à Saccellary, près de Budapest, un « programme d'élite », en anglais, à de futurs chefs d'entreprise hongrois, polonais ou soviétiques, et, espère-t-elle, occidentaux. Mais, pour mener les préparatifs, elle n'a pu obtenir qu'une seule ligne téléphonique.

SYLVIE KAUFFMANN.

(1) Master of Business Administration.

Les échanges commerciaux avec la France : peut mieux faire

« Les échanges commerciaux entre Paris et Budapest ne sont pas à la hauteur des relations politiques bilatérales. » Depuis plus de dix ans déjà, les dirigeants des deux pays répètent, à l'occasion de chacune de leur rencontre, ce leitmotiv. Il reste aujourd'hui d'actualité. Faible, le commerce entre la France et la Hongrie stagne depuis trois ans. Malgré quelques projets en cours et l'absence de tout contentieux entre les deux capitales, aucun véritable départ n'est attendu de la visite de M. Karoly Grosz à Paris.

Modestes donc, les échanges commerciaux entre les deux pays ont tendance à stagner. Après avoir baissé de 5,6 % en 1987 (1,3 milliard de francs), les ventes françaises en Hongrie ont à nouveau diminué au cours des neuf premiers mois de 1988. En baisse de 5 % sur les neuf premiers mois de 1987, elles n'atteignent que 947 millions. Les achats français à la Hongrie, en revanche, augmentent sensiblement (8,9 % en 1987, avec un montant total de 1,6 milliard, puis + 8 % au cours des neuf premiers mois de 1988, à 1,2 milliard). Ces évolutions contribuent à un creusement du déficit français (290 millions de francs sur les neuf premiers mois de 1988).

Plus que du déficit, les autorités françaises s'inquiètent du faible développement des ventes françaises sur les bords du Danube. Pour établir ses comptes extérieurs, la Hongrie a certes réduit ses achats à l'Ouest au cours des deux dernières années. La France en a souffert comme les autres. Parmi les fournisseurs occidentaux, la France ne se situe plus qu'au septième rang, loin derrière la RFA et l'Autriche en particulier.

Au cours des derniers mois, plusieurs contrats importants ont échappé aux entreprises françaises, la livraison d'hélicoptères ou celle de centraux téléphoniques notamment. Malev, la compagnie aérienne hongroise, a préféré Boeing à Airbus. Mais les sociétés françaises qui s'intéressent à ce petit marché (10,5 millions d'habitants) ne désespèrent pas. Elles sont actives et bien placées (au troisième rang) sur les projets, importants, que finance la Banque mondiale depuis 1986 en Hongrie. Après la signature en octobre du contrat d'étude par Campeon Bernard pour le génie civil d'une centrale nucléaire, plusieurs affaires de taille moyenne pourraient déboucher prochainement, notamment dans les télécommunica-

tions (Alcatel), l'équipement électrique (Sagem) et électronique (Bull) et l'automobile (Renault véhicules industriels).

Satisfait de l'accord de coopération commerciale signé le 26 septembre entre la Hongrie et la CEE — qui prévoit la suppression progressive de toutes les restrictions quantitatives sur les ventes hongroises dans la Communauté — les dirigeants de Budapest vont, à n'en pas douter, vanter auprès des autorités françaises les avantages des nouvelles réglementations en vigueur sur les sociétés à capitaux mixtes. Dans ce domaine, les Français ne sont pas très actifs. Deux sociétés hongro-françaises seulement existent, l'une créée avec la Société générale, une autre avec le Centre international de formation de la profession bancaire. Cette dernière, créée mardi 15 novembre, prévoit l'installation d'un centre de formation de banquiers auquel participeront des financiers français. Comme M. Janos Kadar il y a quatre ans, M. Karoly Grosz, son successeur, devrait être reçu, vendredi 18 novembre, par le président du CNPF et un parterre de dirigeants de grandes entreprises.

E. I.

Défiant le pouvoir de Moscou

Le Parlement estonien proclame la « souveraineté » de la République

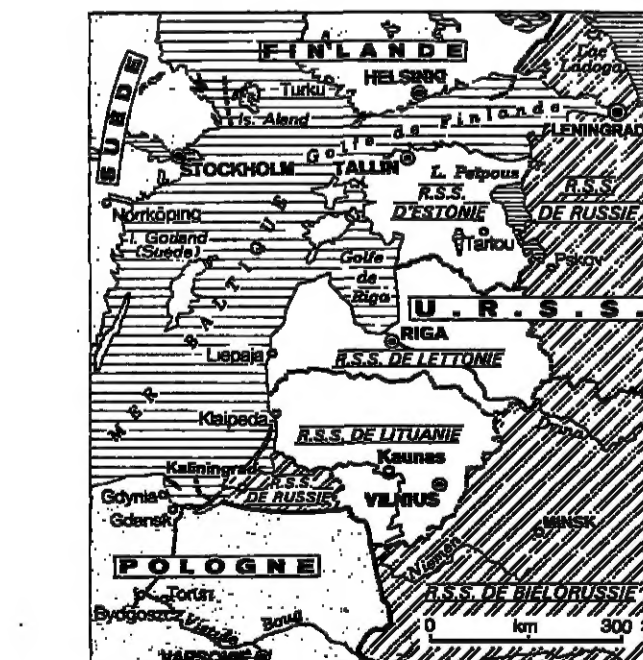
(Suite de la première page.)

La prochaine réforme du code pénal pourrait aussi donner lieu à l'adoption de textes différents à Tallin et à Moscou, et il s'agit là, en tout état de cause, d'un événement de première importance. Outre qu'il commence à faire une réalité de la souveraineté des Républiques, cet amendement tend aussi à créer de facto un nouveau type de lien — confédéral — entre les Républiques soviétiques.

Comme pour ne laisser planer aucune ambiguïté sur le sens de leur démarche, les députés d'Estonie ont d'ailleurs adopté parallèlement deux résolutions stipulant : 1) « La suprématie des lois estoniennes sur la territoire » de la République ; 2) la nécessité de « déterminer par un traité d'union » le futur statut de l'Estonie au sein de l'URSS.

Un plénum du comité central soviétique doit réaffirmer l'année prochaine les liens entre les Républiques, et l'on sait que l'équipe de M. Gorbatchev est acquise à d'importantes réformes en ce domaine. La démarche du Parlement estonien n'est en ce sens pas une déclaration de guerre au Kremlin. Elle s'inscrit dans une évolution générale, mais le moins qu'on puisse dire est que les députés d'Estonie ont mis la barre très haut. D'une manière ou d'une autre, les Parlements des deux autres Républiques baltes devraient maintenant suivre le mouvement, et il n'est plus du tout impossible que l'exemple devienne contagieux.

Car, élus en des périodes plus orthodoxes, ces députés estoniens n'avaient a priori rien d'audacieux novateurs. C'est la pression de l'opinion publique qui les a fait agir, et il est à cet égard frappant



que l'organisation qui exprime cette opinion depuis le mois dernier, le Front populaire, ait obtenu, mercredi, une autre victoire de taille.

En place depuis 1984 et tête de ture du Front populaire, qui lui reprochait son conservatisme et sa trop grande allégeance aux grandes administrations soviétiques, le premier ministre de la République, M. Bruno Saul, a, en effet, été conduit à démissionner. On le dit partant pour un poste au Consulat soviétique à Berlin-Est. Son successeur est un homme dont le Front ne pense que du bien : le très gorbatchévien M. Andrek Toome, qui était jusqu'à présent secrétaire à l'idéologie du comité central estonien.

Dernier élément, et non le moindre, de cette renaissance parlementaire, le soviet suprême estonien s'est, en effet, prononcé par deux-cent-quarante-neuf voix contre sept, pour le rejet des projets d'amendement à la Constitu-

● POLOGNE : l'épiscopat critique sévèrement le pouvoir. — Le secrétaire de l'épiscopat polonais, l'archevêque Bronislaw Dabrowski, a vivement reproché au gouvernement de n'avoir tenu aucune de ses promesses d'ouverture depuis sa mise en place en octobre, dans un communiqué diffusé mardi soir 15 novembre.

Le communiqué des évêques de Pologne souligne que les autorités ont créé un « climat défavorable » à la tenue de la table ronde en orchestrant, dans les médias officiels, une

tion soviétique qui doivent être adoptés le 29 novembre prochain. Ces amendements, estimant l'Estonie, vont à l'encontre du développement de la souveraineté des Républiques fédérées. Un membre du bureau politique M. Tchobrikov, ancien patron du KGB, avait été dépeché la semaine dernière pour tenter d'y calmer un peu le jeu.

BERNARD GUETTA.

[La Lettonie, l'Estonie et la Lituanie sont les plus récentes des Républiques soviétiques. Leur accession date de 1940, soit un an après la conclusion du pacte germano-soviétique qui, en août 1939, attribua (dans un protocole secret) l'Estonie et la Lituanie à la « zone d'influence » de Moscou. La Lettonie y sera ajoutée en mois plus tard. Malgré leur occupation, en juin 1940, par l'armée rouge, les Allemands, après leur entrée en guerre contre l'URSS, y installèrent d'importantes gouvernements. En 1944, après la contre-attaque soviétique contre les nazis, leur incorporation officielle à l'URSS est contrainte.]

La plupart des Etats occidentaux — notamment les Etats-Unis et la France — n'ont jamais reconnu de jure le rattachement à l'Union soviétique des pays baltes, qui avaient accédé à l'indépendance en 1920 et 1921, après avoir été sous influence polonoise ou suédoise, puis russe et allemande.]

« campagne contre le pluralisme social et syndical » et en ordonnant la fermeture des chantiers navals Lénine de Gdansk, berceau de Solidarité.

Par ailleurs, les quarante-cinq mineurs qui observaient une grève de la faim à Katowice afin d'obtenir la réintégration de cinquante et un grévistes licenciés en août, ont cessé leur mouvement mercredi soir 16 novembre, au cinquième jour de leur jeûne, après avoir obtenu gain de cause. — (AFP.)

Idée forte IBM: pilotez le PS/2, un micro de compétition.



Courez toutes vos compétitions sur PS/2 modèle 70 ou 80, les grosses cylindrées de la micro-informatique IBM. Que vous soyez garagiste, avocat, entrepreneur ou médecin, vous entrez dans la course avec une technologie d'avance. Quand il fonctionne à 25 MHz, le micro-processeur 80386 libère toute sa puissance, les données circulent à la vitesse de la pensée, plusieurs tâches sont effectuées en même temps, la mémoire prodigieuse a du répondant.



Pros et débutants pilotent leur machine avec la même aisance : souplesse de conduite, performances, grande réserve de puissance permettent à chacun d'atteindre sa vitesse de pointe en un temps record dans la conduite de ses affaires.

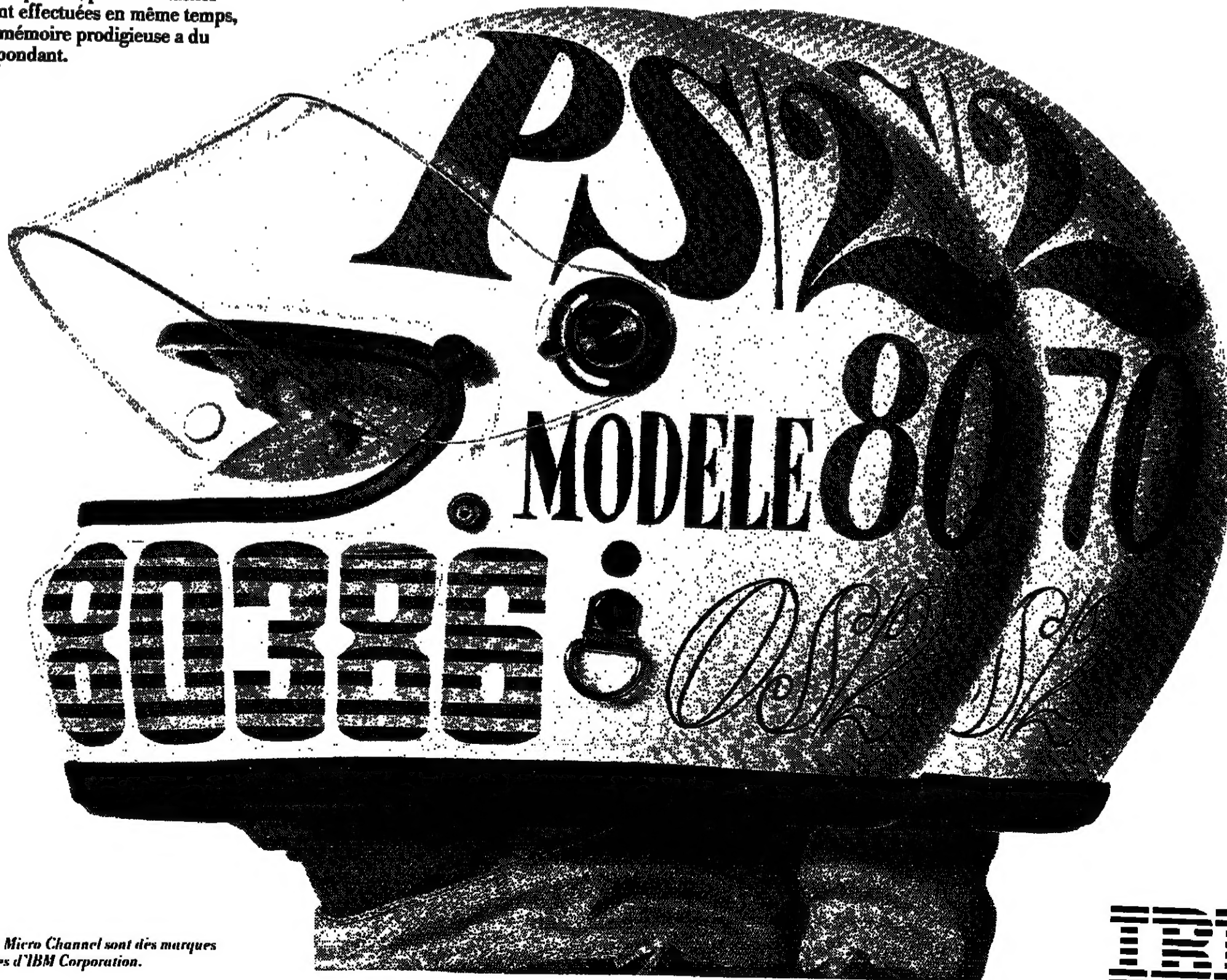


Formule 1 des systèmes personnels, les PS/2 modèles 70 et 80 sont dotés d'une architecture (Micro Channel) qui les fait évoluer au rythme de votre entreprise. Sans jamais vous laisser en panne de solutions. Logiciels, périphériques, connexions à d'autres systèmes et services IBM : ces bolides tiennent la route sur tous les parcours. Ils ont déjà conduit plus de trois millions d'utilisateurs à la victoire.

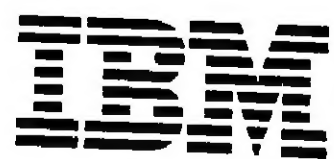


Les PS/2 vous attendent sur la ligne de départ de notre Grand Prix. Vous avez jusqu'au 10 décembre pour entrer en piste vous aussi. Alors prenez contact sans tarder avec l'un des 400 Distributeurs Agrés IBM. Pendant la durée du concours, un remboursement de 1500 F. vous sera offert pour tout achat d'un PS/2 modèle 70 ou 80.

Appel gratuit : 05.63.03.03
Liste des Distributeurs Agrés IBM
par minitel : 3614 IBMPC1.



PS/2 et Micro Channel sont des marques déposées d'IBM Corporation.



général du Paris
grois pour l'Occident

merciaux avec la France
mieux faire

en proclame
la République

Proche-Orient

Les suites de la réunion du Conseil national palestinien à Alger

« Il est contraire à la jurisprudence de la France de reconnaître un Etat sans territoire défini »

souligne M. Roland Dumas

M. Roland Dumas, ministre d'Etat chargé des affaires étrangères, a exprimé, mercredi 16 novembre, au cours de la séance des questions d'actualité, à l'Assemblée nationale, le point de vue du gouvernement sur la réunion du

Conseil national palestinien à Alger, qui a proclamé un Etat palestinien et approuvé la résolution 242 des Nations unies reconnaissant implicitement l'existence de l'Etat d'Israël.

Répondant à une question de M. Louis Mermaz, président du

groupe socialiste, M. Dumas a déclaré que « la France ayant toujours défendu et défend toujours les droits respectifs du peuple juif et du peuple palestinien à la reconnaissance et à la sécurité sur des territoires constitués en Etats disposant de frontières garanties, se réjouit de voir disparaître, à travers l'acceptation par l'OLP des résolutions 242 et 238 de l'Organisation des Nations unies, l'un des plus graves obstacles à cette reconnaissance mutuelle ».

Si cette « reconnaissance par la France d'un Etat palestinien ne soulève aucune difficulté de principe », il est toutefois « contraire à sa jurisprudence de reconnaître un Etat qui ne dispose pas d'un territoire défini ». « Il n'en reste pas moins qu'une large partie du peuple palestinien vit et travaille sur une terre où n'existe pas de souveraineté reconnue, alors que les droits historiques de ces populations ne sont pas niés », a ajouté M. Dumas, en précisant que le président de la République et le gouvernement seront amenés à faire connaître les initiatives que la France entreprendra dans la situation nouvelle qui vient de se créer.

Mais « le débat juridique ne modifie pas une constatation de fait, à savoir qu'on ne parviendra à une solution pacifique du conflit que par le dialogue et la négociation ». « C'est dans ce but, a conclu le ministre des affaires étrangères, que la France continuera à œuvrer pour la réunion dans les meilleurs délais possibles d'une conférence internationale ».

Répondant ensuite sur le même sujet à une question de M. Robert Montdargent (PC, Val-d'Oise), M. Dumas a rappelé les deux événements importants survenus en 1988, « la guerre des pierres » et la décision du roi Hussein d'abandonner la Cisjordanie. « La France réaffirme que le peuple palestinien a le droit de choisir son destin et d'avoir un Etat. Elle entreprendra tout ce qui sera utile à la paix et au respect des droits des peuples en cause », a déclaré M. Dumas.

J. G.

Washington juge insuffisantes les décisions de l'OLP

Les Etats-Unis ont reconnu, le mercredi 16 novembre, une évolution encourageante au sein de l'OLP, tout en rejetant comme insuffisantes les décisions prises à Alger, dans la nuit de lundi à mardi, par le Conseil national palestinien. Estimant que la déclaration politique adoptée par le CNP était trop ambiguë dans sa reconnaissance d'Israël et pas assez explicite dans sa condamnation du terrorisme, le porte-parole du département d'Etat a indiqué que Washington n'avait pas l'intention d'entamer le dialogue avec l'OLP tant que celle-ci n'aurait pas adopté une position plus nette vis-à-vis d'Israël.

Les Etats-Unis n'appuieront pas, non plus, une participation de la centrale palestinienne à une conférence internationale. Washington avait déjà rejeté la proclamation d'un Etat palestinien.

Dans le monde arabe, la Syrie, qui n'a pas ménagé ses critiques à l'égard de M. Arafat et de sa ligne modérée, a indiqué, mercredi, qu'elle soutenait l'Etat palestinien proclamé à Alger, sans toutefois le reconnaître explicitement et accompagnant son « soutien » d'une mise

en garde contre toute concession à Israël. « Il est naturel que la Syrie soutienne l'Etat palestinien, car cela correspond à sa politique, aux résolutions des sommets arabes et à la légitimité internationale », indique un communiqué publié par l'agence officielle SANA.

Parallèlement, le nombre de pays ayant reconnu l'Etat palestinien n'a cessé de croître et se montait à vingt-cinq mercredi soir : Cuba, le Soudan, le Maroc, l'Algérie, l'Irak, la Malaisie, le Koweït, la Tunisie, l'Arabie saoudite, les Yémén du Nord et du Sud, Madagascar, la Turquie, Bahreïn, la Jordanie, la Zambie, le Bangladesh, la Libye, les Emirats arabes unis, l'Indonésie, l'Inde, le Pakistan, la Mauritanie, la Yougoslavie et le Nicaragua.

En Europe de l'Est, la Pologne a, de fait, reconnu l'Etat palestinien, indiquant, dans un

communiqué officiel, qu'elle établirait des relations avec ses autorités dès qu'elles seraient nommées. Pékin a, de son côté, qualifié d'« étape positive » l'initiative du CNP. En Europe occidentale, l'Allemagne fédérale a jugé « positive » la reconnaissance des résolutions 242 et 338 par l'OLP, tandis que l'Espagne, commentant les résultats des travaux du CNP, a parlé d'« un pas dans la bonne direction ».

Mais la réaction la plus favorable à l'OLP pourrait provenir de la Grèce, dont il ne paraît pas exclu qu'elle reconnaisse le nouvel Etat palestinien, à en croire les confidences, au Parlement européen de Strasbourg, d'un haut responsable grec, qui a toutefois requis l'anonymat. Selon lui, Athènes pourrait annoncer la semaine prochaine la reconnaissance simultanée d'Israël et de l'Etat palestinien. La Grèce préside actuellement la CEE. — (AFP, AP, Reuter.)

M. Edgard Pisani élu à la présidence de l'Institut du monde arabe

M. Edgard Pisani, chargé de mission auprès du président de la République, a été élu, mardi 15 novembre, à la présidence de l'Institut du monde arabe (IMA), en remplacement de M. Paul Carton, à l'annuité des membres du conseil d'administration présents à la séance. Deux sur douze étaient absents.

M. Paul Carton était président de l'IMA depuis mai 1986. Il avait été précédé à ce poste par MM. Philippe Ardent et Jean Guidoni.

[Agé de soixante-dix ans — il est né le 9 octobre 1918 à Tunis. — M. Pisani était chargé de mission à l'Elysée depuis

1986 et la fin de son « expérience calédonienne ». D'abord délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie en 1984, il avait été nommé ministre, chargé de ce territoire, en 1985. Après une brève carrière préfectorale dans les premières années d'après-guerre et une fonction sénatoriale (Haute-Marne) de 1954 à 1961, il a été successivement, sous le général de Gaulle, ministre de l'Agriculture puis de l'Équipement dans les cabinets Debré et Pompidou, jusqu'en 1967. Il retrouva son siège de sénateur de la Haute-Marne en 1974, sous l'étiquette socialiste. Nommé en 1981 à la Commission européenne, chargé du développement, il y restera jusqu'en 1984, avant de prendre en main le dossier calédonien.]

SOUDAN

Signature d'un accord en vue de mettre fin à la guerre civile

Le colonel John Garang, chef des rebelles de l'Armée de libération populaire du Soudan (ALPS), et M. Mohamed Osman El Mirghani, président du Parti unioniste démocratique (PUD), membre de la coalition au pouvoir à Khartoum, ont signé mercredi 16 novembre à Addis-Abeba un accord appelant à une conférence constitutionnelle pour tenter de mettre fin à la guerre dans le sud du Soudan.

L'accord donne satisfaction aux rebelles sur plusieurs points déjà soulevés lors de précédentes négociations de paix qui n'avaient pas abouti : levée de l'état d'urgence en vigueur depuis 1985, dénonciation des accords militaires conclus avec d'autres pays, dont l'Égypte et la Libye, et mise en veilleuse de la charia (la législation islamique).

Le colonel John Garang a souligné devant les journalistes, à l'issue de la cérémonie de signature de l'accord, que ce texte ne pourrait pas déboucher sur un cessez-le-feu tant que le gouvernement et le Parlement de Khartoum ne l'auraient pas approuvé. Il a ajouté qu'il avait accepté de signer cet accord, qui ne lui donne qu'une satisfaction partielle, parce qu'il était « impatient de parvenir à une paix juste dans l'intérêt du peuple soudanais ». Selon les observateurs, l'acceptation par l'ALPS du fait que la charia soit gelée et non pas abolie, comme le prévoyait le précédent accord, dit de Koka-Dam (Éthiopie), signé avec plusieurs organisations soudanaises, constitue une concession de taille de la part des rebelles soudanais.

L'accord d'Addis-Abeba risque cependant de demeurer lettre morte, le premier ministre, M. Sadek el Mahdi, ayant exprimé des réserves sur sa tenue. Après avoir récemment refusé de rencontrer le colonel Garang et menacé de faire voter une loi assurant tout contact avec son mouvement à un acte de haute trahison, il s'était finalement résigné à laisser agir M. Mirghani sans s'engager en quoi que ce soit. Il s'était montré extrêmement pessimiste sur les résultats des pourparlers en affirmant que le colonel Garang avait été jusqu'à présent « peu sérieux » dans ses tentatives de négocier la paix. Il avait en outre donné récemment l'impression de vouloir privilégier une action militaire dans le sud, en affirmant que la guerre civile pouvait être gagnée sur le terrain.

Cet accord pourrait en également provoquer de graves dissensions au sein de la coalition gouvernementale déjà ébranlée par une crise économique s'étant par le problème litigieux des relations avec la Libye. Tout récemment encore, le PUD s'était violemment opposé aux tentatives du parti Oumma de M. Sadek El Mahdi de conclure avec Tripoli un accord d'unité. D'autre part, le Front national islamique, qui a rejoint le gouvernement cette année et veut à tout prix réactiver la charia, s'est farouchement opposé aux négociations d'Addis-Abeba, estimant qu'un accord entre le PUD et l'ALPS équivalait à une reddition aux rebelles et faisait partie d'un complot visant à bloquer les efforts en vue de rétablir la loi islamique au Soudan.

LES JUIFS DU MAROC

HIER, AUJOURD'HUI ET DEMAIN
Dîner rencontre
Invité d'honneur : Dr Youssef Ben Abbès
ambassadeur du Maroc en France
Sous la présidence du professeur Ady Steg
DIMANCHE 20 NOV. 1988 à 20 h
Journées du judaïsme marocain organisées les 19-20-21 novembre 1988 par le Centre Rachi et Identité et Dialogue
Pour tout renseignement,
s'adresser au Centre Rachi
38, bd de Port-Royal, 75005 PARIS
Tél. : 43-31-75-47.



FINANCEMENT IMMOBILIER

CERTAINS FONT TOUT EN GÉNÉRAL ET PAS GRAND CHOSE EN PARTICULIER.

Le Comptoir des Entrepreneurs, lui, fait tout en particulier. Spécialiste en financement immobilier depuis plus d'un siècle, son expérience, son dynamisme et sa volonté de modernisation ont fait du CDE une référence incontournable.

Spécialiste du financement et de l'ingénierie financière, CDE apporte une solution à chacune des étapes d'une opération immobilière. Participation à l'investissement, financement du terrain, financement de la construction et aide à la commercialisation, CDE s'occupe de tout.

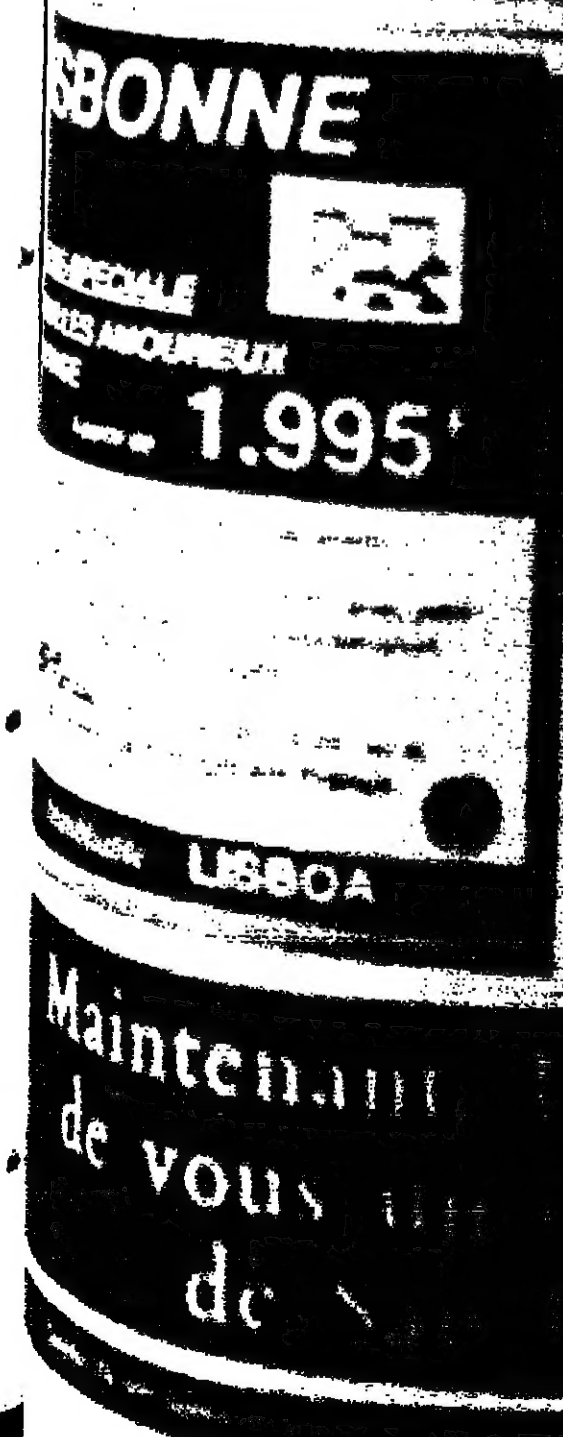
En spécialiste, CDE propose une gamme très large de prêts pour répondre à tous les besoins, acquisition, rénovation, construction, placements.

A la fois auxiliaire de l'État, gestionnaire de prêts P.A.P. et établissement financier indépendant, CDE est ainsi un partenaire privilégié. La qualité de ses hommes et de ses technologies permet à CDE d'adapter avec précision des montages financiers aux besoins des entreprises, des professionnels ou des particuliers.

Pour CDE, chaque demande de financement, de la plus simple à la plus complexe, est un cas particulier. Spécialiste oblige.

cde

COMPTOIR DES ENTREPRENEURS
3, rue de la Paix, 75002 Paris - Tél. : 40.20.30.40 - 3616 + CDE
LES FINANCIERS DE TOUT L'IMMOBILIER.
SEULEMENT DE L'IMMOBILIER.



Afrique

ALGÉRIE

Une des ligues des droits de l'homme dénonce la torture systématique lors des émeutes d'octobre

ALGER
de notre correspondant

La Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH), présidée par M. Miloud Brahimi, a rendu public, mercredi 16 novembre, au cours d'une conférence de presse à laquelle assistait l'avocat français M. Jacques Vergès, les rapports de ses commissions d'enquêtes sur « les atteintes aux droits de l'homme » et « les dérives et carences de l'information », liées aux émeutes meurtrières du mois d'octobre dernier. La Ligue, à partir de deux cents vingt-huit témoignages recueillis, a broché un tableau accablant. Sans publier aucun bilan chiffré, elle estime cependant « en dessous de la réalité » le chiffre officiel de 161 morts donné par le ministère de l'Intérieur.

Selon le président du comité Ouest de la LADH, un avocat oranais, M. Mahi Goudami, les arrestations ont été opérées dans « l'illégalité la plus flagrante » et « l'arbitraire le plus absolu », souvent en dehors des heures légales, par des personnes qui ne déclinaient jamais ni leur identité ni leur qualité, qui étaient parfois accompagnées de « chiens », notamment de commerçants, victimes de pillages, qui ont été reconnus. Plusieurs personnes ont été appréhendées, à titre préventif, en raison de leurs opinions, avant même le début des émeutes.

Les arrestations comme les perquisitions au cours desquelles des passeports et des travaux d'universitaires ont été saisis, ont été faites sans mandats de justice. Les proches des personnes arrêtées ont été malmenés chaque fois qu'ils tentaient de s'interposer ou de demander des explications. La LADH souligne que des responsables de la sécurité n'ont pas hésité à profiter des événements pour régler leurs comptes, « cette attitude grave et irresponsable s'est manifestée jusqu'aux derniers jours d'octobre, à Tiarat (ouest) où onze morts sont à déplorer ».

M. Goudami a précisé que le responsable de la sécurité de Tiarat avait été relevé récemment de ses fonctions, ce qu'il interprète comme une « volonté de sanctionner ».

Les personnes arrêtées ont été « rassemblées dans des stades et à Oran dans les arènes où elles ont été triées », avant d'être dirigées sur des lieux de détention « inappropriés », comme des casernes et des camps militaires, ou dans des endroits « non identifiés, dont tout le monde parle et qui relèvent de certains services », a indiqué M. Goudami.

« Dans de telles conditions, souligne le rapport, des blessés n'ont pas reçu

les soins nécessaires à leur état », notamment à Hadjout (ouest) où « cinq blessés par balles n'ont été hospitalisés que douze jours plus tard ». « Il n'y a pas de mots suffisants pour dénoncer ce qui a été fait », a déclaré M. Goudami à propos de la torture qui a été pratiquée de façon systématique par les différents services d'ordre aussi bien civils que militaires. « La lecture de certains témoignages est insupportable », a révélé l'avocat oranais qui a confirmé qu'en divers endroits des séances de torture s'étaient déroulées en présence des autorités civiles, et notamment du chef de daïra (sous-préfet) de Boufarik (entre Alger et Blida).

Baignoire et « gégène »

Dans une longue et édifiante énumération, la Ligue recense des témoignages l'utilisation de méthodes de tortures suivantes : « châtiments corporels ; matraquages par instruments contondants ; coups et blessures par arme blanche ; personnes contraintes de se dévêtir et de ramper nues sur un sol jonché de graviers et de tessons de bouteilles (au camp militaire de Sidi-Ferruch, près d'Alger) ; supplices de la baignoire et de la « gégène », avec application des électrodes sur toutes les parties du corps ; violences sexuelles ; sodomisation par instruments tels que bouteilles ou manches de pioche (gendarmerie de Boufarik) ; brûlures de cigarettes (Boufarik) ; administration forcée de liquides et de produits nocifs divers, d'urines et d'excréments ».

M. Goudami a également confirmé que des médecins et du personnel paramédical avaient assisté les tortionnaires, à différents endroits.

« Il y a eu des morts violentes, dans la rue, sur les balcons, dans les maisons », a ajouté M. Goudami, précisant que, selon certains témoignages, on a tiré « avec la volonté délibérée de tuer, à El Harrach, Belfort, Bouzaréah, Chéraga (près d'Alger), Blida et Sidi-Lakhdar, Algérie ». La Ligue note que « les constatations de différents médecins font ressortir l'utilisation de balles explosives ».

Le LADH signale également une douzaine de disparitions à Alger. Il s'agit « de personnes enlevées au moment des émeutes qui n'ont toujours pas reparu », a indiqué M. Goudami qui a dit avoir poussé les recherches jusque dans les services d'État civil des mairies, sans résultat. Selon lui, l'institution judiciaire n'a pas « échappé au vide institutionnel ». Elle s'est caractérisée

« par un état de non-droit pendant au moins quarante-huit heures », peut-on lire dans le rapport de la Ligue qui cite les tribunaux de Aïn-Defla et de Roubaïa où des « jugements quasi clandestins » ont été rendus « de nuit, dans le cadre d'un huis clos de fait ». La Ligue remarque que « vingt-sept personnes défilées devant le tribunal militaire de Blida demeurent toujours incarcérées », en dépit des strictes instructions présidentielles demandant l'élargissement des personnes arrêtées au moment des émeutes.

En conclusion de son rapport, la Ligue réclame « la création d'une commission nationale d'enquête ». Elle exige « la publication de la liste nominative exacte et complète des personnes blessées, tuées et disparues ». Elle demande que les responsables soient poursuivis, et souhaite la création d'une « inspection générale des services » qui permette le contrôle de la police et de la sécurité militaire. Elle annonce aussi qu'elle se constituera « partie civile

dans toutes les procédures susceptibles d'être engagées ».

Dans son autre rapport d'enquête, la Ligue constate que « la désinformation qui fut de règle dans la presse algérienne », durant les événements d'octobre, a pour causes « les entraves que rencontrent les journalistes dans l'exercice de leurs fonctions depuis 1962 : humiliations, répressions professionnelles et policières, listes noires, fichage, interdictions d'écrire, mutations arbitraires, falsification de textes, dénaturation d'intention d'écrits et censure systématique ». La LADH demande en conséquence « l'abrogation du code de l'information dans les plus brefs délais » et la création d'un « haut conseil national de la communication, composé de personnalités indépendantes et crédibles ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

Remaniement de la hiérarchie militaire

ALGER
de notre correspondant

Après la nomination, la semaine dernière, d'un nouveau gouverneur général, le président Chadli inaurait en fait la campagne de transformation de l'armée. En l'espace de trois ans, elle est passée du stade de l'appareil militaire, avec un ministère tout-puissant englobant plusieurs directions, à celui d'armée conventionnelle avec trois commandements séparés : les forces terrestres, navales et aériennes, dépendant directement de l'état-major. Lui-même placé sous l'autorité du président de la République, ministre de la Défense depuis le coup d'État du 19 juin 1965 qui porta le colonel Houari Boumedienne au pouvoir.

Le passage progressif d'un stade à l'autre est jalonné de mises à la retraite d'anciens officiers qui tenaient leur légitimité de la guerre d'indépendance. Le général Belhoucheur aura soixante-cinq ans au printemps prochain. Son éviction de l'état-major n'est pas une sanction. Elle est inscrite logiquement dans la phase finale de mutation de l'armée algérienne, destinée à rentrer dans ses casernes et à rester cantonnée dans ses quartiers, sous le commandement de jeunes officiers-technocrates.

F. F.

Le communiqué officiel ne dit pas si le général Belhoucheur, qui était également vice-ministre de la Défense, conserve cette fonction. Il avait été nommé chef d'état-major le 22 novembre 1986, après le licenciement du général Moustapha Benioncef, officiellement « déchargé de ses fonctions pour raisons de santé ».

La phase finale de la mutation

Les généraux Belhoucheur et Nezzar ont commencé leur carrière militaire dans l'armée française avant l'indépendance. L'un était sergent, l'autre sous-lieutenant lorsqu'ils désertèrent pour rejoindre le maquis, le premier en octobre 1956, le second en avril 1958. Ils sont tous deux nés dans le Constantinois, dans l'est du pays, d'où sont originaires la majorité des dirigeants algériens.

Ils ont fait partie de la première promotion de généraux nommés le 1^{er} novembre 1984, à l'occasion du

« Veillée funèbre à la mosquée de Paris. — Le Comité de soutien aux frères algériens et la Coordination de solidarité avec le peuple algérien organisent une veillée funèbre, le vendredi 18 novembre 1988, à 18 heures, à la mosquée de Paris, pour célébrer le quarantième jour des morts d'octobre 1988 en Algérie.

● PRÉCISION. — Il existe en Algérie trois ligues des droits de l'homme, dont une seule, celle fondée par M. Abdennour Ali-Yahia, est affiliée à la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). A la suite de la publication de notre article sur les contacts qu'a eus récemment M. Ali-Yahia à Paris (Le Monde du 11 novembre), M. Miloud Brahimi, président de la ligue reconnue par les autorités algériennes, nous demande de préciser qu'il n'a jamais fait de démarche pour solliciter l'affiliation à la FIDH et qu'il ne pouvait pas mentalement le faire, puisque sa propre association a été fondée plusieurs mois après l'affiliation de celle de M. Ali-Yahia.

LE TOUR DU MONDE...

AFRIQUE DU SUD : tuerie à Pretoria

Un ancien policier blanc abat six Noirs

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le jeune homme blanc s'est approché d'une femme noire. Il a sorti son arme et a tiré à bout portant, comme cela, sans raison apparente. Il a ensuite fait feu sur deux Noirs et s'est dirigé vers un balayeur. Il a placé son pistolet sur la table de celui-ci et a appuyé sur la détente avant de s'engouffrer dans une rue en tirant sur tous les Noirs qui se présentaient. Il a eu le temps de recharger à plusieurs reprises son arme automatique avant d'être finalement maîtrisé par des policiers... noirs.

Une tuerie pour rien, mardi 15 novembre, dans l'après-midi, en plein centre de Pretoria, qui a fait six morts et quatorze blessés. Un accès de rage contre les Noirs d'un ancien policier de vingt-trois ans qui a reconnu appartenir à un mouvement d'extrême droite, le Mouvement de résistance africain (AWB). Il n'a pas encore expliqué les raisons de cet acte, mais a revendiqué

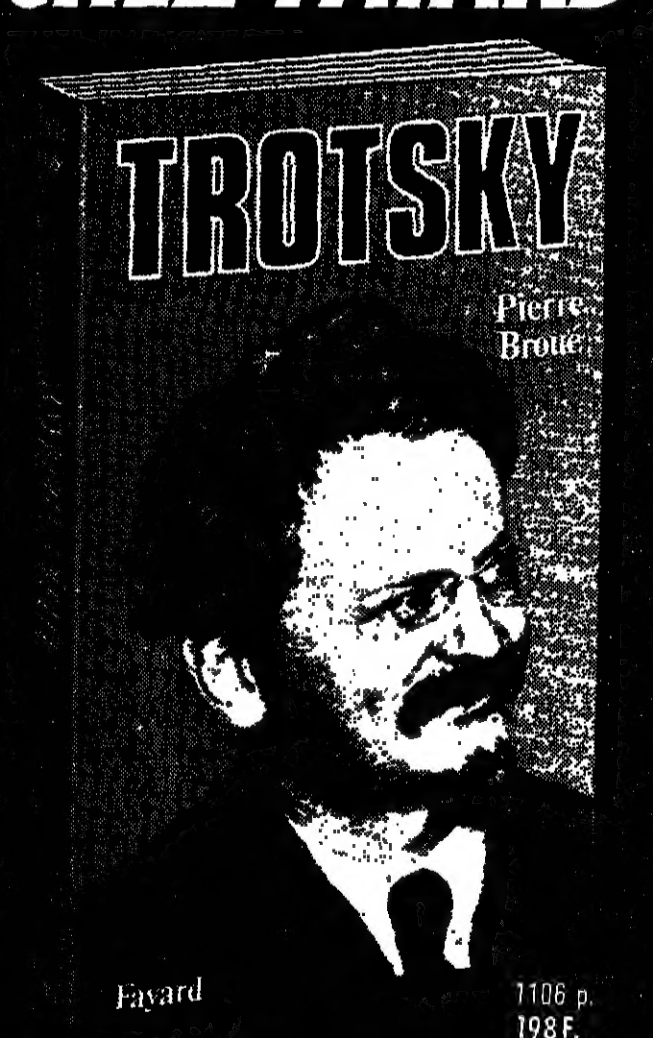
être le chef d'un groupuscule néo-fasciste, les Loups blancs, qui a affirmé dernièrement être à l'origine d'attentats contre des mouvements anti-apartheid.

Suspendu de la police il y a un an, il avait démissionné après qu'une enquête ait démontré qu'il faisait campagne pour l'AWB. Parmi la littérature d'extrême droite, une photographie avait été retrouvée le représentant avec, dans une main, un couteau et, dans l'autre, la tête d'un Noir, une victime d'un accident de la route ou d'un meurtre. Il se proposait, selon ses propres dires, de la diffuser avec ce slogan : « Prends garde, ANC ». Une menace à l'encontre du Congrès national africain.

Au cours du week-end, cet homme avait écrit à ses parents pour leur indiquer que le gouvernement se préparait à faire de l'ANC et du Parti communiste ses alliés, et que c'était la raison pour laquelle les Loups blancs se battaient « pour le retour du Christ ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



Le Trotsky de Pierre Broué représente non seulement le couronnement d'une vie de chercheur et de militant tout entière vouée, depuis plusieurs décennies, au parcours mouvementé du théoricien de la révolution permanente, mais aussi une somme inégalée sur l'histoire politique de l'Europe de l'entre-deux-guerres.

Thomas Ferenzi, Le Monde

Maintenant, UTA peut faire de vous un des privilégiés de San Francisco.

Consultez UTA, votre agence de voyages ou tapez 3614 UTA sur votre minitel.

Si vous prenez un vol UTA pour San Francisco en Première de Luxe ou en Classe Affaires Galaxy, vous pouvez bénéficier du service "UTA Privilege". Si vous le demandez en réservant votre billet d'avion. Une voiture de location Budget, catégorie Luxe vous sera proposée au prix spécial de 40 \$ US (+ taxes) avec 100 miles gratuits par jour. De plus, des tarifs préférentiels et un traitement VIP vous seront réservés dans les hôtels Diva et Ramada Renaissance. Chez UTA, vos privilèges ne s'arrêtent pas dès que votre avion est arrivé à San Francisco.

UTA

Amériques

BRÉSIL : les premiers résultats des élections municipales

La gauche réussit une percée historique

Les premiers résultats des élections municipales du 15 novembre dernier au Brésil confirment la défaite des candidats de la majorité. Une grande partie des 70 millions de Brésiliens qui se sont rendus aux urnes — le vote est obligatoire — ont accordé leur confiance aux partis de gauche.

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Une petite femme de cinquante-trois ans au visage rondouillet, à la silhouette trapue, aux cheveux coupés court de « militante de base » est en train de bouleverser depuis deux jours la politique brésilienne : hier inconnue, aujourd'hui célèbre dans toute la presse, Luiza Erundina a créé la sensation, aux élections municipales du 15 novembre, en s'imposant dès le début du dépouillement comme le futur maire de São-Paulo. Rien ne laissait prévoir, il y a encore une semaine, que cette activiste du Parti des travailleurs pourrait gagner son pari. Elle n'était qu'en troisième position dans les sondages. Elle n'avait pas, au

départ, la préférence de la direction de son parti. Originaire du Nordeste, le « Mezzogiorno brésilien », c'était une militante de quartier, toujours sur la brèche, certes, pour défendre les grévistes et les sans-logis, mais qui ne s'était pas encore hissée au premier rang de sa formation. Or la mairie de São-Paulo n'a pas seulement une importance politique : c'est aussi l'un des plus gros budgets du pays.

En quelques jours, le phénomène Erundina s'est produit. Mercredi soir, la candidate du PT distançait de quatre points son suivant immédiat, Paulo Maluf, qui a déjà été maire de la ville et qui était donc gagnant jusqu'à la veille du scrutin. Il y a peu de chances que cette tendance se modifie avant la fin du dépouillement, prévue pour vendredi ou samedi, et tout le monde donne le triomphe final de Luiza Erundina comme assuré. Triomphe qui n'est pas unique : la gauche gagne dans les grandes villes du Centre-Sud, qui constitue le Brésil moderne, et fait souvent une percée ailleurs. C'est la première fois dans l'histoire du pays. « Révolution dans

les urnes », a titré un quotidien mercredi. Dans l'état même de São-Paulo, le parti de Luis Ignácio da Silva, dit « Lula », arrive en tête dans des villes importantes comme Campinas, Santos et Santo-André. Le futur maire de Porto-Alegre sera un « péiste », Olívio Dutra, de même que celui de Vitória, au nord de l'état de Rio. Le PT incarne assurément la vraie gauche : issu des luttes ouvrières paulistes de la fin des années 70, il est resté fidèle à ses origines, en collant au plus près à sa base syndicale, en se situant dès le départ dans l'opposition au gouvernement Sarney, simple prolongement, à ses yeux, du régime militaire. Il est composé d'ouvriers et d'intellectuels, il a ses curés « rouges » et ses représentants des classes moyennes, ses « chittes », c'est-à-dire ses radicaux, et ses modérés, comme l'ancien leader métallurgiste Luis Ignácio da Silva, dit « Lula », président du parti. Il a aussi ses symboles révolutionnaires : le rouge et l'étoile de ses drapeaux, les barbes à la Fidel Castro de ses militants. Il a surtout sa volonté de changement, qui s'incarne dans des hommes peints, associés aux mouvements populaires, et s'exprime dans un discours non exempt de clichés propres à une gauche qui, ayant été écartée du pouvoir, n'a pas évolué.

appartient au Parti social-démocrate brésilien (PSDB). Cette formation inconnue jusqu'à présent sur la carte électorale est née d'une scission de gauche du parti jusqu'à présent majoritaire, le PMDB, lâché cette année par des dirigeants de poids comme l'ancien gouverneur Franco Montoro, les sénateurs José Richa, Mario Covas, Fernando Henrique Cardoso, etc.

On retrouve les mêmes forces, seules ou en coalition, dans les premières places pour la mairie, dans des villes du Nord, comme Manaus, ou du Nordeste, comme Aracaju ou Natal. Même une formation jusqu'alors quasi inexistante comme le Parti socialiste brésilien (PSB), d'inspiration marxiste, remporte des succès. Il ne s'agit pas pour autant d'un ras-de-marée. Les partis de la « situation », comme on dit joliment au Brésil, c'est-à-dire ceux qui soutiennent le pouvoir, l'emportent encore en beaucoup d'endroits.

Mais le PMDB, le parti de la résistance au régime militaire, disparaît de la plupart des capitales régionales, lui qui avait « fait » vingt-deux gouverneurs sur vingt-trois lors des élections de 1986. Il se maintient à Salvador et dans deux ou trois autres villes. De l'avis général, il paie ainsi le prix de ses compromissions et de ses échecs. Les maocds du président Sarney, ce sont aussi les siens. Il a partagé ses méthodes de gouvernement, faites d'opportunisme, de népotisme et d'aveuglement devant les réalités.

Les observateurs interprètent le vote du 15 novembre comme une protestation généralisée plus qu'ils n'y voient un virage à gauche de l'électorat. Les partis dans l'opposition ont bénéficié tout naturellement de la mauvaise humeur, voire des frustrations, de la population. Comme tant d'autres, Luiza Erundina exprime un tel mouvement.

Mais son succès — limité certes, puisqu'il repose sur 30% des voix — va bien au-delà. Avec son physique ingrat de Nordeste, ses gestes simples, son style direct, c'est le peuple brésilien qu'elle fait accéder au pouvoir dans la principale ville du pays. Elle succède à un homme, Jânio Quadros, qui est son antithèse, puisqu'il est le point de ralliement du clan conservateur.

CHARLES VANHECKE.

Protestation généralisée

L'autre parti qui sort fortifié des élections est le PDT (Parti démocratique du travail) de Leonel Brizola, aux origines moins pures, aux comportements plus douteux, mais qui jouit d'une incontestable base populaire dans son fief principal, Rio-de-Janeiro. Dans cette dernière ville, c'est le candidat du parti, Marcello Alencar, qui arrive largement en tête. Il avait déjà occupé la mairie de 1983 à 1985, quand Leonel Brizola était gouverneur. Les « brizolistas » ayant commis des erreurs, ils avaient perdu leurs positions locales. Ils vont pouvoir les récupérer. C'est le vote des *fovelas*, c'est-à-dire des bidonvilles, qui leur a donné la victoire. Ils devraient l'emporter aussi à Nova-Iguacu et Campos, agglomérations importantes de la région.

Triomphe de la gauche encore à Belo-Horizonte, la troisième ville du pays, avec Fátima de Veiga, qui devrait gagner la mairie, et qui

COLOMBIE

Deux cents assassinats de syndicalistes en deux ans

Une vague de violence de grande ampleur s'est abattue récemment sur la Colombie, selon un rapport du comité sur la liberté syndicale du Bureau international du travail (BIT) examiné mercredi 16 novembre à Genève. Ce rapport, rédigé à la suite d'une mission effectuée dans ce pays du 31 août au 7 septembre, recense deux cents cas d'assassinats de militants et dirigeants syndicaux dans ce pays depuis deux ans.

Les syndicalistes ne constituent pourtant pas la majorité des victimes. Des plaintes contre le gouvernement de Colombie ont été introduites, notamment par la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), par la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et par la Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante (CMOPE). La CISL estime que certaines sphères du gouvernement

sont complices des infractions aux droits de l'homme et aux droits syndicaux.

Le gouvernement de Bogotá a répondu que les violences émanent de « groupes subversifs de gauche » que de « groupements d'extrême droite ». Il a été « impossible de supprimer ces groupements », ajoute-t-il, précisant que « la violence des trafiquants de drogue est intimement liée à celle des groupes de droite, car les uns et les autres ont stimulé économiquement la délinquance de droit commun ».

Par ailleurs, un sénateur de l'opposition conservatrice, M. Alfonso Ospina, disparu de son domicile de Medellín depuis le 15 novembre, a probablement été enlevé. M. Ospina avait été secrétaire général de la présidence sous le précédent gouvernement. — (AFP, Reuters.)

Diplomatie

CSCE

La France relance la polémique avec les Etats-Unis à la Conférence de Vienne

Sous l'impulsion du président de la République, les représentants français à la Conférence de Vienne sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ont demandé un nouveau délai de réflexion pour réexaminer la question du lien entre la future négociation sur les armes conventionnelles, dont la conférence de Vienne doit définir le mandat, et le processus général de la CSCE. La France relance ainsi une polémique avec les Etats-Unis, au moment où les désaccords Est-Ouest sur des questions relatives aux droits de l'homme semblaient sur le point d'être résolus, levant le dernier obstacle à une conclusion rapide des négociations de Vienne.

tions occidentales et posait « un très sérieux problème ».

En ce qui concerne la proposition soviétique de réunir à Moscou une conférence de suivi sur les droits de l'homme, qui se heurte aux réserves des Américains et des Britanniques notamment, les Occidentaux ont arrêté une position commune qui a été transmise aux autorités soviétiques. Elle énonce les conditions posées par les Occidentaux pour une telle conférence : libération préalable de tous les prisonniers politiques en URSS, ainsi que des membres du groupe de surveillance des accords d'Helsinki encore détenus ; autorisation d'émigrer pour tous les « refusniks » ; modification de la législation soviétique sur certaines questions relatives aux droits de l'homme. Cette position a fait récemment l'objet de consultation, entre les Américains et leurs alliés, et notamment d'une lettre du président Reagan à M^{rs} Thatcher, qui avait exprimé les réserves les plus vives.

« Un très sérieux problème »

La divergence franco-américaine n'est pas nouvelle : la France s'est, en effet, toujours opposée à ce que la négociation sur les armes conventionnelles se déroule « de bloc à bloc », c'est-à-dire entre le pacte de Varsovie, d'une part, et d'autre part l'OTAN, où les Etats-Unis ont un rôle leader.

Pour éviter une telle approche, qui a la faveur des Américains, Paris, tout en acceptant que la négociation se déroule à vingt-trois (les seize pays de l'OTAN et les sept du pacte de Varsovie), a voulu qu'elle s'inscrive dans le processus général de la CSCE auquel participent trente-cinq pays, les vingt-trois plus les douze pays européens neutres et non alignés (NNA). Un compromis avait été trouvé, selon lequel douze « NNA » seraient informés au moins deux fois du déroulement de la négociation sur le désarmement conventionnel, et leurs réactions prises en compte. C'est de ce compromis que les Français demandent le réexamen, en contestant l'interprétation qu'en font les Américains.

Le représentant américain à Vienne a déclaré que cette attitude française avait surpris les délé-

M. Philippe Coste nommé ambassadeur à l'île Maurice

M. Philippe Coste a été nommé ambassadeur de France à l'île Maurice en remplacement de M. Philippe Petit, a annoncé, le mercredi 16 novembre, le Quai d'Orsay.

Né en 1947, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Coste a été premier secrétaire à Bangkok et représentant permanent de la France auprès de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (1977-1978), avant d'être affecté à la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles (1978-1981).

Détaché auprès du ministère de l'Industrie (1981-1982), il a été ensuite chargé de mission pour les questions internationales (1981-1982), adjoint au chef du centre d'analyse et de prévision (1982-1984), et, depuis 1984, chef de ce centre.

Festival Renault Occasions

Du 15 au 21 Novembre



Crédit 9%
sur 12 mois

Crédit 12 mois au TEG de 9 % avec apport minimum de 20 % sur tous les V.O. Exemple : montant financé 10 000 F, 12 échéances de 874,51 F. Coût total du crédit : 10 494,12 F. Crédit au TEG de 12,8 % sur 24 mois, 14,8 % sur 36 mois, 15,8 % sur 48 mois.

5 000 F
à l'achat

Reprise 5 000 F TTC minimum de votre ancien véhicule quel que soit son état, si vous le possédez depuis au moins 6 mois, pour tout achat d'une voiture d'occasion marquée d'un point vert.

60 MOIS
de crédit

Sur tous les véhicules Garantie Or de moins de 2 ans et d'un prix de vente supérieur à 60 000 F avec un apport comptant de 30 % minimum. Ex : prix de vente véhicule 61 000 F - apport comptant 19 000 F - montant emprunté 42 000 F sur 60 mois. 1^{ère} échéance 1 322,58 F (dont 240 F de perceptions forfaitaires). 59 échéances de 1 082,58 F - TEG 18,70 % - Coût total : 65 194,80 F.

total
à payer

Du 15 au 21 novembre. Crédit total 6 à 36 mois sur tous les véhicules d'occasion. Crédit total 6 à 48 mois sur tous les véhicules d'occasion. Garantie Or de 3 ans ou moins.

CHOIX GARANTIES

Un très grand choix de voitures d'occasion sélectionnées bénéficiant toutes d'une Garantie Renault Occasions : Garantie Contrôle Sécurité 3 mois, pièces ou Garantie Or 12 mois, pièces et main d'œuvre, kilométrage illimité.

* Sous réserve d'acceptation du dossier par le DAC - SA au capital de F. 321 480 700 - 27-33, quai Le Gall - 92812 Boulogne Cedex. RCS Nanterre B 702 032 221. Offres valables jusqu'au 21/11/88.

CHEZ TOUS LES CONCESSIONNAIRES RENAULT

LE JOURNAUX

Politique

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

M. Joxe estime que la France « n'a pas les moyens de devenir le pays d'accueil de tous les déshérités du tiers-monde »

M. Pierre Joxe, applaudi chaleureusement par les députés RPR présents dans l'hémicycle, au premier rang desquels l'ancien ministre de la sécurité, M. Robert Pandraud, ce fut l'un des instants de ce débat, resté courtisé de bout en bout, le ministre de l'Intérieur déployant des trésors d'humour, de patience et de pédagogie. Autant de qualités que ses adversaires ne lui connaissent pas, mais qui n'auraient pas suffi, à elles seules, à susciter l'approbation bruyante et appuyée de M. Pandraud et de ses amis. Ceux-ci ont applaudi M. Pierre Joxe pour une autre raison. L'ancien président du groupe socialiste, visiblement heureux de retrouver l'atmosphère du Palais-Bourbon, s'est livré à une défense et illustration du droit de la France à lutter contre l'immigration clandestine. C'est cette thèse qui a ravi l'opposition : « La France n'a pas les moyens de devenir un pays d'accueil de tous les déshérités du tiers-monde », a-t-il dit. Elle ne peut accueillir indéfiniment tous ceux qui sont chassés de leurs pays par la misère et qui viennent tenter leurs chances chez nous.

Cela me rappelle d'anciens discours !, a ironisé, de son banc, M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie). « La lutte contre l'immigration irrégulière s'impose donc, a poursuivi le ministre. Elle suppose une ligne de conduite qui est facile à définir mais difficile à appliquer. (...) L'asile politique est une chose - hélas ! - nécessaire. L'asile économique en est une autre. La première relève de la protection des droits de l'homme ; l'autre revient à faire prendre en charge, par la République française, toute la misère du monde. L'aide au tiers-monde a ses moyens propres et ses limites. » (Approbation sur les bancs RPR).

Soucieux de tenir les deux bouts de la chaîne (lutte contre l'immigration clandestine, respect et intégration des populations étrangères installées régulièrement sur le territoire), le ministre de l'Intérieur avait auparavant insisté sur le fait qu'il entendait être très attentif « à toute manifestation de racisme et de xénophobie envers les étrangers, qui apportent à notre pays leur force de travail. (...) Soyez assurés que je ne faillirai pas dans cette lutte contre le racisme, qui est une priorité » (1).

D'autre part, M. Joxe n'a pas caché à la représentation nationale les difficultés qui se profilent à l'horizon en matière de lutte contre l'immigration clandestine, notamment à cause de l'évolution des structures juridiques européennes. Il

Les crédits du ministère de l'Intérieur ont été adoptés en première lecture, dans la nuit du mercredi 16 au jeudi 17 novembre à l'Assemblée nationale, par 276 voix contre 265. Les élus socialistes ont voté « pour » ; les députés RPR (sauf M. Jean Kiffer, apparenté, qui s'est abstenu), UDF (sauf M. Marc Reynaud (Bas-Rhin), qui a voté « pour » et M. François d'Aubert (Mayenne), qui s'est abstenu) ont voté « contre », ainsi que ceux de l'UDC, tandis que le groupe communiste s'abstenait.

D'un montant total de 61,85 milliards de francs, ce budget enregistre une progression de 2,62 %. Il représente 4,78 % du budget général (le Monde du 17 novembre). Au cours du débat, le ministre de l'Intérieur a annoncé la création d'un office central de répression de la grande délinquance financière.

a rappelé que l'article 13 de l'Acte unique européen, instaurera, à partir du 1^{er} janvier 1993, un espace unique dans lequel les personnes circuleront librement. « Cela va poser une série de problèmes totalement inédits en droit français », a-t-il souligné. Pour y faire face, une meilleure coordination des services de sécurité en France et une plus grande coopération internationale devront être recherchées.

S'agissant de la lutte contre la drogue, ce budget augmente les moyens du ministère en personnel et en moyens : doublement des effectifs de l'office central de répression du trafic illicite de stupéfiants, création d'antennes en Corse et dans les Antilles, qui sont deux plaques tournantes de la cocaïne, notamment en provenance de la Colombie, information accélérée des services, etc. Ce budget donne également naissance à un Office central de répression de la délinquance financière.

La publicité pour « vendre » la police ?

Le ministre veut s'attaquer, par le biais de cet office, au blanchiment de l'argent provenant de la drogue grâce à des filières financières complexes. Cet office collectera des informations qui sont aujourd'hui éparpillées au sein de différents services de police, d'administrations ou d'organismes privés. Des groupes de recherches et d'investigations financières seront créés dans les services régionaux de la police judiciaire, et des fonctionnaires spécialisés dans la lutte contre la délinquance en col blanc seront tout particulièrement formés.

A propos de la police et de sa perception par la population, le ministre a souligné qu'elle soit plus proche du citoyen et de ses préoccupations. « Il convient d'améliorer l'accueil dans les services de police : salles d'attente plus confortables mais

aussi documents audiovisuels, brochures, renseignements chacun sur ses droits et devoirs. »

Le député socialiste de Charente-Maritime, M. Philippe Marchand, a fait part au ministre de son regret de voir que les appels du contingent qui font leur service national dans la police sont pour l'essentiel concentrés dans des villes de droite : soixante-six municipalités UDF-RPR et divers droite en sont dotées contre dix-huit de gauche. Le député a également attiré l'attention de M. Joxe sur la faiblesse des moyens de la police en matière de communication. Il a rappelé que quarante personnes seulement y travaillent, alors que le service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA) était fort de huit cents personnes. Le ministre de l'Intérieur est convenu qu'il fallait faire mieux connaître la police à la population et qu'il fallait « mener une action de propagande. La poste fait de la publicité [l'avis des bancs RPR] Pourquoi pas la police ? ».

Pour sa part, le rapporteur de la commission des lois, M. Michel Suchaut (PS, Dordogne), a expliqué que le plan de modernisation de la police était respecté - « mais sans plus » - pour l'équipement, l'armement et les transports mais que, dans le domaine immobilier, il n'en allait pas de même. Il a regretté que dans des villes moyennes la poste ou la gare ait été rénovée, alors que souvent les commissariats conservaient « un look d'autrefois ». « Il est urgent d'y remédier pour améliorer l'image de la police », a-t-il plaidé. Au nom du RPR, M. Henri Coq (RPR) a estimé que ce budget reflète mal la volonté de M. Joxe de se présenter comme « le meilleur garant de la sécurité ». « Nous ne voyons pas comment on peut garantir efficacement la sécurité des Français », M. Francis Delattre (UDF, Val-d'Oise) a jugé le budget de la police « trop peu volontariste ». Et pour l'UDC, M. René

Cosmanu (Ille-et-Vilaine) s'est inquiété de la baisse des crédits de la sécurité civile.

Quant au groupe communiste, il a concentré ses attaques sur les collectivités locales. Les élus communistes ont suspecté M. Joxe, connu pour son tempérament jacobin, de teneur décentralisatrice. « Le gouvernement proclame bien haut sa volonté de décentraliser, mais, en effectuant aux collectivités un nombre d'agents subordonnés à des seuls démographiques, on les prive de toute liberté d'action », a protesté M. Jean Tardieu (PC, Bouches-du-Rhône).

Tard dans la nuit, M. Joxe est parvenu à gagner l'abstention communiste en répondant à leur souhait de voir auditer la fonction publique territoriale. Le ministre a notamment insisté sur le fait que le gouvernement avait déposé au Sénat un amendement au projet portant diverses mesures d'ordre social (DMOS) assurant à la fonction publique territoriale le bénéfice de la cessation anticipée d'activité à cinquante-sept ans et demi.

D'autres mesures vont dans ce sens : statut des agents à temps partiel, possibilité de promotion interne pour passer du corps des attachés à celui des administrateurs, amélioration des passerelles entre la fonction publique territoriale et la fonction publique d'Etat, meilleure rémunération des plus basses catégories. Le ministre s'est, d'autre part, engagé à mettre sur pied un groupe de travail sur un problème soulevé par M. Jean-Pierre Brard (PCF, Seine-Saint-Denis) : le transfert de charges de l'Etat sur les collectivités locales par le biais de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL).

Enfin les députés communistes ont déposé en vain un amendement de suppression de la ligne budgétaire qui concerne les crédits prévus pour le financement des parcs et des groupements politiques (loi du 11 mars 1988). La particularité de cette ligne budgétaire est d'être créditée aujourd'hui de zéro franc. En effet, le gouvernement attend toujours les propositions des bureaux des deux Assemblées avant d'abandonner ces crédits.

PIERRE SERVENT.

(1) Au cours de la discussion, M. Joxe a précisé que, pendant les huit premiers mois de 1989, 43 926 étrangers n'avaient pas été admis sur le territoire français, 4 297 ont été interpellés et 5 522 ont été interpellés et ont fait l'objet d'une mesure de reconduite à la frontière.

Au Sénat

Seuls les communistes s'opposent aux nouveaux contrats de retour à l'emploi

Le Sénat a approuvé, mercredi soir 16 novembre, le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS), qui comporte plusieurs volets dont le plus important concerne la lutte contre le chômage.

Un DMOS est par nature un texte fourre-tout. Celui discuté au palais du Luxembourg n'a pas échappé à cette caractéristique : il a été question, pêle-mêle, du service national, des études médicales, de la Maison de Nanterre, etc.

L'offensive lancée la veille au soir par les sénateurs communistes s'est poursuivie mercredi 16 novembre. Après une première séance tirée contre l'amendement Lamasour (le Monde du 17 novembre), une deuxième visait la suppression, décidée sous le gouvernement de M. Chirac, de l'autorisation administrative de licenciement. Pour M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne), il y a « urgence » à ce rétablissement. L'avocat communiste s'est plu à rappeler les propos tenus contre la loi Séguin, au printemps 1986, par les socialistes, s'étonnant qu'aujourd'hui les mêmes s'abstiennent. M. Francis Sersclat (Rhône) et M. Charles Bonifay (Bouches-du-Rhône), tous deux socialistes, s'en sont expliqués : pour eux, le législateur n'a pas à se substituer aux partenaires sociaux, appelé à en discuter. Ainsi, ils apportaient leur soutien à M. Jean-Pierre Soisson. Le ministre « d'ouverture » a estimé que le rétablissement de ce dispositif « présenterait aujourd'hui plus d'inconvénients que d'avantages ».

Appuyant et sans plus de succès, les communistes ont tenté d'inscrire dans la loi l'affirmation que « le droit de grève s'exerce sans restriction » et que « toute entrave apportée [à son exercice] constitue un délit ». Ils se sont également retrouvés seuls à s'opposer à la traduction législative des accords conclus le 24 octobre dernier entre les partenaires sociaux (à l'exception de la CGT) sur les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP). Créés en 1983, ces SIVP ont donné lieu à certains abus. Le « code de bon usage » établi par la concertation interdit notamment les heures supplémentaires pour les stagiaires, et renforce leur protection sociale en matière d'hygiène, de sécurité et de durée du travail (les communistes se sont abstenus sur ces amendements et ils ont approuvé les dispositions qui doivent faire bénéficier les stagiaires de la législation sur le rôle des institutions représentatives du personnel).

L'isolement des sénateurs communistes s'est confirmé avec leur refus d'approuver la création de « contrats de retour à l'emploi », introduite par M. Soisson dans le DMOS (le Monde du 17 octobre), qu'ont voté le RPR, l'UDF et le PS. Ces nouveaux contrats, d'une

durée minimale de six mois, seront offerts aux chômeurs de longue durée, l'Etat prenant en charge une aide forfaitaire, l'employeur étant exonéré du paiement des cotisations sociales (pendant six mois), et les titulaires de ces contrats n'étant pas pendant six mois comptabilisés dans les effectifs du personnel des entreprises. Si, pour le PCF, il s'agit encore, avec cette initiative, d'un système n'aboutissant qu'à des « emplois précaires », c'est pour le gouvernement un moyen de transformer les dépenses passives d'indemnisation (allocation de solidarité spécifique et allocation de RMI) en des mesures actives d'insertion.

Colère autour de la Maison de Nanterre

Le Sénat a ensuite examiné les articles du projet concernant le rétablissement de la qualification de médecine générale, par un aménagement des études médicales. M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, n'a pas convaincu les socialistes d'approuver son texte, et ceux-ci ont préféré s'abstenir. De son côté, M. Jean Delaneau (RI, Indre-et-Loire), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, s'est déclaré favorable à ce rétablissement en faveur des généralistes. Il a souligné que l'architecture générale des études médicales en France ne soit pas à l'avenir bouleversée.

Sous forme d'amendements, le gouvernement a fait voter un nouveau statut pour la Maison de Nanterre : celui d'établissement public autonome à compétence distincte. La vocation initiale de cette maison est l'accueil des personnes sans abri de Paris, orientées par la préfecture de police. La Maison de Nanterre, qui emploie 1 250 personnes dont 154 médecins, comprend trois secteurs : un centre d'accueil de 1 200 places (auxquelles s'ajoutent les 45 places du foyer de réinsertion sociale et les 250 du centre d'hébergement), un hôpital de 650 lits et un hôpital de 650 places. M. Jacqueline Frayssé-Cazalis, sénateur, maire communiste de Nanterre, a vivement reproché au gouvernement de s'être concerté étroitement avec la Ville de Paris, sans consulter la municipalité. Seul l'amendement relatif aux conditions statutaires du personnel a trouvé grâce à ses yeux.

Après que, à la demande de M. Henri Collard (div. gauche, Eure), rapporteur de la commission des affaires sociales, le Sénat a renforcé le caractère d'indépendance du médiateur devenu ainsi « médiateur de la République », les sénateurs ont approuvé les dispositions portant de un à deux ans la durée du report d'incorporation dans le service national susceptible d'être accordé au-delà de vingt-deux ans, pour les étudiants.

ANNE CHAUSSEBOURG.

La préparation des municipales

M. Mauroy reproche au PCF de « pratiquer le double jeu »

M. Pierre Mauroy est brièvement revenu, lors de la réunion du bureau exécutif du Parti socialiste, mercredi 16 novembre, sur la question de la rigueur et sur la situation économique et sociale. Sans évoquer les déclarations de M. Michel Rocard au *Nouvel Observateur* (lire page 21), le premier secrétaire du PS a souligné que, lors de la convention nationale de celui-ci, les 12 et 13 novembre, une « analyse analogique » avait été formulée par les principaux intervenants sur la nécessité d'adapter la politique de rigueur à une situation économique nouvelle. M. Mauroy a souligné qu'il n'y a « pas de distance entre le PS et le gouvernement » sur ce plan, et que les socialistes ont le souci de la « cohésion ».

M. Mauroy a relevé, après la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, une « tonalité nouvelle » de la part de la droite. Au sujet du Parti communiste, il a déclaré que celui-ci ne peut pas « pratiquer le double jeu », en réclamant au Parti socialiste des accords locaux pour les élections municipales de mars prochain tout en dénonçant sa politique nationale. Le premier secrétaire a dénoncé « le rôle de bouffon social » que joue, selon lui, le PCF.

Le bureau exécutif a approuvé les prochaines démarches du PS pour la préparation des élections municipales. Les fédérations départementales du Parti socialiste sont chargées de demander à leurs homologues communistes, dans les prochains jours, de procéder à un examen de la situation. Elles expliqueront à leurs interlocuteurs la

volonté du PS de parvenir à un accord national et son refus de reconduire purement et simplement les accords de 1983, comme le demande la direction du Parti communiste. Les socialistes soulignent en effet que le rapport de force électoral a évolué depuis six ans.

Ces contacts entre fédérations n'ont pas pour but d'aboutir à des accords, aucune décision à ce sujet ne pouvant être prise avant la réunion, le 11 décembre, des premiers secrétaires fédéraux et des chefs de file désignés par les socialistes dans les villes de plus de vingt mille habitants. C'est à l'occasion de cette réunion que le Parti socialiste fera le point de l'attitude des communistes dans les différentes villes et arrêtera sa décision sur la suite.

Tout en refusant de reconduire systématiquement les accords de 1983 dans les municipalités à direction socialiste ou communiste ou dans les villes de droite, les socialistes considèrent cependant que les indications qu'ils retirent des scrutins intervenus depuis 1983 et de divers sondages effectués localement ne permettent pas de conclure de façon simpliste. Pour M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national chargé des élections, il convient d'interpréter en fonction des données locales les indications fournies par ce qu'il appelle un « panier d'élections », qui doit selon lui, comprendre toutes les consultations depuis les élections européennes de juin 1984 jusqu'aux dernières élections cantonales.

P. J.

Environnement : pauvre M. Lalonde !

L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 16 novembre, tard dans la nuit, en première lecture et à main levée, le budget de l'environnement : l'UDF, l'UDC et les députés communistes se sont abstenus, le RPR votant « contre ». Ce budget, d'un montant de 649,6 millions de francs, régresse de 6,43 % et représente 0,05 % du budget général de la nation. Sa baisse est divisée par deux si l'on ajoute les crédits du secrétariat aux risques technologiques et naturels majeurs.

M^{me} Huguette Bouchardeau (apparentée PS, Doubs) a une nouvelle fois protesté contre le fait que la discussion de ce budget se déroulait en pleine nuit, (de minuit à 2 h 30 du matin), comme si ce département ministériel était voué à des examens à la sauvette. Avec des accents qui ont ravivé la flamme écologique des quelques députés présents, M^{me} Bouchardeau a plaidé pour la constitution d'un véritable ministère de l'environnement qui n'ait plus à mendier un billet d'avion pour pouvoir participer à une conférence internationale. A son banc,

M. Brice Lalonde opinait du chef d'un air entendu.

Le secrétaire d'Etat avait décidé de faire contre mauvais budget bon visage en rappelant les priorités de sa politique : maîtrise des risques, des pollutions et des déchets ; les parcs naturels ; la recherche. Il a appelé qu'il avait obtenu vingt postes supplémentaires d'inspecteurs d'établissements classés. Le secrétaire d'Etat a également précisé que dès l'an prochain seront mis en vente des grosses cylindrées munies de pots catalytiques. En attendant qu'un accord intervienne pour les autres, l'essence sans plomb sera détaxée. La plupart des orateurs se sont épuisés sur le sort de M. Lalonde.

Le rapporteur spécial, M. Michel Barnier (RPR, Savoie), a regretté que l'environnement « passe au second plan ». Pour M. Jean-Marie Demange (RPR, Moselle), M. Lalonde est un peu « le parent pauvre du gouvernement ». M. Jean-Claude Lefort (PCF, Val-de-Marne) a ironisé sur le caractère soluble de « vert » dans le « rose ». M. Lalonde ayant, selon lui, tourné le dos à ses engagements contre le nucléaire.

M. Lalonde a répondu qu'à Mururoa toutes les études montrent la non-pollution du site. M. Ambroise Gaëlle (UDC, Finistère), a pour sa part, souhaité que les associations de défense de l'environnement aient plus de moyens. Il s'est inquiété du sort budgétaire réservé aux parcs naturels régionaux, comme au Conservatoire du littoral.

En réponse, M. Lalonde s'est engagé à rétablir les subventions aux associations au niveau de 1986, et a annoncé qu'il avait également obtenu de la Rue de Rivoli que des efforts financiers soient faits dans les deux autres secteurs évoqués par le député centriste.

P. S.

Un discours d'ordre

M. PANDRAUD applaudissant M. Joxe. La scène était inédite. Les socialistes en sont restés muets. Ils se sont retranchés quand le ministre de l'Intérieur a expliqué que, si certains étrangers sont expulsés et « d'autres pas », c'est parce que la France « respecte les droits de l'homme ».

Il y a eu là un résumé de ce que traduisait ce discours ministériel, prononcé par un homme tout à la fois expérimenté et fort politique, le premier à « cadrer » l'orientation du nouveau septennat sur le terrain de la sécurité. Ce fut un condensé adroit, mêlant compétence et parfois humour, de cette culture de gouvernement acquise par les socialistes depuis 1981. En d'autres termes, et pour le dire tout net, un discours d'ordre. D'ordre « républicain », d'ordre se réclamant des droits de l'homme, soucieux des libertés individuelles, mais d'ordre tout de même.

Un jour de juin 1981, s'exprimant sans note devant des commissaires de police, Gaston Defferre, prédécesseur de M. Joxe, parla fort abruptement de la « délinquance de bas étage », des « déportés de la faim », de l'origine anglosaxonne des mots « gangster » et « hold-up », le tout prenant à revers la culture professionnelle de ceux auxquels il s'adressait. Par la suite - élections municipales

oblige - il changea de cap, aussi brusquement.

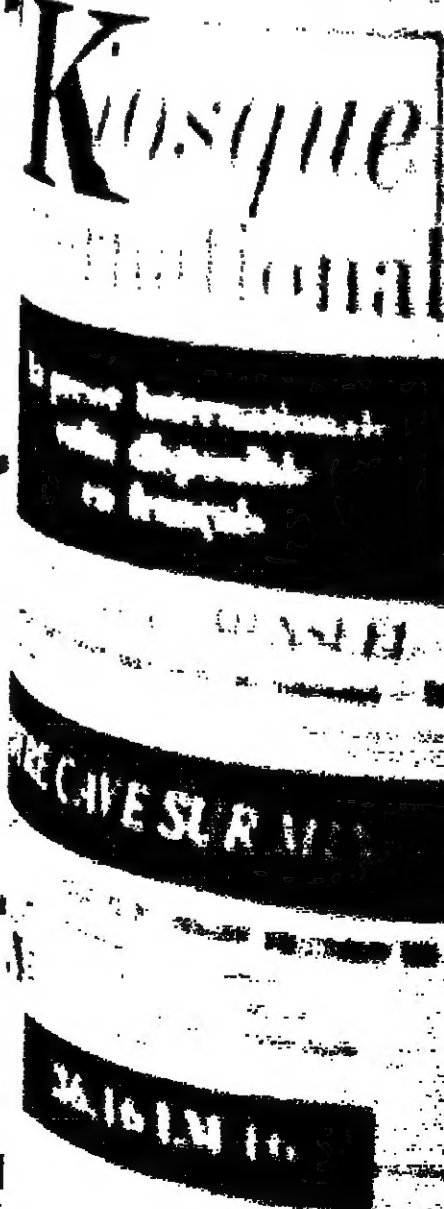
M. Joxe n'a apprécié par l'inconséquence. Après avoir commencé sur le registre quelque peu technocratique de la modernisation policière, il offre aujourd'hui une cohérence nouvelle, sans hésitation ni futilité, à l'exercice par un socialiste de la mission d'ordre public. Quitte à donner parfois une impression de continuité, par-delà quelques péditions de principe, avec les orientations de ses prédécesseurs de droite.

Réticence à l'extension du revenu minimum d'insertion aux étrangers, fermé sur le contrôle des frontières et la répression de l'immigration clandestine, refus d'un Conseil supérieur des activités policières contrôlant de l'extérieur l'institution, respect - provisoire ? - des dispositions de M. Charles Pasqua sur les expulsions administratives... : il revendique sa mission dans toutes ses exigences. Nul doute que les élus socialistes trouveront là de quoi ne pas être déstabilisés par des campagnes « sécuritaires » lors des élections municipales. Nul doute aussi qu'il peut y avoir là, à terme, une contradiction entre l'identité gouvernementale socialiste et son identité politique et sociale. Car l'ordre ne se partage pas.

EDWY PLENEL.

La presse internationale
enfin disponible
en français

AFP-PRO
LES DÉPÊCHES
DE L'AFP
SUR MINITEL
36.29.36.19.
Telesystèmes
Questel



Politique

La recomposition du paysage politique

M. Barre lance la Convention libérale européenne et sociale

Convinçus que l'opposition, telle qu'elle se présente, est devenue « un astre mort », et que le RPR et l'UDF ne sont plus « que des queues de comètes », M. Raymond Barre a choisi de lancer son propre mouvement : la Convention libérale européenne et sociale (CLEES), présentée le jeudi 17 novembre.

À l'indépendance de sa défection du premier tour de l'élection présidentielle, l'ancien premier ministre avait le choix entre trois solutions : se retirer dans sa maison de Saint-Jean-Cap-Ferrat, essayer de prendre en main l'UDF pour tenter de la remettre définitivement à son pas, ou rebâtir sa propre maison, à partir des débris des réseaux barristes.

C'est cette troisième solution qu'il a choisie rapidement, puisque son entourage se souvenait l'avoir entendu prononcer ce mot de « convention », dès le lendemain de son échec. M. Barre, au cours de sa dernière « Heure de vérité » du 7 novembre, a défini cette convention, à son club de parti, « comme un lieu de rassemblement au-delà des clivages politiques », une force aspirant « à la modération et à la mesure », capable « de pratiquer des alliances d'une façon autonome et responsable ». M. Barre avait aussi indiqué que cette convention-là n'aurait rien de « révolutionnaire ».

De fait, ses promoteurs, issus pour la plupart du terrain socio-professionnel bien barriste, se sont efforcés depuis l'été de pratiquer la stratégie des petits pas, afin de ne rien brusquer avant les prochaines élections municipales, mais aussi à cause d'une réelle réticence du milieu politique vis-à-vis de ce genre d'initiative sortant des normes du « microcosme ».

Durant l'été dernier, les barristes ont monté ce projet dans l'ombre. Le 8 octobre, quelques responsables provinciaux de cette convention se réunissaient, pour la première fois, à huis clos, à Paris. Le 7 novembre, à la télévision, M. Barre acceptait, aussi pour la première fois, d'expliquer publiquement sa démarche. Et, jeudi, il devait présider une conférence de presse pour mettre officiellement sur son orbite la CLEES avec, pour une fois, toutes les formes médiatiques voulues. La prochaine étape sera la convocation d'assemblées nationales à Paris. Celles-ci devraient se tenir en décembre ; mais, toujours par souci de ne point interférer sur les élections municipales, elles ont été reportées après mars 1989.

Cette nouvelle aventure barriste peut, en réalité, tenir en quatre mots : mobilisation, communication, proposition et recomposition.

Mobilisation : la pyramide est en place. Cette conférence de presse devait le révéler dans le détail. Derrière M. Barre, président de la

CLEES, on trouve quatre personnalités-clés : M. Gilbert Beaux, qui, depuis longtemps, ne se satisfait plus de son rôle de trésorier ; M. René Ricol, député général ; M. Pierre-François Pica, député général adjoint ; M. Bernard Brun, député politique. Au troisième niveau, dix chargés de mission régionaux, qui sont aussi des hommes nommés en politique, coiffent une centaine de députés départementaux.

À côté de cette structure, des groupes d'experts pour tous les grands dossiers français, mais aussi européens. Au total, cinq mille adhérents déclarés, transiges, pour la plupart, des réseaux barristes réels, une majorité de professions libérales, des chefs d'entreprises, beaucoup d'enseignants et quelques trois cents élus locaux. Objectif : multiplier le plus vite possible ce chiffre d'adhésions par quatre, afin de prouver, et de se prouver, que si M. Barre a perdu, au printemps dernier, une bataille, il n'a pas encore perdu la guerre. « Nous avons connu l'échec, assure M. Ricol, mais un échec relatif, si l'on considère le déploiement des forces auquel nous devons faire face. Nous étions aussi une équipe encore jeune, ayant besoin de faire ses preuves. Nous avons tiré la leçon de cet échec. Cette convention, elle, sera un succès ».

« Une première étape »

Communication : c'est la première tâche assignée à cette convention. Faire passer le message de M. Barre. Un premier document, reprenant les principaux extraits de son entretien au journal *Le Monde* de l'économie, vient d'être déjà tiré à trois cent cinquante mille exemplaires. « M. Barre, fait remarquer son attaché de presse, M. Brun, n'a pas l'habitude de s'exprimer par slogans. Ses positions sont scrupuleusement nuancées et nuancées. La convention aura pour objectif de les diffuser dans le pays ».

Propositions : Europe, problèmes de société, vie quotidienne des Français, vie économique. Sur tous ces grands sujets, la convention veut être, selon la formule de M. Beaux, « un laboratoire d'idées ». « Nous sommes convaincus, ajoute-t-elle, que le caractère concret de nos propositions et leur faisabilité les rendront attractives à beaucoup de parlementaires. Ils pourront ainsi les proposer et les faire triompher ». Fondamentalement, les barristes veulent, de la sorte, définir ce que le manifeste de cette convention appelle « une nouvelle approche » de la vie politique, s'appuyant « sur l'objectivité de l'analyse, la vérité du langage, la recherche du dialogue ».

La convention, est-il encore indiqué dans ce manifeste — qui devait

être remis à la presse, — mettre un point d'honneur à ne pas succomber aux rites obligés de la polémique et des exclusions. Elle tentera de faire apparaître sur les grands dossiers de la nation des procédures et des solutions propres à faire converger sur l'essentiel les courants de pensée les plus divers ».

Recomposition enfin : c'est la question politique que soulève cette initiative. Comment le satellite Barre peut-il prendre place dans la galaxie centriste, échapper, comme le disait l'ancien premier ministre, « aux mélanges détonnants des alliances RPR-UDF traditionnelles » ?

La encore, les barristes entendent procéder par étapes. Ainsi, contrairement à ce qui avait été prévu au départ, la CLEES ne présentera pas de candidats aux élections municipales. En revanche, elle a bien pour but d'être un instrument de cette recomposition au centre, souhaitée par M. Barre, et à laquelle travaillent activement les centristes du CDS, en prévision des élections européennes de juin 1989.

Processus que, dans un texte livré à la presse et relu attentivement par M. Barre, M. Brun explique, pour la première fois sans aucune ambiguïté : « La vie politique a ses pesanteurs, écrit-il ; il ne servirait à rien de les nier ou de tenter de les enjamber. Commençons donc par le commencement : la convention, qui est en quelque sorte une première étape dans cette voie, réunira d'abord ceux sur qui pèsent le moins lourdement les contingences électorales (...). C'est en quoi la convention incarne aujourd'hui la société civile. A la convention, libre pour le moment de telles entraves, de faire progresser le débat en faveur de la recomposition. A la convention aussi de multiplier les contacts avec les responsables et les organisations de toutes sortes susceptibles de se regrouper, le moment venu, pour constituer cette force autonome et responsable, dont l'heure de vérité » a popularisé l'idée, le 7 novembre dernier. La convention n'a pas la prétention de devenir, à elle seule, cette force. Elle a la volonté d'aider à la construire ».

DANIEL CARTON.

Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée le mercredi 16 novembre 1988. À l'issue du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé un communiqué dont nous publions certains extraits :

● **AMÉLIORATION DU FONCTIONNEMENT QUOTIDIEN DE LA JUSTICE**
(Le Monde du 17 novembre.)

● **LES ACTIONS PAUVRETÉ-PRÉCARITÉ**

Le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale a présenté une communication relative aux actions pauvreté-précarité. Des crédits de près de 500 millions de francs seront consacrés à :
— l'accueil et l'hébergement d'urgence des personnes sans abri ;
— l'aide alimentaire ;
— l'aide aux soins ;
— l'aide au logement ;
— l'insertion professionnelle.

En outre, les contribuables pourront bénéficier, à partir de 1989, d'un abattement fiscal au titre des dons en argent au profit des organismes et associations qui distribuent des repas en hiver aux personnes en situation difficile.

● **LES ENJEUX TECHNOLOGIQUES ET ÉCONOMIQUES DES NOUVEAUX MATÉRIAUX**
(Lire page 12.)

À l'issue du conseil des ministres, le chef de l'État a procédé à une cérémonie traditionnelle en remettant au premier ministre, M. Michel Rocard, les insignes de grand-croix de l'ordre national du Mérite, comme c'est l'usage après six mois de mandat à Matignon. À cette occasion, M. Mitterrand a souligné qu'il entendait ainsi « honorer la fonction, la personne et l'action » de M. Rocard, a indiqué le porte-parole de l'Élysée, M. Hubert Védrine.

● **RECTIFICATIF.** — Une coquille nous a fait écrire que le Mouvement de la jeunesse d'Europe (MJE), créé par M. Carl Lang, nouveau secrétaire général du Front national, en septembre 1987, regroupait cinq députés. Il fallait lire cinq cents députés de l'Europe de l'Est et de l'Ouest (nos premières éditions du 17 novembre).



UNE ÉDITION DE BIBLIOPHILE EN TIRAGE LIMITÉ ET NUMÉROTÉ.
* 12 volumes 14 x 21,5 cm.
* Environ 900 pages par volume.
* Reliure pleine cuir vert bronze avec caissons en à-froid.
* Signets et tranche-fil.



UNE RÉÉDITION PRESTIGIEUSE DU CLUB FRANÇAIS DU LIVRE.

Acceptez à l'examen gratuit le volume 1 des ŒUVRES COMPLÈTES DE SHAKESPEARE

ÉDITION BILINGUE

La seule édition bilingue complète de Shakespeare.

Un événement dans le monde du livre ! Voici, enfin rééditée, la seule édition bilingue complète des œuvres de Shakespeare. Une réalisation unique au monde, qui possède des caractéristiques véritablement exceptionnelles :

- Une édition établie à partir des textes authentiques par les Professeurs de l'université de Cambridge.
- Une correspondance permanente entre le texte français et le texte anglais original, qui offre aux esprits raffinés et cultivés un plaisir rare.
- Une traduction réalisée par un cercle d'éminents poètes et linguistes, qui ont su transmettre d'une langue à l'autre la flamboyante poésie shakespearienne.
- De nombreuses notes, préfaces, glossaires, rédigés par les meilleurs spécialistes, qui permettent de comprendre et d'apprécier toutes les merveilleuses subtilités du texte.

Page de gauche, texte anglais avec numérotation des vers pour repérage immédiat.

Page de droite, traduction française due à une équipe d'éminents poètes et linguistes.

Une prodigieuse fresque dramatique.

Hamlet, Le Roi Lear, Richard III, Othello, Macbeth, Roméo et Juliette... autant de personnages dont les problèmes éclairent notre destin. Car les questions qu'ils posent sont celles de notre temps : l'ambition, le pouvoir, l'argent, l'amour, le bonheur, la mort... c'est la quintessence de la vie qui est ainsi prise au piège du drame et de la poésie.

"Shakespeare, disait Chateaubriand, est un nombre des cinq ou six écrivains qui ont suffi aux besoins et à l'entretien de la pensée". On ne saurait mieux dire la place que cette collection mérite dans votre bibliothèque. Pour recevoir le volume 1 sans aucun engagement d'achat, postez dès aujourd'hui le Bon d'Examen Gratuit ci-dessous.



LE TOUR DU MONDE EN 80 JOURNAUX

Kiosque international

La presse internationale enfin disponible en français

UN NOUVEAU MENSUEL

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

VOTRE CAVE SUR MINTEL

PASSEZ VOTRE COMMANDE DIRECTEMENT SUR MINTEL ou demandez le catalogue à :

TERRORS ET VIGNOBLES
42, rue de Mulhouse - 21000 Dijon
Tél. : 16-80-68-38-83

36.16 LM 16

ACCLAMÉE PAR LA PRESSE.

"Grâce à cette édition... il est désormais possible d'appréhender l'anglais et Shakespeare ensemble : l'un et l'autre et l'un par l'autre."
Yves Fassin

"Pages étonnamment vivantes où l'on assiste véritablement aux spectacles shakespeariens... D'ores et déjà dans toute bibliothèque de théâtre, un roman doit être déposé pour les recevoir."
Maurice Labrousse

"La merveilleuse édition ! C'est la plus parfaite parue en France à cette heure... J'y ai pris un plaisir immense."
Yves Rambourg

"Pierre Leyris qui en a dirigé les travaux mérite d'être qualifié de poète pour le don qu'il a de faire passer l'expression poétique d'une langue dans une autre."
André Rougemont

Le Club Français du Livre.
4, rue Gallée, 75782 PARIS CEDEX 16.

BON D'EXAMEN GRATUIT

À renvoyer aujourd'hui même, sous enveloppe affranchie, au : CLUB FRANÇAIS DU LIVRE, 4, rue Gallée, 75782 PARIS CEDEX 16.

OUI ! Veuillez m'envoyer à l'examen gratuit le volume 1 de l'Édition bilingue SHAKESPEARE en réédition limitée et numérotée.

Si je ne suis pas totalement séduit par ce volume de près de 900 pages, luxueusement relié en cuir, je vous le retournerai par la poste à vos frais au bout de 15 jours, et je ne vous devrai rien. Autrement, je vous demanderai de recevoir les 11 autres volumes en une seule fois et je bénéficierai des avantages conditions offertes aux souscripteurs. Pour ces 12 luxueux volumes, je pourrai soit régler 3.450 F comptant (frais d'envoi compris) - c'est-à-dire 287,50 F seulement par volume - soit choisir entre d'avantageux plans de crédit, dont un crédit gratuit de 3 mois.

Nom _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____
Signature indispensable (celle des parents pour les mineurs.)
Offre réservée à la France métropolitaine et limitée au 31 janvier 1989.

044 5300 005

Les évêques et le SIDA

« En essayant d'éteindre les incendies on multiplie les appels d'air » nous déclare Mgr Jullien

Mgr Jullien, archevêque de Rennes, répond à nos questions sur la position de l'Eglise à l'égard de la campagne de publicité sur les préservatifs pour enrayer l'extension de l'épidémie de SIDA.

« Quelle appréciation portez-vous sur le plan anti-SIDA, rendu public le 9 novembre par le ministre de la santé, M. Claude Evin ? »

« D'abord il faut souligner la gravité du mal, la détresse des victimes et la menace pour la communauté. Aussi je suis bien sûr d'accord avec l'effort de sensibilisation et de prise de conscience engagé dans tout le pays devant la gravité de l'épidémie. Mais pas avec le simplisme des moyens de prévention proposés. A la question dramatique : SIDA ? On répond aussitôt « préservatif ». On comprend que des responsables y cèdent. Quand il y a un incendie, on pare au plus pressé, on fait la part du feu. Mais on s'attaque aux conséquences du feu, pas à ses causes.

« Fire, on joue aux pompiers-pyrromanes, car en proposant comme seule parade au SIDA le préservatif, on lui fait une large publicité et, ce faisant, on incite à la multiplication des rapports sexuels hors mariage. A long terme, n'est-on pas en train de répandre à la fois la crainte de la contamination et les risques de contagion ? Pour rester dans la métaphore, en essayant d'éteindre l'incendie, on multiplie les appels d'air.

« On multiplie les risques »

« 100 millions de francs consacrés à la formation des jeunes, n'est-ce pas un peu peu ? »

« Tant mieux. Mais si on réduit la formation à une simple information sur le SIDA, ses causes, ses modes de transmission, on passe à côté d'une véritable prévention. On va former ces formateurs, quelle sera leur déontologie et leur vision de la sexualité ? S'il s'agit seulement de présenter des modes d'emploi, comme pour le masque qui oxygène dans les avions, s'il s'agit de faire de ces formateurs des démonstrateurs en préservatif, voire d'inciter les jeunes aux travaux pratiques, je ne peux pas être d'accord.

« Cet argent serait mieux employé à aider des organismes soucieux d'une éducation totale de la personne à l'amour, comme le CLER, ou les CPM (1), par exemple, à qui l'on ne donne que des miettes.

« Mais dire, dès le départ, que parler du préservatif au lycée c'est encourager les relations sexuelles préconjugales est une pétition de principe. Ne peut-on pas penser exactement le contraire, à savoir qu'un discours alarmiste sur le SIDA et l'incitation à l'utilisation de préservatifs masculins développeront l'idée que les relations sexuelles ne sont pas sans risques ? »

« L'expérience prouve tous les jours l'effet incitateur de l'image. On en est sûr à propos de la violence à la

television. A force de présenter comme normale des relations sexuelles préconjugales, on va en favoriser la fréquence et la précocité, et donc multiplier les risques.

« Avec la drogue, la violence sous toutes ses formes, hier l'avortement et aujourd'hui le SIDA, on est toujours placé devant des situations de détresse auxquelles on propose des solutions techniques forcément trop courtes, inadaptées aux problèmes en cause. Ces solutions peuvent paraître efficaces à court terme, mais elles risquent de multiplier les foyers d'infection, y compris dans le cas du SIDA.

« Alors que proposez-vous ? »

« Dites-moi où et quand, dans ce pays, on pose les questions de fond ? Celles de la violence et du sexe à la télévision, par exemple ? Celles de la sexualité déconnectée de l'amour ? de l'amour déconnecté du mariage ? du mariage déconnecté de la famille ? Des ferments de désintégration menacent aujourd'hui la personne elle-même et au-delà toute la communauté humaine.

« Il n'y a pas d'autre remède qu'une longue éducation et un réexamen de nos échelles de valeurs, s'inscrivant en faux, je l'admets, contre tous les postulats en vigueur depuis vingt ans sur la libération et la morale sexuelle. Le professeur Georges David demandait lui-même dans votre journal (1) : « Pourquoi la société met-elle en cause les consommations excessives de tabac et d'alcool et pas certains comportements sexuels ? » Le SIDA ne nous oblige-t-il pas, en effet, à prendre acte du fait qu'il y a tout de même des règles de vie qui s'imposent aux hommes ? »

« Si nous n'avons pas de raisons de vivre à proposer aux jeunes, une vision globale de la sexualité, du bonheur, de l'amour et de la liberté à leur soumettre, alors au nom de quel renoncement-ils aux bonheurs apparents qu'on met à leur portée par des préservatifs interposés ? Nous sommes confrontés à une crise culturelle et spirituelle majeure. Les exos même de la situation présente nous obligent à revoir toutes nos échelles de valeurs. D'ailleurs il y a des gens, et des jeunes, qui l'ont compris et qui vivent, heureux, selon l'Evangile.

Une politique « à courte vue »

« Au nom de quel ? Dites-vous. Précisément, au nom de quel pourcentage de la population dans des situations potentiellement à risques, puisque vous condamnez l'incitation à l'utilisation de préservatifs ? »

« On demande à la communauté humaine, en matière d'avortement ou de dissuasion nucléaire ou aujourd'hui à propos du SIDA, d'accepter, au nom du moindre mal, une sorte d'éthique de détresse... On assouit cette réponse, courte, de l'annonce en contrepartie d'un réel effort de pédagogie, d'éducation, de justice, pour peser à terme sur les causes de cette situation de détresse ; mais finalement on s'en tient

toujours au premier volet. Souvenez-vous des promesses de politique familiale qui devaient être assorties à la loi sur l'avortement. Une politique digne de ce nom ne peut se contenter de moyens à courte vue.

« Si un préservatif, optant pour le moindre mal plutôt que de contaminer son partenaire, se résume au préservatif, peut-on le condamner ? Mais le moindre mal reste un mal, avec le risque de le justifier à la longue. Je viens de dire que la diffusion massive de préservatifs masculins risque de renforcer le péril majeur, ne comptez pas sur moi pour approuver nos pratiques sociales d'aujourd'hui. On ne peut pas distribuer des préservatifs à la sortie du lycée et en même temps prétendre aider les jeunes à redécouvrir une conception de l'amour et de la relation charnelle fondées sur la liberté vraie.

« Mais avec le SIDA, on est dans un tout autre cas de figure. Celui de l'épidémie. Les chiffres sont connus et dramatiques : trois cent mille séropositifs en France. Vous êtes sur le fil du rasoir beaucoup plus que dans le cas de l'avortement, car en désapprouvant la diffusion de préservatifs, ne risquez-vous pas d'apparaître comme coupable de l'épidémie ? Un peu comme Léon XII (1823-1829), qui avait condamné la vaccination de la variole ? »

« Nous n'avons pas la prétention de convaincre tout le monde. Je dis seulement que chacun, dans cette affaire, doit prendre ses responsabilités. Je ne suis pas ministre de la santé publique. Je dois chercher à comprendre au mieux ses positions, ainsi que les contradictions qu'il a à gérer. Mais je suis ministre de l'Evangile, ministre de l'exigence et de la miséricorde. Le Christ dit : « Soyez parfaits comme votre Père céleste est parfait », mais il dit aussi : « Père, pardonne-leur. »

« L'Eglise a un rôle prophétique à jouer, constitué de sa mission. Elle doit se demander si elle est entendue ou non, et pourquoi. Son premier souci n'est pas d'abord son taux d'écoute, mais bien de dire le vrai et le bien de l'homme. Elle nous invite constamment à nous réaligner sur l'attente de Dieu, qui est maximale. Mais cette attente serait écrasante et culpabilisante si ce Dieu, plein d'exigence parce qu'il nous aime, n'était pas en même temps plein de miséricorde. Toute référence à l'Evangile, la pratique constante de l'Eglise est à la fois exigeante et compréhensive.

« En d'autres termes, vous avez un discours en chaire et en sang sur le confessionnal ? »

« En chaire — ou dans les médias — je dois dire tout ce que je viens de dire. Au confessionnal, je dois rappeler la loi morale, mais je ne puis m'en contenter. Cet homme séropositif utilise des préservatifs avec son épouse depuis qu'il sait le risque d'engendrer, dans tous les sens du mot, des drames en série ; que faire ? Si c'est, pour lui, un premier pas vers une attitude responsable, je dois en prendre acte ; mais je dois l'aider à aller progressivement

jusqu'au bout de sa véritable responsabilité.

« La rigueur du discours public de l'Eglise catholique sur la contraception depuis vingt ans, très peu comprise par beaucoup de couples catholiques eux-mêmes, n'a-t-elle pas contribué à la perte de son audience et de sa crédibilité dans la société d'aujourd'hui ? »

« C'est un domaine où l'Eglise ne sait pas encore se faire entendre. Mais si les arguments d'*Humanae Vitae* ne sont pas tous fulgurants, la logique de la position de l'Eglise est claire. Si on déconnecte de façon systématique la sexualité de la fécondité, on risque de faire de la sexualité un en-soi. On aboutit alors non pas seulement à une pratique conjugale de la contraception, mais à une véritable société contraceptive, fermée à l'amour de la vie. On voit tous les jours ce que donne la révolution sexuelle.

« Cela dit, il faut aider les gens à avancer vers une sexualité toujours plus responsable. De l'insignifiance sexuelle totale, quand il n'y a ni amour ni fécondité, à la pleine signification d'une rencontre conjugale, dans l'amour et la fécondité, il y a pour tous du chemin à faire ! »

« Les défis de la libido »

« La vérité est qu'aujourd'hui, dans les deux cas, il y a des risques de contamination par le SIDA. Est-ce que vous ne pensez pas que, devant les progrès techniques de l'épidémiologie, l'Eglise pourra réviser un jour sur sa position ? »

« Je ne le crois pas. Si l'Eglise insiste tant sur cette question du rapport entre la sexualité et la liberté, ce n'est pas parce que nous serions des clercs polarisés et frustrés ! C'est parce qu'on est là devant une donnée fondamentale de la vie. Les sciences humaines l'ont assez bien démontré ! La manière dont une civilisation répond aux défis de la libido et de la violence la marque profondément pour la vie et pour la mort.

« La nôtre multiplie les foyers d'incendie. On trouverait-t-on les moyens de les éteindre pour assurer la vie de nos contemporains ? Pour régler des conflits entre « la puissance et la fragilité », il faut « créer une morale », écrit Jean Hamburger. Mais « au nom de quoi ? », demande Alfred Grosser. L'éthique n'y suffit pas. Il faut ouvrir des sources spirituelles. Je ne pense pas qu'une éthique puisse durer longtemps sans mystique. »

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et HENRI TINCO.

(1) Le Centre de liaison des équipes de recherche (CLER) et le Centre de préparation au mariage (CPM) sont deux organisations de l'Eglise catholique.

(2) Le professeur Georges David est président, fondateur des CECOS. Son article est paru dans le *Monde médical* du 5 août 1987.

Nommée à la tête de la mission interministérielle

M^{me} Catherine Trautmann est chargée de coordonner la lutte contre la drogue

M^{me} Catherine Trautmann a été nommée, jeudi 17 novembre, présidente de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie (MILT) par le premier ministre, M. Michel Rocard. Un décret paru au *Journal officiel* du 17 novembre prévoit une réorganisation de la mission, dont le premier ministre souhaite accroître l'efficacité.

des réflexes de peur et d'exclusion chez certains de nos concitoyens.

La nouvelle présidente souhaite que la mission voie ses moyens augmentés et qu'elle bénéficie d'une structure informatique moderne. Un rapport devrait être soumis au comité interministériel dans un délai de deux ou trois mois, faisant le bilan de la politique conduite au cours des dix dernières années en matière de toxicomanie.

Stupéfiants et alcoolisme

La fonction de coordination de la MILT sera renforcée. « Cette structure devrait devenir un centre de données et jouer le rôle d'interface entre les ministères, les intervenants et les associations », déclare M^{me} Trautmann. Il s'agit notamment, selon M^{me} Trautmann, d'atteindre les relais de solidarité. « On peut, observe-t-elle, sensibiliser ceux qui sont les témoins de la vie de tous les jours, par exemple les patrons de café ou les responsables d'associations de certaines villes. » La MILT mettra l'accent sur la formation des médecins, des juges, des intervenants et des parents, sur lesquels repose toute politique de prévention.

Les actions de prévention seront menées en collaboration avec les organismes de lutte contre l'alcoolisme, mais l'alcool et les stupéfiants demeureront deux domaines distincts. M^{me} Trautmann souhaite également s'attaquer au problème de l'abus de médicaments. La prévention devra aussi prendre en compte le SIDA, qui pose les mêmes problèmes d'éthique et d'exclusion que la toxicomanie. « Nous devons trouver de nouveaux types de relations entre les médecins qui soignent le SIDA et les intervenants en toxicomanie », explique M^{me} Trautmann.

Enfin, la MILT ne devra pas négliger la recherche, en particulier dans le domaine international. « La MILT doit être un acteur vigilant dans la coopération internationale et dans le dialogue entre pays producteurs et consommateurs », indique M. Rocard. La MILT mènera donc de front l'harmonisation de la législation européenne de coopération en matière de répression et la mise en commun des méthodes de soins et de politique d'information.

RAPHAËLE RÉROLLE.

[Née à Strasbourg (Bas-Rhin) le 15 janvier 1951, Catherine Trautmann est titulaire d'une maîtrise de théologie et a fait partie du groupe de recherche sur les chrétiens d'Egypte à l'université de Strasbourg. Après avoir adhéré au Parti socialiste en 1977, elle soutient M. Rocard dès 1979 et est élue en mars 1983 au conseil municipal de Strasbourg. Elle a été députée du Bas-Rhin en mars 1986, elle s'occupe à l'Assemblée nationale de l'audiovisuel et de la lutte contre la toxicomanie. Nommée secrétaire d'Etat aux personnes âgées et aux handicapés par M. Rocard en avril 1988, elle quitte le gouvernement après sa défaite lors des législatives de juin. Elle sera ensuite nommée au sein du PS déléguée nationale à l'urbanisme.]

SCIENCES

Une communication de M. Curien au conseil des ministres

Le gouvernement veut développer la recherche et l'information sur les matériaux nouveaux

Les nouveaux matériaux d'aujourd'hui et de demain ont été à l'honneur lors du conseil des ministres du mercredi 16 novembre. Le ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien, en liaison avec son collègue de l'Industrie a précisé à cette occasion les axes de sa politique de recherche dans ce domaine éminemment stratégique auquel la France consacre, fonds publics et fonds privés confondus, environ 4 milliards de francs par an. Pour M. Curien, le problème est moins d'assurer la mise au point de ces matériaux nouveaux dans les laboratoires que de favoriser la meilleure diffusion des résultats obtenus vers les industriels.

Aussi pour mobiliser largement tous les acteurs de ce secteur d'activité (chercheurs, ingénieurs et industriels) et en particulier les petites et moyennes entreprises trop peu impliquées dans ces techniques, le ministre a proposé de prendre trois séries de mesures :

« Approfondir les recherches sur certaines technologies stratégiques. La supraconductivité haute température est de celles-là. Un effort particulier (meilleure maté-

rise théorique des phénomènes et expériences orientées vers des applications) devrait lui être consacré en raison des importants changements qu'elle pourrait apporter dans les domaines de l'électronique et de l'électrotechnique.

« Mieux diffuser les connaissances acquises, dans le cadre des grands programmes technologiques qui sont à l'origine — le nucléaire et le spatial en sont de vivants exemples — de l'élaboration de nouveaux matériaux comme les carbones, le carbone ou les céramiques, ou de la modification de matériaux existants. Des comités d'orientation seront mis en place, en accord pour certains avec les militaires, au sein de la direction de ces grands programmes pour y parvenir.

« Accroître la cohérence de l'action publique. Un groupe interministériel — Innovation, diffusion, matériaux — devrait être prochainement créé. Il devra faire périodiquement le point sur l'état des recherches, la diffusion des résultats acquis et remettre chaque année un rapport sur les progrès réalisés, les possibilités d'application et les priorités à retenir.

BICENTENAIRE

METZ de notre correspondant

Robespierre divise les Thionvillois. La décision prise par cette municipalité de Moelelle de rebaptiser « square Robespierre » la place qui fait face au théâtre de la ville et d'y placer le buste de l'ancien député d'Arras du II^e Empire est à l'origine du débat qui anime cette commune. Partisans et opposants au projet défendent leur position à grand renfort de références historiques.

L'idée d'honorer Maximilien Robespierre lancée par l'association Vive 89 la Carmagnole (créée en août 1987 pour préparer la célébration du Bicentenaire de la Révolution) est-elle révolutionnaire ? Il paraît que Thionville sera la première ville française à exposer en plein air un monument public à la mémoire de l'incorruptible.

Le projet a séduit le maire (et sénateur) communiste Paul Souffrin, qui se dit « vieux révolutionnaire de Robespierre ». Son conseil municipal l'a suivi. L'opposition s'est abstenue. Seul M. André Lacroix (divers droite) s'est prononcé contre, comparant l'enfant terrible de la Révolution à quelque « ayatollah ».

Cette controverse, qui prend parfois des allures de vive polémique, n'est pas l'apanage des hommes politiques. Elle descend dans la rue, où chacun, ou presque, s'est longuement convaincu.

Polémique sur un buste de Robespierre

Pour les uns, Robespierre est un « dangereux tyran », l'homme de la Terreur », un « dictateur sanguinaire ». Pour d'autres, il est « le symbole de la lutte pour l'égalité sociale et les droits de l'homme ».

Une chose est sûre : quel que soit leur jugement, les Thionvillois ont appris à le connaître, ce qui n'était pas toujours le cas auparavant. Un professeur de français qui interrogeait ses élèves de troisième a dû se rendre à l'évidence : un sur deux était incapable de situer Robespierre ; certains l'ont

pris pour un écrivain du XIX^e siècle ou un conseiller général ou encore un auteur d'encyclopédie.

En proposant d'installer le buste de ce membre du Comité de salut public devant le théâtre de Thionville, M. Gaston Metz, président de l'association Vive 89 la Carmagnole, était loin d'imaginer que cette idée allait déclencher autant de passions. Il n'avait songé, dit-il, qu'à célébrer les sans-culottes et à mettre l'accent sur « l'esprit social de la Révolution ».

Le débat, même ardent, n'empêche pas le projet de suivre son cours. Vendredi 17 novembre, un jury composé notamment des représentants des Monuments de France, de la direction régionale des affaires culturelles et des artistes doit se réunir pour sélectionner, parmi les quinze projets reçus, celui qui devrait être financé par la souscription publique visant à réunir 100 000 francs. Pour l'heure, la moitié de la somme seulement a été rassemblée.

JEAN-LOUIS THIS.

M^{me} Catherine Tasca : « Lustre et ferveur »

« Oui, 1789 sera fêté avec lustre et ferveur partout en France et dans de nombreux pays étrangers amis ! Oui, 1789 sera l'occasion d'illustrer une page de notre histoire dont nous avons tout lieu d'être fiers ! Oui, la commémoration de 1789 permettra aux Français de retrouver les valeurs éternelles de la République ! », a répondu mercredi 16 novembre M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée auprès du ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire à M. Paul Lombard. Le député communiste des Bouches-du-Rhône, qui lui demandait au cours de la séance des questions orales à l'Assemblée nationale, si le gouvernement avait « décidé de faire une croix

sur le Bicentenaire de la Révolution française ».

M^{me} Tasca, qui a rendu hommage à M. Jean-Noël Jeanneney, président de la mission du Bicentenaire et à ses « réserves d'enthousiasme », a précisé : « Sept temps forts rythmeront l'année 1989 : l'annuel, avec des manifestations lancées le 1^{er} janvier ; l'annuel, avec le 21 mars, la plantation des arbres de la liberté ; la mémoire, avec le 5 mai, la reconstruction du défilé des Etats généraux à Versailles ; la fraternité, avec, en juin, les fêtes de la souveraineté populaire ; la fête le 14 juillet ; l'hommage, avec le 26 août, les cérémonies célébrant la déclaration des droits de l'homme ; le

rassemblement, avec l'armée républicaine fêtée à Valmy. Des centaines d'autres manifestations s'ordonneront autour de ces thèmes et couvriront l'ensemble du territoire ; le train de la Révolution sillonnara quatre-vingt-cinq villes de France ; les collectivités locales disposeront d'expositions itinérantes et de rétrospectives de films ; plus de mille projets locaux ont déjà reçu le patronage de la mission et plus de cent cinquante des aides financières. Aucun effort ne sera épargné pour faire de 1989 une année digne des événements d'il y a deux siècles : les villes et villages de France seront les lieux privilégiés de la communion des Français avec leur histoire. »

Le Monde DES LIVRES

Le Monde • Vendredi 18 novembre 1988 15



**Bruce Chatwin,
Jean Rolin et
Redmond O'Hanlon,
des écrivains
voyageurs
et des voyageurs
écrivains**

L'écriture au bout de la route

ETAIT-IL tombé du havre-sac d'un globe-trotter, ou laissé sur la banquette d'un taxi, ou volé, ce livre à jaquette orange qui fit mon bonheur, une nuit, dans une pension conradienne de Ziguinchor? Son titre et son sous-titre, dans leur franchise anglo-saxonne, m'avaient surpris : *Le Guide de l'écrivain-voyageur* (The Travel Writer's Handbook), « tout ce que vous devez savoir pour écrire et vendre vos souvenirs de voyage » (1).

L'auteur, Louise Purvin Zobel, y dévoilait tous les trucs pour réussir dans la carrière de journaliste free lance. L'idée : « Faites un métier de rêve, voyagez et — dans tous les sens du terme — enrichissez-vous! » Vu d'Afrique, bloqué par une grève des transports et guettant vainement depuis trois jours le moindre sujet d'article, cela pouvait paraître hautement risible...

Reste que deux ans après, en 1982, sans avoir probablement jamais lu le manuel de M^{me} Purvin Zobel, William Least Heat Moon publiait un récit de voyage à travers l'Amérique, *Blue Highway*, qui devait rester quarante-deux semaines sur la liste des meilleures ventes aux États-Unis. Le *New York Times* en fit un commentaire : « Certains hommes, lorsqu'ils perdent leur emploi, puis leur femme, se mettent à boire et finissent dans la rue. Quand William Least Heat

Moon a perdu le sien, il a pris la route et... a écrit un livre de voyage pour trouver le chemin de sa propre vie. Le livre est merveilleux. »

J'avais donc eu tort de rire. Le voyage n'est pas seulement un style de vie ou une école d'écriture, c'est aussi un marché. La reconnaissance sociale est quelquefois au bout de la route. D'où peut-être, en ces temps de morosité et de crise chronique, la multitude de récits que l'on publie et l'on traduit. La mode des *travel writers* arrive en France.

Cela a du bon. D'un seul coup d'un seul, la vitrine du libraire a pris les allures d'un cabinet de curiosités. Toutes les itinérances et toutes les destinations s'y côtoient. Parmi les meilleurs auteurs, les excellents, en voici trois : Chatwin, Rolin, O'Hanlon. L'un est caustique, l'autre est cocasse et le dernier, comique. C'est dire qu'aucun d'eux ne s'adonne aux illusions de l'exotisme et que chacun, à sa manière, tout en nous racontant ce qu'il voit, pratique l'autodérision ou l'ironie de soi.

Ce qui serait rédhibitoire pour un grand reporter ou une inconvenance pour un ethnologue devient une qualité sous la plume du *travel writer* : l'écrivain-voyageur, en effet, est un voyageur qui se regarde voyager. Si ses récits, sur le mode du journal de bord, se lisent comme des fictions, c'est

que leur auteur sait mettre en relief la dimension romanesque du réel. Il vit ludiquement sa vie et sa littérature (2).

Bruce Chatwin n'est pas un débutant. Il s'est fait connaître dès son premier livre, *En Patagonie*. Deux romans, *Le Vice-Roi de Quidha* et *Les Jumeaux de Black Hill*, lui ont permis de gagner en épaisseur et en complexité. Tout en conservant beaucoup de fraîcheur, il sait désormais échapper au voyage linéaire, chronologique, et au style auto-géo-biographique, même s'il lui arrive d'affirmer : « Raconter des histoires est la seule occupation pour un être aussi superficiel que moi. »

Une sorte de guide transfiguré

Le Chant des pistes, qui rend compte d'un séjour en Australie, parle du double mystère de la mémoire et de l'initiation. Chatwin peuple son livre de personnages de rencontre, dont une sorte de guide transfiguré, intercesseur entre la magie des aborigènes et la furie expansionniste des propriétaires terriens. Cet arpenteur de songes se nomme Arkady Volchok. Il est tout à la fois huisissier du désert, conseiller tribal, musicien et fugitif : il sera pour Chatwin poisson-pilote.

Jouant des temps longs et des temps courts, faisant surgir un magnifique mythe d'origine entre deux chapitres, *Le Chant des*

pistes tient du théâtre nô et du jamboree de sonnambules. Cache-cache perpétuel entre l'esprit des nomades et le nomadisme intellectuel de l'auteur : nous assistons à un voyage déboulonné dans les territoires surcochés de l'Australie aborigène. L'art de Chatwin sera de mélanger le théorique et le vécu, pour finalement déboucher sur une belle mort rituelle. Les trente-neuf chapitres de ce livre sont, comme les trente-neuf marches du film d'Alfred Hitchcock, d'une noirceur absolument éclatante.

Document à la première personne, *La ligne de front* est également un voyage réel et une traversée des apparences. Plus élégant, moins tendu et moins profus que le livre de Chatwin, celui de Jean Rolin est teinté d'un aimable cynisme. Il va de Dar-es-Salaam et des palais abolis de Zanzibar jusqu'à la plage la plus australe du Vieux Monde, au pied du cap de Bonne-Espérance. Un long trajet tout en épi sur cours duquel l'auteur tâte de l'autocar, du boutre à vapeur, de l'avion, du camion, du train et de la Land Rover.

JACQUES MEUNIER.
(Lire la suite page 19.)

(1) *Writer's Digest Books*, Cincinnati, Ohio, 1980.
(2) Le n° 10 de la revue *Granta*, distribuée par Penguin Books, est entièrement consacré au *travel writing*.

Léon Bloy, l'ébloui

Un numéro des Cahiers de l'Herne sur un « entrepreneur de démolition » qui fut aussi un « pèlerin de l'absolu »

REDUIRE Léon Bloy à son goût de l'invective, à la violence du pamphlétaire, c'est se condamner à ne prendre, pour le neutraliser, que l'aspect le plus tonitruant de son œuvre. Enfermer l'écrivain dans la catégorie inoffensive des « fous littéraires » et du décadentisme fin de siècle, c'est commettre à son égard une lourde injustice et se rassurer à moindre frais.

« Homme de guerre », vivant dans « un paroxysme continu », Léon Bloy fut assurément. Il le fut même à un degré à peine imaginable pour des époques — la sienne et la nôtre — où l'esprit de tiédeur et de mesure cherche à compenser, à vêtir décentement, la violence en actes qui, de toutes les manières, s'exerce dans le monde. Pour comprendre la personne et l'œuvre de cet « ébloui de la Face du Seigneur », il est nécessaire de percevoir, sinon d'accepter, le point unique, le centre et l'absolu à partir duquel il noircit fiévreusement les milliers de pages de ses livres, journaux et lettres. Parallèlement à la lecture de l'œuvre, le riche cahier *Léon Bloy*, que viennent de publier à L'Herne, Pierre Glaudes et Michel Arveiller, aidera à actualiser et à affiner cette perception.

« Pour moi, il n'y a de vraie foi que celle qui gouverne absolument et despotiquement la raison. » Léon Bloy a vingt-trois ans lorsqu'il écrit, en 1869, cette phrase à sa mère. Il vient de se convertir « définitivement, irrévocablement et sacramentellement », au catholicisme, suscitant le bonheur de cette mère et le dépit de son père, franc-maçon et anticlérical, qui voit déjà dans le jeune homme un « dominicain de l'école de Torquemada ».

L'influence de Barbey d'Aurevilly, son voisin rue Rousselet, « connétable des lettres » et catholique intransigent (mais plutôt arrangeant quant à la morale chrétienne), fut déterminante pour le jeune Bloy. D'autres nous allaient jouer également un rôle important au début de sa carrière d'écrivain : Villiers de l'Isle-

Adam, Ernest Hello, l'abbé Tardif de Moidrey, qui l'initia au mystère de l'Apparition mariale de la Salette (événement qui marqua profondément Léon Bloy et qui est au cœur de son œuvre).

En 1878, se souvenant de sa conversion, Bloy écrira : « L'enseignement chrétien descendit en moi à des profondeurs immenses où je devais le retrouver un jour, après d'horribles obscurcissements, complet, intégral, dominateur de ma pensée et miraculeusement accru de toutes les expériences du péché et de la douleur. »

Ce « despotisme », dont on l'accusa tant d'être le bras séculier dans la république des lettres et qui le fit craindre ou moquer, c'est donc d'abord en lui-même qu'il l'accueillit. Comme il accueillait la pauvreté et la douleur qui, plus que ses compagnons, furent l'expression véritable de sa vocation de chrétien. « Je n'écris que pour Dieu », affirmait-il ; et, de fait, son orgueil ne vise pas la reconnaissance d'un monde détesté, mais veut témoigner de la seule dimension surnaturelle de la Justice divine. Bloy n'est pas Huysmans (1). Les questions esthétiques et même la littérature ne l'intéressent guère : « Vous me prenez pour un littérateur ! », lance-t-il à Jehan Rictus en 1904, pour stigmatiser le comble de l'outrage dans l'une des nombreuses lettres de rupture qu'il eut à écrire tout au long de sa vie.

« Chrétien du deuxième siècle », selon son filleul Jacques Maritain, égaré dans la trop bourgeoise société de son temps, Léon Bloy ne croit « à aucun avenir politique ». Antimodernisme, réactionnaire, il ne se met pas à la remorque de la bien-pensante droite catholique, qui le regarde d'ailleurs d'un œil plus que soupçonneux.

PATRICK KÉCHICHIAN.
(Lire la suite page 20.)

(1) Les Éditions Complexe ont rassemblé, en 1986, les textes (sanguinés) de Bloy, sur Huysmans. Préface de Raoul Vaneigem.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Correspondance entre Gide et sa mère

Détresse et liberté

LES sentiments mêlés où la mort de sa mère a plongé André Gide, on les connaissait par les lignes célèbres de *Si le grain ne meurt*, où l'écrivain parle d'un « gouffre de détresse et de liberté ». On savait moins ce qui avait conduit l'apôtre de l'émancipation à associer deux états si contraires et à redouter sa propre déviance au point d'épouser quelques semaines plus tard, en la personne de sa cousine Madeleine, empêtrée de reproches et d'excuses, déjà veuve à sa manière, une nouvelle maman.

Jean Schlumberger (*Madeleine et André Gide*, 1956) voulait trop justifier son ami, et Jean Delsy (*La Jeunesse d'André Gide*, 1957) ne disposait pas de la totalité des lettres entre la mère et le fils. Cette correspondance intégrale, dont Claude Martin s'est inspiré en 1976 pour *La Maturité d'André Gide* (Kailash), la voici rassemblée chez Gallimard par le même Claude Martin, avec une préface d'Henri Thomas.

Nous croira-t-on ? Malgré tant de témoignages et d'analyses, il restait à découvrir certains aspects d'une des relations cadiennes les plus fameuses de la littérature. Et d'abord cette étrangeté : on assiste moins à la classique dévotion d'un fils complaisant par une veuve castratrice qu'à leurs efforts pour se dissocier d'un même être unique, l'un reprenant à son compte et intériorisant les élans ou les terreurs de l'autre, comme en un de ces débats de conscience infinis dont Gide aura le secret, et lancera la mode.

Le petit André a onze ans quand meurt son père, en 1880. Sa mère a quarante-cinq. Elle mourra en 1895, à soixante ans. Le fils se mariera aussitôt après, à vingt-six

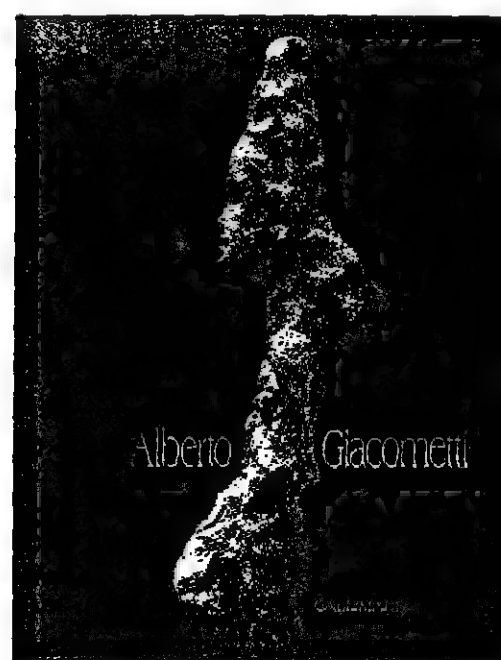
ans. Durant quinze années, la veuve et son unique garçon vont s'écrire presque chaque jour. Les nouvelles familiales et les détails de la vie matérielle occupent l'essentiel des lettres, en particulier les précautions à prendre contre la fragilité congénitale de l'enfant, sur laquelle, tout en l'exagérant de concert, ils tombent le plus facilement d'accord. Mais les soins quotidiens sont fapons de parler d'autre chose, cet « autre chose » qu'aucun des deux n'ose aborder, ou ne peut cerner : l'appel chez André, d'une vie autonome et de préférences sexuelles que révoquent, puis exacerbent, les deux voyages en Algérie.

Gide cultive cette tutelle étouffante. Les partisans d'explications psychosomatiques à tout crin diraient que c'est par besoin d'asphyxie morale qu'il « se crée » les affections pulmonaires du premier séjour en Tunisie. Le fait est qu'il supporte mal de se dévergonder à l'insu de son juge. Il s'étonne lui-même de ce qui le pousse à distiller l'aveu. Bravade, goût du danger, de la franchise ? Gide multiplie auprès de sa mère les périphrases et les métaphores, en les chargeant de l'érotisme censuré.

Ainsi doit se comprendre la révélation survenue à Sousse. Le jeune Ali s'est offert à lui, derrière une dune, « nu comme un dieu », apprendrons-nous dans *Si le grain* ; mais à l'usage maternel, il n'est question que d'un rhume attrapé chez le khalife, et des vésicatoires qui tardent à l'en délivrer. « Soigne-toi, supplie la mère, par amour pour moi et pour... » Elle veut dire : Madeleine, bien sûr, et le nom de la presque fiancée, rivale peu redoutable, choyée comme telle, mais rivale tout de même, reste dans l'ancien ! Car ce trésor de non-dit est aussi un festin d'actes manqués et de lapsus...

(Lire la suite page 18.)

Alberto Giacometti photographié par Herbert Matter



Gallimard nrf

Pierre Alechinsky

Pierre Alechinsky
*Dotremont
et
Cobra-forêt*

galilée

— LA VIE DU LIVRE —

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. 43-26-51-09

livres d'histoire
achat-vente
LIBRAIRIE
PAGES D'HISTOIRE
8, rue Brée, 75006 Paris.
(1) 43-54-43-61
CATALOGUES MENSUELS
sur demande

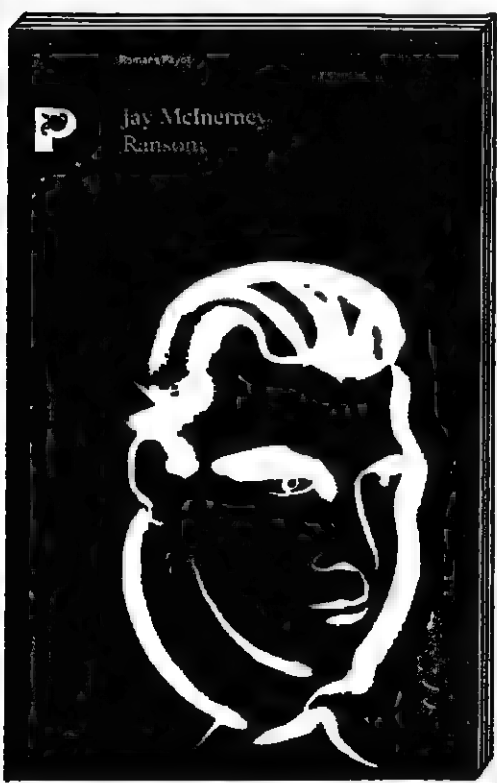


40 ANS
DE CINÉMA
DE SUCCÈS
RAMSAY

UN LIVRE DE ALAIN POIRÉ



- Ransom, c'est la littérature new-yorkaise, tendance yuppie ?
- Non, c'est un roman américain, tendance Lord Jim.



Payot

Roman

LES reporters photographes sont des dieux déçus. Leur passion de l'instantané, dérobé aux quatre coins de la planète, serait un peu éculée. Poésie des contradictions d'un métier, d'un art de l'urgence effrénée par le flic. Chocs des crises d'agences, plus encore des magazines qui ne réclament plus à ces valeurs de réalité que ce que présente la télé. « Du rêve (...), des portraits de personnalités qui font grimper les tirages. Surtout quand elles disparaissent. »

Cette lente dérive du photojournalisme, du Vietnam aux ouvertures de Lady Di, c'est ce qui fait d'abord l'intérêt du livre de Michel Guerrin, *Profession photoreporter*, longue, implacable enquête au pays des scoops, du tutoiement de l'image avec la mort, la guerre, la peine des hommes. Les témoignages sont présents, les plus belles œuvres montrées. Hommage est rendu aux plus célèbres, Robert Capa, historien de nos rétinés pour la guerre d'Espagne et le second conflit mondial, les fondateurs de Magnum, les écrivains du cadrage, les cinéastes de la photo. Tout y est, dans cet ouvrage aux photographies soignées, mais surtout une chronique douce-amère, celle d'un glissement de la gloire vers la rentabilité, de l'orgueil d'être partout vers la Bourse aux exclusivités sonnettes et tribunes.

Le mérite du livre de Michel Guerrin, journaliste au Monde, c'est de laisser une place raisonnable à l'émotion, aux disparus comme Gilles Caron ou Michel Laurent, de montrer le cheminement du travail de Raymond Depardon. Pauses au fil des

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

Enquête au pays des scoops



Berlin en août 1962, au moment de la construction du Mur, par Raymond Depardon.

pages, comme mises en marge par les légendes, volontairement repoussées du texte par le meurtre. Le cœur de l'ouvrage porte, lui, la marque d'un regard plus aigu, discrètement critique. L'enquête n'épargne rien des chiffres d'affaires, des combines des voyous de la photo prêts à tout, ou presque, pour accrocher la une de *Paris Match* ou de *VSD*.

Rien des scissions survenues au sein de l'agence Gamma, fleur-de-lin de fin des années 60, d'un photojournalisme rigoureux et dense ; rien des ambiguïtés de la couleur, face au sérieux du noir et blanc... Les portraits que l'auteur dresse des rédacteurs en chef de ces équipes de voyous talentueux sont terribles. Ceux des patrons

de presse, qui rendent dérisoires les vocations de risque-tout, démolisseurs. Tel ce récit, rapportant la première réunion de Rupert Murdoch, nouveau propriétaire du *Sunday Times*, en 1986, avec son équipe : « Je ne veux plus de misère ni de guerre. » Un photographe, bardé de toutes les douleurs événementielles de l'après-68, a démissionné sur-le-champ.

Combien d'autres s'interrogent, au fil du livre, sur le sens de leur métier. Combien doutent de la valeur de leurs images, trop chèrement, ou trop chichement payées. Fidèle à la complexité du milieu, Michel Guerrin mêle la voracité des paparazzi aux joyaux secrets des photographes solitaires, amoureux du désert ou de

la douleur des autres. Il publie les comptes des agences, relate le sale affaire Villamin, peu à l'honneur de la photo. Bref, il révèle un univers en crise.

On sent où vont les préférences de ce biographe du photojournalisme. Vers Capa, Caron, Depardon, vers tous ceux qui malgré le tourment des succès et des impératifs préservent leur âme. Vers tous ceux qui choisissent les chemins de travers.

PHILIPPE BOGGIO.

* **PROFESSION PHOTO-REPORTER**, de Michel Guerrin, Gallimard, Éditions du Centre Pompidou, 256 p., 300 illustrations, 290 F.

HISTOIRE

Etty Hillesum

au camp

de Westerbork

Etty Hillesum, qui mourut à Auschwitz en novembre 1943, tint un journal avant sa déportation — qui a été traduit sous le titre *Une vie bouleversée (1941-1943)* (Éditions du Seuil, 1985) — et aussi pendant l'année de son séjour au camp hollandais de Westerbork : cette partie de son journal n'a pas été retrouvée.

En revanche, les lettres qu'elle y écrivait à différents correspondants furent conservées par une seule et même amie, qui faisait circuler et rassemblait ensuite toutes les informations qu'Etty Hillesum pouvait donner sur elle, sur sa famille et sur le vie du camp.

A Westerbork, Etty fit d'abord, en juillet 1942, partie du Conseil juif : elle était là volontairement comme « fonctionnaire », enregistrant les noms des arrivants, se chargeant de lettres pour l'arrière, car elle pouvait revenir à Amsterdam, échappant de rigler les problèmes, de calmer les gens, d'adoucir leur angoisse.

Elle voulait être, malgré l'état qui se resserrait sur son peu de vie, le « cœur pensant de la baraque ». En juillet 1943, l'intervention suppliante de sa mère auprès d'un haut fonctionnaire irrité et puissant provoqua un ordre de déportation pour toute la famille Hillesum : aucun ne survécut.

Un jour, alors qu'elle mangeait sa ration de chou rouge dentaire la baraque de désinfection, et en bordure de lupins jaunes, elle dit : « Il faudrait écrire la chronique de Westerbork. » Un homme objecta : « Oui, mais il faudrait être un grand poète. »

Etty Hillesum n'est pas ce grand poète, mais une petite jeune femme pleine de force morale, de finesse psychologique et d'intelligence pratique, qui sait la valeur qu'a pour les gens de l'arrière et qu'elle pour ceux de demain un témoignage vécu les yeux ouverts : « Je parcourrais le camp comme on feuillette les pages d'un livre d'histoire. »

CLAIRE PAULHAN.
* **LETTERES DE WESTERBORK**, d'Etty Hillesum, traduit des néerlandais, préfacé et annoté par Philippe Noble, Seuil, 124 p., 75 F.

PHILOSOPHIE

L'Art

selon Michel Henry

Que peint Kandinsky ? Son souci n'est pas de figurer des choses. On s'en rend compte en regardant ses œuvres avec les reflets d'un monde déjà visible. Peintre à abstrait, il donne à vivre, par le regard, des émotions aveugles. Encore n'est-ce qu'une formulation approximative : « Je ne peins pas des états d'âme », écrit en effet, dans la conférence de Cologne, celui que Tinguely appelait « l'Ouvreur ». On s'égare donc encore en voulant croire que le tableau exprime un sentiment qui existerait ailleurs. Par le jeu des

signes et des masses colorées, l'œuvre donne accès à l'invisible de la vie, à cet intérieur nocturne où nous nous sentons toujours sans le voir jamais.

Tel est le paradoxe auquel aboutit la claire analyse du philosophe Michel Henry : le peintre concerne l'invisible, elle manifeste la vie elle-même, se donnant à éprouver dans sa subjectivité fondamentale. C'est bien la peinture, et non simplement l'œuvre, fût-elle géniale, de Kandinsky, qui est ici en jeu.

En rompant avec le mode traditionnel de représentation, sa démarche permet en effet de « comprendre la peinture à partir de son essence éternelle ». Jamais le tableau, qui est bien lui-même un objet, ne se contente d'en représenter. En ce sens, « toute peinture est

abstraite » : elle ouvre au regard un autre espace que celui du monde physique.

Peut-être pourrait-on faire grief à cette lecture de faire bon marché de l'histoire. On ne saisi pas, à la suivre, ce qui rend Kandinsky possible ou nécessaire en ce siècle plutôt qu'en un autre... Mais ce n'est pas l'essentiel. Michel Henry, dont toute la démarche consiste à restituer à l'activité sa dimension fondamentale, livre ici un fragment, très adhésif, de son esthétique. Il peut aussi se lire comme l'avant, lumineux et cosmique, d'une méditation dont la barbarie était la face noire.

ROGER-POL DRIOT.

* **VOIR L'INVISIBLE, SUR KANDINSKY**, de Michel Henry, Éditions François Bouris, 256 p., 140 F.

DERNIÈRES LIVRAISONS

BIOGRAPHIE

● **OLIVIER BERNIER** : *La Fayette*. — L'héroïne du « héros des Deux Mondes », marquis passionné qui « contribua à la chute de deux rois et d'un empereur ». Tribulations et triomphes d'un noble libéral, admiré par les uns, moqué ou vilipendé par les autres, qui vint sa cause à une utopie libérale (Payot, 400 p., 180 F.).

CONTES ET NOUVELLES

● **CLAUDE SEIGNOLLE** : *Le Diable en sabots*. — Ce recueil de Claude Seignolle regroupe quatre textes mêlant l'imaginaire à la réalité, le bien au mal. On retrouve dans chacun des textes l'homme qui a étudié durant de nombreuses années le folklore paysan sans abandonner son goût du fantastique (Phébus, 189 p., 89 F.).

DICTIONNAIRE

● **JULIEN FLETY** : *Dictionnaire des reliures françaises ayant exercé de 1800 à nos jours*. — Suivi d'un Guide pratique des reliures, doreurs, marbriers et restaurateurs contemporains et accompagné de cinquante pages de planches en noir et en couleurs, ce dictionnaire rassemble près de 5 000 noms de reliures, avec des notices biographiques pour certains d'entre eux (Ed. Technorama, 31, place Saint-Ferdinand, 75017 Paris, 240 p., 150 F.).

ESSAI

● **ROGER GARAUDY** : *La Poésie vécue : Don Quichotte*. — « En Espagne, Don Quichotte est le dernier géant qui ait entrevu ce qui aurait pu être le message d'une Espagne assumant le triple héritage : gréco-romain, judéo-chrétien, et arabo-islamique. » C'est sur cette profession de foi que Roger Garaudy tente de démontrer ce en quoi le chevalier symbolise l'esprit d'une création ardue, permanente, contre une civilisation incarnée par ce que l'auteur nomme « l'ordinaire technocrate » (Vega Press, 179 p., 88 F.). Sur cette même inspiration, Roger Garaudy a composé aussi, sous le titre *A contre-nuit*, des poèmes embrassant la vision épique des cinq continents (Éditions de l'Aire, Lausanne, 241 p., 225 F.).

ETHNOLOGIE

● **CLARA GALLINI** : *La Danse de l'Argie. Fête et danse en Sardaigne*. — L'Argie, « la barolée » en langue sarda, désigne l'âme mythique des morts sous la forme d'un insecte dont la morsure inaugure la possession de l'être vivant. Rites carnavalesques, trances et chants d'un exorcisme observé et analysé par un anthropologue. Suivi d'une interprétation de l'argisme sarda, par Giovanni Jervis et Michel Rizzo. Traduit de l'italien par Giordana Cheruti et Michel Valenti (Verdier, 249 p., 150 F.).

POÉSIE

● **JEAN ROUSSET** : *Anthologie de la poésie baroque française*. Dans cette belle anthologie, d'abord parue en 1981, Jean Rousset a regroupé les poèmes « autour de motifs et de thèmes imaginés qui définissent une sensibilité et un art baroques » : « Protée ou l'inconstance », « Bulles, oiseaux, nuages », « L'eau et le miroir », « De la métamorphose à l'illusion », « Le spectacle de la mort », et « La nuit et le brouillard » (José Corti, deux volumes de 286 p. et 340 p., 170 F. les deux).

TÉMOIGNAGE

● **MANSOUR LABAKY** : *Mon vagabond de la lune*. — Connus au Proche-Orient pour son action en faveur des enfants déshérités, le Père maronite Labaky reconstruit, sur fond de guerre libanaise, l'intérieur d'un orphelin. Les droits d'auteur iront à deux associations françaises, Enfants du Liban et Enfants du Mekong (Feyard. Coll. « Les enfants du fleuve », 182 p., 75 F.).

THÉÂTRE

● **JULIEN GREEN** : *Sud. L'Ennemi. L'Ombre*. — Trois passions meurtrières. Trois drames d'amour sur fond d'époques troublées et cruelles publiés successivement en 1953 (*Sud*), 1954 (*L'Ennemi*) et en 1956 (*L'Ombre*) (Seuil, 317 p., 120 F.). La collection « Points » (n° 194) reprend également, sous le titre *Suite anglaise*, cinq portraits d'écrivains anglais publiés en 1972 chez Plon (« Points », n° 194).

LA VIE LITTÉRAIRE

Traduire

Freud

Le célèbre patient de Freud, connu sous le nom de l'homme aux loups, était pris de panique, dans son enfance, en présence d'un animal. Pour désigner ce sentiment de panique, Freud, on le sait, emploie le mot allemand *Angst*. Comment le traduire en français ? Cet exemple, avec quelques autres, a alimenté le débat proposé par les cinquièmes Assises de la traduction littéraire, organisées à Arles du 11 au 13 novembre et partiellement consacrées à la traduction des œuvres complètes de Freud (PUF), dont le premier volume paru comporte précisément le récit de l'homme aux loups (le Monde du 15 avril).

Pour les responsables de cette nouvelle édition, aucun doute n'est permis : le mot *Angst*, chaque fois qu'on le rencontre dans le texte freudien, doit être traduit par « angoisse ». Leurs contradicteurs font observer que, si le terme d'« angoisse » convient dans beaucoup de cas, celui de « peur » serait plus approprié dans d'autres et que cette volonté de faire correspondre systématiquement à chaque mot allemand un seul mot français, non seulement ne tient pas compte du contexte, au risque de faire violence à la langue française, mais encore néglige l'évolution de la pensée de l'auteur.

Face aux réserves, et parfois aux critiques, formulées tantôt avec diplomatie (Antoine Berman, Marie Moscovici, Jean-René Ladrière), tantôt avec véhémence (Bernard Lortholary), Pierre Cotet, Jean Laplanche, Janine Altounian ont donc défendu pied à pied les principes de leur traduction, à commencer par cette systématique qui leur est reprochée et qui a pris la forme d'un glossaire imposé à tous les traducteurs de cette édition. « La dissociation entre peur et angoisse démontre l'unité du concept et de la théorie », a expliqué longuement Jean Laplanche, qui a insisté sur la « continuité » établie par Freud entre les diverses formes de l'angoisse, selon une logique également applicable aux grandes notions du freudisme.

Un autre principe de la nouvelle traduction fut vivement contesté, celui de l'italique. Nous devons, a dit Pierre Cotet, respecter le texte original jusqu'à sa forme, à la virgule près, fût-ce au prix de la lourdeur. « Grossesque », a répliqué Bernard Lortholary, qui a souligné, en prenant l'exemple du mot « *obséder* », néologisme destiné à traduire l'allemand *helfen*, que la signification d'un mot composé n'est jamais la somme des significations des mots qui le composent. Exprimée avec plus de modération, l'objection est revenue comme un leitmotiv. « La littérature », a rappelé Georges-Arthur Goldschmidt.

Querelle d'école, comme l'a souligné Jean-Pierre Lefebvre, entre germanistes et psychanalystes, qui s'accusent mutuellement d'ignorance ? En s'ouvrant aux sciences humaines, les rencontres d'Arles ont en tout cas tenté d'atténuer les effets de cette « division du travail ».

Signalons enfin que les Assises, qui ont accueilli plusieurs des romanciers portugais de passage en France (le Monde des 11 et 12 novembre), ont décerné le prix Nelly Sachs, nouvellement créé, à Maurice Regnaud pour sa traduction de *Mausolée*, de Hans Magnus Enzensberger (Albin).

T. F.

Secondes

sélections

du prix Femina...

Contrairement à ce qu'il avait indiqué, le jury du prix Femina a finalement décidé de publier une seconde sélection pour le prix qui sera décerné lundi 21 novembre.

Femina : Alexandre Jardin *Le Zèbre* (Gallimard), Denis Belloc Suzanne (Lieu commun), Dominique Schneider *Les Chagrins d'éternité* (Laffont), Mustapha Tilli *La Montagne du lion* (Gallimard).

Femina étranger : Rod Jones *Julia Paradise* (François Bourin), Alison Lurie *La Ville de nuit* part (Rivegès), Amos Oz *La Boîte noire* (Calmann-Lévy), Edouardo Men-

doza *La Ville des prodiges* (Le Seuil), Birgit Trotzig *La Fille du roi Capaud* (Gallimard).

...et du prix

Interallié

Le jury du prix Interallié a publié sa deuxième et dernière liste de sélection en vue du prix qui sera décerné le 29 novembre : Patrick Besson, *Le Statut du commandeur* (Albin Michel); Eric Deschodt, *Le Royaume d'Arles* (Lattès); Bernard-Henri Lévy, *Les Derniers Jours de Charles de Gaulle* (Grasset); François-Olivier Rousseau, *Le Gare de Wannsee* (Grasset); Yves Gibeau, *Mourir idiot* (Calmann-Lévy).

Mort du poète

Jean-Michel Frank

Né à Paris, en 1922, Jean-Michel Frank, qui a vécu avec la maladie pendant quarante années, vient de mourir. Agrégé de philosophie, il a peu enseigné. Retraqué du monde social, il a nourri sa solitude de lectures, de voyages imaginaires, de musique, et de l'écriture patiente de poèmes. Son œuvre comporte neuf livres qui sont les étapes de sa vie réelle.

Avec *Journal d'un autre*, paru en 1980, le penseur formé par la philosophie classique s'interroge sur la possibilité de « connecter » la philosophie et la poésie — « ce mode d'expression si naturel, si vital » sans lequel « notre pensée demeure stérile comme une langue morte ». Il poursuit cette recherche jusqu'à ses *Poèmes entre eux*, publiés en 1975. A partir de ce livre, Jean-Michel Frank échappe au questionnement devenu pour lui stérile et entre librement dans l'écriture poétique. Viennent alors les grands livres : *Dieu protège les roses* (1978), *Le Christ est du matin* (1981 — Prix Max Jacob), *Musique, raison ardente* (1983), *Dernier nuage* (1985) et, tout récemment, *Changer d'Orient* (1988).

Peu édité, mais soutenu par des lecteurs comme Roland Gaspier, Philippe Jacquot ou Jean Grosjean, Jean-Michel Frank nous convie à découvrir une œuvre rare faite d'humour, de gravité, d'ironie parfois grinçante...

Dans son dernier livre, *Changer d'Orient* (Obsidienne, 1988), il écrit : « Aujourd'hui que je suis trop vieux pour le service de la guerre, je ne trouve point métier, toute tâche me rebute et la repose me pèse ».

« Quand on a pris goût au vol, qu'il faut renoncer à l'espace palpant, rien ne peut vous consoler... »

FRANÇOIS BODAERT.

Les paradoxes de Cioran

En refusant le prix Paul Morand (le Monde du 12 novembre), Cioran a déconcerté une fois de plus la République des lettres. Cet homme déroutant, que veut-il vraiment ?

Cioran a toujours été la notoriété, n'aimant guère les tapages dont notre époque est coutumière. Et préférant sa fragile tranquillité à ces chimères de la gloire qui font courir tant de gens avides de se rassurer.

Cioran, c'est l'écritain de l'incertitude, le philosophe de l'insomnie. Déjà, pendant sa jeunesse en Roumanie, ce fils de pope dérangeait les certitudes de sa famille avec ses écrits sur les mystiques et sur les saints. Comme beaucoup d'étudiants roumains, Cioran était francophone, mais il souffrait de son mauvais accent.

Voilà une des raisons pour lesquelles le jeune homme tourmenté de Bucarest était devenu, lorsqu'il vivait à Paris, l'impeccable héritier de La Rochefoucauld, de Vauvenargues et de Chamfort. Dans ses recueils d'aphorismes, Cioran se vengeait des approximations de l'oral en soignant l'écrit, car il maîtrisait une sorte de fureur dans le souci de la perfection. Il saurait marier les excès de son âme d'origine avec la tempérance de sa langue d'adoption.

Dans son dernier livre, *Aveux et Anathèmes*, Cioran se demande ce qu'il désire profondément : être ou ne pas être. Il répond : « Ni l'un ni l'autre. » Toute sa philosophie se résume dans cet écartèlement entre l'appât et le dégoût de vivre. C'est l'homme du paradoxe, et sa métaphysique quotidienne épouse les mouvements du caprice.

On a beaucoup écrit sur le « pessimisme » de Cioran, mais un auteur dépeignant ses traces d'une manière aussi souveraine n'exprime pas un désespoir. C'est la conscience qui se vérifie. Lui-même déclare à propos de *Précis de décomposition* : « Je l'ai écrit de mes bas-fonds pour injurier la vie et pour m'injurier. Le résultat ? Je me suis mieux supporté, comme j'ai mieux supporté la vie. On se soigne comme on peut. »

Cela nous confirme que la littérature peut être la meilleure médecine. Et puis il ne faut pas s'imaginer Cioran sous les traits d'un homme assombri par le désenchantement. Son humour, le châteaueux avec laquelle il accueille ses amis, les mille histoires qu'il leur raconte mettant en lumière un autre paradoxe de la misanthropie : il n'y a que le misanthrope pour s'intéresser vraiment à ses semblables.

FRANÇOIS BOTT.

EN BREF

● L'Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique a décerné le PRIX NESSIM HABIB à René Despoix, le lauréat du Renaudot 88.

● Le jury du PRIX DE LA NOUVELLE de la fondation FNAC, a attribué le prix du meilleur recueil de nouvelles françaises à Paul Fournès pour *Les Athlètes dans leur tête* (Kailash) et le prix du meilleur recueil de nouvelles étrangères à Juste Boisch, ancien président de la République dominicaine, pour *Vers le port d'origine* (Albin). Un prix spécial « Découverte » a été attribué au recueil de nouvelles d'Edith Wharton *Pierre romaine* (Flammarion) par un jury présidé par François Veray.

● LE PRIX DIDEROT-UNIVERSALIS, doté de 50 000 F, a été attribué à l'écrivain et éditeur Pierre Nora, « pour ses actions éditoriales dans le domaine des sciences humaines et pour la réflexion que conduit la revue *Le Débat* sur les problèmes de notre temps ».

● Une rencontre avec RITA GOMBROWICZ, organisée par les libraires de l'Œil de la lettre, aura lieu le 22 novembre à 19 heures au Centre national des lettres (53, rue

de Valenciennes, 75007 Paris), à l'occasion de la sortie de son livre *Gombrowicz en Europe* (Desolés).

● Plus de vingt pays et quelques trois cents maisons d'édition participent du 22 au 27 novembre, au II^e SALON INTERNATIONAL DE L'ÉDITION ET DU LIVRE, qui se tiendra à Casablanca.

● A l'occasion de la rencontre « Images et imaginaire de la Grèce antique », l'Espace de séminaire du centre Georges-Pompidou organise deux débats publics : jeudi 24 novembre : « Actualité de la Grèce antique », et vendredi 25 novembre : « Les images de la Grèce à travers les siècles » (21 heures, petite salle, centre Georges-Pompidou).

● Un débat sur le thème LA CONNAISSANCE DE L'IDÉOLOGIE aura lieu samedi 22 novembre à Paris à la maison des Ingénieurs de France (19, rue Blanche (9^e), à 20 h 30) à l'occasion de la sortie de livre de Patrick Tort *Marx et le problème de l'idéologie*. Le débat est organisé par l'éditeur du livre, les Presses universitaires de France, la revue *M* et la revue *Critique communiste*.

Antoine Spire
Le silence en héritage

● Avec son premier roman, Antoine Spire frappe un coup de maître.

Guy le Clech/L'ARCHE

● Un roman, un vrai roman, un bon roman.

Claude Mauriac/SUD-OUEST

● Bien des questions qui me taraudaient sur la « question juive » trouvent ici des réponses sans ambiguïté ni ombre, avec une franchise si droite, si pure même qu'elle désarme et convainc.

José Schindler/REFORME



ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

JEAN
GUERRESCHIMontée
en première
ligne

« Devant une telle érudition au service d'une telle fantaisie, on reste pantalois. Il paraît que la plupart des Français n'achètent qu'un livre par an. Si par malheur vous êtes de ceux-là, n'hésitez pas. Jetez-vous dans ce roman. »

PIERRE-ROBERT LECLERCQ "MAGAZINE LITTÉRAIRE"

« Un rêve musicien. Inclassable, colossal. »
GILLES TOROPMAN "L'EXPRESS"

« Un formidable puzzle romanesque où personnages et événements s'entremêlent, écrit avec érudition et humour. Une étonnante et prometteuse machine littéraire. »

JEAN-CLAUDE FERRIER "LE FIGARO LITTÉRAIRE"

« Parce qu'il est d'un extrême réalisme, un tel roman interroge apremment le réel, le défie car nous sommes à tout instant incertains si le roman ou l'histoire l'emporte, la réalité ou l'imaginaire. »

GILLES LAPOUGE "LA QUINZAINE LITTÉRAIRE"

« C'est géant, faites passer ! »
JEAN-LOUIS ÉZINE "LE NOUVEL OBSERVATEUR"

Roman
JULLIARD

— Ariquin, Sganarelle, Colombine...
Drôles de noms pour des espions.
— Et si l'espionnage n'était qu'une comédie ?



Payot

Roman

A 17 ans, elle quitte son Danemark natal pour épouser un dirigeant du FLN.

Bessy Nielsen

L'ÉTRANGÈRE

Une histoire racontée
par Marco KOSKAS

« Un témoignage passionnant qui
échappe totalement au manichéisme. »

LIRE

UN VOL. 272 PAGES - 98 F

Calmann-Lévy

● ROMANS

La mémoire retrouvée
d'Eugène NicoleAvec l'Œuvre des mers,
Saint-Pierre-et-Miquelon
devient inoubliable

QUAND un romancier raconte les îles, elles sont nécessairement sous les tropiques, baignées de mers chaudes et violemment bleues. C'est ce que nous pensions tous avant qu'Eugène Nicole ne vienne nous donner la nostalgie d'une enfance dans un archipel égaré au milieu des brumes de l'Atlantique Nord — non loin de Terre-Neuve — et presque oublié de la France, qui pourtant le possède : Saint-Pierre-et-Miquelon.

Pour écrire son premier roman sur ce pays « perdu », il fallait peut-être, comme Eugène Nicole, jeune écrivain qui vit et enseigne

à New-York, en être originaire. Car l'Œuvre des mers — qui tient son beau titre de l'unique théâtre et cinéma de Saint-Pierre, où le narrateur a vu pour la première fois des images de « la métropole » — a su éviter tous les pièges de l'exotisme facile pour restituer, en mêlant les souvenirs, l'histoire et la légende, la vraie mémoire d'une terre.

De Saint-Pierre-et-Miquelon, que les Anglais ont longtemps disputé à la France, on sait vaguement, en « métropole », que Jacques Cartier y aborda. Le narrateur, bien sûr, le rappelle,



Saint-Pierre-et-Miquelon : un étrange « village » perché dans l'Atlantique nord.

ajoutant qu'Al Capone y recruta, que Lindbergh le survola, que Chateaubriand et Céline affirmèrent y être passés. Mais ce n'est pas pour ce qu'il dit de l'histoire que le lecteur est fasciné par le récit du narrateur de l'Œuvre des mers, c'est pour la manière dont il se souvient du lieu de son enfance, où « juillet sans brume » reste un miracle.

Longtemps après avoir refermé le roman d'Eugène Nicole, vous rêverez d'affronter la rudesse du climat de l'Atlantique nord (si, si, même les frireux !) pour aller chercher ce bout de France à la drôle de forme — une carte rudimentaire figure dans le livre — et pour arpenter Langlade. « Langlade est le nom local de la petite Miquelon, précise Eugène Nicole, partie inférieure de la longue île, auprès de laquelle Saint-Pierre, le rocher, n'est qu'une chûre de mouche dans l'Océan. »

« Telo part
à minuit »

Avec lui, ce narrateur qui a déserté, qui a quitté le pays pour Paris et New-York, on retrouve, comme il les a connus ou rêvés, tous les habitants de cet étrange village qu'est tout l'archipel : « Monsieur », l'instituteur fou qui se prend pour Jacques Cartier ; Adélaïde et Delphine, les deux « sœurs toquées », propriétaires du château, qui font deux fois par jour le tour de l'île en transportant des sacs de sable, obéissant ainsi à un ne sait quel rite ; Louise et Marie, qui furent télégraphistes à New-York et en revinrent quand « les chômeurs commencent à vendre des pommes sur les trottoirs » ; Gabie la folle, qui a vu passer l'avion de Lindbergh et s'est étonnée de voir voler l'unique automobile de l'archipel ; et enfin le fameux « Telo », qui « part à minuit ».

Monsieur Telo, n'est pas un homme mystérieux, mais la lumière elle-même : « Telo était le nom de l'électricité. Dans chaque maison, à 6 h 20, on assistait à son arrivée. C'était le visiteur familier qui, sans frapper à la

porte, s'installe pour la soirée. Tiens, voilà Telo ! », disait-on. De métropole, on ferait le voyage en bateau, on débarquerait dans un doris à rames — embarcation idéale pour naviguer dans l'archipel — et, en souvenir de la grand-mère des jumeaux Ravenel dans les dernières années de sa vie, on accosterait en disant : « J'aborde Langlade comme autrefois. »

Puis on se promènerait sur la Dune immense et effilée qui est au centre de la grande île, en regardant les phoques, en guettant les baleines et en pensant, comme le père du narrateur, que c'est « une des plus belles plages du monde ». Voilà bien le signe de la réussite d'Eugène Nicole : dès son premier roman, il a réussi à donner à son lecteur l'envie de partager sa mémoire, la mémoire de son île.

JOYANE SAVIGNEAU.

* L'ŒUVRE DES MERS, d'Eugène Nicole, Éditions François Bourin, 276 p., 98 F.

Autopsie
d'une vengeanceTableau noir
ou la violence irréparable
d'une rupture amoureuse.

APRÈS vingt années de vie commune et de bonheur, Pierre Favreau, un homme tranquille, biologiste de son état, voit sa femme s'éloigner avec un autre homme pour lequel il a estime et sympathie.

Avec une précision toute scientifique, il dresse le constat de cet abandon douloureux, mais sans cris, sans alarme, sans gestes fous et c'est peut-être dans cette tranquillité d'âme émerge « rien qu'un peu de vide et d'ennui » que prend forme, à son insu, une sorte de folie.

Pierre Favreau part en voiture sur les routes sans but précis. Il a un accident, est hospitalisé, prend refuge dans un petit hôtel de Moulins, s'applique à une banalité que seule sa conduite très réservée rend un peu bizarre : il observe, accomplit de longues promenades, note sur un cahier les étapes de cette non-existence, connaît une brève passade amoureuse avec une serveuse qui ne dérange en rien le rythme de vie morné de cet homme habitué « à rien d'autre qu'à sa famille ».

Il croit mettre ses pas dans ses pas, se faire oublier de tous et surtout de lui-même jusqu'au jour où il se reconnaît, dans le miroir du lavabo, « une tête de fait divers » et doit accepter comme une évidence la nécessité de tuer sa femme et son amant.

C'est dès lors l'errance d'un homme traqué, qui vagabonde par des nuits humides, trouve un refuge provisoire chez une prostituée et finit par laisser libre cours à cette colère qui le ronge en molestant avec une extrême violence une femme qui l'a pris en

auto-stop, l'a reconnu trop tard comme le suspect recherché par la police et a pris peur.

An terme de sa quête de plus en plus hallucinée, ce héros enfermé dans les vertiges de sa non-identité, de son absurdité déambulatoire, va retrouver le couple illégitime et tenter de s'immoler avec eux par le feu. Mais cette vengeance lui échappera, ne changera rien à son destin d'homme trompé et c'est la justice qui se chargera d'apporter une conclusion à sa mission expiatoire.

Avec *Tableau noir*, son premier roman, Roland Clément affirme un sens de la narration dramatique et du climat de suspicion haineuse dans lequel prend asile une conscience qui souffre.

Divagations
lyriques

Le meilleur du roman tient dans cette analyse minutieuse, cet art de relever les contradictions et les élan irrationnels dans le bilan désenchanté que son héros, rationnel et méthodique jusqu'à la perversité, établit de lui-même.

De cet exercice de décryptage intime que s'impose un homme désespéré, à froid jaillit pourtant une plainte âpre et sourde qui va en s'amplifiant, jusqu'au délire.

Malheureusement, plutôt que de rester sur ce seul registre convaincant, l'auteur a rompu le rythme et l'unité de son histoire par des divagations lyriques et verbeuses destinées à exprimer les flammes de la haine et de la détresse : de l'exercice du regard on passe alors à une éloquence incoincantatoire, répétitive, mal assurée, qui nuit à la rigueur et à la fermeté du récit.

A ces réserves près, Roland Clément montre un impeccable talent de conteur à la manière noire.

PIERRE KYRIA.

* TABLEAU NOIR, de Roland Clément, Phébus, 254 pages, 98 F.

Les démons d'Hervé Bazin

À quatrième de couverture du dernier roman d'Hervé Bazin, *Le Démon de minuit*, nous annonce un « hymne à l'existence ». Cartes, presque septuagénaires, le protagoniste de cette histoire, Gérard Laguenière, est assés nanti pour célébrer les faveurs de son sort, « Un nom, une situation, des moyens » ; « trente-deux dents, dont quinze fausses » ; un mètre soixante-douze de « grâce animale », enveloppé dans un « Ted Lapidus » qui le fait ressembler à « une gravure de mode ». Fede énumération ? Mais non ! « Moi je crois que l'apparence fait partie de la santé », révèle-t-il page cinquante-six. Aussi porte-t-il une attention particulière à son poids, son poil, sa peau et ses potentialités vitales.

De telle sorte qu'à l'heure où « l'autre se couche déjà pour la mort », lui se couche encore pour l'amour. A soixante-huit ans, rassuré d'un infarctus, Gérard Laguenière compte bien « se jeter sur son reste ». Pas d'autre message ? Mais si ! Et c'est là que le paysage se gâte. Si le cœur de Gérard a failli lâcher, c'est qu'il souffrait des tourments infligés par l'épouse infidèle. Plus jeune de vingt ans, mais ravagée par la ménopause, Solange drague lamentablement dans le dédale des supermarchés.

Elle livre ses charmes crûs aux invités du premier venu, oublieuse — ô l'ingratitude ! — des générosités d'un mari, grâce auquel elle échappa jadis à une bien médiocre condition. Certitude acquise (preuves établies, rassemblées avec soin), le divorce est prononcé ; et Gérard peut alors accomplir son destin.

de conquérant. Il cherche et trouve la garantie de son mâle descendant sur les jeunes femmes dont il pourrait être le grand-père.

Mais voici que surgit Yveline Deme, une vierge insubornable, de trente-cinq ans sa cadette. Et tandis que la pauvre « Solo » — juste retour — se fait piquer par quelque minable peintre gigolo, Gérard convoie en justes noces et trouble singulièrement la chronologie familiale en ajoutant un petit Laguenière au pied de l'arbre généalogique.

La morale de ce joli conte n'est sans doute pas celle escomptée par l'auteur. De nos jours, sauf pour les mentalités étroites, il y a heureusement longtemps que les amours déparées par Chronos ne forment plus tabou. Mais au fil des pages, l'hymne à l'existence s'est révisé une longue déclaration d'amour de soi et de haine mortifère de l'autre, du féminin en l'occurrence. Dans ce récit, les femmes n'ont en effet d'aura positive que lorsqu'elles servent de faire-valoir, esthétique ou affectif, au personnage principal.

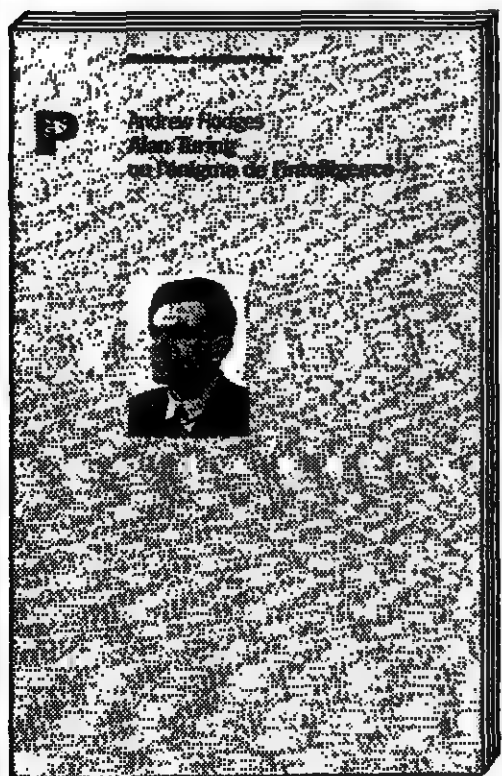
Enfin, le style alerte dont use l'auteur de *Vipère au poing* est ici bien souvent au service d'une expression triviale. Telle, apprenant la grossesse de sa petite-fille, s'exclamera : « C'est ça ! Baise ma Rose. Paye, papa. »

A minuit, certains démons répandent une étrange odeur. Menacé d'asphyxie, on lui préfère la suave sagesse des vieux anges.

VALÉRIE CADET.

* LE DÉMON DE MINUIT, par Hervé Bazin, Grasset, 284 p., 96 F.

- Mathématicien anglais, gay, antimilitariste, collaborateur des Services Secrets, il a inventé l'ordinateur, qui est-ce ?
- Alan Turing.



Payot

Bibliothèque scientifique

Détresse et liberté

(Suite de la page 15.)

MÊME ce que les yeux voient, le cœur le refuse, ou l'arrange. On connaît l'histoire de la petite Mériem. Accourue à Biskra malgré les lettres mollement décourageantes de son fils, et sous prétexte de le soigner, M^{me} Gide a surpris, à l'aube, cette ouïe naïf qui s'échappait du lit de Paul Laurens, le compagnon de voyage d'André. Ce dernier laisse entendre qu'ils se partagent les faveurs tarifées de Mériem. Sa mère s'empresse de le croire et de s'en inquiéter, pour mieux se cacher que les goûts d'André le portent ailleurs.

A-t-elle compris ce qu'il en est ? Que préfère-t-elle croire ? Elle ne serait pas la première mère, ni la dernière, que l'homosexualité de son fils « arrange », sans qu'elle l'admette ou s'en doute. Là encore, on parle à côté des choses. L'époque et l'éducation le veulent ; l'inconscient y trouve son compte. Entre eux, il s'agit seulement du projet d'achat de terrain à Biskra, et de l'éventualité de ramener à Paris le jeune Athman. Ce serait « folie », décrète madame mère ; pécutiairement, s'entend !

Le second voyage à Biskra marque un pas décisif vers l'aveu véritable : non pas qu'André prend tel ou tel plaisir, mais qu'il s'approprie tout bonnement à vivre hors du lieu natal. Le fils espace les lettres et ne prend plus soin de justifier la prolongation de son séjour. Il ne joue plus à inquiéter. Et du coup, il inquiète bien davantage. Plus il s'abandonne à ses joies, plus sa mère le sent « nerveusement dérangé ». Elle prend l'enthousiasme du voyageur pour de l'effroi — ce qu'il est aussi, d'ailleurs. Elle met en avant la peine secrète de Madeleine, pour aviver une mauvaise conscience dont elle attend le bénéfice pour elle seule.

A bout d'arguments, elle invoque le père disparu. Celui-ci n'aurait pas transigé. Il n'aurait pas respecté les... « cruautés déduites » de son fils. Il les aurait jugées « une maladie, indépendante de la vraie personnalité, la gâtant ». Il aurait soigné André « au moral et au physique des premières éruptions ». On croit lire : éruptions ! Quant à l'expression « cruautés déduites », Claude Martin n'est pas sûr de l'avoir bien déchiffrée dans le manuscrit. Elle sonne bizarre, en effet : « grututes » aurait plus de sens que « déduites ». Il faudrait se reporter à l'original. Le tremblement et l'intuition sont là : manquent les noms en clair, imprononçables.

Au début de 1895, André n'a plus que faire d'ergoter. Ce qu'il a découvert n'est autre que le bonheur à vivre selon sa nature, hors des carcans de la bonne société protestante. Il ne supporte plus que sa mère tienne ses expériences pour des « sophismes » et qu'elle tire « la corde de sauvetage au moment où il admire la manière dont il nage ».

In fine, M^{me} Gide manie l'épouvantail du qu'en-dira-t-on : gare aux mauvaises langues, voyez le procès Wilde ! Et puis non : elle ne compte même plus là-dessus. Elle s'estime trahie, du fait qu'André lui a caché la présence de Pierre Louys à Alger. Elle parle de son humiliation, de son amertume, d'atteinte à l'honneur familial. Elle met Valéry dans la confidence. Elle se plaint à son beau-frère Charles Gide, qui la calme comme il peut et la met en garde avec sagesse contre les fiançailles qui s'appellent.

Rien n'y fera. Le mariage est imminent, rassurant pour elle, mais signe que son rôle s'achève. L'attaque d'apoplexie, à soixante ans, n'a pas d'autre signification. La mort, aussi, est une façon de parler.

MADELEINE, l'épouse, ne remplit pas tout à fait la même fonction. Son registre sera celui de l'abnégation capiteuse. Il y manquera le lien charnel qui rendait indicibles les sujétions de Gide envers sa mère, première et dernière femme de sa vie.

Le recul et l'état de nos mœurs débarrassent notre lecture des considérations moralisatrices qui y ont longtemps circulé, du fait de l'intéressé lui-même. La psychanalyse a également perdu de son omniprésence. Nous voilà libres de contempler ces débuts d'existence illustrés avec le calme d'entomologiste que Gide recommandait.

« Le romancier ne connaît pas son métier, qui ne s'intéresse pas à l'histoire naturelle », confia-t-il un jour de 1919 à la « Petite Dame » (Cahiers Gide, n° 4, Gallimard, 1973). C'est chez les animaux simples et les plantes qu'à son avis se cachent les mécanismes humains. Juliette et André Gide ne se sont pas aimés d'amour comme Cédipe et sa mère, ou Néron, ou Baudelaire. Ils ont mis vingt-six ans à se désunir, voilà tout.

* CORRESPONDANCE AVEC SA MÈRE, d'André Gide. Présentation et notes de Claude Martin. Préface d'Henri Thomas. Gallimard, 782 p., 250 F.

COMMERCIAL
MERCE
RIEUR
PON
chez originaux
du XVI^e siècle
Mme de Lamoignon

Le monde des livres

VOYAGES

Les chemins buissonniers de Jacques Lacarrière

« On n'écrit pas pour être connu, admiré, adulé, et rien n'est plus absurde et méprisable que l'ambition littéraire. On écrit pour connaître les inconnus qui peinent aux mêmes sources d'origines et de joies, pour chercher l'Autre en soi. » Cette belle profession de foi de l'insatiable chercheur, l'infatigable marcheur qu'est Jacques Lacarrière pourrait fort bien servir de thème de méditation à tous les « graphomanes ». On aimerait même qu'elle fût gravée en lettres d'or au fronton de chaque maison d'édition afin de dissuader dès l'abord l'éventuel imposteur.

Jacques Lacarrière n'est pas « gonçable » et peu lui chaut. Pour lui qui écrit comme il voyage et voyage comme il écrit, « l'écriture est une inspiration et une expiration prenant leur source dans les souffles du monde ». Ces « chemins d'écriture » qu'il explore dès la prime jeunesse et qui le mènent de la Grèce à l'Égypte, il les revisite aujourd'hui, émailant le parcours de son texte de dessins, de photographies, de poèmes, de citations qui témoignent d'une démarche où, cheminant de conserve, écriture et voyage conduisent à un « devenir-conscience du monde ».

Remontant jusqu'à l'origine, jusqu'à cette enfance qui « préfigure une vie, le rend un jour possible, l'ancrage dans une mémoire future », Lacarrière confessa que « tout commence dans un jardin » et plus précisément dans ce tilleul du jardin familial qui fut son « vrai et seul conseiller », son « seul initiateur ». Un maître végétal, la tendresse attentive d'une mère capable d'octroyer le « droit de



Jacques Lacarrière

river », voilà certes des conditions favorables à l'épanouissement de l'imagination et des dons. D'autres « maîtres » poétiques viendront en leur temps développer ces prédispositions du jeune Jacques. A l'adolescence, il s'éprend d'Athènes pensive, pour la simple et belle raison qu'elle évoque Gradiva, « celle qui marche », bien que sa posture étrange en fasse une Gradiva statique. A quinze ans, il est amoureux d'une déesse et pressent déjà que les dieux eux-mêmes sont susceptibles d'éprouver la mélancolie, « que leur mystère est à deux pas du nôtre, que nos frontières psychiques sont communes ».

Cette « fraternité » qu'il rencontre chez les dieux va bientôt

se prolonger, se conforter de la fréquentation assidue et familière des auteurs anciens : sans le renier, mais prenant ses distances avec le surréalisme dont il a connu les séductions, Lacarrière se choisit ses « ancêtres en littérature », Pindare, Eschyle, Hésiode, Sophocle.

La Grèce, « véritable continent spirituel », l'attire et le fascine. Il fera, au mont Athos, parmi les moines, plusieurs de ces séjours initiatiques qu'il relate dans l'*Éti* grec. Mais le monde ailleurs, il n'est pas question de faire du tourisme « byzantin ». Voyager, pour Lacarrière, c'est « perdre ses idées préconçues, être du voyage des autres cas masqués dont on les affuble (croquant peut-être ainsi qu'on se les rend plus proches), c'est tôt ou tard devoir se retrou-

ver nu devant soi et devant autrui ». A Athos, il se conforme à la règle monastique, il laisse pousser sa barbe et entreprend l'écriture d'un journal qui s'orne peu à peu de dessins naïfs inspirés des icônes et des fresques des monastères. Plus tard, une fois la confiance établie, il osera photographier ses hôtes, et la photo deviendra « un accompagnement, au sens musical du terme, de la mélodie du voyage assurée par les mots ».

Lacarrière partage l'existence contemplative des moines à diverses reprises de 1950 à 1953. Mais les « hommes ivres de Dieu », les ascètes du désert intriguent cet « apprenti mystique ». Il part donc à leur recherche, sur les traces d'Hérodote, jusqu'en Égypte. Il y découvre que « le désert est le lieu des expériences extrêmes, une épreuve qui mène l'homme au-delà de lui-même, vers l'Ange ou vers le Bête », et y rencontrera l'ombre de Marie l'Égyptienne.

Cigale qui quitte un jour le tili original, Lacarrière a voulu apprendre la Grèce et l'Allure « sans autre but que cet apprentissage et le chant qui en résulte ». Mais de ce chant allègre et salubre, repris dans chacun de ses livres, nous sommes des milliers à bénéficier. Et avec quel bonheur !

ANNE BRAGANCE.

★ CHEMINS D'ÉCRITURE, de Jacques Lacarrière. Plon, collection « Terre humaine », 232 p. Ce livre est dédié pour l'achat de deux volumes de la même collection, hors nouveauté, dans certaines librairies.

Charlotte VON VERSCHUER
**LE COMMERCE
EXTERIEUR
DU JAPON** des origines
au XVI^e siècle
Un volume 16 x 24, 208 pages 140 FF
Maisonnette & Larose

Cet agenda historique
de poche
pour 9 F seulement...



L'AGENDA DU BICENTENAIRE,
C'EST LA FOIS :
un élégant agenda personnel pour 1989
et un guide historique de l'année 1789

A chaque double page d'une semaine de 1989 répond une double page consacrée à l'actualité de 1789, deux siècles plus tôt. Jour après jour, vous plongez en cœur des événements tragiques et des anecdotes pittoresques qui ont marqué cette année cruciale.

L'agenda du Bicentenaire vous permettra ainsi de suivre — en historien — les manifestations spectaculaires qui se déroulent tout au long de 1989.

Pourquoi seulement 9 F ?

Un prix dérisoire pour ce très bel agenda historique de 224 pages reliées sous une élégante couverture souple. On suit bien en effet qu'un agenda ordinaire vaut aujourd'hui 50 F et plus.

L'explication est simple : 1989 sera l'année du Bicentenaire de la Révolution française. Editeurs de grands ouvrages historiques, nous nous devons de nous associer à cette célébration. Nous avons donc choisi de faire plaisir à tous les amoureux de l'Histoire, en leur proposant cet Agenda exclusif à un prix véritablement « révolutionnaire ».

BON À DÉCOUPER ET À RETOURNER

Veuillez me faire parvenir, sans aucun autre engagement de ma part, l'agenda du Bicentenaire à l'adresse suivante :

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Ville _____
Code postal _____ Bureau distributeur

Je joins un chèque de 9 F (frais de port et de service inclus) à payer ou à acheter d'abord à l'ordre de V.P.C. Larousse Laffont. (Chèque bancaire ou postal accepté). (522111100) 70-A

A retourner sous enveloppe affranchie à
V.P.C. LAROUSSE LAFFONT
ATP - BP 48
92302 LEVALLOIS PERRET CEDEX

L'écriture
au bout de la route

(Suite de la page 15.)

Le titre fait référence aux six États de la « ligne de front » — Tanzanie, Mozambique, Zambie, Zimbabwe, Angola, Botswana — qui se sont rassemblés pour affirmer officiellement leur désaccord avec le régime sud-africain. Déclaration d'intention qui souffre, paraît-il, de nombreuses entorses...

Au reste, l'apartheid, que l'auteur dénonce par ses travers quotidiens et ses ridicules (tout en restant sceptique à l'égard des sanctions économiques), n'occupe pas le devant de la scène. Jean Rolin s'attache au pays sensible, et son antiracisme s'exprime sans effets de manches. Cela vient sans doute de ce qu'il est un voyeur pudique. D'ailleurs, cela se lit aussi dans le tranchant du style, dans la manière pince-sans-rire de regarder les autres, dans la retenue lyrique : « Le soleil venait de disparaître dans une infusion de couleurs inavouables... », lit-on page 17.

Le doux
délire

Comme souvent chez Jean Rolin, les morceaux d'anthologie abondent : tout ce qui concerne les animaux mériterait d'être cité. Retenons, en passant, les corbeaux de Zanzibar, le nocturne oryctrope (museau de porc, oreilles d'âne et corps de kangourou), le go away bird (oiseau aux cris hostiles), le héron Goliath et la dégoûtante copulation des grenouilles du Victoria Falls Hotel.

Bien sûr, il faudrait aussi signaler l'Okavango, ce fleuve paradoxal qui se jette dans le désert, et puis, comme chez son frère Olivier, la fascination pour les ports, avec toutes ces femmes entrevues, désirées, fantasmées, puis tenues pour dangereuses ou interdites. Mais il y a surtout Bernie et Lee, un couple de copains infernaux, boudeurs, râleurs et intempérants, qui semblent droit sortis de *Des souris et des hommes* et à propos desquels Jean Rolin fait un clin d'œil discret à Faulkner et à Jim Thompson.

Ceux qui, comme moi, liront à la suite *Au cœur de Bornéo* trouveront quelques sordides correspondances entre Jean Rolin et

Redmond O'Hanlon. Fou d'oiseaux, lui aussi, O'Hanlon ne se sépare jamais de son manuel d'identification, et ses relations avec James Fenton, son compagnon de route, sans être aussi rustiques que celles de Bernie et de Lee, frôlent le doux délire. Il est vrai que le ruak, le vin de riz, l'arak, l'alcool de riz, et la bière d'exportation y sont parfois pour quelque chose et que les trois ibans de Kapit, qui les accompagnent dans cette équipée, ne font rien pour modérer les explorateurs...

O'Hanlon et Fenton sont des bringueurs hors pair. Ils ont tout l'air de deux ivrognes en bordée sous les tropiques et, malgré la recommandation d'un préfet d'Oxford, leur projet frise le farfelu : remonter la rivière Baleh jusqu'à sa source, escalader le mont Tiban et retrouver la trace du rhinocéros de Bornéo... Lorsque vous saurez que le rhinocéros de Bornéo se caractérise par un extraordinaire organe sexuel, muni d'un extravagant dispositif naturel pour stimuler la fonction, vous devinez, sous la curiosité scientifique, une légère visée malicieuse.

Résultat : l'un des livres les plus drôles qui soient en matière d'exploration. Un chef-d'œuvre d'humour savant et multithématique. Une décapitante tribulation dans la forêt pluvieuse. Tout cela doublé de fortes réflexions sur l'évolutionnisme et de notations très pertinentes sur les ibans, les Dayaks, les Kenyahs et les Kayans.

Au cœur de Bornéo rappelle opportunément que parmi les adeptes du *travel writing* — qui se réclament de Stevenson, Melville, Conrad, Blaise Cendrars ou Kessel — il y a aussi des enfants de Swift et de Mark Twain !

JACQUES MEUNIER.

★ LE CHANT DES PISTES, de Bruce Chatwin, traduit de l'anglais par Jacques Chabert, Grasset, 324 p., 110 F.
★ LA LIGNE DE FRONT, de Jean Rolin, Quai Voltaire, 230 p., 95 F.
★ AU CŒUR DE BORNÉO, par Redmond O'Hanlon, traduit de l'anglais par Gérard Piquet, coll. « Voyageurs », Payot, 250 p., 120 F. (Ce livre sera en librairie le 24 novembre.)

« Comment comprendre les villes sans les campagnes, la monnaie sans le troc..., le pain blanc des riches sans le pain bis des pauvres ? »
(Fernand Braudel)

Civilisation Matérielle, Économie et Capitalisme, XV-XVIII^e siècle
par FERNAND BRAUDEL, de l'Académie Française.
Une grande leçon d'histoire à l'échelle du monde, et un modèle d'interprétation globale des sociétés humaines.
Trois volumes - Le tome broché 130 F ou cartonné 200 F.

ARMAND COLIN

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre... Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tél. : 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

PIERRE PIERRARD L'ÉGLISE ET LA RÉVOLUTION 1789-1800

Cent ans d'une nouvelle histoire

nouvelle cité, paris

— Que peut donc faire un psychanalyste chez les « sauvages » ?
— Apprendre la psychanalyse.

Payot

Science de l'homme

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

Jules Vallès, l'insurgé sentimental

Après celles de Jaurès et de Garibaldi, Max Gallo propose une biographie de l'auteur révolté du Bachelier

par Henri Guillemin

ENTRAINANT. Je crois bien qu'il n'y a pas de mot plus juste pour caractériser le Garibaldi, le Jaurès et, à présent, le Vallès de Max Gallo. On ouvre, on commence à lire et « c'en est fait » (mode emphatique) ; je veux dire que nous sommes saisis, frappés, coincés, et qu'il faut recourir contre nous-mêmes à un coup de force pour interrompre l'envoûtement.

Je vais trop fort, par un excès de courtoisie ? Non ! sincère. Flateur ? Non ! véridique. Je dois bien reconnaître pourtant qu'il y a en moi complicité et qu'à l'égard de Vallès j'éprouve plus qu'un parti pris favorable : quelque chose comme une démesure d'amitié fraternelle. Quand Léon Bloy l'appelle « l'immonde entre les immondes », que Brunetière le traite de « forban » et de « tar-siffe », quand Pontmartin lui décerne (où a-t-il pris ça ?) un « front bas » et un « regard sournois », quand Zola (hélas !) le tient pour « inepte » et que Goncourt crache sur lui son venin, ces façons-là m'atteignent droit, me « navrent » — au vieux sens du terme — c'est-à-dire me font mal, me blessent.

Et quand Jules Simon, parce qu'il est membre du pseudo-gouvernement de la défense nationale dont Vallès n'est pas dupe, répand le bruit que, candidat contre lui aux élections de mai 1869, Vallès était, en fait, payé par la police impériale ; quand Jules Ferry, après avoir, le soir du 31 octobre, pour obtenir la survie de l'équipe de trahisseurs installée à l'Hôtel de Ville, promis solennellement aux insurgés, s'ils se retiennent, qu'il n'y aura aucune poursuite, se démarque dès le lendemain, déchaine ses sbires et invente qu'il a vu, de ses yeux vu Vallès, le 31, place de Grève (alors que Vallès était à La Villette, s'emparant de la mairie), ces ignominies, ces infamies officielles me rendent encore plus proche le gars visé parce que je sais trop bien pourquoi ces gens-là lui en veulent à mort.

Peut-être Max Gallo passe-t-il un peu trop vite sur les mauvais moments, trop authentiques, de Vallès lors de ce que lui-même a nommé « l'horrible été de sa jeunesse ». Et si sa fameuse Lettre à

Mirès, en préface à l'Argent, dissimule à peine une rage quand il y claironne l'implicite, reste que Vallès n'en raconte pas moins là, amèrement, sa propre histoire : en février 1848, dit-il, « esprits honnêtes, âmes ardentes, nous descendîmes au champ de foire. La parade était sublime. (...) Nous offrîmes le prix des places », résultat : pour lui... « l'exil » ; pour les autres, « la prison ». Or il a subi la prison en juillet-août 1853. Et il en est sorti dégrisé. Vallès avouera tout franc : « Rastignac, Rubempré » étaient devenus mes modèles. Il y aurait un pénible et sombre florilège à cueillir dans les articles qu'il vend, alors, aux bons journaux pour « faire de l'argent », pour vivre (enfin ! enfin !) à l'aise.

Mais ce qu'il faut savoir aussi, c'est que Vallès, perpétuellement, et du temps même de ses reniements, gâche ses chances, tant il marche, dans ce mouvement-là, à contre-courant de lui-même. Tenez : c'est peu de mois après sa Lettre à Mirès, en 1857, qu'accueille dans une feuille de bonne compagnie il s'y autorise un article impossible sur Cavagnac, le massacreur de juin.

Une sœur prisonnière chez les folles

Cavagnac vient de mourir. « La mort n'est pas une excuse », déclare Vallès, immédiatement congédié. Girardin, qui a vite repéré son talent, lui offre une collaboration juteuse. Mais qu'il se surveille, n'est-ce pas ? Et que fait-il ? Il est fou. Il étrille un général. Un glorieux général en activité, le nommé Youssouf. Liquidé, sur-le-champ, ce « loqué », comme dit Girardin. Les francs-maçons, parmi lesquels évolue pas mal de Considérables, l'accueillent pour une conférence sur Balzac, et il trouve le moyen d'y malmenier l'ordre établi. D'où intervention au sommet en cette enceinte où brillent les lumières, par ordre de Victor Duruy, ministre de l'Instruction publique. Vallès est désormais bâillonné.

Il y aurait un beau chapitre à écrire sur Vallès le « sentimental ». Eh oui ! Gallo dit : « hypersensibilité », et il a raison. Goncourt a trouvé l'Enfant (1879) un livre

« odieux ». Quelle sottise. « Familles, je vous hais ! » c'est de Gide. Pas de Vallès, ah, sûrement pas ! On l'a beaucoup griffé, cogné, gamin. Il n'en veut ni à son père ni à sa mère. Et il sait qu'ils croyaient bien faire. Et il comprend ce qu'il devine quant aux drames secrets du foyer. Si son père l'a collé chez les fous, à Nantes, au lendemain du 2 décembre, c'est dans la panique où il est, le pauvre homme, la terreur de perdre son gagne-pain, d'être destitué ! Et Vallès qu'a bouleversé le visage de son père emporté, au printemps 1857, par une mort soudaine — la marque, sur ses traits glacés, de tant de souffrances, de tant de courage ! — Vallès ne se vengera pas de l'internement nantais. Il cachera même, dans son récit, cette tragédie, l'attribuant à quelqu'un d'autre.

Comme il cache aussi l'abominable horreur dont il a été témoin : le martyre de sa sœur Louise (de deux ans sa cadette), devenue le souffre-douleur du père, tant il avait « la pensée malade, l'esprit noir ». « Quand son père s'approchait d'elle, son brin de raison tremblait dans sa tête d'ange ». Mais Vallès a triché sur le nom du bourreau. C'était un voisin, dit-il, qu'il baptise Bergougnard. Louise devint folle, pour de bon. Et tout à coup je m'aperçois que Jules Vallès a ceci de commun avec Paul Claudel que tous deux (à sa mère, dans la nuit du 28 au 29 mai 1871, où il lui demande pardon, où il évoque ses « saintes mains » ; et tout ce qui concerne, dans ses lettres à Arnould, le bébé qu'il avait eu, à Londres, cette Jeanne-Marie qu'il adorait et qui expire à six mois, le 2 décembre 1873 ; un deuil qui l'avait ravagé, cet homme de quarante-trois ans...

L'homme ravagé

Qui peut oublier, quand il en a reçu le choc, les lignes de Vallès sur ses insomnies d'enfant, et sa lettre d'adieu à sa mère, dans la nuit du 28 au 29 mai 1871, où il lui demande pardon, où il évoque ses « saintes mains » ; et tout ce qui concerne, dans ses lettres à Arnould, le bébé qu'il avait eu, à Londres, cette Jeanne-Marie qu'il adorait et qui expire à six mois, le 2 décembre 1873 ; un deuil qui l'avait ravagé, cet homme de quarante-trois ans...

Pourquoi Gallo n'a-t-il pas cité le témoignage de Vallès (reproduit par lui en 1866 dans sa Rue) sur ce grand-oncle qu'il avait, à

Chaudérolles, Thomas Vallez, pendant plus de cinquante ans curé de ce village perdu, et qu'il aimait depuis son enfance, à jamais et de tout son cœur ? Mais Max Gallo a voulu — et c'est légitime — centrer son livre sur Vallès le rebelle, le révolté, le militant.

J'aimerais que l'on se fasse attentif à ceci, qui est de sa main : « Si l'on n'était pas entraîné malgré soi dans les chemins où l'on défend, de sa vie, ce qu'on croit juste, on ne choisirait pas cette route sans fleurs et sans moissons. » Vallès a bien écrit, littéralement : « malgré soi ». Allusion à je ne sais quel élan foncier, élan vital. Et voici maintenant du Claudel : « Cette intention en nous vers la hauteur que nous avons misérablement sabotée. Lui, peut-être, puisqu'il s'en accuse. Mais Vallès, qui hurle à seize ans : « pour la République ! » est le même à cinquante ans, non loin de sa mort. Nous ne savons plus, nous n'imaginons même plus aujourd'hui ce qu'était au dix-neuvième siècle la condition ouvrière. Vallès a connu juin 48 et cette récidive énorme, monstrueuse, de mai 71. C'est pourquoi il appartient, viscéralement au « parti qui saigne ».

Il raconte qu'on lui a crié un jour au café : « Séminariste rouge ! » Il s'interroge. Après tout, « je me demande parfois si je ne suis pas un motillon de la révolte, un religieux à rebours ». A rebours, vraiment, vous croyez ? Curieuse, sa déclaration très précise : « Ni déiste ni panthéiste. Pas même athée ».

P.S. Je découvre que je n'ai même pas salué, un instant, Vallès écrivain. Commentant la Lettre à Mirès, un journaliste que Max Gallo nous révèle parlait du diable au corps qu'il constatait, — surpris, ravi — dans le style de ce nouveau venu (qui d'ailleurs, alors, cachait son nom). Pas si mal dit. Mais il a d'autres mérites encore, et souverains. A mon sens, Vallès est un écrivain du premier rang, du tout premier rang.

★ JULES VALLÈS, de Max Gallo, Laffont, 512 p., 138 F.

● L'association des Amis de Jules Vallès publie une revue consacrée à l'auteur de l'Insurgé. Le sixième numéro est paru récemment. (Les Amis de Jules Vallès, université de Saint-Étienne, 2, rue Tréfilerie, 42100 Saint-Étienne.)



Léon Bloy : « J'attends les Cosaques et le Saint-Esprit. »

Léon Bloy, l'ébloui

(Suite de la page 15.)

Pour Bloy, Dreyfus est un symbole, et l'Affaire n'est que « l'apparence humaine et effreuse d'un procès divin que le moment n'est pas encore venu d'éclaircir » ; Dreyfus est « un homme inexplicablement sûr au centre d'un réseau d'iniquités », puni d'un « crime inconnu (...) sous la présomption d'un crime, dont il paraît être absolument innocent et irresponsable ».

Toute choquante qu'elle puisse paraître, cette attitude ne peut néanmoins être confondue avec une adhésion au courant antidreyfusard. Plus généralement, et malgré des pages qui froient l'insupportable, Bloy, qui affichait le plus grand mépris pour Edouard Drumont, l'auteur de la France juive, se démarque absolument de la vulgate antisémite de son temps. Bloy n'est pas Céline, et le Salut par les Juifs, dont l'un des premiers lecteurs, en 1892, s'appelait Bernard Lazare, ne préfigure nullement Bagatelles pour un massacre.

Pour Bloy, l'histoire tout entière est un immense « cryptogramme », une partition sur

laquelle Dieu inscrit à mesure son « secret ». Cette vision, il la pousse jusqu'à ses plus extrêmes conséquences : « Tout ce qui arrive est parfaitement adorable, parce que rien n'arrive en dehors du plan divin », écrit-il en août 1914, et, avec une admirable logique : « Le temps est une imposture de l'Ennemi du genre humain que désespère la pérennité des âmes ».

Tout est signe et symbole dans l'univers, réseau d'équivalences et de concordances : des dérisoires « lieux communs » du bourgeois, dont il développe une étonnante « exégèse », aux grandes figures de l'histoire — Christophe Colomb ou Napoléon, Marie-Antoinette, Jeanne d'Arc, Mélanie, la voyante de la Salette, ou la France elle-même — et aux circonstances de sa propre vie qu'il consigne dans son Journal, publié de son vivant.

Seuls le dogme de la Communion des saints (ce « concert de toutes les âmes depuis la création du monde ») et l'idée de réversibilité des peines et des mérites (qui lui permet de mettre en relation toutes les distances spatiales et temporelles) sont propres, pour Léon Bloy, à expliquer, dans leur unité fondamentale, le passé et le présent, et permettent d'attendre l'avenir, c'est-à-dire la fin des temps et l'avènement de l'Esprit-Saint.

Paul Claudel voyait en l'auteur du Désespéré et de la Femme pauvre un prophète plus qu'un sage. Il n'y a pas loin du prophète au poète, « c'est-à-dire », écrivait Bloy en 1914, trois ans avant sa mort, un vase de souffrance, un des êtres qui ne peuvent tomber qu'en haut et qui sont, pour leur continuelle angoisse, captifs de la boue d'en bas ». On se lassait vite de la poésie de Léon Bloy si on ne la rapportait tout entière à cet « en haut » dont il fut l'incomparable visionnaire.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ CAHIERS LÉON BLOY, L'Hercule, 494 p., 300 F.

● Le Mercure de France a publié, de 1964 à 1975, sous la direction de Joseph Boffery et de Jacques Petit, une édition des ŒUVRES COMPLÈTES de Léon Bloy (neuf volumes pour les œuvres, quatre pour le Journal et un d'index). Les œuvres principales ont été rééditées en poche, principalement en UGE-10/18. La correspondance est dispersée en de nombreux volumes, tous épuisés semble-t-il.

● Les Éditions Desclée de Brouwer viennent de rééditer le livre de Raïssa Maritain, filleule avec son mari Jacques Maritain de Léon Bloy, les Grandes Amitiés, écrit à New-York pendant la dernière guerre. Outre les importants chapitres sur Bloy, ce livre comporte des témoignages sur Péguy, Bergson, Fichet. Ce grand livre méritait amplement d'être réédité. Préface de François Mauriac. (DDB, 532 p., 149 F.)

La fin des polémiques

Par Philippe Sollers

A quelques exceptions près, vite noyées dans le flot de la passivité générale, il semble que la polémique soit un genre mort.

Pour qu'il existe de façon forte — libelle, pamphlet, diatribe, accusation ou révélation —, il faut qu'un certain nombre de conditions historiques et sociales soient réunies. Se plaindre de la démission ou de l'inconsistance des individus sans mettre en cause le tissu où ils vivent serait pour le moins léger. Or dans quelle société vivons-nous ? Celle du spectacle. Il s'ensuit des conséquences précises, dont l'évaporation du genre polémique est un des effets.

Tout d'abord, les supports commandent de plus en plus, avant que quoi que ce soit puisse être pensé ou dit. La toute-puissance des supports (pas seulement externe mais intérieure) entraîne la disparition du discours critique. « Pourquoi ne criez-vous pas plus fort ? », me demande quelqu'un. A quoi il est inutile de répondre, comme Voltaire à d'Alembert : « J'ai du goût pour la vérité ; aucun pour le mépris », car le problème n'est pas là. L'unification des supports est la donnée technique nouvelle. Non qu'ils disent tous la même chose, mais le découpage s'impose comme identique au-delà des divergences de contenu. La forme freine le conflit, l'absorbe.

Quand un directeur de journal nous prévient que si son meilleur collaborateur l'abandonne pour aller travailler chez son concurrent idéologique direct, il « change d'univers », qui peut sérieusement le croire ? Si je voulais attaquer vraiment l'un ou l'autre, à qui en ferais-je part ? Qui peut douter que les chaînes de télévision soient interchangeables ? Les transferts de vedettes le prouvent surabondamment et le moindre zapping permet de le constater. Partout, l'univers des supports tend à l'homogénéisation et à la non-concurrence,

Léon Bloy, Jules Vallès reviennent dans l'actualité. Que reste-t-il des pamphlétaires ?

au point qu'il est superflu de se demander qui, aujourd'hui, est en contradiction radicale avec qui. Il y a des corporations, des clans, des affinités et, en effet, beaucoup de « luttes des places ». Mais, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, cette lutte ne prend et ne prendra sans doute plus jamais l'apparence d'une « lutte à mort ». Je m'étais amusé, autrefois, à prédire la création et le fonctionnement d'une super-entreprise automatisée, la G.S.I., Gestion des surfaces imprimées, imagées et imaginaires. Nous y sommes.

Ce n'est pas par hasard si les mots d'« ouverture », de « transparence » ou de « consensus » sont devenus les signaux de la politique. Et, de même, la hantise de l'exclusion et du racisme. Moins il y a d'affrontements entre « visions du monde », et plus le brutalisme aphasique et locale (y compris dans ce qu'on appelle, bien à tort, les faits divers) risque de s'aggraver. Plus de polémistes ? Et pour cause. Appareurs, c'est déjà accepter de cacher un certain nombre de choses. Simultanément, il faut s'attendre à ce que surgissent dans la fiction (qui ne sera pas de pure consommation spectaculaire, donc très rare) de plus en plus de messages cryptés. Vous pouvez les déchiffrer, ils existent (Umberto Eco, par exemple, en est un spécialiste retors).

Ces messages seront d'ailleurs d'autant mieux reconnus par la critique officielle qu'ils viendront d'une autre société apparente, d'un autre pays ou d'une autre langue. L'étonnant et ruinant Thomas Bernhard nous parle bien de l'Autriche, n'est-ce pas ? Pauvre Autriche. On pourrait appeler « potrologie de l'Autriche » le fait, désormais

généralisé, de toujours préférer un écrivain d'ailleurs. Voltaire, encore lui, avait parfaitement anticipé le phénomène : Candide n'est-il pas présenté comme « traduit de l'allemand » ?

L'heure des comptes

Il y a eu de grands conflits religieux (ils font semblant de durer encore). Puis les Lumières. Puis la Révolution. Puis les contre-révolutions. Cette histoire multiple remplit les bibliothèques de textes enflammés et subtils. Les Encyclopédies, Maistre, Chateaubriand, Marx, Bloy, Breton, Bernanos, Céline, Sartre. Bien d'autres. Le fond des polémiques, à y regarder de près, est toujours religieux.

Nous sommes donc dans une situation étrange : où bien la religion est morte (ce que rien n'annonce ; voir les gesticulations comiques autour du film de Scorsese) ; ou bien elle est synthétisée et partout présente sous une forme encore jamais vue, « atmosphérique ». La deuxième hypothèse n'est pas incompatible avec la première.

Maintenant, imaginons un terrible pamphlet, nouveau et bien fait, sur ce sujet. Où va-t-il le publier ? A New-York contre Paris ? A Paris contre New-York ? A Francfort ? Genève ? Amsterdam ? Moscou ? Pékin ? Téhéran ? Jérusalem ? Tokyo ? Longtemps, j'aurais eu le choix entre Paris contre Genève (ou le contraire), à Londres contre Berlin (ou inversement) à Saint-Petersbourg contre Rome (et retour). C'était l'âge d'or de la polémique, lequel aura duré quelques siècles. Comme le dit

justement Guy Debord dans ses Commentaires sur la société du spectacle (1) (dernier livre de critique réelle, aux effets aussi indirects qu'invisibles), le « village planétaire » existe désormais, avec tous les inconvénients du village par rapport à la ville. On ne publie pas un pamphlet dans un village, ce serait un suicide. Village ultra-technique (attention : énormes moyens, surveillance massive).

Dans ces conditions, l'insulte est grossièrement inefficace. Comme il paraît loin, le temps où un surréaliste pouvait commencer une correspondance ouverte par « Monsieur et chère ordure... ». Cette rhétorique frontale n'a rien d'abstrait, et elle a été « retournée », comme la reste. Bloy dirait que la Terre est transformée en Cochons-sur-Mer. C'est que le bêtise est maintenant globale. La censure ? Inassaisable. La scandale ? Plus rien n'est réellement scandaleux, bien que n'importe quoi, à tout moment, en situation, puisse le devenir.

Certes, une vraie polémique aurait les plus extrêmes conséquences, mais qui saurait qu'elle existe ? Et comment désigner sans rire, de nos jours, quelqu'un comme incarnant le mal ou l'infâme ? Oui, oui, bien sûr, tout ce qui n'est pas démocratique est mauvais et honteux, mais, une fois répétée cette inscription, qu'a-t-on compris ? Il n'y a plus que des fonctions, et des ombres. Ou alors, il faut songer à reconstruire toute une machinerie parallèle au pseudo-monde où nous nous trouvons : Proust, par son démontage minutieux, nous en dit finalement plus long que tous les pamphlets ; et on peut lire la Recherche comme un gigantesque, froid, sublime et vicieux règlement de comptes.

L'heure n'est pas à la polémique ? Non, elle est au comptant.

(1) Ed. Gérard Lebovici (« Le Monde des livres », du 22 juillet.)

galilée

224 p., 82 F.

PEINTURE 1937-1957

Éditions Galilée

832 reproductions couleurs, 552 p., 680 F.

Éditions Galilée

Edition internationale
Hollandais : Meulenhoff/Landshoff
Français : Editions Galilée
Américain : Editions Galilée

Diffusion - Distribution
Français : C.D.E. - SODIS
Américain : Gallimard Export - SODIS

isse à

ve, on
 ur les
 : délé-
 gation
 me de
 rejets
 és du
 » peu
 ment.
 et aux
 ne se

!gués
ailent
ic par
E.
V.

S S tions

selon
é des
r une
- ce
Bag-
e des
ffet,
toient
à se
de loi

l'ann-
es a
l'vau-
abres
qui
tibles
lit so

made
été
ailes
nde-

[illegible]

● L'HISTOIRE, par Jean-Pierre Rioux

Le Nous et l'Autre

UNE équipe universitaire, sous la houlette d'Yves Lequin, tient un beau pari : donner en langage clair, sans concessions aux aveuglements du jour, sans découragement face aux lacunes de la recherche, cette histoire bien informée et synthétique de l'étranger français qui nous manquait tant et dont maintes *Histoires de France* n'avaient guère tenu compte. Autour du maître d'œuvre et sur une préface de Pierre Goubert, une sociologue (Dominique Schnapper, qui fut membre de la Commission de la nationalité), un démographe (Georges Tapinos), deux juristes (Jean Gaudemet et Jean-Pierre Pory) et cinq historiens (Noël Couderc, Maurice Gaudin, Francis Malino, Jean-Pierre Pousou et Pierre Riché) vont plus loin que les chiffres, si aisément mobilisables au service des idées courtes.

Il récusent la description pittoresque et la philosophie expédivite. Mais ils saisissent solidement cet adjectif, « étranger », attesté dès le XII^e siècle, dont naît le substantif « étranger » deux cents ans plus tard, quand la France de Philippe le Bel et de Charles V découvre les premiers contours de l'État et l'embryon d'un sentiment national. Puis ils s'acharnent à « repérer les fonctions qu'a remplies cette notion dans les cultures et l'imaginaire de chaque époque ».

Au terme de leur quête, un constat, ramassé par Pierre Goubert en une formule : « La diversité est derrière nous. » Mais aussi une certitude historique, de savoir et de cœur, qui parcourt tout le livre : « Le maintien d'une civilisation implique la capacité de conserver une identité enrichie par les apports extérieurs », précise Maurice Gaudin. Car le juriste Jean Gaudemet est formel : en droit, l'Autre, qu'il soit l'étranger hier ou l'immigré aujourd'hui, n'est pas seulement l'envers du Nous, celui qui se distingue par son idiome ou qu'on exclut du clan, du territoire, des croyances ou de la citoyenneté. Il n'appartient que dans la rencontre, et c'est celle-ci qui a bien souvent contribué à le définir. Au point qu'il n'est pas étonnant que la diversité des types d'étrangers ».

Voilà le fil rouge qui fait l'originalité du livre : voir vivre en pleine plénitude historique, dans un va-et-vient de circonstances et de rapports de force, cette négation instinctive de l'Autre qui implique pourtant une affirmation construite et intégratrice. Dans l'expression de cette nécessaire volonté, les Français oscillent de l'hostilité à la bienveillance et ne connotent que quelques rares éclairs de tolérance : rude conclusion, et lourdement historique.

NOTRE inquiétude contemporaine, explique le livre, s'est nouée en quatre étapes séculaires. Les auteurs ont eu la sagesse de nous épargner la plongée dans les trois courants humains qui ont irrigué depuis les temps néolithiques ce que César nomme la Gaule ; de ne pas nous entraîner trop avant vers les peuplades venues des Orient lointains auxquelles les Celtes, au VIII^e siècle, imprimèrent leur marque de fer qui fit « nos ancêtres les Gaulois ». Il suffit de comprendre d'entrée de jeu que notre civilisation au couchant de l'Europe avait une vocation naturelle, inscrite dans sa géographie extrême, à accueillir cette bousculade.

L'aventure vraie ne commença qu'au moment où il fallut tenter de faire fin à l'errance de ces hordes chevalues. Du V^e au XI^e siècle, le premier temps consista donc à apprivoiser le sauvage et à l'installer en sauveur. Les petites gens, voués au viol, au fer et au feu des Barbares, résistèrent longtemps à cette ambition, barricadés dans leurs us et coutumes. Mais, dès l'époque carolingienne, le mouvement est lancé : « Cent peuples divers » entrent en fusion dans le creuset de la chrétienté, à l'assise des aristocraties de sang, des cours princières et des armées où l'on se mélange déjà de bel appétit.

Au second temps de cette histoire, du XII^e au XVI^e siècle, surgissent le royaume de France et ses frontières, assez poreuses mais

qui s'inscrivent peu à peu dans les esprits. Ainsi l'« aubain » n'est plus tout à fait celui qu'on met hors du « ban », le flottant chroniqueur qui ponctue le désordre féodal : c'est celui qui vient d'ailleurs, qui force l'entrée d'une France encore écartelée entre Nord francisé et Sud occitan mais où, dans le même temps, l'éveil démographique a excité ce que Marc Bloch nommait un « mouvement brownien » qui bouscule les cellules paroissiales et assure le gonflement des villes.

L'exemple du cosmopolitisme vient toujours d'en haut, autour du roi, chez ses mercenaires ou ses banquiers. Mais des marchands étrangers sillonnent les contrées reculées et les étudiants des universités s'assemblent en « nations » : l'étranger circule, vend des inventions et promeut les capacités. Au point de rencontre de tous ces entrecroisements qui oxygènent le royaume, un groupe humain et religieux incarne toutes les contradictions du rapport nouveau à l'étranger : les juifs, auxquels

qu'appose Vichy sur cette vocation à exclure par temps troubles. Il n'était pas inutile de rappeler que dès le 22 juillet 1940, douze jours après la fondation du nouveau régime, un garde des sceaux du maréchal installait une commission de la hache qui « révisera » rétrospectivement et prospectivement les naturalisations acquises et indésirables.

A ce point de la description, on attendait du livre un peu plus de hardiesse, car il ne couvre qu'en trente-deux petites pages les années qui nous séparent de 1945, marquées par les Trente Glorieuses et la crise actuelle. Était-on pressé de ne pas conclure ? Ou rendu trop prudent par l'absence de travail historique de grande ampleur sur ces décennies ? Quel qu'il en soit, c'est une « postface » un peu maigre qui introduit aux débats contemporains. Mais elle n'est ni négligeable ni indigente. Tout au contraire, Georges Tapinos pratique utilement la comparaison avec l'Allemagne fédérale ou d'autres pays européens et signale les chiffres indispensables. Il souligne la force du tournant de 1974, qui ferme les frontières, allonge la durée de la présence des immigrés, tandis que la crise fait chuter leur proportion dans la population active. Et Maurice Gaudin sait dire avec force pourquoi, dans ce contexte gelé, aujourd'hui « l'étranger est devenu non pas un être humain, mais un objet utilisé pour trouver un exutoire à la crise, à la décadence, au profond sentiment d'incertitude sur l'avenir ».

Un mot encore, qui discipline les auteurs de cette remarquable synthèse : les renforts arrivent pour la période contemporaine, dans une excitation de la recherche par des enjeux de société si visibles. On se souvient que Gérard Noiriel, dans le *Craquet français* paru au Seuil au printemps dernier, invitait au débat sur les méthodes et les attitudes de cette histoire en marche (« Le Monde des livres » du 13 mai). Réjouissons-nous donc de voir édités deux thèses qui marchent en ce sens.

Janine Ponty, dans un livre exhaustif mais affublé d'un sous-titre taillé trop large, dit avec science, talent et amour, la peine et les fidélités associatives ou religieuses de ces Polonais (ils étaient un bon demi-million en 1931) auxquels furent appelés jusqu'à la guerre nos maîtres de la betterave, du charbon et du fer. Ses interviews judicieuses sèment l'énorme masse documentaire écrite qu'elle a exploitée et disent tout le drame d'une intégration à peine amorcée en 1939.

Une politologue, Catherine Witold-Wenden, explore dans le même mixage de l'enquête et de l'archive une autre impulsion chronologique : notre inaptitude à reconnaître une partie de l'espace politique où l'étranger non citoyen pourrait s'exprimer. Ici encore, la date de 1974 est capitale : elle marque un saut, du « non-politique » qui cantonnait l'immigré dans une pression disparate depuis le XIX^e siècle au « tout politique » qui l'installe depuis quinze ans au cœur de nos débats civiques. Or nous percevons, fût-ce confusément et même dans le rejet, qu'il faudra bien négocier quelque « vivre ensemble ». Demain donc le politique aura sa revanche, quand cette tolérance dont la mosaïque France nous montre la timidité séculaire sera tenue pour le meilleur principe démocratique qui fonde le vrai dialogue.

★ **LA MOSAÏQUE FRANCE. HISTOIRE DES ÉTRANGERS ET DE L'IMMIGRATION EN FRANCE**, sous la direction d'Yves Lequin. Préface de Pierre Goubert. Collection « Mentalités » : vécus et représentations. Larousse, 480 p., 230 F.

★ **POLONAIS MÉCONNUS. HISTOIRE DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS EN FRANCE DANS L'ENTRE-DEUX- GUERRES**, de Janine Ponty. Publications de la Sorbonne, 474 p., 265 F.

★ **LES IMMIGRÉS ET LA POLITIQUE. CENT CINQUANTE ANS D'ÉVOLUTION**, de Catherine Witold-Wenden. Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, 393 p., 190 F.

Le retour du politique

La profession de foi d'une nouvelle génération d'historiens

POUR s'être trop longtemps intéressée aux péripéties de la vie publique et à la psychologie des grands hommes, l'histoire politique a subi le discrédit que l'école des Annales a jeté, non sans raison, sur tous ceux qui préféraient le court terme à la « longue durée » et les miroitements de surface à l'action des forces profondes.

Avec son goût pour les récits événementiels et les destins individuels, elle était, il est vrai, une cible idéale pour les tenants d'une approche « structurale », qu'elle confirmait dans leur idée que le jeu politique ne concernait décemment que l'écume des choses. « Tout la désignait », écrit René Rémond, pour ce rôle de plastron sur lequel concentrer le feu des critiques dont a besoin toute école nouvelle.

Un demi-siècle plus tard, voici que la discipline tant vilipendée revient sur le devant de la scène, remise au goût du jour par des chercheurs qui ont retenu les leçons de la « nouvelle histoire » et découvert que la politique, sous ses diverses formes, pouvait se prêter aux mêmes méthodes d'investigation.

De ces défricheurs, le pionnier fut en France René Rémond avec *La Droite en France* (1954). Il demeure aujourd'hui le chef de file d'un groupe d'historiens attachés pour la plupart à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'université de Nanterre. Pour une histoire politique rassemble les contributions d'une douzaine d'entre eux.

Un observatoire sérieux

Consacrées à l'histoire contemporaine, elles portent sur des thèmes aussi variés que les élections (René Rémond), les partis (Serge Bernstein), l'association (Jean-Pierre Rioux), la biographie (Philippe Levillain), l'opinion (Jean-Jacques Becker), les médias (Jean-Noël Jeanneney), les intellectuels (Jean-François Sirinelli), les idées politiques (Michel Winock), les mots (Antoine Prost), religion et politique (Aline Coutrot), politique intérieure et politique étrangère (Pierre Milza), la guerre (Jean-Pierre Azéma).

Ce qui rapproche ces différents objets d'étude, c'est qu'ils appartiennent tous, d'une façon ou d'une autre, au champ politique, défini comme « le lieu de gestion de la société globale » (René Rémond), ou qu'ils en permettent l'accès. Ce qui unit les démarches des auteurs, c'est qu'ils ont recours aux procédés qui ont fait le succès de la « nouvelle histoire », irriguée par les sciences sociales : l'exploitation de données quantitatives, notamment celles que fournissent les consultations électorales, l'attention portée aux comportements collectifs, la reconnaissance de la « pluralité des rythmes » qui affectent le

cours de l'histoire, — de l'instantané à « l'extrêmement lent ».

Cette attitude ouvre des territoires inexplorés (par exemple l'association, qui doit beaucoup, selon Jean-Pierre Rioux, aux travaux fondateurs de Maurice Agulhon, Raymond Huard et Antoine Prost, ou les intellectuels, tenus longtemps « aux marges du chantier de l'historien », selon Jean-François Sirinelli, avant de susciter son intérêt dans la deuxième partie des années 70) et renouvelle des domaines traditionnels (par exemple, ceux de l'opinion, redéfinie par le développement des sondages, de la biographie, désormais plus attentive aux liens entre individu et société, ou de la guerre, dont l'analyse ne se limite plus à l'observation des stratégies militaires).

La « superstructure » politique serait-elle donc appelée à remplacer « l'infrastructure économique » comme facteur d'explication ultime ? Non sans doute, si l'on en croit René Rémond, qui se dit convaincu que « la politique existe par lui-même » mais ne pense pas qu'il « tienne tout le reste en sa dépendance ». Pourtant, il « constate » que « le politique est le point où confluent la plupart des activités et récapitule les autres composantes de l'ensemble social ». Formulation prudente, mais qui pose plus de questions qu'elle n'en résout : on pourrait en dire autant, semble-t-il, de l'économie ou de la culture.

Il reste que le champ politique, dont les contours varient selon les époques, est un observatoire précieux pour la connaissance de la société. François Furet et ses collaborateurs ont montré que l'histoire politique offre des clés utiles à la compréhension de la Révolution et du dix-neuvième siècle.

René Rémond et son équipe confirment qu'elle dessine de nombreuses perspectives pour une meilleure lecture du vingtième siècle. On regrette seulement que soient à peine évoqués les recherches menées à l'étranger.

THOMAS FERENCZI

★ **POUR UNE HISTOIRE POLITIQUE**, sous la direction de René Rémond, Le Seuil, 403 p., 170 F.

François Gallimard

LA GRANDE RENCONTRE DU DESSIN ET DE LA LITTÉRATURE

384 PAGES 179 Frs.

PRIX DIDEROT-UNIVERSALIS 1988

Pierre NORA
pour son action éditoriale
dans le domaine des sciences humaines

Le Prix DIDEROT-UNIVERSALIS, créé par l'Encyclopædia Universalis, consacre une action ou une œuvre exemplaires en matière de diffusion de la culture.

BRUCE CHATWIN

Le chant des pistes

L'auteur de *En Patagonie* poursuit sa quête spirituelle chez les aborigènes d'Australie et bâtit son œuvre comme on se lance, éveillé, dans un grand rêve. On sent ici le souffle d'une mélancolie et d'une aventure dont la puissance atteint une émouvante perfection.



GRASSET

BIOGRAPHIES

Juin, en uniforme

C'ÉTAIT un homme trapu, souriant, qui saluait du bras gauche — une blessure de guerre, — racontait volontiers des histoires lestes et adorait le bridge.

C'était aussi un guerrier exceptionnel qui avait l'art d'utiliser le terrain, venait souvent en première ligne et la dépassait parfois, ce qui n'est pas très fréquent chez les généraux, et dormait pendant les offensives qu'il avait lancées.

C'était enfin, sous des dehors de pied-noir jovial et de militaire sans détour, un homme plein de finesse qui sut notamment traverser la crise politico-militaire de 1942 en Algérie et contribuer à la dénouer sans se faire d'ennemis chez les siens ni chez les Alliés.

Alphonse Juin, dernier maréchal de France, fils d'un gendarme de Bône et petit-fils d'un gardien de phare du cap Rosa, était tout cela. Bernard Pujol a vécu plusieurs années dans son ombre : il a été son aide de camp puis son chef de cabinet.

La biographie qu'il nous livre a certes le poil des membres funéraires, mais l'auteur, entre l'éloge posthume et le livre de souvenirs anecdotiques, s'est efforcé au recul et à l'honnêteté relative de la vie de son ancien chef.

Son livre est aisé, malgré quelques lacunes, le plus complet et le plus documenté qui ait été publié sur un soldat qui a joué un rôle de premier plan dans l'histoire française récente : officier au Maroc avant la guerre, puis en 1914-1918 jeune général prisonnier à Koenigstein, relâché en échange de marins allemands rapéchés par les nôtres, embarqué au pied levé dans une négociation sans suite avec Hermann Goering, commandant en chef en Afrique du Nord au moment du débarquement allié, commandant du corps expéditionnaire français d'Italie et vainqueur de Garibaldi, chef d'état-major de la défense nationale à la Libération, résident général de France à Rabat, commandant en chef des forces alliées Centre-Europe de l'OTAN, assemblée.

Au Maroc, Alphonse Juin a joué un rôle pour le moins controversé. Bernard Pujol rapporte les faits sans les commenter. Les faits, du moins tels que les voyait son patron. Celui-ci est arrivé à Rabat auréolé de sa gloire militaire et de sa connaissance de l'empire chrétien sous Lyauté. Il se dit favorable aux réformes. Mais il apparaît bien vite que le Maroc qu'il envisage est un pays modelé par la France et où celle-ci continue de maintenir l'équilibre entre les

féodaux et le sultan, afin de garder celui-ci sous tutelle.

Que Sidi Mohammed, soutenu par un parti politique moderne et luttant pour l'indépendance refuse de se laisser morigéner, paternellement ou non par le résident général, exaspère Alphonse Juin qui use de tous les moyens de pression dont il dispose. L'auteur reste discret sur le groupe d'intérêts qui, Marcel Bouscay en tête, prétend défendre la présence française. Il est aussi, d'ailleurs, sur l'opposition en France à la politique du maréchal et à celle du général Guillaume, qu'il a imposé comme son successeur.

L'homme du Nord et le Méditerranéen

Il consacre une simple allusion à François Mauriac, défenseur du sultan et champion des droits de l'homme alors que celui-ci a été mis en cause sans ménagements dans le discours de réception sous la coupole d'Alphonse Juin qui fit, en contrepoint, l'éloge du pacha de Marrakech, ennemi juré du souverain légitime.

Des réactions des intellectuels, il est probable que le maréchal ne se souciait guère, ou qu'il les méprisait.

A l'égard de Charles de Gaulle, son camarade de Saint-Cyr, il sera partagé. C'est son exact opposé. De Gaulle est un homme du Nord, peu porté aux plaisanteries de messe, obsédé par la ligne du Rhin, les grandes idées et les vestes politiques. Méditerranéen, Juin est tourné vers cette Afrique qu'il a vu naître : il n'a rien de spéculatif et il est joyeux compagnon. Il se tutoie et se respecte, chacun reconnaissant dans l'autre les qualités qu'il n'a pas.

Plaisantant au jour où le chef de l'Etat annonce le désengagement de la France en Algérie. Le maréchal est pressé par les adversaires du général — l'auteur ne le mentionne pas — de prendre la place de son ancien camarade. Il les décourage inlassablement. Il est décalé entre sa conception de l'obéissance militaire et le terrible chagrin que lui cause la politique gaullienne. Il s'en tondra à des protestations publiques et à un mémorable « coup de gueule » à l'Elysée.

La contrainte que s'est alors imposée le fils du gendarme de Bône assombrira ses derniers jours, mais, au-delà de sa victoire d'Italie, c'est la page la plus émouvante de sa vie.

JEAN PLANCHAIS.

★ JUIN, MARÉCHAL DE FRANCE, de Bernard Pujol, Albin Michel, 407 p., 150 F.

Franklin Roosevelt, le « sorcier »

André Kaspi retrace la vie du plus grand président américain du XX^e siècle.

LE 4 mars 1933, Franklin Delano Roosevelt devenait officiellement le trente-deuxième président des Etats-Unis. Une ère de « chambardement étourdissant » débutait. Elle allait durer douze ans. A une Amérique plongée dans la dépression, Roosevelt promettait une « nouvelle donne », un New Deal. A une « nation malade dans un monde malade », il annonçait que la présidence serait désormais un lieu où s'exercerait « une direction morale ».

A quatre reprises, ces unique dans l'histoire des Etats-Unis, le peuple américain accorda sa confiance à cet homme exceptionnel, ce « sorcier de la politique », qui, malgré le mal terrible (une poliomyélite) qui l'avait frappé dans la force de l'âge, sut conduire son pays à travers l'épreuve de la guerre jusqu'à la victoire.

L'immense biographie qu'André Kaspi consacre à F. D. Roosevelt vient à point. Alors que, aux Etats-Unis, Reagan et Bush aidant, l'héritage rooseveltien est voué aux gémonies, il n'est sans doute pas inutile de faire revivre, et notamment pour les jeunes générations, l'œuvre de ce géant.

L'Amérique moderne, guérie des blessures de la guerre civile et dégagée de la tentation isolationniste, est née sous son règne. Une Amérique plus juste et plus humaine grâce à une série de réformes sociales d'une ampleur jamais égalée et dont l'historien français décrit minutieusement la genèse.

Nourri aux sources d'une abondante bibliographie et aussi de la lecture de la presse de l'époque, l'auteur des « Américains » (1) retrace, à la fois avec érudition et brio, le bouillonnement de cette période de transformations économiques, le souci de F.D.R. pour « l'homme oublié », sa dénonciation des forces de l'argent. Rien, en apparence, ne prédestinait pourtant à ce combat ce jeune homme de bonne famille issu de Harvard et aux allures aristocratiques. Mais cet air nonchalant dissimulait une volonté de fer et un enthousiasme sans bornes.

Paradoxe d'un personnage complexe et charismatique, mais qui, en politicien habile, savait que le

chef est bien souvent celui qui suit ses troupes. Non, parfois, sans sévérité, André Kaspi montre comment F.D.R. appliqua cette formule éprouvée à sa politique étrangère, bien absente de ses préoccupations jusqu'au déclenchement de la seconde guerre mondiale.

Convaincu du rôle que son pays avait à jouer pour la défense des « principes touchant à la civilisation du monde », Roosevelt dut, jusqu'au drame de Pearl-Harbor, en décembre 1941, ruser avec une opinion travaillée par des courants farouchement isolationnistes.

Mais le biographe souligne que cette prudence se révéla payante puisque c'est sans difficulté que le Congrès, hostile vingt-cinq ans plus tôt à la Société des Nations, accepta à la fin de la guerre la création de l'Organisation des Nations unies, qui consacrait l'accession des Etats-Unis au statut de superpuissance.

Une coupable naïveté ?

Ce faisant, Roosevelt montra-t-il envers Staline une coupable naïveté ? Après d'autres, André Kaspi note que l'idéaliste qu'était le président américain eut sans aucun doute le tort de croire que le dictateur « collaborerait avec lui pour établir un monde de démocratie et de paix ». Mais il fait sienne l'idée que, avec ou sans Yalta, la carte de l'Europe aurait dans une très large mesure été la même.

Yalta, justement, fut marquée par une grande absence : celle de De Gaulle. Pourquoi Roosevelt ne souleva-t-il pas y voir le général ? Par sentiments antirusses ou seulement antigaulistes ? Il est de fait que F.D.R. fut profondément déçu par l'effondrement de la France en 1940.

Pourquoi alors ne pas avoir cru en l'homme du 18 juin et lui avoir trop longtemps préféré le pâle Giraud après avoir maintenu avec Vichy des relations au-delà du nécessaire ? A juste titre, André Kaspi conclut que la question française fut certainement « le maillon faible » de la politique étrangère rooseveltienne.

Malgré ses erreurs et ses faiblesses, peu d'hommes politiques

américains pourtant ont autant marqué leur pays que Franklin Roosevelt. Avec Washington, Jefferson, Lincoln, il figure au panthéon des grandes gloires nationales.

La coalition qui le porta au pouvoir n'a certes pas résisté aux assauts conjugués du libéralisme économique et du conservatisme social. Mais, pour l'essentiel, son œuvre est devenue aujourd'hui le bien commun de tous les Américains. Et sans doute fut-il, comme l'estime André Kaspi, le plus grand président des Etats-Unis du vingtième siècle.

MANUEL LUCBERT.
★ FRANKLIN ROOSEVELT, d'André Kaspi, Fayard, 650 p., 150 F.

(1) Ed. du Seuil, 1986.

LES "INTROUVABLES" SE TROUVENT

Chez les meilleurs libraires et aux Editions d'Aujourd'hui 83120 PLAN DE LA TOUR (Var)

Catalogue gratuit de 300 titres de références épuisées et rééditées.



384 PAGES 179 Frs.

L'événement qui a bouleversé l'histoire de l'Europe.

François Fejtó



REQUIEM POUR UN EMPIRE DEFUNT
Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie

Lien Commun

440 pages 150 F.

Un éclairage nouveau.

EDUARDO MENDOZA



Eduardo Mendoza
LA VILLE DES PRODIGES
Seuil

Comme Joyce à Dublin, Mendoza donne à Barcelone le roman qu'elle attendait.

Jean-François Fogel / Le Point

Un grand roman d'éducation et une hémicorne fresque épique, un récit humoristique plein d'une immense somme de connaissances, d'anecdotes et d'inventions.

Nicole Zand / La Monde

Si vous ne connaissez pas encore ce romancier qui réinvente Humphrey Bogart sur les ramblas de Barcelone, deux nuits blanches devraient vous suffire pour vous convaincre de son grandissime talent!

André Clavel / L'Événement du jeudi

Quatre ans avant le début des jeux Olympiques de Barcelone, Eduardo Mendoza peut prétendre à la médaille d'or de la narration, avec ce marathon romanesque.

Jean-Didier Wagneur / Libération

Prodigieux Mendoza. Albert Bensoussan / La Quinzaine littéraire

Un roman d'une richesse flamboyante.

Jean David / VSD

Découvrir un auteur de cette veine est devenu une aubaine si rare aujourd'hui qu'il faut saluer avec gratitude un tel événement.

Dominique Fernandez / Le Nouvel Observateur

Traduit de l'espagnol par O. Rolin - 120 F

Editions du Seuil

● BIOGRAPHIE

L'étrange cas
du docteur Doyle

Le mythe de Sherlock Holmes s'enrichit d'une biographie de Conan Doyle et d'un pastiche des aventures du « détective consultant ».

SIR ARTHUR CONAN DOYLE (1859-1930) avait de grosses fesses. Au moral, comme au physique. Mangeur de porridge, amateur de rugby et de boxe, ne dédaignant pas faire lui-même le coup de poing si l'occasion s'en faisait sentir, ce cher Sir Arthur n'était pas précisément un esprit de finesse.

Sympathique et généreux, il est en fait le prototype du « gentleman » britannique, puisant la routine de sa ligne de conduite dans de fortes convictions darwiniennes, et appuyant son optimisme fondamental sur de curieuses pratiques spirituelles, auxquelles participe toute sa famille, enfants compris, mais les ravages de la guerre de 14 auront quelque peu mis à mal sa foi en un homme et une société perfectibles.

Ce « gentleman » naïf et humaniste, James Mac Curney l'a traité sans relâche dans une copieuse biographie de trois cent cinquante pages, ne laissant rien échapper de son compatriote. De l'enfance misérable et écossaise, assombrie par la présence d'un père alcoolique et artiste raté, à l'éclatante réussite sociale londonienne, parsemée de perpétuels ennemis d'argent; du travail de bourgeois fou, à son extraordinaire prolixité; de sa vie quotidienne bourgeoise et « popote » à ses brusques besoins d'action (remontée du Nil avec l'armée britannique ou guerre des Boers), les soixante et onze années de Sir Arthur sont épluchées, décodées. Se croisent et s'entrecroisent Edgar Poe, Churchill, Jerome K. Jerome, Oscar Wilde, Lord Kitchener...

Littérature
mineure et alimentaire

Mais plus l'existence de Sir Arthur est mise en lumière, plus le mystère fondamental de sa vie s'épaissit. Comment cet homme ordinaire a-t-il pu donner naissance à un mythe littéraire tel que celui de Sherlock Holmes? L'énigme reste entière, d'autant plus que c'est presque par inadvertance que Doyle va créer le personnage du fameux détective, son esprit étant autrement préoccupé par la rédaction d'un ouvrage « sérieux »... qui n'aura aucun succès.

Et les relations entre Holmes et Doyle iront ainsi, cahin-caha, Sir Arthur s'entendant à ne considérer les aventures de son détective que comme de la littérature mineure et... alimentaire (mon cher Watson). Il aura d'ailleurs recours aux services de Holmes sans vergogne, chaque fois que les fonds seront bas... C'est ainsi que les nécessités financières nourrissent



les quiproquos littéraires... pour notre plus grand plaisir.

Jubilant sans mélange partagée par René Réouven, qui, avec le *Détective volé*, attaque son quatrième pastiche holmésien. Et quel pastiche! Virevoltant, sautant, bondissant, complaisant... Après *Éléphantaire*, mon cher Holmes, où pas une fois le détective n'apparaissait bien que présent à chaque page, *l'Assassin du Boulevard*, où Holmes rencontrait Courteline, et *le Bestiaire de Sherlock Holmes*, voici que Réouven se livre à un nouvel exercice de style.

Cette fois, Holmes et Watson se retrouvent dans le Paris de 1834! Conan Doyle, en effet, lassé d'entendre attribuer la paternité littéraire de son détective au chevalier Dupin d'Edgar Poe, décide que le Britannique ira enquêter sur place. Moyen de transport: la machine à remonter le temps d'H. G. Wells, ni plus ni moins.

« Par les balloches du dabet ! »

Commence alors une enquête-poursuite époustouflante, où, à défaut de trouver le personnage de Poe, Holmes et Watson en éclairciront l'origine, rencontrant au passage Lacenaire et Vidocq (ce dernier tenant une agence de détectives), Louis-Philippe et le Père Soubise, modèle du Thénardier de Hugo...

Ils en profiteront pour résoudre l'énigme du suicide du prince de Condé, manier l'argot parisien du dix-neuvième siècle avec dextérité (« Par les balloches du dabet ! » s'exclame Holmes, avec un parfait naturel), et salueront dans un salon un quadragénaire à l'air compassé: Horace Vernet, peintre, et grand-oncle de Holmes.

Puis, sautant par-dessus le temps et l'Atlantique, les voici à Philadelphie et à New-York, où ils découvriront les véritables motifs de la mort d'Edgar Poe... fermant ainsi la boucle (mais, chut...) de l'énigme initiale! Rien de moins strictement holmésien (pas de Baker Street, pas de manteau Inverness...) mais rien de plus délicieusement malicieux que ce récit où faux et vrai se mêlent habilement, et où, enfin, auteurs et personnages se retrouvent.

CHRISTILLA PELLÉ-DOUËL

★ ARTHUR CONAN DOYLE, de James Mac Curney, La Table ronde, 370 p., 120 F.

★ LE DÉTECTIVE VOLÉ, de René Réouven, Denoël, 210 p., 75 F.

— Signalons également la parution des volumes 17 et 18 de l'intégrale de Conan Doyle aux éditions Club-Néo. On trouve dans le volume 17 *le Chien des Baskerville* et *la Vallée de la peur*, avec des introductions de Jean-Baptiste Baronien et Gaston Deschamps. Le volume 18 comprend *le Retour de Sherlock Holmes*, avec une introduction de John Dickson Carr.

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Les flâneries de Faulkner
à La Nouvelle-Orléans

L'ŒUVRE d'un écrivain est une illusion rétrospective. Même chez les créateurs les plus soucieux de proposer à la postérité une construction littéraire globale et cohérente — Balzac et sa *Comédie humaine*, par exemple — l'œuvre n'est toujours qu'une somme ajustée par les hasards du temps, de la vie et de la mort. Il y a eu un premier texte, puis un autre, puis un autre encore et ainsi de suite jusqu'à ce que l'auteur cesse d'écrire. L'œuvre est un grand sac dans lequel ont été jetées ces récoltes accumulées.

De temps en temps, un amateur ou un chercheur viennent entrouvrir le sac d'un écrivain, que l'on estimait clos depuis longtemps, afin d'y jeter quelques pages qui avaient échappé aux inventaires précédents — ou que l'auteur, de son vivant, avait écartées. Il est de bon ton alors d'interroger ces éléments inédits ou oubliés afin de savoir si leur mise au jour affecte la connaissance que l'on croyait avoir du sac tout entier.

Presque invariablement, la réponse est : oui. Et pour cause : à moins de supposer un écrivain devenu totalement amnésique ou, hypothèse inverse, un créateur frappé de manière fulgurante par la révélation de ce qui doit être l'essence même de son génie, il y a toutes les chances qu'existe « un certain rapport » entre les textes que l'auteur a publiés au cours de sa carrière, ce « certain rapport » pouvant prendre les formes les plus diverses, y compris l'exclusion.

Croquis de La Nouvelle-Orléans et Mayday, qui sont les premiers écrits en prose connus de William Faulkner, ont à coup sûr quelque chose à voir avec les œuvres plus célèbres du petit Billy et, notamment, avec *le Bruit et la Fureur* ou *le Harneau*. Faut-il pour autant placer, en tête de l'édification française de ces écrits de jeunesse, cinquante pages interminables d'archéologie anecdotique dues à Carvel Collins, le micro-chroniqueur des jeunes années de Faulkner? Les lecteurs très curieux sauteront allègrement ce mur de peripatès et liront, s'ils ne l'ont fait,

l'excellente biographie de Joseph Blotner.

Pour les autres, il suffit de savoir que Faulkner avait vingt-sept ans lorsque, démissionnant de son emploi de buraliste à la poste de l'université d'Oxford (Mississippi), il se rendit à la Nouvelle-Orléans dans l'intention de gagner l'Europe. Finalement, le climat intellectuel de l'ancienne cité coloniale française allait lui plaire assez pour qu'il y demeure un an.

Il fit là-bas sa première rencontre littéraire importante, celle de Sherwood Anderson et il écrivit pour un journal local, le *Times Picayune*, ainsi que pour une revue littéraire d'excellente tenue, *Double Dealer* (qui devait également publier les premiers textes d'Hemingway, de Robert Penn Warren et d'Edmund Wilson), ces séries de *Croquis de la Nouvelle-Orléans*.

Des petites
merveilles

Quant à Mayday, c'est une petite curiosité littéraire : ce conte pseudo-médiéval, allégorique et ironique, qui conte les mésaventures amoureuses de sire Gauvain d'Arthuy, a été soigneusement calligraphié, illustré d'aquarelles, relié et adressé en exemplaire unique à une jeune femme, Helene Baird, dont Faulkner était l'amoureux transi et à qui il devait dédicier *Mozambique* en 1927.

Ces quelques éléments biographiques suffisent amplement à dessiner le cadre de ces tableaux, dont l'intérêt premier n'est pas qu'ils soient signés de William Faulkner ni qu'ils apparaissent comme des jalons prometteurs sur le chemin d'une œuvre immense, mais bien qu'ils constituent en eux-mêmes — pour la plupart d'entre eux — de petites merveilles, un peu brutes, d'observation distante et tourmentée de la condition humaine, de philosophie fataliste et d'humour tout à la fois grossier dans sa forme et suprêmement subtil et profond dans la signification.

Et puis, il y a le style, ou plus exactement une manière tout à

fait originale de traiter l'espace et le climat d'une ville, sophistiquée dans les éclairages, recherchant l'inattendu, parfois même jusqu'au maniérisme, recourant aux allusions littéraires, aux dialogues dérisoires, aux références bibliques, et mêlant ces indices culturels savants au jaillissement d'une autre culture faite de silence, de violence, de sensualité, de liens mystérieux et quasi mystiques avec des racines et des héritages inséparables elle-même de paysages.

Il y a tout cela dans ces courts récits qui ne se contentent jamais de « donner à voir » La Nouvelle-Orléans, à la manière dont le ferait un voyageur, mais cherchent à en saisir d'un même mouvement la jeune nouveauté et le décadent épuisement.

Si l'on ignorait tout de ce qu'allait devenir Faulkner, on sentirait encore vibrer dans ces pages, chargées d'ironie et de sarcasmes, la fiévreuse inquiétude d'un homme qui se déchire sur l'arête du neuf et de l'ancien. Non seulement dans sa vie personnelle — il a presque trente ans et il n'a encore rien fait, mais dans l'appréhension intellectuelle et sensible du monde qui l'entoure : jeune habitant d'un pays de fausse vieille civilisation, le Sud, à l'intérieur d'une nation jeune, les États-Unis, Faulkner se débat entre la modernité et l'exil vers cette vieille Europe où gisent des valeurs et des exemples qui se prétendent éternels.

Au carrefour mythique de ces tentations contradictoires : La Nouvelle-Orléans, avec ses entants parfums d'Europe et d'aristocratie, ses stridences américaines et démocratiques. Ces *Croquis* vivent, de manière intense, d'être dessinés ainsi au bord de deux précipices par un jeune homme qui couvre ses angoisses avec des éclats de rire.

PIERRE LÉPAGE

★ CROQUIS DE LA NOUVELLE-ORLÉANS, de William Faulkner, traduit de l'américain par Michel Gresset, introduction de Carvel Collins, Gallimard, 270 p., 110 F.

Les « athlètes » de l'ascèse et de la solitude

Mircea Eliade sur les rives du Gange

MIRCEA ELIADE a vécu de 1928 à 1931 en Inde. Ce furent pour lui des années décisives : une passion amoureuse suscita son plus beau roman — *la Nuit bengali*, dont on vient de tirer un film, — et ses croquis composèrent un *Journal himalayen* qui paraît aujourd'hui.

Ce livre d'ailleurs n'en est pas un, et c'est très bien ainsi. Eliade, l'annonce aux premières lignes de sa préface : « Ce volume n'est ni un récit de voyage, ni un journal d'impressions, ni un livre de souvenirs. Il contient toute une série de notes sur l'Inde ; certaines écrites sur place, d'autres racontées plus tard, quelques-unes

détachées d'un cahier intime. Ce n'est donc pas un livre unitaire sur l'Inde. » Et Eliade ajoute cette phrase si juste qu'elle authentifie d'emblée sa démarche : « Pour ma part, je pense qu'un tel livre ne peut être écrit qu'après six mois de séjour en Inde ; au bout de trois ans, ce n'est plus possible. »

L'Inde est en effet le pays — il faudrait dire l'univers — où le temps passé aide surtout à dépasser, à déjouer, à s'en remettre à la contradiction et à l'incertitude. Le champ du réel y est trop vaste pour s'inscrire dans quelque cadre explicatif. Et puis, à quel bon réduire à des logiques étroites ce qui échappera toujours ou ne se révélera soudain dans sa plénitude que par commotion, foudrolement, évidence d'au-delà des mots? Eliade a nommé ce qui, après un long périple, change les données et les enjeux : « L'indifférence, le détachement serin des choses, des fruits de l'action, ce don génial de l'Asie, à côté duquel l'esprit olympien paraît théâtral et infantile. »

De Ceylan à Madras, Calcutta, Bénarès, Delhi et jusqu'à la frontière afghane, Mircea Eliade voyage ; mais ce sont les haltes qui font le prix du témoignage. Surtout les mois passés avec ceux qu'il appelle joliment « les athlètes » moraux de l'ascèse et de la solitude ». Sa description des lieux a le charme d'une lumineuse promesse : « C'est, sur la rive gauche du Gange, à deux miles de Rishikesh, un ashram sans pareil, qui accueille le fleuve encore chargé de la froidure des glaciers, encore écumant après l'étreinte des gorges de Laksh-

manjula. On n'aperçoit au début que le temple blanc, sanctuaire de Shiva, et quelques maisonnettes disséminées sous les arbres. Ici, le Gange s'élargit entre le flanc de la montagne envahi par la jungle sur la rive droite et, sur la rive gauche, une grève de sable argenté où se promènent les ermites au crépuscule. »

Soixante ans plus tard, cet envoiement calme est encore à l'œuvre à Rishikesh et, plus généralement, dans tout le Garwal, qui semble bien être resté l'une des dernières « réserves de sens ». L'une des dernières provinces d'éveil de l'Inde et du monde. Alors renaît la question sans réponse qu'Eliade aussi a étudiée : pourquoi ne pas renoncer tout à fait? Pourquoi repartir de cette haute rive du Gange?

ANDRÉ VELTER.

★ JOURNAL HIMALAYEN, de Mircea Eliade. Éditions de l'Hermès, 246 p., 145 F.

MANUEL VÁZQUEZ MONTALBÁN

Le pianiste

ROMAN

Trois tableaux pour brosser quarante années d'histoire, avec, dans la bouche, une âcre saveur d'amertume. Déchirant et coléreux.

Pierre Lepape / Le Monde

Traduit de l'espagnol par Michèle Gazier.

99 F

Éditions du Seuil

384 PAGES 179 Frs.

BARBANO - TARDI

Les récits d'enfance d'Adalbert Stifter

Un auteur autrichien mort en 1868, encore trop méconnu et trop peu traduit en France.

ADALBERT STIFTER (1805-1868) est un auteur peu honoré par la critique et les éditeurs français. Outre trois livres, dont deux traduits depuis peu, et une étude de Jean-Louis Bandet sur ses nouvelles (1), son œuvre demeure pour une large part ignorée.

Son grand roman d'éducation, *l'Été de la Saint-Martin*, « planté au carrefour des générations dans la bourgeoisie autrichienne du milieu du dix-neuvième siècle » (2), est toujours introuvable et, malgré l'enthousiasme de Nietzsche pour sa prose de granite, malgré la ferveur d'Henri Thomas pour sa clarté et son classicisme, il n'est toujours pas à la place qu'il mérite.

Ses admirateurs de langue allemande, eux, ne manquent pas ; ils sont à l'écoute de son rythme et s'inspirent de son cristallin de ses phrases ; Peter Handke ne s'en cache pas, Paul Nizon non plus. Mais qui n'aime pas marcher à du mal à suivre le pas. Même en français, sa prose ressemble à un trottoir roulant suspendu dans les airs.

La discrétion, l'allégresse mesurée, le bonheur allé que l'on trouve dans la promenade de Victor, le jeune adolescent de *l'Homme sans prospérité*, on ne les trouve nulle part ailleurs. Il est si difficile, pour un écrivain, de laisser vivre son personnage, d'immobiliser ses paysages, qu'il finit toujours par l'étréindre et les enfermer. Stifter, lui, y parvient. C'est d'ailleurs son unique ambition ; conserver les choses en état et augmenter notre pouvoir de vision. Agrandir le monde, le rendre plus lumineux.

« Peindre le petit »

Le recueil qui vient de paraître aux Éditions Jacqueline Chambon confirme ces impressions. Il regroupe des récits d'enfance parus en 1852 sous le titre générique de *Pierres multicolores*, mais la rédaction de certains contes remonte à 1845.

C'est le cas de *Cristal de roche*, qui donne son nom au premier tome de ces *Pierres* que l'on peut dès maintenant lire et qui sont le premier texte littéraire que Stifter publia après 1848. Dans sa préface, célèbre, il répond indirectement à Hebbel (1813-1863) et à tous ses détracteurs ; elle donne une bonne idée de ses intentions, et de son art.

Son principal souci est d'échapper aux soubresauts des passions et aux grands bouleversements sociaux ; l'exaltation l'effraie, le changement l'inquiète, le drame n'est pas son registre. Il préfère, dit-il, « peindre le petit », sauvegarder le singulier, raconter des vies ordinaires et privilégier les « actions durables ». Il ne cherche pas pour autant à embellir la nature ni à rivaliser avec elle, ce n'est plus un romantique et ce n'est pas encore un esthète, un artiste.

Il veut bien accroître « le regard de l'homme » et nous aider à capter davantage de choses, mais à condition de laisser tout en état. L'œil corporel de la vision et l'œil spirituel de la science s'accroissent à rien bouculer. Au contraire, ils nous apprennent, écrit-il, à « reconnaître la loi bénigne qui conduit le genre humain » et à respecter la Création et les ancêtres.

« Dans l'immensité scintillante »

C'est en fait le seul respect qui ne s'apprend pas. En 1852 Stifter, qui était alors inspecteur des écoles primaires de Haute-Autriche, voulut rendre hommage à ceux qu'il visitait. Dans *Cristal de roche*, comme le souligne Jean-Louis Bandet, « la véritable adulte est l'enfant » et l'on ne trouve aucune trace d'éducation forcée. Stifter fixe un monde paisible, le paysage de la forêt de Bohême — avec ses villages, ses artisans.

On perçoit bien, parfois, un peu de mièvrerie, mais ce n'est qu'un début du récit. Car très vite, on est surpris par le grand silence et l'on suit sans peine Conrad et Sanna, les deux jeunes ours qui se rendent chez leur grand-mère « de l'autre côté du pas ».

Stifter fait alterner leur dialogue, qui est un mélange de douce lucidité et de confiance mutuelle, avec de légères incantations qui coulent et rebondissent sans qu'on y prenne garde. « Une corne sombre, une tête, un bras sombre se dressaient seulement là et là dans l'immensité scintillante » ; une corne, un arc, des gerbes ; des enfants sont perdus, égarés par une tempête de neige, blottis dans une grotte de glace, tenus éveillés par le spectacle, ils se sont tus et contemplant jusqu'au matin les étoiles brillantes.

Et si nous continuons la marche avec eux, franchissant les lames

du glacier, repérant la direction, si nous les suivons, c'est que nous sommes sur le trottoir des randonnées immobiles et rentrons sagement à la maison.

Dans *Granite*, la circularité du récit est renforcée par la présence d'une « grosse pierre à huit faces » devant la maison natale du jeune narrateur qui, comme ses pères, aime s'y asseoir. L'incident qui l'en chasse et le récit qu'il écoute en marchant avec son grand-père le ramènent au point de départ, à la pierre et au brille-lueur de poix qui l'en a chassé en lui badigeonnant les pieds de graisse.

Mais l'histoire qu'il a entendue, la peste qui s'était abattue sur la région autrefois, lui a permis de tout raconter, de tout comprendre, y compris le geste du brûleur, ce descendant d'un malheureux resté.

C'est ainsi : chez Stifter le monde est en ordre, les enfants n'ont qu'à lever les yeux pour se repérer et quand leur maison brûle, comme dans *Mica Blanc*,

ou que le paysage n'est plus taillé à leur mesure, que des échos inconscients se répètent, sans lumière, sans cohérence, que des sentiments confus émergent, alors, telle la jeune sauvageonne de ce dernier conte, on disparaît, la gorge serrée : « Alors plus un son ne sortit de la bouche de la fille brune, ses lèvres tremblèrent, son cœur oppressé se souleva par brèves saccades, et c'est ainsi qu'elle s'éloigna, à reculons, jusqu'à derrière les serres... » A reculons, avant l'effondrement du palais de cristal, une dernière fois.

PHILIPPE PETIT.

★ **CRISTAL DE ROCHE, PIERRES MULTICOLORES**, d'Adalbert Stifter, traduit de l'allemand par Bernard Kribus. Éditions Jacqueline Chambon, 185 p., 85 F.

(1) A. Stifter, *les Grandes Rots*, 1979, Gallimard.
A. Stifter, *le Château des Jours*, 1979, Aubier.
A. Stifter, *l'Homme sans prospérité*, 1978, Pléiade.
J.-L. Bandet, A. Stifter, introduction à la lecture de ses nouvelles, Klincksieck, 1974.
(2) Cf. Carl B. Schorke, *Vienna fin de siècle*, p. 268, Seuil, 1983.

HANS URS VON BALTHASAR PRÉSENCE ET PENSÉE

ESSAI SUR LA PHILOSOPHIE RELIGIEUSE DE GREGOIRE DE NYSSÉ
92 p. NOUVEAU PROFIL D'UN LIVRE DE J. V. ARMOURATHE 96 F.
BLANCHESNE, 72, rue des Saints-Pères • 75007 PARIS • Tél. : 45 48 20 28

Simonne HENRY VALMORE

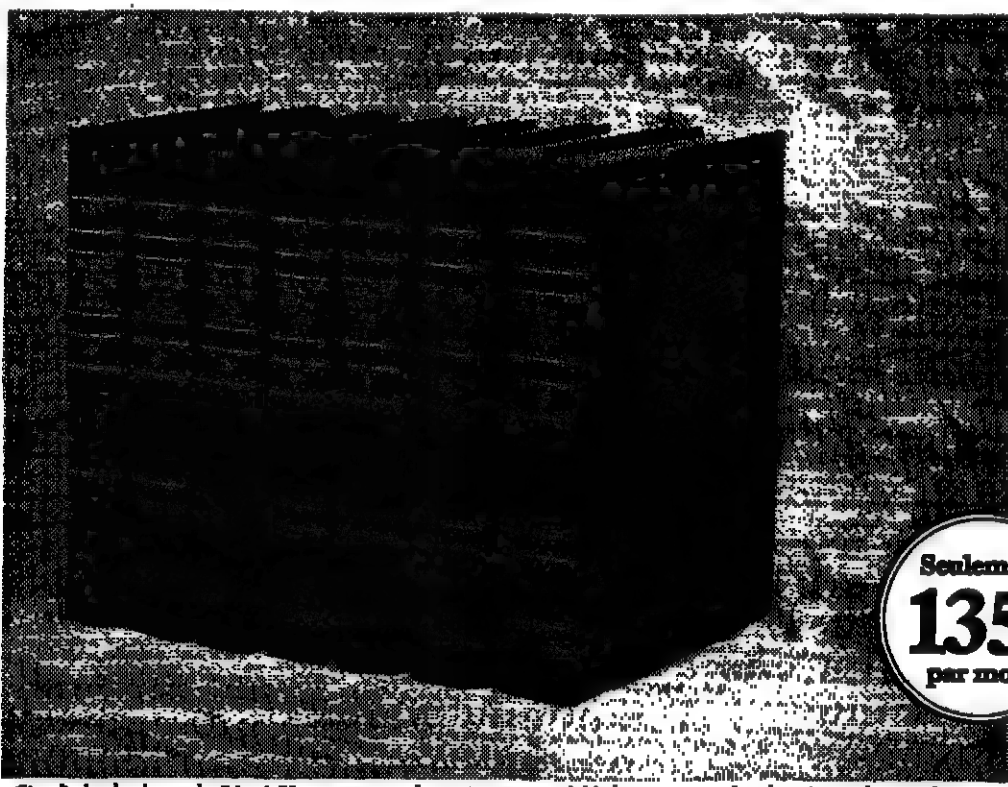


Dieux en exil

Voyage dans la magie antillaise

Nous autres, Antillais, peuple ému par le passage de devenir diaspora, qu'avons-nous fait de nos dieux ? Un long périple dans la magie antillaise qui est aussi un voyage intérieur, réflexion sur l'émigration et quête d'identité auprès de dieux différents de nous.

GALLIMARD



C'est la plus belle des Littés. Un monument de 7732 pages, enrichi des 5000 mots les plus récents de notre langue.

Devenu introuvable, voici le Littré somptueusement réédité.

7 volumes vraiment très précieux pour la Bible de la langue française.



Depuis 1865, on a constamment réédité ce fastueux travail sur la langue française. Grâce d'une vie entière qui, du nom d'Emile Littré, fit un nom commun : le Littré. Mais jamais encore on n'avait apporté autant de soin à une réédition. Du travail de grand artisan pour le plus bel écrivain offert aux 65 000 mots qui irriguent notre culture.

Mots exhumés du passé, mots approuvés pour l'usage, mots savants, mots de la rue : tout est là. Définis comme jamais. Ordonnés impitoyablement du mieux-dire. Jugés supérieurs de tous les différends linguistiques.

Mais sans rien de professoral. Chaque mot, ici, vit et est heureux de vivre. Constamment mis en situation dans le vif de la langue. Héros de centaines de milliers de citations dont chacune est une œuvre d'art.

Tout la légende des mots.

Montaigne et Bossuet, Voltaire et Musset, ou tel poète anonyme du XV^e ont ainsi collaboré au Littré. Pour le faire lire comme un roman rayonnant de passion.

C'est le grand souffle chaud de toute la légende des mots. Un ouvrage tellement exceptionnel que, plus d'un siècle après sa parution, il garde ses grandes entrées dans chaque bibliothèque. Pour la place d'honneur.

Et plus encore aujourd'hui, avec son nouvel habit précieux. Sept livres où la richesse de l'édition s'est haussée au niveau de la richesse de l'œuvre.

Tirage limité ? Certes. Mais quel plus beau stimulant pour dire oui tout de suite, oui enfin, à ce fabuleux Littré.

Sans lequel, dans votre bibliothèque, une place à jamais restera vide.

Sept volumes in-quarto (21,5 x 28,5 cm). Reliés fibres de cuir d'une pièce. Plats avec doublage mousse. Dos à 4 nerfs sautés avec pièces de titres couleur cernés de filets or. Titres et tranche supérieure dorés. Typographie d'époque.

CADEAU

Si vous renvoyez le bon de commande dans la semaine, nous vous ferons parvenir la très belle reproduction d'un lavoir d'encre en couleurs de Victor Hugo : « Paysage aux trois arbres ». Cette gravure de 30 x 40 cm, réalisée sur vif d'Arches 100 % par chiffon, est une véritable petite œuvre d'art, au tirage limité à 3 600 exemplaires tous numérotés. Et ce cadeau vous restera acquis, quelle que soit votre décision d'achat.

BON DE COMMANDE PERSONNEL

à retourner dès aujourd'hui à : Littré/Encyclopædia Britannica, Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75755 PARIS Cedex 13.

OUI, je désire recevoir le Grand Littré en 7 volumes édition luxe. Je vous adresse donc 92 F soit les droits de réservation de ces 7 volumes que je vous prie de bien vouloir m'expédier. Je réglerai ensuite mon achat de la façon suivante (cocher la case correspondante) :

☐ An comptant - Avec un règlement de 2215 F, comprenant les droits de réservation. (Prix total des 7 volumes : 2310 F)
☐ A crédit - En 18 mensualités de 135 F chacune. Soit 2430 F (dont frais de crédit : 225 F ; taux nominal : 11,93 %, taux effectif global : 11,93 %) comprenant les droits de réservation.
Veuillez alors me fournir les formulaires de prêt-à-l'usage automatique (entièrement gratuits)
☐ ccp ☐ banque, ainsi que l'offre préalable de crédit.

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Ville : _____ Profession : _____
Code Postal : _____ Signature obligatoire

J'ai bien noté que je dispose de 7 jours à compter de ma date de commande pour renoncer éventuellement, en vous avisant par lettre recommandée A.R. Le montant de mes droits de réservation m'étant alors remboursé. Cette offre n'est valable que jusqu'à épuisement de la présente édition et ne concerne que la France métropolitaine.

hauts lieux musicaux d'Europe

Livre de référence, ce guide du voyageur mélomane présente plus de 60 villes (100 lieux) dans 25 pays européens et près de 120 festivals avec leurs traditions musicales, leurs caractéristiques, leur personnalité et le plan stylisé de leurs salles.

Format 17 x 25 cm, 408 pages, 85 pages. Nombreuses illustrations. Prix : 220 F.

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356



384 PAGES 179 Frs.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-50-87-12

D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Orhan Pamuk, un jeune Turc à l'américaine

★ LA MAISON DU SILENCE, d'Orhan Pamuk, traduit du Turc par Merveer Andac, Gallimard, 400 p., 150 F

Né à Istanbul en 1952, Orhan Pamuk est un des jeunes écrivains turcs les plus prometteurs et les plus révélateurs d'une littérature moderne qui n'a rien à voir avec ce qu'on connaît à l'étranger de la Turquie. Homme de la ville, issu d'une famille d'intellectuels, imprégné de culture américaine — il a étudié au lycée américain d'Istanbul, Robert College — il a connu le succès pour les trois romans qu'il a publiés. Des prix littéraires turcs et des ventes relativement importantes pour un jeune auteur, qui semble vivre à des siècles-lumières de la fiction paysanne de l'Anatolien Yachar Kemal ou de la langue poétique militante et engagée d'un Nazim Hikmet.

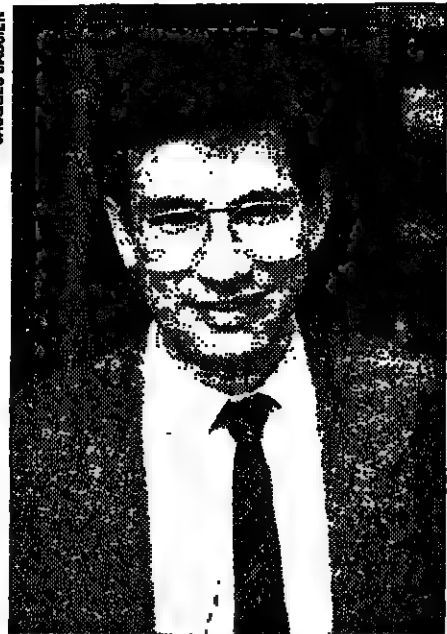
Après des études d'architecture et de journalisme, Pamuk, contrairement aux autres écrivains turcs de sa génération, ordinairement attirés par la France et Maupassant, a aussi effectué de longs séjours aux États-Unis, notamment comme « écrivain résident » à l'université d'Iowa dans cette extraordinaire pépinière d'écrivains de tous les pays créée par Paul Engle au cœur du pays du maïs (1).

Nedim Gursel, l'écrivain turc vivant à Paris, auteur notamment d'un beau roman (*Un long été à Istanbul*, Gallimard, 1980) nous avait déjà annoncé, dans un article intitulé « Les Turcs arrivent » (2) l'apparition de nouveaux prospectus de la jeune génération, dont certains revendiquent l'héritage des bardes d'Anatolie ou de l'islamisme tandis que d'autres cherchent à retrouver la continuité de l'histoire de leur pays, loin du folklore du kourou, des méchants aghas et du manichéisme.

C'est le cas d'Orhan Pamuk qui, outre la *Maison du silence* publiée en 1983 — sélectionnée pour le Média étranger — s'était d'abord fait connaître par une grande saga : trois générations d'une famille, *Djebat et ses fils*, un premier roman tout rempli de l'histoire de son pays. Un autre livre la *Citadelle blanche*, se passe à l'époque de la bataille de Lépante.

DANS la *Maison du silence*, c'est encore une évocation de l'histoire des cent dernières années que dessine Orhan Pamuk, une sorte de recherche de ses racines à travers l'histoire d'une famille d'aujourd'hui : Fatma, la grand-mère, sert de lien et de mémoire à ce vrai roman moderne qui n'exige pas forcément une connaissance approfondie de l'histoire de la Turquie.

De la révolution Jeunes-Turcs de 1908 en passant par la chute de l'empire ottoman, la



Orhan Pamuk.

victoire de Mustafa Kemal dans la guerre d'indépendance menée contre les Grecs et leurs alliés anglais, la proclamation de la République, jusqu'à la succession de coups d'État militaires, la montée et l'intensification de la violence avant la prise de pouvoir par le général Evren, les emprisonnements en masse et les assassinats politiques.

Cette succession d'événements atroces, qui sous-tend le roman, n'est utilisée par le romancier que comme un cadre évoqué par ellipses, comme étant connu de tous les protagonistes. La « maison » réside ailleurs. Dans cette maison où les habitants ne communiquent jamais, chacun des personnages s'explique lui-même, à la première personne, sans contact avec les autres membres de la famille. Une maison des secrets en quelque sorte.

A moins d'une heure de voiture d'Istanbul, — peut-être sur la mer de Marmara, — sur une plage envahie l'été par les touristes, dans une vieille ville de bois qui tombe en ruines, un matin, Récep, veillé sur une très vieille femme plus que nonagénaire, Fatma, la veuve du docteur Selahattine Dervinoğlu, mort depuis près de quarante ans, en 1942. Chaque été, pendant une semaine, les trois petits-enfants viennent passer là quelques jours de vacances : Faruk, l'aîné, historien spécialiste du seizième siècle, qui se frotte à quinquante, alcoolique par anxiété et désemparé puisqu'il se dit qu'il est impossible d'exprimer, avec des mots, l'histoire. Et même la vie.

Nilgün, la seconde petite-fille, étudiante en sociologie, idéaliste qui rêve de révolution à la lumière, plutôt que de Rousseau, d'Engels et de Marx et qui est prête à lutter contre le pouvoir des militaires. Métem, le plus jeune, encore lycéen, prodigieusement doué pour les mathématiques et qui ne souhaite qu'une chose, partir pour l'Amérique et y faire fortune : prêt à tout pour arriver, il se sent diminué au milieu de ses copains riches dans leurs luxueuses villas et leurs belles voitures.

Plus que tous les autres, Métem voudrait obtenir de la vieille dame qu'elle vende la maison délabrée et son parc, où elle a passé presque toute sa vie, depuis que son mari, occidentaliste militant, membre du Parti Alliance et Progrès, avait dû quitter Istanbul. « Pour quelques mois », pensait-il. C'était en 1908. On pourrait retirer beaucoup d'argent de ce terrain qui ne cesse de gagner de la valeur et où on pourrait construire de beaux immeubles de marbre avec de luxueux appartements comme ceux qui ont envahi la côte.

C'EST autour de Fatma, la vieille dame, qu'Orhan Pamuk a construit tout son récit : un superbe personnage, soumise à Sélahattine, en apparence, mais prête à assommer l'enfant de son mari, Récep, et la mère adultère. Cruelle, jusqu'à rendre infirme et nain le bétard qui va la servir jusqu'à la mort. « Tu me fais pitié, ma pauvre fille, ce n'est pas à révéler à t'abuser, toi aussi, dit la grand-mère à sa petite-fille. Il est rusé, il se s'y prendra. Je me dis que tout laid et répugnant qu'il soit, il a réussi à gagner leur confiance, à les faire sombrer dans un sentiment de honte et de culpabilité, tout comme il l'a fait avec mon pauvre fils. Je me demande s'il leur a tout raconté. »

La visite au cimetière, long monologue de la vieille dame, entourée de ces jeunes gens qui la violent déjà morte, est sans doute le moment le plus fort de ce roman étrange, moderne et classique à la fois, qui pose plusieurs questions capitales, notamment sur le fait de savoir si l'occidentalisation du Proche-Orient était une solution nécessaire et qui tente, entre autres, d'évoquer une période de l'histoire turque sur laquelle les littérateurs ont jusqu'à présent fait l'impasse : la République après la mort d'Atatürk.

Au-delà du conflit des générations, c'est la Turquie de demain qui apparaît dans ce roman curieusement tochéovien — on pense parfois à la *Caravane* — où le drame absurde qui conduit le livre n'est qu'un pelier. Non une réponse.

(1) Voir « Le Monde des livres » du 6 mai 1988 : « Le monde entier à Iowa City ».

(2) Voir le Monde du 27 mai 1988.

Liaisons dangereuses en Israël

La Boîte noire, un roman épistolaire d'Amos Oz

LORS de la chute d'un avion, les enquêteurs interrogent la boîte noire récupérée parmi les débris : elle leur rapporte son itinéraire et le dialogue des pilotes durant tout le vol. *La Boîte noire*, dernière œuvre de l'écrivain israélien Amos Oz, nous fournit les éléments d'un autre type de catastrophe, en l'occurrence l'éclatement du couple d'Ilana et d'Alex, dont les failles prolongent celles d'une société en pleine mutation.

Dans ce roman épistolaire, haletant, que Sylvie Cohen a très bien rendu en français, nous sommes loin de l'incommunicabilité, source de tous les déréglés. Les personnages communiquent fort bien en se livrant à l'analyse sauvage d'eux-mêmes, et des autres.

Alex Gideon est un pur produit de l'aristocratie israélienne, russe d'origine, qui a donné à l'État d'Israël les pères fondateurs, ses structures et son encadrement. Chef de guerre et brillant universitaire, tourmenté par la pulsion de violence, dont il est conscient, Alex se laisse séduire par la secrétaire de son régiment, Ilana Brandstetter, une Polonaise volage au cœur aussi grand que ses appétits sexuels. Il l'épouse, elle se retrouve enceinte.

Pourtant, après le temps des extases arrive celui de la jalousie, des déchirements. Alex répudie Ilana, lui fait endosser tous les torts, refuse d'assumer la paternité de Boaz, leur fils, enfin, quitte Israël pour enseigner la philosophie aux États-Unis. Ses travaux sur le fanatisme lui apportent la renommée internationale, et la fortune léguée par son père (personnage fabuleux, qui incarne la démesure slave et la débrouillardise des premiers pionniers juifs), une aisance plus que confortable.

Pour se consoler, Ilana épouse en secondes noces un dénommé Michel Somme, pied-noir intégrant, obsédé par le dessin d'un Grand Israël. Mais à l'insu de cet amoureux transi, une correspondance s'amorce entre les divorcés. Tout en exacerbant des plaies mal fermées et les fantasmes refoulés, ces lettres finissent par les rapprocher autant que les mésaventures de leur fils Boaz, devenu un adolescent marginal, en délicatesse avec les autorités. C'est Somme qui essaie de le « récupérer » en essayant de les enfermer, lui et sa mère, dans un univers régi par le fanatisme et par une vision étiologique du sacré. Il échouera.

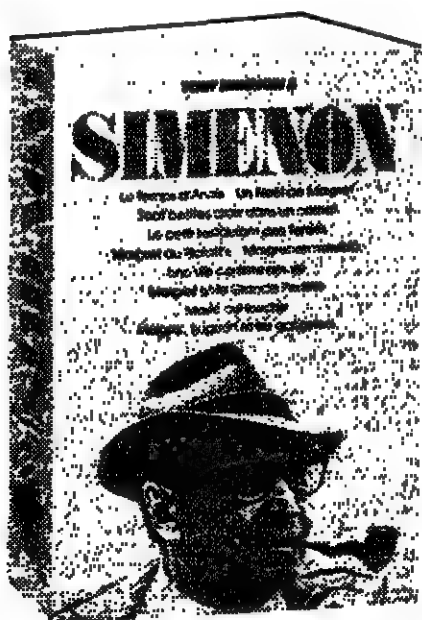
Somme devient de ce fait avili, prisonnier de la dialectique implacable qui réunit le corrupteur au corrompu. Cette confrontation perverse aboutit à la réconciliation d'Ilana et d'Alex, qui retrouvent un amour transfiguré par la nostalgie, et par l'approche de la mort, dans une vieille maison abandonnée ayant appartenu à la famille Gideon, où ils seront recueillis par Boaz et par ses amis marginaux.

Auteur d'une œuvre comportant plusieurs romans, recueils de nouvelles et d'essais, Amos Oz, né en 1939 à Jérusalem, nous révélait jusqu'ici les affres d'un pays neuf entouré de voisins hostiles et devant faire face à la méfiance de ses alliés. Aujourd'hui, avec ce récit épistolaire, l'écrivain affûte son outil, change de registre et enrichit sa vision. Les personnages, leurs cris et chuchotements, réveillent chez les lecteurs des échos familiers et emportent leur totale adhésion. Car les avatars d'Ilana et d'Alex nous font découvrir les voies cachées des amours rares, destinées à durer.

EDGAR REICHMANN.
★ LA BOÎTE NOIRE, d'Amos Oz, traduit de l'hébreu par Sylvie Cohen. Calmann-Lévy, 256 p., 120 F.

"On me demande ce qu'il faut lire dans Simonon. Ma réponse est : TOUT."

ANDRÉ GIDE



VIENT DE PARAÎTRE

TOME 5

Le temps d'Annis / Un Noël de Maigret / Sept petites croix dans un carter / Le petit restaurant des Ternes / Maigret au Piccini's / Maigret en meuble / Une vie comme neuve / Maigret et la Grande Paroisse / Marie qui louche / Maigret, Lognon et les gangsters

"Dans l'évocation du passé, la résurgence du souvenir, Simonon est l'égal de Proust."

MICHEL GRISOLIA "L'EXPRESS"

TOUT SIMENON
PRESSES DE LA CITÉ

Naguib Mahfouz, une gloire nationale

L'écrivain égyptien ne sera pas à Stockholm pour recevoir son prix Nobel. Le 10 décembre, il sera au café avec ses amis.

par Tahar Ben Jelloun

LE prix Nobel n'a pas changé Naguib Mahfouz. Il l'a même conforté dans ses habitudes et il a renforcé sa modestie. Mahfouz est resté simple, continuant à mener une vie réglée où la fidélité à ses amis est primordiale. Il fréquente le même café, écrit aux mêmes heures, prend le temps de se reposer et de saluer les gens de son quartier, dont certains ont inspiré des personnages de ses romans. Il a gardé son sens de l'humour et ses éclats de rire, qui sont parfois d'éloquantes réponses à des questions inopportunes.

Il a été le premier surpris par l'attribution du Nobel. Il ne l'attendait pas vraiment, ou plus exactement ne l'attendait plus. En tout cas, il n'a rien fait pour, se tenant à l'écart, poursuivant avec minutie son travail d'écrivain à raison de deux ou trois ouvrages par an, se souciant peu de ses droits d'auteur ou de ses traductions.

Depuis qu'il a pris sa retraite — il était fonctionnaire dans un ministère, — il écrit davantage. Il n'a quitté Le Caire que deux fois, pour aller en Yougoslavie et au Yémen : « J'y étais obligé par mon gouvernement », rappelle-t-il. Il n'ira pas à Stockholm le 10 décembre, pour la cérémonie de la remise du prix par le roi de Suède. Pour cela, il invoque des raisons de santé. Il est diabétique et n'entend presque plus. Le président Mubarak lui a proposé son avion personnel, mais Mahfouz a refusé.

Il a désigné Mohamed Selamawi, un jeune dramaturge, actuel sous-secrétaire d'État à la culture, pour lire — en arabe il y

tient — son discours et recevoir le prix. Ce choix a été critiqué. Question de jalousie. Il a tenu à ce que ce soit un écrivain de la nouvelle génération qui le représente. C'est par fidélité à son univers et à ses personnages qu'il ne ressent pas le besoin ni le courage de faire ce voyage. Le 10 décembre, il sera dans son café, entouré de ses amis. Il sera probablement ému, mais à l'aise et heureux d'être là où il a toujours été.

« Je suis toujours le même »

Le 7 novembre dernier, le président Mubarak organisa une cérémonie pour lui rendre hommage. Une cinquantaine d'écrivains du monde arabe étaient invités, comme les Palestiniens Jabra Ibrahim Jabra, Mahmoud Darwish, les Irakiens Bayati, Ahmed Saïd, le Soudanais Tayeb Salah, le Marocain Ahmed Mejjati, le Syrien Yassine Rafaiat, des Égyptiens, bien sûr, et quelques Occidentaux comme Jacques Berque, Dominique Chevalier, Alex Haley, ses éditeurs français, etc.

An cours de cette cérémonie, qui eut lieu au palais présidentiel et qui débuta par la lecture du Coran, Mubarak remit au lauréat la plus haute distinction égyptienne, le grand ordre du Nil, réservée aux chefs d'État. Naguib Mahfouz avait l'air surpris par tant d'honneur. Un honneur tardif comme le prix arrivé avec une quinzaine d'années de retard. Même si Mubarak le fit remarquer dans son discours, plus politique que culturel, personne n'allait boudier une consécration qui prit tout d'un coup l'ampleur d'une affaire nationale.

Dans le discours prononcé le 10 novembre devant l'Assemblée du peuple et le Conseil consultatif, le président égyptien inclut l'attribution du Nobel à Mahfouz parmi « les trois indices de confiance à l'Égypte », les deux autres étant la restitution de Tabat et l'élevation du débit du Nil ! Par cette reconnaissance, l'Égypte retrouve sa place de leader culturel dans le monde arabe, bien qu'une partie de celui-ci continue de la boudier à cause des accords de Camp David. Mahfouz, qui avait applaudi la paix avec Israël, a été très sévèrement critiqué par la presse, syrienne notamment.

Au lendemain de l'hommage, l'écrivain a réuni quelques amis dans un bureau du grand quotidien où il travaillait, *Al-Ahram*. Une discussion amicale eut lieu. Tous les écrivains présents lui demandèrent d'aller à Stockholm en ce mois de décembre, qui coïncide avec le premier anniversaire de l'Intifada (soulèvement) des enfants palestiniens. Il répondit

qu'il n'avait pas besoin d'aller jusqu'à Stockholm pour exprimer sa « totale solidarité avec les Palestiniens qui se battent avec des pierres contre une armée d'occupation ».

A la sortie du journal, des gardiens de voitures l'attendaient. Il s'arrêta et se mit à bavarder avec eux. Cet homme frêle et fatigué a pris l'autocar pour aller se reposer dans sa petite maison d'Alexandrie. Lorsqu'un ami lui avait proposé de l'accompagner en voiture, il avait refusé : « J'ai toujours pris l'autocar : c'est fatigant, mais j'ai mes habitudes ; et puis les gens ne comprendraient pas de me voir arriver chez moi dans une belle voiture avec chauffeur. Je suis toujours le même... » Il paraît qu'au lendemain du prix, un journaliste vint le voir pour solliciter une interview. Il le regarda gentiment et lui dit : « Vous venez pour le prix Nobel ? Ça c'était hier ! »

Centre Georges Pompidou

Espace séminaire dirigé par Christian Descamps

IMAGES ET IMAGINAIRE DE LA GRECE ANTIQUE

Débats publics 21 h 00 petite salle / 1^{er} sous-sol.

24 novembre

ACTUALITE DE LA GRECE ANTIQUE

25 novembre

LES IMAGES DE LA GRECE A TRAVERS LES SIECLES avec P. AUBENQUE, J. ARNSCHWIG, L. CANFORA, B. CASSIN, M. DEVIENE, M. de SANDILLAC, G. LLOYD, N. LOREAU, J. MENECHAL, R. SCHLESER. Deux ouvrages parus aux Editions du Centre Georges Pompidou PHILOSOPHIE ET HISTOIRE - L'INTERROGATION DEMOCRATIQUE à paraître en novembre MATIERE ET PHILOSOPHIE.

« Le Palanquin des larmes », de Jacques Dorfmann

En adaptant le best-seller de Chow Ching-lie, Jacques Dorfmann, pour sa première mise en scène, a réussi un véritable film chinois.

retrouvés dans le *Monde* du 1^{er} janvier 1987), de ce pari insensé, mais justifié par l'enthousiasme et l'obsession, est né le *Paléquin des larmes*, qui a l'inconnu flamboyant d'un grand tableau noir et le charme mineur du mélodrame vécu dont il est tiré.

Le film est donc inspiré de la vie de Chow Ching-lie : en conflant, il y a quelques années, les incroyables péripéties à Georges Walter, elle devint l'auteur d'un best seller vendu à un million et demi d'exemplaires (1). Mariée de force à trois ans à un homme riche et malade,

« Paysage dans le brouillard », de Theo Angelopoulos

Chaque soir, Voula (elle semble avoir douze ans) et son frère Alexandre (il en a cinq ou six) vont à la gare d'Athènes assister au départ du train pour l'Allemagne. Leur père est parti travailler dans ce pays lointain : Voula lui écrit, lui parle. En rêve... Et puis, un soir enfin, les enfants montent dans le train, sans billets. Ils n'iront pas loin tout d'abord, un contrôleur les a surpris. Mais ils ne reviendront pas en Grèce.

de mauvaises rencontres. De mauvaises surtout, ainsi celle du routier qui viole Voula à l'arrière d'un camion, dans une scène d'autant plus insupportable qu'on voit seulement une hache baïssée sur l'horreur subie sans un cri. La lenteur — volontaire, mais le film ne dure que deux heures — du rythme prend à la gorge. On voudrait, parfois, accélérer le mouvement, pour que la tension soit moins contraignante, pour que les images échappent à une esthétique et à une poésie un peu trop calculées (la mariée en larmes et le cheval mort dans le même plan, par exemple).

Une logique onirique

Oraste, le beau garçon qui accompagne une troupe de comédiens ambulants à bout de souffle et de ressources (souvenir évident du *Voyage des comédiens* qui traversait l'histoire de la Grèce de 1939 à 1952) va faire souffrir Voula, on le

JACQUES SICLIER

Paysages du bout du monde

Payages du bout du monde, on ne sait plus où on est. Silencieux et tête, Vous est le guide de cette errance qui, dans sa tête, a un sens. Elle pourrait venir d'une tragédie antique si elle n'était pas si joyeuse. Mais Theo Angelopoulos balais toute la mythologie grecque comme il balais l'épopée de ses premiers films (politiques) par les plans-séquences et les panoramiques qu'il a toujours utilisés, et qui lui servent, depuis *Voyage à Cythère* et *L'Apiculteur*, à décrire un monde de solitude, d'isolement, de mort morale.

Paysage dans le brouillard - on vous l'a dit lors de la présentation du film au Festival de Venise (*le Monde* du 2 septembre) - est une quête initiatique semée de bonnes et

**« L'Île de Pascali »,
de James Dearden**

Basil Pascali est l'un des milliers d'espions au service du sultan de Constantinople, en poste à Nis, une petite lie grecque occupée par les Turcs, en 1908. Il y a des années qu'il n'a plus de réponse de son maître, à qui il envoie régulièrement des rapports. Et pourtant la situation est inquiétante. Les Américains arment les rebelles grecs, les Allemands soutiennent les Turcs, la fin d'un monde n'est plus loin.

C'est un aventurier anglais (Charles Dance) qui va précipiter les choses, dans la vie de Pascali (Ben Kingsley), du moins, en entrant prenant des fouilles archéologiques dans l'île. Pascali sera son interprète, son allié, son traître, bien sûr, et Ben Kingsley est parfait dans ce rôle de scélérat obséquieux et mortel. L'Anglais découvre une statue de bronze qui a l'air tout à fait coté, et l'intrigue languit quelque peu. La mise en scène, cependant, est soignée, élégante, et ce premier film du scénariste de *Lisbon fatale* laisse un souvenir bon.

MICHEL WRAIDEAU

Jacques Dornias n'a pas eu peur de traiter ses sujets au premier degré, de plonger dans cette histoire sans réticence, sans réassurance. La révolution permanente n'est qu'un décor, la toile peinte devant laquelle se déroulent les vrais drames, rythmés exclusivement par les battements de cœur d'une enfant qui, dans la nuit, se réveille et devient une femme. Il y a des mouvements de foule, des drapeaux rouges qui claquent, le défilé des Tu Hsai-ting (Chow Chin-lie) qui sourit entre deux sanglots. Souvent par une musique rockante de Maurice Jarre, la nuit s'effrite sous le soleil, les généraux s'embrassent, les légères robes dressent embellie les images, comme une coquetterie dans l'œil peut embellir le regard. Le *Palatin des larmes* a les qualités de son ambition, il ne vise qu'à toucher, à retrouver le ton séduisant du fénelitisme, à rendre à l'opéra ses lettres de créance, à ironiser un peu d'embûche. On est silencieux. On est en Chine.

DANIELE HEYMANN.

(1) Le livre vient de paraître chez Robert Laffont.

La fondation franco-américaine Florence-Gould vient d'attribuer son Grand Prix aux deux cinéastes français, Jean Rouch et Luc Besson, qui se partagent donc les 50 000 dollars (300 000 F environ) assortis à une médaille d'or. Ce Grand Prix est ainsi décerné par l'Académie des beaux-arts et un jury composé de cinéastes académiciens - Marcel Carné, René Clément, Pierre Schoendoerffer, Claude Autant-Lara - et de membres du bureau de la fondation, dont notamment l'architecte Henry Bernard, le graveur André Jacquemint et Marcel Landowski. Le nom de Florence Gould, collectionneuse et mécène, est également associé à la fondation, qui a été créée par elle et son mari, le prince et son Prix Roger-Nininger pour le roman.

Luc Besson, dont le film *Le Grand Bleu* continue à tenir le haut de l'affiche en France et à l'étranger, s'est déclaré touché de cet hommage rendu par

l'ancienne génération qui avait, dit-il, « ce véritable amour du cinéma, et qui se pense avoir un peu ». Il affirme ne pas avoir, pour l'instant, d'autres projets.

Ce qui n'est pas le cas de Jean Rouch. Le président de la Cinémathèque française s'apprête à célébrer le bicentenaire de la Révolution française par une manifestation « Les cinémas de la liberté » qui rassemblera des films censurés du monde entier. Il garde aussi un œil fixé sur 1995, année du centenaire du cinéma. Le cinéaste ethnologue — qui se réjouit de l'inscription au Japon d'un véritable festival pour le cinéma documentaire — en chantera un film sur le Sahel, *Madame l'essu*, et en projeté une adaptation du roman de René Depestre *Hadriens d'ore* sous nos rêves, qui vient de recevoir le Prix Renaudot.

1.0-01

FESTIVAL
d'AUTOMNE
à
PARIS 1988

DANA REITZ

CIRCUMSTANTIAL EVIDENCE

Elle est tantôt fleur, tantôt poisson et la vibration qui se propage dans tout son corps saisit à son tour le spectateur. MARCELLE MICHEL

Les pieds légers toujours en mouvement, les bras plus expressifs encore... Les modulations subtiles de rythme, d'attaque, de vitesse et de direction sont aussi claires qu'un murmure dans la nuit. Elle danse votre rêve. DEBORAH JOWITT VILLAGE VOICE

Cette chorégraphie est fascinante mais ce qui fait de *Circumstantial Evidence* un spectacle extraordinaire c'est l'harmonie du travail entre Dana Reitz et sa collaboratrice aux lumières Jennifer Tipton.

JACK ANDERSON THE NEW YORK TIMES

16 novembre - 20 novembre
CENTRE GEORGES POMPIDOU

42.74, 42.19, 42.96, 96.91

CHANSON
22, 25 ET 26 NOV. 18 H 30
ROMAIN DIDIER

LOC. 42.74.22.77
DU CHÂTEAU ET PARIS 4

BULOGNE-BELLEVILLE

Place
de la Mairie


23^e
**SALON DES
ANTIQUES**
ANTIQUES BROCANTE
11 - 20 MARS
1982
Productions d'art contemporain
GALLERIE - GALLERIE

LE 23 NOVEMBRE

RAGGEDY
BOB HOSKINS

PIERRE BERGE
présente

INGRID CAVEN
chante PIAF




THÉÂTRE DE L'ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET

adaptation musicale
PEER RABÉN
lumière
RENATO BERTA

Ray Gauthier piano - Jérôme Simon violon - Richard Foy saxophone
Marc Mader contrebasse - Alain Beghin percussions et Le Quatuor Actuels

18 NOVEMBRE / 17 DECEMBRE

France Inter 47.42.67.27

 LES MÉDIAS

PATRIMOINE

L'Acropole de Cambrai

Restaurer un monument historique est une opération coûteuse. Il est donc souvent nécessaire de lui trouver une nouvelle affectation, parfois au détriment de sa réhabilitation. La transformation, à Cambrai, du château de Selles en palais de justice provoque ainsi une polémique.

Le château de Selles, construction du dix-huitième siècle juchée sur une citadelle médiévale, domine la vieille ville de Cambrai. Une silhouette imposante en dépit de sa décadence. Il est à l'image d'une cité particulièrement maltraitée par l'histoire. En 1918, les Allemands font sauter une partie de l'agglomération, une autre moitié est gravement endommagée par les bombardements alliés de 1944. Mais ici, l'indifférence et le vandalisme seuls sont cause de ces ruines.

L'hôpital militaire, construit à la veille de la Révolution sur la vieille forteresse des comtes-évêques de Cambrai fonctionnant sans interruption jusqu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Evacué par l'armée, la ville le transforme en hospice, sinistre mourir fermé en 1965. Ses portes sont verrouillées en attendant une affectation nouvelle. Celle-ci tardant à venir, les bâtiments sont peu à peu mis au pillage. Cheminées, cadres de fenêtres, portes, radiateurs, sanitaires, tout disparaît, jusqu'aux poutres découpées à la tronçonneuse. Les visiteurs nocturnes allument un, puis deux incendies. Une bonne partie de la toiture est réduite en cendres. Dernière calamité, un promoteur s'intéresse à ces bâtisses. Il propose de les raser pour construire à leur

place — à deux pas de l'Escaut — une mirifique « résidence du château de Selles ». On réussit in extremis — en 1968 — à inscrire les façades lézardées à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Un changement de municipalité sauve la vie du vieux hôpital malade, définitivement classé en 1980. Mais que faire de cette ruine coûteuse qui menace chaque jour de s'écrouler davantage ? C'est là que deux personnalités s'affrontent.

Le maire, Jacques Legendre (RPR), a un credo en matière de patrimoine. Pas de restauration sans réutilisation. Il a ainsi transformé avec succès une manutention du dix-septième siècle en logements P.L.A., un hôtel particulier de la même époque en crèche, une chapelle jésuite en auditorium et une caserne Louis-Philippe en centre sportif. Un arsenal construit par Charles Quint attend de revivre sous la forme d'un gymnase.

Il n'est pas facile de trouver un locataire pour le château de Selles. Même la gendarmerie fait la fine bouche. Finalement, la chancellerie se laisse convaincre. On y logera le nouveau palais de justice de Cam-

brai, fort à l'écart dans une anse de l'hôtel de ville. Le coût de l'opération s'élève à 31 millions de francs. Le ministère de la culture, la région, le département et, bien entendu, la ville doivent financer l'opération. Mais pour caser les tribunaux de commerce et de grande instance, il faut faire de la rénovation « lourde ». Et c'est là qu'intervient Roland Bechmann, responsable de l'association *Aménagement et nature* : « Pour convertir à leur nouvelle destination, affirme-t-il, ces bâtiments dont il ne reste que des ruines, doivent être complètement modifiés, agrandis, surélevés et complétés par d'autres constructions. Le château-fort sur lequel est posée une partie de l'ancien hôpital risque d'être irrémédiablement détruit. Car les nouvelles fondations nécessiteront percements, fouilles et pieux qui défonceront ses voûtes dont une partie seulement ont été dégagées. »

Ce château médiéval est composé de six grosses tours reliées entre elles par plusieurs étages de couloirs voûtés. Ces passages ont été utilisés comme prison dès le quatorzième siècle et, sans interruption, jusqu'au dix-huitième siècle. Les prisonniers,

troués, politiques, religieux, militaires, artisans, nobles et vilains qui ont séjourné dans ces sombres réduits, ont eu le temps en gravant dans la pierre tendre des parois des milliers de graffitis : signatures, sentences, dessins, poèmes, caricatures, calendriers, parfois de véritables bandes dessinées comme cette passion du Christ, ou des bas-reliefs hauts de près d'un mètre. Bref, il y a là une masse de documents tout à fait remarquables et uniques en leur genre. Depuis 1986, une portion de ces locaux est ouverte à la visite.

Au XVI^e siècle, la forteresse qui fait partie d'un nouveau système de défense est modifiée. La cour centrale du château et ses tours sont remblayées. C'est sur l'esplanade ainsi formée que s'agrandit une partie des constructions du XVIII^e siècle. Roland Bechmann propose, dans un premier temps, d'achever les bâtiments du XVIII^e siècle qui « ne présentent pas un grand intérêt » pour remettre en valeur la forteresse médiévale, « un ensemble incomparable dans le nord de la France » en dégageant la cour des remblais qui l'obstruent depuis plus de quatre cents ans.

Le maire de Cambrai, Jacques Legendre, souligne que l'hôpital militaire qui domine tout un quartier de la ville fait partie du paysage de Cambrai. Et qu'il serait criminel de le détruire. « Le plan du futur palais de justice a été soumis à l'inspecteur général des monuments historiques, note-t-il. Celui-ci a demandé des modifications. Nous les avons toutes acceptées, en dépit d'un surcoût de 4 millions de francs. De plus, seule une petite partie de l'hôpital est fondée sur l'ancienne forteresse. A cet endroit, bien entendu, il ne sera creusé aucun sous-sol, ni aucune fondation dommageable. Enfin, c'est peu de dire que le château-fort nous tient à cœur. Le conseil municipal a récemment débattu deux millions de francs pour sa rénovation. »

En dépit de son état déplorable, le serait-il, ce monument du XVIII^e siècle, véritable acropole de Cambrai, viendrait à disparaître. Il est également possible de lui trouver une affectation tout en conservant l'intégrité du château-fort. Mais la rénovation est à surveiller de près. L'état du bâtiment autorise toutes les « audaces » architecturales. Ce sont justement ces dérapages que redoute Roland Bechmann. Dérapages encouragés, dit-il, par des adjonctions malheureuses faites au XIX^e et au XX^e siècles. Seront-elles conservées, réutilisées, et comment ? La commission des sites se réunit le 21 novembre. Elle devra donner son avis.

EMMANUEL DE ROUX.

Un musée pour les graffitis

« Art » éphémère par excellence et vieux comme l'humanité, le graffiti a son musée depuis 1981. Il est situé à Vermeil-en-Halatte, au nord de Chantilly. Son créateur Serge Ramond y expose 2 500 moulages sur plus de trois cents mètres de murs. Photographies, moulages, patines, répliques, ils viennent de toutes les parties du globe : cavaliers suédois, gladiateurs romains, guerrier franc de Brécy, demi-soldat de l'Empire en tunique Saint-Rémi de Lourdes, polu du Chemin des Dunes... La plupart sont anonymes.

Quelques-uns sont célèbres comme cette double signature de Victor Hugo et de Juliette Drouot retrouvée sur les murs du château de Septmonats. Les prisons sont, bien sûr, les grands réservoirs de ces traces de notre mémoire. Le château de Selles est à l'honneur : plusieurs pièces relevées sur les voûtes de la forteresse sont reproduites ici. En particulier un bas-relief de grande taille : saint Georges terrassant le dragon.

* Musée du graffiti, Vermeil-en-Halatte, 60550. Tél. : 44-25-30-10.

RÉDUCTION D'IMPÔTS ?



IMPÔTS

AU CRÉDIT AGRICOLE, NOUS VOUS DONNONS LES MOYENS D'ALLÉGER VOTRE FACTURE 89.

Savez-vous que vous pouvez déduire de votre prochaine déclaration d'impôts 4000, 8000, 14000 F et peut-être bien plus... ? Comment ? Tout simplement, en souscrivant à l'un, ou à plusieurs, des placements « spécial impôts » du Crédit Agricole.

Et, qu'il s'agisse de valeurs mobilières, de Plan Épargne Retraite ou d'Assurance-vie, tous les placements du Crédit Agricole vous font profiter d'une rentabilité souvent citée en exemple.

Agissez dès maintenant et surtout avant le 31 décembre 1988 : vous bénéficierez, dès 1989, de réductions d'impôts.

Venez voir rapidement votre Conseiller du Crédit Agricole. Vous découvrirez tout l'intérêt de nos placements, vous saurez lesquels choisir en fonction de votre situation... et aussi, comment vous pouvez alléger vos impôts dès l'année prochaine.

CA CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens en action

HDM

MUSIQUES

Au Centre baroque de Versailles

Heures royales

Brillant départ pour les « baroqueux » de Versailles : le succès des concerts fait bien augurer des activités qui se développent autour du château et de son patrimoine musical.

Versailles, mardi en fin d'après-midi. Les appartements ferment un à un. Les visiteurs relèvent à regret vers la sortie. Mais il reste un refuge, une manière de terminer harmonieusement la visite : grâce au nouveau Centre de musique baroque, chaque semaine depuis début octobre, les musiciens vous accueillent dans la chapelle royale pour explorer les trésors du Grand Siècle.

Tout de suite cette initiative a connu un vif succès, dans le prolongement des journées Marc-Antoine Charpentier (le Monde du 4 octobre) où l'on n'a pas vendu moins de quarante-cinq mille billets pour les différentes manifestations. Les concerts du mardi reçoivent entre deux cent cinquante et quatre cents auditeurs, moitié visiteurs, moitié mélomanes, venus spécialement et, lors du programme William Christie, la chapelle était pleine. Gageons que d'ici un an, il faudra doubler ces séances, d'autant que l'on y adjoint des promenades dans les lieux musicaux pour les écoliers ou les étudiants.

La série actuelle donne « carte blanche aux clavecinistes et aux violonistes », et mardi dernier, on jouait à un délicieux concours de « portraits et autoportraits » avec Christophe Coint à la viole de gambe, Maria Tecla Andreotti (flûte traversière), Adrian Chamorro (violin) et Gordon Murray (clavessin).

Mais le ton n'était ni frivole ni superficiel. Cette musique était interprétée avec une fougue, une richesse instrumentale, un vent des profondeurs par ces musiciens d'une extrême perfection. Quelle allure dans la splendide *Sonata « la Française »* de Couperin, ainsi nommée tardivement parce que « Francesco Coperni » y avait malicieusement imité Corelli, au début de sa carrière, pour mystifier les sots !

Et quelle « apothéose » Forqueray, ensuite avec la *Superbe* de Couperin, immense monument que Gordon Murray érige en dodelinant gravement de la tête, puis la *Couperin* et

la *Forqueray* du grand violoniste lui-même, que Christophe Coint ressuscite avec ce lyrisme saisissant, ces rasades, ces coups de sonde lyriques sur son instrument ventru, comme la proue d'un navire forçant une mer en furie !

L'orgueilleux Forqueray voulait aussi sans doute que sa viole de gambe rivalisât avec le violon des virtuoses comme le violon de Lescailleur, extravagant course acrobatique dans l'air, mais toujours d'un accent sauvage...

Forqueray encore, au clavecin seul, portait Rameau dans une pièce d'une large étoffe au lyrisme intarissable, contrastant avec la caricature très plaisante que Jean-Philippe Rameau faisait de lui-même dans la *Rameau*, avant de rendre, lui aussi, un vibrant hommage à la viole de gambe dans le *Chapelle Concerto*, où, à côté de Forqueray le jeune, honori par une fugue élégante, émaillée de trépassements, apparaît le grand Marin Marais ou l'un de ses trois fils, tous violonistes.

Les visiteurs l'auront constaté, c'est une heure « royale » qui leur est ainsi offerte (1). Par ailleurs, chaque mois, le Centre organisera une soirée musicale au château, où défileront les meilleurs groupes de musique baroque : après le Collegium vocal et instrumental de Gand, dirigé par Philippe Herreweghe dans des œuvres de Du Mont et de Purcell, ce samedi 19 novembre, ce seront René Jacobs et la Schola Cantorum de Bâle dans des musiques de la Nativité de Schütz et Charpentier (le 5 décembre) et, les 26 et 27 janvier, les représentations de *Pléiade* de Rameau à l'Opéra du château, par l'Atelier lyrique de Tourcoing et Jean-Claude Malgouère.

Signe fort encourageant, deux mille cinq cents personnes se sont déjà inscrites parmi les amis du Centre, qui met progressivement à place ses institutions : la Mairie nationale de Versailles recrute (à partir de décembre), et l'Atelier d'études et de recherche, dirigé par Jean Duron, prépare son ouverture en février.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Le mardi à 17 h 30. Ces concerts sont financés par le conseil régional d'Ile-de-France et le groupe COE (chaque par moitié). Renseignements : Centre de musique baroque de Versailles, 51, rue de Froisy, 75017 Paris. Tél. : 47-66-30-49.

VARIÉTÉS

Jacques Higelin à La Villette

Le pirate rock

A quarante-huit ans, dans une aventure perpétuellement recommencée, Higelin donne une impression tantôt de force incomparable, tantôt de légèreté souriante.

Jacques Higelin a longtemps mené son aventure dans le grand désordre, courant après l'extravagance, cherchant comme un poète à aller jusqu'au bout des choses, s'efforçant de réduire au minimum la différence entre lui-même et le personnage en représentation. Au milieu des années 70, Higelin a rencontré dans le rock une espèce d'énergie indomptable, farouche. Vite, il s'est jeté dans le mouvement de la musique, dans une série de fêtes où il s'est « éclaté », dépassé, où il s'est dédoublé, multiplié. Le rock, puis plus largement toutes les musiques, du blues au jazz, de la

ballade nerveuse à la musique des Caraïbes, il les a associés à de grands coups de gueule, à de grands élan de tendresse, à des sentiments vécus à l'excès, à un humour ébouffant, enfin à un goût du panache, au besoin insatiable d'émerveillement.

Tombé du ciel

Comme un baladin, Jacques Higelin a toujours eu la grâce des rencontres avec les lieux, où il se glisse naturellement et qu'il transforme à chaque fois en un nouveau cercle magique lui permettant de voyager, de se libérer par des mots durs, d'amener le spectateur dans le jeu du rêve, des désirs, des émotions et de le pousser dans un dialogue à la volée, dans des rapports beaux et francs. Saccadement, en dix ans, le chanteur a ainsi promené sa longue silhouette noire de pirate fougueux à Mogador, au Cirque d'Hiver, au Casino de Paris et à Bercy. Le voici à présent à la Grande Halle de La Villette, mise en valeur par les lumières de Jacques Rouveyrolis qui jouent avec la transparence de la salle.

Pour l'occasion, Higelin a offert au spectacle le titre d'une chanson de Charles Trenet *Tombé du ciel*. Coïncidence heureuse puisque, parmi les influences reçues autrefois, Jacques Higelin a revendiqué, outre la vitalité et le swing de Fats Waller, l'héritage de l'ancien fou chantant.

Entre Higelin et Trenet, il y a les ressemblances de deux funambules un peu naïfs et perpétuellement étonnés chez qui la folie est reconnue comme un droit : tout est permis, même le bonheur. Bien sûr, Charles Trenet « tombé du ciel » affirme que, « sur la terre, tout est charmant. Surtout quand vient l'automne et qu'on voit les étangs pleins de lumière ». Tandis que Jacques Higelin, lui, tombe du ciel « chassé par les anges du paradis originel, juché en plein rêve par le glorieux de la soirée du réveil ».

A La Villette, Higelin déroule son spectacle en échantillant ses nouvelles chansons (*Follow the Line*, *Chanson*, *L'idée qui m'est venue*) en forme de rock, de blues, de valse, de mambo. Il raconte des histoires lyriques et délirantes, toujours « entre deux départs, deux envies, deux extrêmes, deux amours, entre la terre et le ciel, les hauts et les bas ». Le comédien Daniel Martin court dans la soirée comme un lutin, entre même avec le chanteur dans une séquence de comédie musicale. Les lumières de Rouveyrolis découvrent non seulement la salle dans ses profondeurs, ses beautés secrètes, mais agissent presque comme des personnages d'une pièce imaginaire où Higelin raconterait plus ou moins sa propre histoire.

Enfin, les nouveaux musiciens sont des instrumentistes à part entière, capables de développer de superbes choros, par exemple à la guitare sèche. Quelques chansons anciennes (*Champagne*, *Tête en l'air*) viennent naturellement s'imbriquer dans ce beau et limpide spectacle d'un chanteur dont la soif de vivre et le besoin de jouissance restent étonnamment ceux d'un adolescent.

CLAUDE FLEOUTER.
* La Grande Halle de La Villette, 20 h 30.

LE GRAND INVITÉ
de Victor Halm
au Théâtre du Marais
Tél. : 42-78-03-53

Pièce passionnante et forte.
A. Lafargue.
Jacques Maucclair a tapé dans le mille.
B. Thémis.
La nouvelle pièce de Victor Halm, sa meilleure depuis longtemps.
J. Nerson.
Habile, cruelle et tendre.
F. Pascaud.
Une mécanique parfaitement huilée et de plus en plus douloureuse.
F. Szapiro.
Epoustouflant de vérité et d'émotion.
R. Leprieux.
Le texte intégral de la pièce est publié à l'Annuaire. Tél. : 46-34-25-20.
16, rue des Quatre-Vents
75006 PARIS

IONESCO TARDIEU FEYDEAU

les ammoires

Quelques scènes de ménage truculentes et célèbres que les quatre acteurs épinglent jusqu'au délire, jusqu'au surréalisme. FANERIE IONESCO TARDIEU FEYDEAU

Une anthologie de scènes de ménage. Ionesco mérite un détour... PIERRE MARCABRU LE PORT

Un quatuor en folie de comédiens survoltés. On s'amuse beaucoup. BERNARD THOMAS LE CANARD ENCHANÉ

Des moments de pure gaieté théâtrale. MARION THIÉBAUD LE FROARD MADAME.

THEATRE LA BRUYÈRE 46 74 75 99

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE PRINCE TRAVESTI Espace Acteur (42-62-35-00), 20 h 30.
LE BONNET DU FOUL Tac Studio (43-73-74-47), 21 h.
LE PROCÈS LOUIS XVI Théâtre du Tambour Royal (48-06-72-34), 20 h 30.
LA NUIT SUSPENDUE Vity-s-Seine. Th. Jean-Vilar (46-82-94-50), 21 h.
LA FROUSSE Poésie (42-61-44-16), 20 h 30.
VOUS AIMEZ GRAND-MÈRE QUI VOUS AIME Nanterre. Théâtre des Amateurs (47-21-18-81), 20 h 30.
LA VRAIE VIE Th. Montparnasse (43-22-77-74), 21 h.
UNE FEMME SANS HISTOIRE Comédie des Champs-Élysées (47-23-37-21), 21 h.

ANTOINE - SIMONE-BERNAU (42-06-77-71). Avant 20 h 30.
ARCANE (43-38-19-70). Baudelaire, 20 h 30.
ARTISTE-ATHÈVAINS (48-06-36-02). Djibouti, 20 h 30.

ARTS-HÉBERTOT (42-87-23-23). O. Ariane ou l'Age d'or, 20 h 30.
ATELIER (46-06-49-34). Baby Boom, 21 h.
BOUFFES DU NORD (42-39-34-30). Le roi est mort, 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-06-24). Une absence, 20 h 30.
CARRÉ SILVIA MONFORT (43-31-28-34). Théodore, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.
CARTOUCHE (42-38-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

Jeudi 17 novembre

THÉÂTRE DU BEL AIR (43-66-91-93). Marie 89, 20 h 30.
THÉÂTRE DU TAMBOR ROYAL (48-06-72-34). La Face cachée d'Ors, 20 h 30.
THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-84-47). Tu n'as rien compris, 20 h 30.
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Théâtre d'été. Le Feu sacré, 20 h 30.
THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. O. Révolte, 20 h 30. Petite salle. Une visite inattendue, 21 h.
THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (43-66-70-70). Grande salle. Le Récit, 20 h 30.

Les exclusivités

À BOUT DE COURSE (A. v.a.): Elyse Lincoln, 1^{re} (43-59-36-14); Sept Paroisses, 1^{re} (43-59-36-14); UGC Opéra, 1^{re} (43-59-36-14); Saint-André-des-Arts II, 1^{re} (43-26-80-25).
L'AMATEUR (P. v.a.): L'Entreprise, 1^{re} (43-59-36-14); UGC Opéra, 1^{re} (43-59-36-14); Saint-André-des-Arts II, 1^{re} (43-26-80-25).
AUX FRONTIÈRES DE L'AUNE (A. v.a.): Clot Beaumont, 1^{re} (42-72-32-32); UGC Opéra, 1^{re} (43-59-36-14); Saint-André-des-Arts II, 1^{re} (43-26-80-25).
LES AILES DU DÉSEIN (P. v.a.): Saint-André-des-Arts II, 1^{re} (43-26-80-25).
MADEMOISELLE (42-65-07-09): O. Les Sept Miracles de Jésus, 18 h. La Poire d'empereur, 21 h.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-37-53): O. John Montague Préface, 20 h 30.
MARSAIS (42-78-03-23): O. Une vie bouleversée, 18 h 30. Le Grand Inconnu, 20 h 30.
MARIE STUART (45-08-17-80): Le Mont-Plais, 18 h 30. Le Théâtre, 20 h 30. Tonton Arthur, 22 h.
MARGNY (42-56-04-41): L'Esprit, 1^{re} (43-59-36-14); UGC Opéra, 1^{re} (43-59-36-14); Saint-André-des-Arts II, 1^{re} (43-26-80-25).
MARGNY (PETIT) (42-56-04-41): L'Esprit, 1^{re} (43-59-36-14); UGC Opéra, 1^{re} (43-59-36-14); Saint-André-des-Arts II, 1^{re} (43-26-80-25).
MATHURINS (42-65-00-00): La Femme à contre-jour, 21 h.
MATHURINS (PETIT) (42-65-00-00): La Femme à contre-jour, 21 h.

MICHEL (42-65-00-00): Pyramide pour six, 21 h 15.
MICHEL (42-65-00-00): Pyramide pour six, 21 h 15.
MICHEL (42-65-00-00): Pyramide pour six, 21 h 15.
MONTMARTRE (43-22-77-74): O. La Vraie Vie, 21 h.
MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74): O. La Vraie Vie, 21 h.
MONTMARTRE (43-22-77-74): O. La Vraie Vie, 21 h.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-99): La Prince de Hambourg, 20 h 30.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76): O. Le Grand Stalingrad, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (PETIT) (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32): Raisons, 20 h 30.

Informations « services »

Économie

SOMMAIRE

■ Les contrats de plan Etat-région pour la période 1989-1993 bénéficieront d'une aide de l'Etat de 51 milliards de francs (lire page 35).

■ Tandis que huit pays membres de l'OPEP se retrouvent à Vienne, on s'interroge sur un éventuel retournement du marché pétrolier (lire page 35).

■ Nouvelle donne dans l'électronique européenne. Le britannique General Electric s'allie à l'allemand Siemens pour attaquer Plessey (lire ci-contre).

■ La réduction du déficit du commerce extérieur américain n'a pas ralenti la chute du dollar, qui a essuyé à Tokyo une baisse record (lire page 36).

Crédit agricole : Lucien Doux n'est plus candidat à la direction générale

Candidat à la succession de M. Bernard Aubergier, récemment démis de ses fonctions de directeur général de la Caisse nationale du Crédit agricole, M. Lucien Doux, secrétaire général de la Fédération du Crédit agricole, renonce à sa candidature, déclarant : « Il apparaît que mon nom se heurte à un refus d'agrément de l'Hôtel Matignon, et je ne souhaite pas être la cause d'une situation de blocage et de tensions entre le Crédit agricole et le gouvernement. »

Le retrait de cette candidature, à laquelle n'étaient opposés formellement ni le ministre des finances ni celui de l'Agriculture, signifie que M. Doux veut éviter un conflit grave avec les services du premier ministre et qu'il laisse le champ libre à la désignation éventuelle de personnalités telles que, dit-on, MM. Lagayette, sous-gouverneur de la Banque de France, Dromer et Ronville, ex-présidents respectivement de l'UAF et de la SNCF.

En octobre

Recul du marché français de l'automobile

Selon la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, les immatriculations de voitures neuves ont diminué de 18,7 % en octobre 1988, avec 188 919 unités. Mais octobre 1987 avait été exceptionnellement bon en raison du report d'un mois sur l'autre des achats des consommateurs qui avaient attendu l'entrée en vigueur de la baisse de la TVA le 1^{er} octobre.

La pénétration étrangère en octobre 1988 (34,7 %) est moins forte qu'en août et septembre (39,2 %), mais progresse sur les dix premiers mois de l'année (36,6 % contre 36 % pour la même période de 1987).

Sur les dix premiers mois de l'année, le marché français progresse de 3,1 %, avec 1,752 million d'immatriculations. Le groupe Peugeot SA poursuit son expansion sur les dix premiers mois de l'année (+7,9 %), avec une part de marché de 34,7 %, grâce à un recul en octobre (-14,8 %) inférieur à celui du marché. En revanche, Renault continue à fléchir, avec une baisse de 25,8 % en octobre et de 3,8 % sur dix mois, ce qui ramène sa part de marché à 28,7 %.

● Rejet de la plainte des assureurs contre les Mutuelles de France. — Le tribunal de grande instance de Paris, a refusé, mercredi 16 novembre, d'interdire la campagne publicitaire de la Fédération des mutuelles de France (FMF) contre l'intervention des assureurs dans le domaine de la santé, comme l'avait demandé la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA). Cette campagne, notamment avec des affiches sur le thème « Mon corps n'est pas une baguette », fait grief aux assureurs d'appliquer des tarifs différents selon le sexe et l'âge, et de faire du risque « un produit commercial ». La FFSA s'estime « différenciée » par cette campagne et accuse la FMF de « publicité mensongère ». L'affaire doit être examinée au fond en décembre. La FMF de son côté a annoncé des plaintes contre plusieurs campagnes d'assurances en raison de leurs campagnes publicitaires qu'elle considère comme « illégales ».

Siemens et GEC lancent une OPA conjointe sur Plessey

Coup de tonnerre dans l'industrie électronique européenne : l'allemand Siemens et le britannique GEC (General Electric Company) s'allient pour lancer une OPA de 1,7 milliard de livres (18 milliards de francs) sur le numéro deux britannique, Plessey. Le début d'une complète redistribution des cartes avec l'émergence d'un axe germano-britannique dans les industries de pointe.

Le choc des titans : Siemens, le leader européen de l'industrie électronique et l'électronique, fort de ses 200 milliards de francs de chiffre d'affaires, s'allie au numéro quatre, GEC (60 milliards de francs), pour lancer une offre publique d'achat sur Plessey, qui occupe la deuxième place dans l'électronique britannique et la cinquième sur le Vieux Continent (1). Plessey a deux spécialités : les télécommunications et la défense. Le tandem propose un prix de 225 pence par action Plessey, ce qui évalue à 1,7 milliard de livres (18 milliards de francs) l'entreprise ciblée. Les responsables de Plessey n'ont attendu que quelques heures pour considérer cette attaque comme inamicale et la rejeter, conseillant à leurs actionnaires de s'abstenir.

GEC, et surtout Siemens, sont deux compagnies extrêmement riches : la première étant créditée en 1985 d'une trésorerie de 14 milliards de francs. La seconde est la société la plus « riche » du monde occidental avec une trésorerie de 78 milliards de francs. Elles ont donc les reins solides pour supporter une éventuelle bataille boursière. Pour l'heure, les deux alliés prennent des gants avec les autorités britanniques, subordonnant le lancement de leur offre au feu vert du ministre britannique du commerce et de l'industrie.

Il est vrai que GEC à quelques raisons de se méfier.

Il y a trois ans, en décembre 1985, elle était partie une première fois à l'assaut de Plessey, mais en vain. La commission antitrust (Monopolies and Mergers Commission) s'opposait à l'opération, arguant qu'elle aurait réduit la concurrence dans l'industrie des équipements militaires : la nouvelle société qui serait née de la fusion de GEC et Plessey aurait en

effet déteint entre 60 et 100 % du marché des radars, des communications militaires et des sonars.

Pourtant, le ministère de l'Industrie, qui s'était rallié à l'avis de la commission antitrust, avait fait valoir, à l'époque, que la fusion aurait renforcé les chances des industriels britanniques dans les télécommunications. Un secteur dans lequel les deux groupes coopéraient déjà mais où ils rencontraient des lourds difficultés pour la mise au point du central téléphonique électronique « System X ». La recommandation du ministre fut suivie par les deux compagnies : un an plus tard, elles unissaient leurs forces dans ce secteur au sein d'une société commune GPT (GEE-Plessey Telecommunications), pesant quelque 12 milliards de francs de chiffre d'affaires.

Industrie de la défense

GEC repart donc à l'assaut aujourd'hui en s'associant avec Siemens. Selon leur accord, le groupe allemand qui réalise 18 % de son chiffre d'affaires dans les télécoms et les systèmes de sécurité, prendrait 40 % de GPT, créant un axe germano-britannique dans le téléphone fixe au français Alcatel (groupe CGE), numéro deux mondial et numéro un européen depuis qu'il a racheté, il y a deux ans, les filiales dans ce secteur de l'américain ITT.

Mais l'accord va encore plus loin. Dans le domaine militaire d'abord : GEC prendrait 50 % des activités électroniques de défense de Siemens. Cette disposition, qui sera bien évidemment la plus délicate politiquement, constitue la première manifestation de la redistribution des cartes de plus en plus fréquemment évoquée dans l'industrie européenne de la défense. En tout cas, elle sera suivie de près par les industriels français comme Thomson et Matra. Ce dernier groupe comptait la GEC parmi les actionnaires de son noyau dur.

Sur le continent nord-américain, GEC prévoit également de détenir 51 % des activités de Plessey dans la défense : au cours de l'exercice 1987-1988 (clos le 31 mars), Plessey avait en effet acheté Sipplan aux Etats-Unis et Leigh Instruments

General Electric : un vaste conglomérat

General Electric Company (GEC) est le premier groupe britannique d'industrie électrique et d'électronique avec 5,55 milliards de livres de chiffre d'affaires (59 milliards de francs) pour l'exercice terminé le 31 mars dernier. Son bénéfice imposable a progressé de 6 % à 708 millions de livres (7,6 milliards de francs). Vaste et riche conglomérat, on lui attribue, en 1985, une trésorerie de 1,4 milliard de livres (quelque 14 milliards de francs) sur laquelle il se serait endormi, selon ses nombreux détracteurs. Le chiffre d'affaires se ventile entre les systèmes et composants électroniques (34 %), les systèmes de télécommunications et de bureau (14 %), les équipements électriques (13 %) et la production d'électricité (12 %). Le groupe emploie 100 000 personnes.

Plessey : un spécialiste des télécommunications

Plessey, le numéro deux britannique de l'électronique, a traversé une mauvaise passe en 1987 : il affiche en effet une baisse de 7 % de son bénéfice imposable à 172,1 millions

de livres (1,85 milliard de francs) pour l'exercice clos le 31 mars 1988. Le tout sur un chiffre d'affaires en baisse de 9 % à 1,3 milliard de livres (14 milliards de francs). Cette diminution a été attribuée par le groupe à un retard des commandes dans les télécommunications.

Le chiffre d'affaires de l'entreprise est composé essentiellement par les télécommunications (46 %), les systèmes et équipements électroniques à usage civil ou militaire (35 %), la micro-électronique et les composants (10 %). Vieux de soixante-trois ans, le groupe emploie 30 100 personnes, dont plus de 1 000 au recherche-développement.

Les télécommunications sont le secteur le plus rentable puisqu'elles assurent 45 % du résultat d'exploitation, les systèmes et équipements électroniques entrant pour 27 %. En revanche, le secteur micro-électronique et composants ne réalise que 3 % du résultat.

Siemens : un colosse industriel

23 milliards de deutschemarks (78 milliards de francs), tel est le montant de la trésorerie dont dispose Siemens, numéro un allemand des industries électriques et électromécaniques. Parfois handicapé par des lourdeurs, Siemens fait figure de bon élève sur le Vieux Continent, tant sa stratégie est impressionnante pour la région (le Monde Affaires du 19 septembre 1987). Le groupe a annoncé un bénéfice en hausse de 9,6 % à 1,4 milliard de deutschemarks (4,76 milliards de francs) au cours de l'exercice arrêté le 30 septembre 1988. Son chiffre d'affaires, dopé par la commande de deux centrales nucléaires, progressait de 16 % à 59,4 milliards de deutschemarks (près de 202 milliards de francs). Les dépenses de recherche-développement s'inscrivaient en hausse à 6,5 milliards de deutschemarks (22 milliards de francs).

En pleine réorganisation, Siemens investit massivement dans deux directions : les composants électroniques et les Etats-Unis. Son chiffre d'affaires se ventile comme suit : énergie et automatisation (24 %), communication d'entreprise et automatisation (19 %), télécommunications et systèmes de sécurité (18 %), composants, lampes... (17 %), centrales énergétiques (12 %), technique médicale (10 %). Le groupe emploie 350 000 personnes.

au Canada. En revanche, afin sans doute de ne pas provoquer l'opposition pour le second fois de la commission britannique antitrust — il est prévu que Plessey continuera à opérer de façon indépendante en Europe.

Autre volet : les composants électroniques. Il s'agit d'un secteur sur lequel Siemens fournit un énorme effort, investissant des sommes extrêmement importantes et consentant des pertes (le Monde Affaires du 19 septembre 1987). Le géant allemand réussit ainsi à occuper une place tout à fait honorable dans les puces électroniques de très forte capacité, avec le soutien, sur certains projets, du néerlandais Philips. Siemens et Philips, alliés après quelques hésitations à l'entreprise franco-italienne SGS-Thomson, sont également présents dans la course sur les puces du futur, au sein du projet européen JESSI. Il n'est donc pas étonnant de voir l'industriel bavarois s'intéresser à l'activité com-

posants électroniques de Plessey. Ce groupe a, en effet, acheté, récemment l'activité semi-conducteurs de Ferranti et réalise 10 % de son chiffre d'affaires dans les puces électroniques. GEC et Siemens prévoient des collaborations dans les semi-conducteurs.

L'attaque de GEC et Siemens sur Plessey bouleverse donc la donne dans différents domaines de l'industrie électronique européenne. Elle donne une nouvelle illustration du réveil de GEC, qui faisait figure, jusqu'à 1985, de géant riche mais endormi. Depuis l'échec de sa première tentative sur Plessey, GEC n'était guère apparu sur la scène électronique internationale à l'inverse de Plessey, qui avait fait preuve de plus de dynamisme. L'industrie britannique, gravement frappée par la poussée japonaise dans les télévisions et les concentrations internationales dans les télécoms, restait morcelée.

L'OPA sur Plessey marque aussi le réveil de Siemens : le géant allemand est handicapé par sa taille énorme et ses lourdeurs de gestion. Bien que menant une stratégie industrielle à long terme extrêmement cohérente, il restait absent des derniers temps des grandes manœuvres de l'électronique mondiale. Malgré son insolente bonne santé, Siemens s'interroge depuis plusieurs mois sur son mode de fonctionnement et a décidé, sous l'impulsion de la famille fondatrice, de se réorganiser. Le géant bavarois, qui fait souvent peur dès qu'il manifeste un quelconque intérêt pour un marché, souhaitait se renforcer dans deux pays européens : la France et la Grande-Bretagne. Il n'a pu le faire, pour des raisons politiques, dans l'Hexagone il y a deux ans, à l'occasion de la restructuration du téléphone. Peu content d'une OPA hostile, il part aujourd'hui à l'attaque outre-Manche.

FRANÇOISE VAYSSE.

Les financiers déçus par le Bérégovoy nouveau...

Alors que M. Pierre Bérégovoy devait être l'invité de l'émission « Questions à domicile », jeudi 17 novembre sur TF1, les relations entre le ministre d'Etat et les milieux financiers, particulièrement bonnes à la fin de sa première période Rue de Rivoli, connaissent actuellement une nette détérioration.

« Pierre Bérégovoy 2 » est-il en train de démolir l'œuvre que « Pierre Bérégovoy 1 » avait mise en chantier ? Les milieux financiers, français et étrangers, s'interrogent.

Le petit « gazier » (il débata comme employé à Gaz de France) — comme il aime à se définir lui-même — avait su créer, entre 1984 et 1986, une véritable dynamique autour de lui. Il allait faire de Paris la première place financière d'Europe continentale. « Bérégovoy 1 » avait libéré. Les banquiers avaient fini par tomber sous son charme. Sous Edouard Balladur, son successeur Rue de Rivoli, certains en étaient même venus à le regretter ! Aujourd'hui, entre le ministre et le monde de la finance il y a comme un malaise.

« Mais où est passé notre libéral d'antan ? », s'interroge un grand banquier parisien. « Entre 1984 et 1986, il nous a souvent viciés, mais finalement il avait raison », se rappelle le dirigeant d'une banque moyenne. A cette époque en effet, et sous l'impulsion de son directeur de cabinet d'alors, Jean-Charles Naouri, « Pierre Bérégovoy 1 » a profondément chamboulé, en le réformant, tout le système financier français, avec l'ambition de faire de Paris la première place financière d'Europe continentale.

En moins de deux ans, le ministre socialiste avait réussi à mobiliser autour d'une grande ambition libérale des professionnels plutôt à droite. Les observateurs étrangers en étaient émerveillés. Aujourd'hui, le climat a bien changé. Le ministre et son nouveau directeur de cabinet, Alain Bouillat, n'ont plus de grandes réformes à proposer. « Sous une rhétorique libérale », Pierre Bérégovoy a maintenu « en coulisse l'interventionnisme », écrit le quotidien financier londonien Financial Times (10 novembre) le ministre multiplie « ses interventions en coulisse ». Les Français avaient,

au cours des années récentes, tenté de réduire le rôle de l'Etat dans l'économie », note pour sa part l'éditorialiste de Business Week (21 novembre), qui constate également « un retour en arrière » actuellement.

En matière financière, trois opérations récentes confirment ce retour de l'interventionnisme d'Etat qui a, semble-t-il, tant contribué à la détérioration de l'image du ministre parmi les professionnels : le règlement du dossier des pertes de la Chambre syndicale des agents de change sur le MATIF, celui des pertes de l'AI Saudi Banque, et surtout aujourd'hui, l'affaire de la Société générale. Dans chacune de ces affaires, Pierre Bérégovoy et Alain Bouillat sont, à chaque fois, directement intervenus, tous les opérateurs de la place en sont convaincus. Les orientations retenues provoquent de vives inquiétudes.

L'affaire de la Générale

L'affaire de la Société générale, comme les justifications avancées jusqu'à présent par le ministre, provoquent ricanements et inquiétudes quant à l'avenir de la place. Le courtier britannique James Capel parle, dans sa lettre aux investisseurs, de « rationalisation rampe ».

« Vue de New York, toute cette opération est très exotique », avoue un banquier américain de passage à Paris, qui ajoute : « On n'a jamais vu dans le monde un rid contre une grande banque commerciale nationale soutenue par les pouvoirs publics ! »

« Le marché joue son rôle, je ne m'en mêle pas », a une nouvelle fois dit Pierre Bérégovoy, mercredi 16 novembre, à l'Assemblée nationale. Banquiers, assureurs ou directeurs financiers de grandes entreprises : personne n'arrive à croire le ministre d'Etat. La présence massive d'entreprises publiques (la Caisse des dépôts, Thomson...) au côté de M. Pébereau, les têtes de la Rue de Rivoli guidant l'action des entreprises nationales actionnaires de la banque, le comportement surprenant des autorités bancaires et boursières (le Comité des établissements de crédit particulièrement rapide, la Commission des opé-

tions de Bourse toujours muette...), des pressions directes du ministre (voire de plus haut dans l'appareil d'Etat) auprès des chefs d'entreprise, français ou étrangers, tout cela crée, dans la communauté financière, un profond malaise.

Parmi les directeurs financiers, la présence de la Caisse des dépôts est vivement critiquée. « Par son statut et celui de son directeur général, comme par son activité, la Caisse n'est pas un acteur du marché comme les autres », explique un assureur. Elle fonctionne selon d'autres critères (« l'intérêt général », par exemple). Son poids dans l'économie fausse le jeu normal du marché. « Que voulez-vous que je dise, la Caisse est l'un de mes intermédiaires », constate un actionnaire financier. « L'opération actuelle sur la Générale va-t-elle remettre en cause le rôle des investisseurs institutionnels ? », s'interroge l'un d'entre eux.

Face à ces interrogations, Pierre Bérégovoy se défend en rappelant le rôle joué par le gouvernement précédent. « Ce n'est pas moi qui ai voté la loi de privatisation et décidé de la composition du noyau dur de la Générale... », a encore expliqué mercredi le ministre à l'Assemblée nationale, ajoutant : « Ce n'est pas moi qui ai inclus la Caisse des dépôts dans le bloc d'actionnaires stables de la banque. » En clair : ce n'est pas moi qui ai commencé. « Une république bananière de droite n'excuse pas une république bananière de gauche », s'insurge, en termes crus, un banquier socialisant mais foudroyé par le nouveau cours des choses.

Comment expliquer ce changement de climat entre Pierre Bérégovoy et le milieu financier ? Les dossiers qu'il a à traiter — certains relèvent, il est vrai, de l'héritage — ne sont pas faciles. Ses plus proches collaborateurs n'ont pas les mêmes habitudes que ceux qui l'entouraient autrefois. Au-delà, on peut se demander si, dans le cas de la Générale, ses difficultés ne proviennent pas de ce qu'il est chargé d'une mission impossible, celle de « dénouer les entreprises privatisées » tout en respectant l'un des dogmes de la Lettre à tous les Français du candidat Mitterrand : « Ni nationalisation, ni privatisation ».

ERIK ZRAELEVICZ.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PAYEZ MOINS D'IMPÔTS EN DYNAMISANT VOS PLACEMENTS

4 Sicav Actions des Banques Populaires

au 10.11.1988	Valeur de l'action en F	Progression depuis le 1.1.88 (%)
A.A.A. * ACTIONS AGRO-ALIMENTAIRE	891,38	+ 39,28 %
FRUCTIFRANCE*	784,20	+ 33,08 %
FRUCTIMMO**	27,01	+ 22,66 %
FRUCTI-ÉPARGNE**	27,58	+ 10,23 %

*CEA **PER
(1) COMPTON NET RÉINVESTI

A.A.A. : l'agro-alimentaire, pour participer au développement d'un secteur de pointe.

FRUCTIFRANCE : la priorité à la plus-value avec les actions françaises.

FRUCTIMMO : la croissance des marchés financiers allée à la sécurité de l'immobilier.

FRUCTI-ÉPARGNE : pour préparer votre retraite, une valorisation régulière de vos investissements.

BANQUE POPULAIRE

Économie

La préparation du dixième Plan (1989-1993)

Plus de 51 milliards de francs pour les contrats de plan Etat-régions

Le gouvernement devait arrêter le 17 novembre, au cours d'un comité interministériel présidé par M. Michel Rocard, les grandes masses financières que les ministères consacreront entre 1989 et 1993 aux contrats de plan entre l'Etat et les régions. Les préfets recevront dans les prochains jours les enveloppes exactes sectorielles par secteur dont ils disposeront pour négocier leurs négociations avec les conseils régionaux qui, de leur côté, mettront la dernière main à leur budget 1989. De la sorte, les premiers contrats pourraient être signés, dans la meilleure hypothèse, à la fin de janvier.

L'Etat va consacrer sur cinq ans quelque 51,4 milliards de francs à ces opérations dont 20 milliards à 24 milliards pour les routes, ce qui compte tenu de l'inflation, représente une somme à peu près comparable à celle qui avait été engagée entre 1984 et 1988 (41,9 milliards) dans la première « génération » des contrats de plan.

Les conseils régionaux, pour leur part, accuseront cette fois leur effort comme le leur a demandé le gouvernement et devraient consacrer aux contrats au moins 45 milliards sur leur budget.

Malgré son peu d'enthousiasme pour la planification en général, le gouvernement Chirac avait considéré les contrats de plan comme une opération intelligente et un exemple de partenariat efficace dans le cadre

de la décentralisation. On remarquera d'ailleurs que les engagements financiers réciproques souscrits par les gouvernements et les régions ont été entre 1984 et 1988, en dépit des vicissitudes politiques, dans la quasi-totalité des secteurs scrupuleusement respectés.

Arrivé à Matignon, M. Rocard n'a évidemment pas remis en cause le principe des contrats, dont beaucoup étaient déjà en cours de préparation, mais il demanda, fin août, aux préfets et aux ministres d'« infléchir » et de « préciser » certaines orientations afin de mieux tenir compte des nouvelles priorités du gouvernement, à savoir l'emploi, l'éducation, la formation et l'effort de solidarité sociale et géographique.

Le champ des secteurs d'intervention dans lequel l'Etat et les vingt-six régions (vingt-deux en métropole, quatre outre-mer) négocieront leurs contrats s'est quelque peu rétréci par rapport à la première période, la jeunesse, les sports, la culture, n'en faisant plus partie et la difficile question de la liaison fluviale Rhin-Rhône étant exclue du dispositif. En revanche, l'enseignement supérieur y a été introduit, et M. Henri Nallet a dit, ces derniers mois, faire du forcing pour qu'on n'oublie pas l'agriculture.

Les routes

Mais le gros morceau reste les routes, sujet éminemment sensible pour bon nombre d'hommes politiques. Plusieurs présidents de région (1) ont officiellement annoncé qu'ils ne signeraient pas les contrats si l'Etat n'optait pas pour la fourchette haute, à savoir quelque 24 milliards de francs en cinq ans pour les routes. M. Rocard se trouvait donc en face d'un arbitrage difficile, jeudi matin, sur ce point.

Plusieurs engagements gouvernementaux sont d'ores et déjà arrêtés. Ainsi le ministre de la mer mettra au pot 340 millions de francs pour les six grands ports autonomes, le ministre du commerce et de l'artisanat, 240 millions de francs, notamment dans les zones rurales fragiles. Les départements et les territoires d'outre-mer peuvent compter sur quelque 3,5 milliards de francs : aéroport et port de Pointe-à-Pitre

par exemple, port de pêche à Saint-Pierre-et-Miquelon, rénovation des établissements d'enseignement secondaire dans les DOM-TOM.

Les ministres et les fonctionnaires qui ont eu à examiner les dossiers présentés par les conseils régionaux ont pu se féliciter de la qualité des travaux de l'Alsace, de la Franche-Comté, du Centre, de la Bretagne ou du Limousin par exemple. Certaines régions — telles que l'Auvergne et les Pays de la Loire — ont volontairement limité leurs ambitions à quelques opérations. Ici — Picardie ou Provence-Alpes-Côte d'Azur — la copie est jugée médiocre par plusieurs. Ailleurs — Nord-Pas-de-Calais — elle met au grand jour les rivalités entre la position officielle du conseil régional et l'influence des hommes forts de la région, tels Pierre Mauroy ou Michel Delebarre dans le Nord, ainsi que l'hostilité entre le préfet et les élus.

Quant à l'Île-de-France dont l'économie des problèmes en matière de routes et de transports en commun est connue, elle mériterait à elle seule un contrat de plan spécifique pour le secteur de la circulation, avec à la clef des plans de financement particuliers. M. Olivier Philip, le préfet de la région, vient d'ailleurs d'adresser à M. Rocard des propositions très précises et politiquement « explosives » sur ce point.

Dans l'état actuel des enveloppes régionales arrêtées par le gouvernement pour les contrats de plan, certaines régions peuvent s'estimer bien servies, puisque l'Etat va accroître considérablement ses efforts en leur faveur : Haute et Basse-Normandie, Centre, Champagne-Ardenne, Bretagne, Midi-Pyrénées. Dans d'autres, en revanche, il semble se dégager parfois de manière radicale : Picardie, Provence, Alpes-Côte d'Azur, Corse, Île-de-France, Aquitaine, Nord-Pas-de-Calais, Lorraine. Dure fin d'année pour les préfets, qui devront déployer des trésors de diplomatie pour arracher la signature des présidents de région.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Sur vingt-deux régions de métropole, vingt sont présidées par des membres de l'opposition et deux (Limousin et Nord-Pas-de-Calais) par des socialistes.

La réunion de huit pays de l'OPEP à Vienne

Pourquoi le prix du pétrole ne baisse-t-il pas plus ?

Les huit principaux membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) devaient se retrouver à Vienne, le 17 novembre, pour préparer la conférence ordinaire de l'organisation, prévue pour le 21. Pour la quatrième fois depuis l'été, les chefs de file du cartel vont essayer de réintégrer la production de l'Irak et de mettre sur pied un nouveau système de contrôle afin de stabiliser les cours du pétrole.

Et si le marché pétrolier, fondamentalement orienté à la baisse depuis le début de la décennie, était en train de se retourner ? La question peut paraître provocatrice alors que le monde semble regorger d'énergie et que l'OPEP, plus mince que jamais par les dissensions, a totalement abandonné, depuis l'été, le contrôle de la production et des prix, laissant les « libres forces du marché » faire tomber les cours autour de 12 dollars le baril, un niveau proche de celui de 1974.

Mais, précisément pourquoi, en dépit de la concurrence tous azimutés qui prévient actuellement, les prix du brut n'ont-ils pas plongé encore plus ? Pendant l'été 1986, le baril était passé nettement en dessous de 10 dollars (8,7 dollars environ). Pourtant la production mondiale comme celle du cartel étaient alors inférieures de près de 6 % aux niveaux enregistrés antérieurement. L'automne 1987, les cours ont même dépassé les 22 dollars le baril, soit le plus haut depuis plus de cinq ans.

Le pire a jusqu'ici été évité pour plusieurs raisons conjuguées — les négociations se poursuivent sur un sursis de l'OPEP — ou saisonnières — l'automne est traditionnellement une époque de demande soutenue. Mais aussi pour d'autres raisons plus troubles, car moins ponctuelles. L'une des causes principales de la relative résistance des cours, notamment à New-York, marché de référence mondial, est aussi surprenante que mal expliquée.

C'est, assurent les experts un peu déconcertés, une pénurie aiguë de carburants, qui éveille aux Etats-Unis depuis plusieurs mois, et tirant les cours des produits pétroliers vers le haut, soutient ainsi indirectement les prix du brut. Bizarre, alors qu'on croyait le raffinage largement surcapacitaire et les stocks remplis grâce aux excès de l'OPEP... Seule explication plausible : la consommation finale, mal mesurée va l'imprécision des statistiques de stockage, est plus forte que prévu, notamment outre-Atlantique.

Paradoxe : c'est au moment où l'OPEP paraît le plus désespérée que les premiers signes favorables se manifestent, tendant à montrer que la violente chute des prix provoquée depuis deux ans et demi commencent enfin à « payer ». Bien que la hausse reste modérée (moins de 2 % l'an), la consommation mondiale a non seulement cessé de diminuer depuis 1983, mais repart depuis 1986. Le phénomène est surtout sensible aux Etats-Unis dans le secteur des transports et il est encouragé par la reprise économique. Une reprise qui profite d'autant plus à l'OPEP que la production des producteurs extérieurs au cartel, plus coûteuse à extraire, stagne depuis un an, gênée par le faible niveau des cours.

Si peu de puits ont été fermés — mis à part les petits stripper wells américains —, de nombreux projets de développement ont été stoppés, notamment dans les régions les plus difficiles (Arctique, mer du Nord, offshore profond, etc.). Les compagnies, contraintes de réduire leurs coûts, se montrent en effet depuis 1986 beaucoup plus prudentes et sélectives, préférant souvent acheter à la Bourse des réserves déjà découvertes plutôt que de se risquer sur des projets aventureux.

La vague libérale

Enfin, la chute des cours pétroliers a largement entravé le développement des énergies concurrentes : le nucléaire, qui ne représente encore que 5 % de la consommation

énergétique mondiale, est arrêté partout (sauf en URSS et en Asie), le charbon est de plus en plus concurrentiel, alors que ses cours ont atteint leur plancher et qu'il est handicapé de surcroît par les pressions écologistes ; l'hydraulique stagne et même le gaz marque le pas, ayant, lui aussi, atteint ses prix planchers.

Aidées par la vague libérale, les mêmes lois du marché qui après 1980 avaient transformé la pénurie en trop-plein sont donc aujourd'hui à l'œuvre pour, à l'inverse, réduire progressivement le surplus pesant sur le marché pétrolier depuis le début de la décennie.

Ce retournement est encore trop récent pour provoquer un rapide redressement des cours. D'une certaine façon, on peut même affirmer qu'il aggrave la situation de l'OPEP en encourageant les pays qui disposent de larges réserves de capacité — au premier rang desquels l'Arabie saoudite et tous les Etats du golfe Arabo-Persique — à poursuivre une stratégie de reconquête du marché dont ils sont les seuls bénéficiaires. Le royaume saoudien, le Koweït, et les Emirats arabes unis ont, par exemple, les seuls à avoir réussi à compenser en termes de revenus la chute récente des cours par la hausse de leurs ventes (1).

A court terme, compte tenu des difficultés rencontrées par l'OPEP pour réintégrer l'Irak en dépit de l'opposition de l'Iran et pour mettre en place un nouveau système viable de contrôle de la production, il y a très peu de chances que les cours remontent à l'an prochain au-dessus de 14 ou 15 dollars par baril. On peut même évaluer qu'ils ne retomberont brièvement au-dessous des niveaux actuels lorsque, à la fin de l'hiver, la demande saisonnière chutera, ou lorsque l'Irak disposera de nouvelles et importantes capacités d'exportation (vers l'été prochain).

Mais les consommateurs auraient tort de céder à l'euphorie. A moyen terme, l'abondance actuelle risque de s'évanouir aussi vite qu'elle était venue. Et la reprise en main du marché par le cartel est inscrite dans le sous-sol. Les trois pays ont été les seuls depuis deux ans à accroître massivement leurs réserves et disposent aujourd'hui des trois quarts (74,8 %) des réserves mondiales prouvées (contre les deux tiers il y a cinq ans) bien qu'ils ne produisent qu'un tiers du total actuellement extrait et consommé. Sur leur, ils détiennent l'essentiel des gisements non exploités. Comme le soulignait récemment M. André Gille, ancien ministre de l'Industrie et de la Défense, au cours d'un colloque à Paris, le risque est grand de voir les compagnies gérées par la faible rentabilité des projets dans les zones d'accès difficile se retourner pour investir vers les vrais « paradis de l'or noir » tandis que les pays producteurs descendant, eux, vers le raffinage.

L'évolution est d'autant plus brutale que les prix resteront très faibles plus longtemps. L'OPEP, malgré les apparences, a probablement déjà passé le creux de la vague. Le cartel attend son heure.

VERONIQUE MAURIS.

(1) Pour l'Arabie saoudite, il est indifférent de vendre 4,3 millions de barils/jour à 18 dollars (en 1987) ou 6,4 millions à 12 dollars (aujourd'hui).

Dans la fonction publique

Cinq fédérations signent l'accord salarial pour 1988 et 1989

« La politique que je conduis consiste à signer des accords », a déclaré M. Michel Rocard le mercredi 16 novembre à l'Assemblée nationale. La journée du jeudi 17 novembre a donné raison, au moins partiellement, au premier ministre : à 12 h 30 en effet, cinq fédérations de fonctionnaires — la FEN, la CFDT, FO, la CFTC et la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF) — ont signé avec M. Michel Rocard, ministre de la fonction publique, un « relevé de conclusions sur le dispositif salarial pour 1988 et 1989 » (le Monde du 10 novembre).

Au moment même où le climat social semble se détendre quelque peu, la signature de cet accord est indéniablement un succès pour le gouvernement, trois jours après le contrat salarial signé également pour 1988 et 1989 à EDF. C'est en effet la première fois qu'un accord salarial est signé dans la fonction publique depuis le 13 février 1985. Mais l'accord de 1985 n'avait recueilli que quatre signatures : FEN, CFDT, CFTC et FGAF. On notait la défection de FO. En revanche, FO avait signé, avec la CFDT, la FEN et la FGAF, l'accord salarial du 22 novembre 1982. Conclu avec M. Anicet Le Fort, ministre (communiste) de la fonction publique, ce texte prévoyait le dispositif de sortie

du blocage des salaires avec des mesures échelonnées jusqu'à la fin de 1988.

Pour 1988, M. Durafour fait mieux que ses prédécesseurs en obtenant cinq signatures : seules la CGT et la CGC, comme en 1982 et 1985, n'ont pas signé.

Ce compromis salarial a cependant posé quelques problèmes aux syndicats et au gouvernement. Dans chaque organisation signataire, des réserves ont été soulevées. La FEN a dû compter avec l'opposition du SNES (à direction communiste). La FGAF s'est heurtée à ses syndicats des PTT, la CFTC à ses syndicats des impôts, des finances et du lycée.

L'Union des fédérations de fonctionnaires CFDT a décidé, le 17 novembre, de signer, mais en portant sur l'accord une appréciation nuancée, des problèmes de classifications subsistant dans plusieurs administrations. La fédération des finances CFDT s'est prononcée contre. A l'Union des fonctionnaires FO, le secrétaire général, M. Roland Guillard, a dû compter aussi avec l'opposition du secrétariat de la Fédération nationale de l'éducation et de la culture. Mais il l'a emporté sans crise en faisant prévaloir qu'« on retrouve le chemin du maintien conventionnel du pouvoir d'achat ».

Pour le gouvernement, les problèmes sont d'un autre ordre. Il s'agit de savoir s'il n'a pas, au moment où M. Rocard assure que la rigueur va se poursuivre, trop lâché. Sur 1988 et 1989, les traitements des fonctionnaires augmentent de 4,97 % en niveau pour un glissement attendu des prix de 5 %. Mais surtout, MM. Rocard et Durafour ont accepté une clause de sauvegarde et sorti cofin le glissement vieillesse technicité (GVT), mesurant les promotions et l'ancienneté, de la masse négociée avec les syndicats. Avec le GVT et les mesures catégorielles, la masse augmentera de 8,68 % sur 1988 et 1989.

MICHEL NOBLECOURT.

L'inquiétude sur l'emploi, les retraites et les salaires explique l'agitation des personnels de la Sécurité sociale

Depuis le mois d'octobre, une agitation sporadique a lieu dans les caisses du régime général de Sécurité sociale (180 000 salariés). Des mouvements de grève se sont produits à plusieurs reprises, notamment le 8 novembre, et se prolongent dans certaines caisses depuis la fin octobre, notamment à Marseille et à Montpellier, ou de façon plus limitée à Cuen. Des appels à la grève ont été lancés en début de semaine par la fédération FO et, plus localement, par la CGT : en particulier dans les régions Nord-Pas-de-Calais, Picardie et Languedoc-Roussillon pour le 17 novembre, avec l'appui de syndicalistes CFTC et CFDT.

Ces mouvements sont motivés par les discussions en cours depuis le mois dernier avec l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS) qui gère le personnel du régime général, sur les salaires, les classifications, le financement du régime de retraite complémentaire, la CPPOSS (caisse de prévoyance du personnel des organismes de Sécurité sociale). Ils se nourrissent des inquiétudes du personnel sur l'évolution des retraites et sur l'emploi.

En effet, l'information des caisses primaires d'assurance-maladie a déjà fait apparaître des carences, évalués par certains à plus de vingt mille emplois. Les suites de l'information dans les autres branches et, dans l'assurance-maladie, l'utilisation à plus long terme (vers 1993-1995) de la carte à mémoire pour les remboursements menacent d'accroître encore ces excédents dans les années à venir.

Un accord signé le 10 juin 1987 par l'UCANSS et la fédération CFDT a permis le départ anticipé de quatre mille deux cents personnes (dont 55 % dans la branche maladie) avant le 31 décembre prochain. Cet accord a été reconstruit le 7 juillet dernier avec la seule CGC — la CFDT avait cette fois refusé de signer, estimant que la mobilité interne qui devait compléter les départs anticipés n'avait pas bien fonctionné. Mais le nouveau dispositif n'a pu entrer en vigueur, le ministère de la santé et de la solidarité refusant d'entériner un accord à durée indéterminée. Un compromis

devrait pouvoir être trouvé sur une base pluriannuelle.

Les incertitudes ne sont pas moindres sur les retraites complémentaires. Pour équilibrer les comptes de la CPPOSS qui assure au personnel de la Sécurité sociale une retraite particulièrement avantageuse, notamment pour les cadres, il a fallu mettre diverses mesures en 1983, et en 1986, augmenter la cotisation pour porter celle-ci à 12,6 % (5,04 % pour le salarié, 7,56 % pour l'employeur) en mai dernier (1). Mais la hausse ne vaut que jusqu'au 31 décembre prochain et même au taux actuel il risque de manquer quelque 100 millions de francs l'an prochain.

Les syndicats sont partagés

An cours de la commission paritaire réunie jeudi 14 novembre, le président de l'UCANSS a proposé de se rapprocher l'an prochain du système de retraite complémentaire en vigueur pour les employés et les cadres du privé, en instaurant un double taux de cotisation complété par une subvention d'équilibre de 59 millions de francs.

Pour les salaires, au cours de la réunion du 14 novembre, le président de l'UCANSS a proposé des augmentations de 1 % à compter du 1^{er} novembre 1988, le salaire minimal étant porté à 5 300 F au lieu de 5 000 F aujourd'hui, de 0,75 % au 1^{er} avril 1989, de 0,50 % au 1^{er} juillet 1989 ainsi qu'une prime de 1 % à compter du 1^{er} février 1989, à valoir sur les effets de la réforme des classifications à venir.

Les syndicats sont partagés sur les retraites, la CFDT comme la CGC étant favorable à la cotisation différenciée proposée par le président de l'UCANSS. Mais la CGT et FO (qui ont recueilli chacune plus de 30 % des voix aux dernières élections contre moins de 25 % à la CFDT) y sont très hostiles. Pour FO, en particulier, le système de retraite complémentaire fait partie du contrat de travail et ne doit pas être modifié. Comme pour les régimes spéciaux de retraite du secteur public, il revient à l'employeur d'assurer le financement nécessaire en cas de besoin. Pour FO comme d'ailleurs pour la CGT, la meilleure façon de favoriser l'équilibre du régime des retraites c'est... de ne pas diminuer le nombre des salariés et d'améliorer leurs rémunérations.

En revanche les syndicats sont unanimes à rejeter les propositions salariales, tout en différant sur les revendications. La CFDT demande que les augmentations prévues en novembre 1988 soient avancées au 1^{er} octobre et surtout que 3 points indiciaires soient accordés aux employés et 3 points aux cadres (soit une augmentation de 180 F à 280 F par mois selon le niveau hiérarchique). FO et la CGT réclament une augmentation générale de 1 000 F par mois et un salaire mensuel minimal de 6 300 F. Tandis que la CGT ont lancé des appels à la grève, la CFDT souhaite une action syndicale : un soulèvement à peu de chance d'être entendu. En fait les syndicats paraissent engagés dans une surenchère.

G. H.

(1) Plus une cotisation de 1,50 % pour le régime de prévoyance (dont 0,6 % à la charge du salarié).

Le beaujolais nouveau est arrivé... malgré les grèves

Le beaujolais est arrivé sur tous les points de la planète pour y être dégusté le 17 novembre, troisième jeudi du mois. Le millésime 1988, à la robe éclatante dans ses bouteilles rouges vif, et généralement en bouches, n'a pas été stoppé dans ses élan par les grèves des transports ferroviaires et aériens français. 4 000 tonnes de beaujolais nouveau, soit environ 4 millions de bouteilles, ont transité par l'aéroport de Roissy, à destination principalement des Etats-Unis et du Japon. La majeure partie des livraisons destinées à la Grande-Bretagne a en revanche été bloquée à Calais par une grève du personnel de la chambre de commerce.

Lancée en 1987 par les Compagnons du beaujolais nouveau, cette opération a rendu célèbre un petit vin de terroir qui ne se vendait alors qu'en carafe et ne franchissait jamais les frontières. Aujourd'hui, 60 % de la production est exportée, pour le plus grand profit des 5 000 viticulteurs en Beaujolais qui exploitent un fief de 22 000 hectares. Les prix avaient toutefois baissé en 1987 : une pièce de 216 francs valait 1 940 F, contre 2 085 F en 1988.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EURAFRANCE

Le conseil d'administration d'Eurafrance, réuni le 14 novembre sous la présidence de M. Michel David-Weill, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1988, qui seront soumis à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 19 décembre 1988. Ces comptes font ressortir un résultat net courant, après impôt, de 181,90 millions de francs contre 132,96 millions de francs, hors éléments non récurrents, pour l'exercice précédent (166,7 millions de francs, y compris éléments non récurrents). Le résultat courant de l'exercice 1987-1988 marque donc une progression de 37 % sur le résultat de l'an dernier, hors éléments non récurrents.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire la mise en paiement d'un dividende de 32 francs par action, auxquels, s'ajoutent 16 francs d'avoir fiscal, contre 29 francs plus 14,50 francs d'avoir fiscal pour l'exercice précédent, soit une progression de 10,3 %. Ce dividende, qui s'applique à la totalité des 3 053 368 actions composant le capital d'Eurafrance, représente une distribution de 97,7 millions de francs ; pour l'exercice précédent, 610 673 actions avaient droit à un demi-dividende, et le montant total distribué avait été de 79,7 millions de francs. La progression du montant distribué d'un exercice sur l'autre est donc de 22,5 %.

Le conseil d'administration a également décidé de convoquer, pour le 19 décembre 1988, une assemblée générale extraordinaire afin notamment de renouveler en les actualisant les autorisations d'augmentation de capital et d'émission de valeurs mobilières.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

cofineg

En raison des incertitudes pesant sur l'acheminement du courrier, COFINEG rappelle à ses actionnaires qu'un droit de priorité leur est offert jusqu'au 31 décembre 1988 sur la souscription de parts de COFINEG-PIERRE, la SCPI « Méthagenie » qu'elle vient de créer (voir COB 88-87 du 18 octobre 1988). Pour tout renseignement, les actionnaires voudront bien appeler le (1) 40-75-31-49.

MICHEL NOBLECOURT.

injointe sur Plessier

pus par le Bergevin

PAYE MOINS DYNAMISANT VOS PLACES

4500 Actions des Banques

BANQUE POPULAIRE

(Publicité)

LETTRE A MONSIEUR YANNICK MARZIN

Président de la Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France

Monsieur le Président,

Cher Monsieur,

Depuis plusieurs années, vous et moi, nous nous opposons dans les congrès, à la radio, dans la presse, à la télévision. Je vous ai souvent dit que notre bataille était vaine et ne saurait durer.

Je suis persuadé qu'une pharmacie peut vivre avec des marges moindres en s'installant en hypermarché tout en respectant scrupuleusement les règles de sa profession. L'hypermarché a fait la preuve de la haute productivité de sa formule de vente qui lui permet d'avoir les prix les plus bas. Pourquoi la pharmacie n'en profiterait-elle pas?

Aussi, oubliant nos affrontements (laits pour bébé, parapharmacie, cosmétiques, préservatifs...), Mammouth vous propose de chercher, ensemble, des solutions modernes pour les consommateurs malades et bien portants des prochaines années.

A votre disposition,

JEAN-JACQUES FOUGERAT
DIRECTEUR MAMMOUTH FRANCE

 **mammouth**
Centre de Vie

voisin

Le monde de la pharmacie est en pleine mutation. Les pharmaciens sont confrontés à de nouveaux défis. Ils doivent adapter leur offre aux besoins des patients, tout en maintenant la qualité de leur service. Cette lettre est une invitation à réfléchir à ces enjeux.

La pharmacie est un lieu de confiance. Elle doit rester un lieu où l'on va pour se soigner, et non pour acheter. Les pharmaciens doivent donc se concentrer sur leur métier, et ne pas se laisser distraire par les modes du moment.

Le pharmacien est un professionnel de santé. Il doit être reconnu tel quel, et ne pas être réduit à un simple vendeur. Sa responsabilité est grande, et il doit être soutenu par la société.

Le pharmacien est un acteur essentiel de la santé publique. Il doit être impliqué dans les décisions qui concernent la santé de tous.

Le dollar s'accroît

Le dollar s'accroît, et cela a des conséquences sur l'économie mondiale. Les investisseurs doivent être attentifs à ces évolutions, et adapter leurs stratégies en conséquence.

Le dollar s'accroît, et cela a des conséquences sur l'économie mondiale. Les investisseurs doivent être attentifs à ces évolutions, et adapter leurs stratégies en conséquence.

Le dollar s'accroît, et cela a des conséquences sur l'économie mondiale. Les investisseurs doivent être attentifs à ces évolutions, et adapter leurs stratégies en conséquence.

Le dollar s'accroît, et cela a des conséquences sur l'économie mondiale. Les investisseurs doivent être attentifs à ces évolutions, et adapter leurs stratégies en conséquence.

Le dollar s'accroît, et cela a des conséquences sur l'économie mondiale. Les investisseurs doivent être attentifs à ces évolutions, et adapter leurs stratégies en conséquence.

Le dollar s'accroît, et cela a des conséquences sur l'économie mondiale. Les investisseurs doivent être attentifs à ces évolutions, et adapter leurs stratégies en conséquence.

Marchés financiers

BOURSE DU 16 NOVEMBRE

Cours relevés à 17h34

VALEURS					Règlement mensuel					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Cotation	Cours	Précéd.	Différence	%	Cotation	Cours	Précéd.	Différence	%	Cotation	Cours	Précéd.	Différence	%	Cotation	Cours	Précéd.	Différence	%	Cotation	Cours	Précéd.	Différence	%
2640 C.A.E. 3%	2640	2640	0	0.00	1000 Deutsche Bank	1000	1000	0	0.00	1000 Deutsche Bank	1000	1000	0	0.00	1000 Deutsche Bank	1000	1000	0	0.00	1000 Deutsche Bank	1000	1000	0	0.00

Comptant (selection) SICAV (selection) 16/11

VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Cotation	Cours	Précéd.	Différence	%	Cotation	Cours	Précéd.	Différence	%	Cotation	Cours	Précéd.	Différence	%	Cotation	Cours	Précéd.	Différence	%	Cotation	Cours	Précéd.	Différence	%
1000 C.A.E. 3%	1000	1000	0	0.00	1000 C.A.E. 3%	1000	1000	0	0.00	1000 C.A.E. 3%	1000	1000	0	0.00	1000 C.A.E. 3%	1000	1000	0	0.00	1000 C.A.E. 3%	1000	1000	0	0.00

Cote des changes Marché libre de l'or

Cote des changes					Marché libre de l'or				
Cours	16/11	Cours	16/11	Différence	Cours	16/11	Cours	16/11	Différence
1000 C.A.E. 3%	1000	1000	1000	0	1000 C.A.E. 3%	1000	1000	1000	0

PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

neuve, on
sur les
ce délé-
voiture
même de
n rejette
ignés du
es - peu
vement
a et au
ils ne se

élégues
availlent
ache par
aux.

L.V.

tes
res
anctions

ms selon
libés des
sur une
lier - ce
par Bag-
nand des
1 effet,
u soient
sur à se
et de loi

britann-
gères a
di à ven-
membres
ne qui
patibles
it dit se

ressand
ont été
médical-
Grande-

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Pakistan : la victoire de M ^{me} Benazir Bhutto. 4 La visite à Paris du numéro un hongrois. 6 Les suites de la réunion du Conseil national palestinien. 8 Brésil : la gauche réussit une percée historique.	9 M. Rocard au <i>Nouvel Observateur</i> : « Ne pas confondre ouverture et dénuement ». 10 La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale. 11 M. Barre lance la Convention libérale, européenne et sociale.	12 Les évêques et le SIDA : un entretien avec Mgr Julien. - M ^{me} Trautmann chargée de coordonner la lutte contre la drogue. 13 L'affaire des fausses factures de Nancy.	29 Cinéma : le <i>Palatin</i> des larmes, de Jacques Dorfmann. 30 Patrimoine : l'acropole de Cambrai. 31 Musique : le flamenco d'Enrique Morante à Sartrouville. 31 Communication.	34 Accord germano-britannique dans l'électronique. 35 Pourquoi le prix du pétrole ne baisse-t-il pas plus ? 36 La chute du dollar s'accroît, malgré la réduction du déficit commercial américain. 38-39 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 14 Cartes 28 Campus 28 Météorologie 33 Mots croisés 33 Loto, Loterie 31 Radio-Télévision 33 Spectacles 32	• Les évêques et la lutte contre le SIDA JOUR • Un ciel sur la cote, l'autre sur votre portefeuille BOURSE • L'actualité en direct 24 h sur 24 FLASH 38-15 tapez LEMONDE

M. Mitterrand à Castres

Jaurès et nous, Jaurès et moi

M. François Mitterrand s'est rendu dans le Tarn, mercredi 16 novembre. Accompagné de MM. Jospin, Joxe et Lang, il a inauguré le collège de Réalmont, dont le maire, M. Jacques Durand (PS), est président du conseil général. Puis à Castres il a expliqué les liens qui unissent les socialistes, et singulièrement lui-même, à Jean Jaurès, enfant du pays.

CASTRES
de notre envoyé spécial

Jean Jaurès est partout chez lui à Castres, où il est né le 3 septembre 1859. Sur la grande place qui porte son nom, sa statue, mercredi 16 novembre, était illuminée. Au musée Jean Jaurès, une exposition lui est entièrement consacrée qui retrace l'histoire d'une famille bourgeoise, les études d'un élève brillant, l'écrit d'un républicain au socialisme, les grandes luttes ouvrières des verriers de Carmaux, l'affaire Dreyfus et le haine anti-semitisme, le combat pour la paix mené par un patriote, l'assassinat enfin, à Paris, au café restaurant Le Croissant, le 31 juillet 1914, à la veille de la Grande Guerre. Tout sur Jaurès, y compris l'anthrologie, c'est-à-dire son fructueux d'adulte, chapelier de feutre noir et gigantesque sourcil.

Quand on s'appelle François Mitterrand et que l'on vient à Castres, il serait inconvenant de dévaler une plaque à la suvette et de trousseur une simple allocution de circonstance. En quarante-cinq minutes, au terme de cette visite, M. Mitterrand a donc dit ce qu'il considère comme le meilleur de Jean Jaurès et expliqué, par là même, le meilleur de lui-même. Le discours, le meilleur de lui-même, le meilleur de la France, le meilleur de l'artiste, président de la République de son état. Ce fut

« Jean Jaurès et nous, Jean Jaurès et moi ».

« Je suis un paysan », disait Jaurès. M. Mitterrand le répète à l'envi pour ce qui le concerne. Paysan du Tarn, paysan de Saintonge, paysan de France : « Pour un paysan, rien n'est jamais acquis. La seule garantie est dans l'effort des hommes, dans l'entêtement souvent solitaire, mais aussi dans le travail partagé (...). Voilà bien des vertus permanentes. »

A la Chambre des députés, Jean Jaurès consacra sa première intervention à l'enseignement. « Instinctivement », remarque M. Mitterrand, il a accordé la priorité à l'éducation, au savoir, « premier droit, première liberté, première dignité ». « C'est la même démarche depuis le premier jour. C'est une suite sans interruption. Nous nous plaçons dans la lignée de Jean Jaurès », observe-t-il.

« A vingt-cinq, à trente ans, le républicain Jaurès regardait remuer le monde autour de lui, écoutait « monter des colères » et le vacarme des affrontements patron-ouvriers (d'un côté tous les droits, de l'autre rien), entendait la troupe tirer la manifestation du 1^{er} mai 1881 à Fourmies, dans le Nord (neuf morts, dont deux enfants). Il n'est pas alors socialiste. S'il a choisi ce camp, ce devait être celui de la justice », note M. Mitterrand, qui, sans doute, pense aussi à lui. « Il ne le quittera plus », ajoute-t-il.

« Les poings pleins d'idées »

La question scolaire, pour Jaurès, rejoignait la question sociale. Les socialistes français d'aujourd'hui sont du même avis. Il fallait aussi, comme aujourd'hui, « élargir la démocratie politique aux dimensions économiques et sociales ». Jean Jaurès s'associe au combat des verriers de Carmaux « pour la journée de huit heures, le renforcement syndical, les assurances chômage, maladie, accident, la retraite à salaire-

vingt ans, contre les exclusions xénophobes ».

Il y a du 1881 là-dessous, et l'on en découvre encore à chaque détour du propos. En 1893, à la Chambre des députés, Jaurès déclarait, s'adressant à la majorité conservatrice de l'époque : « Nous apportons des projets de réformes que vous n'avez pas apportés. Faisiez-vous des réformes, la politique républicaine, c'est nous qui la ferons ici. »

Il y a de l'union de la gauche, de la gestion réformatrice, de l'ouverture politique et du rassemblement dans la suite. Car Jaurès, observe M. Mitterrand, a conduit « un débat contre ceux de ses propres camarades qui boulaient les réformes parce qu'ils préféraient un objectif lointain, indéfini, grandiose. A quoi sert, disait-il, de rallier des millions d'hommes si l'abîme entre aujourd'hui et demain demeure infranchissable. Mieux vaut diriger la largeur du gouffre. La cité future se bâtit à chaque instant et pierre par pierre. En recherchant à chaque instant l'union la plus large contre les abus et les privilèges ».

« Il faut savoir », a ajouté M. Mitterrand, que l'ensemble des forces sociales et économiques ont un point de rencontre : le service commun de la patrie commune. A partir de là, chacun devrait avoir le sentiment de diriger son effort vers l'histoire à construire de la collectivité nationale. Les problèmes qui se posent chaque jour, il faut chercher à les résoudre par la solidarité. Il ne faut pas s'intéresser seulement à la classe ou au groupe social-professionnel auxquels on appartient. Il faut être capable de comprendre l'intérêt de la nation tout entière. »

Tout n'aura pas été dit à Castres, puisque, selon Jaurès, cité par l'orateur, « l'histoire enseigne la difficulté des grandes tâches et le lenteur des accomplissements ». Jules Fauriol, cité par le même, disait de Jaurès qu'il avait « les poings pleins d'idées ». M. Mitterrand n'a pas dit s'il a complètement dessiné les siens.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

GRÈCE : le scandale Koskotas

Le remaniement du gouvernement consacre M. Koutsyorgas comme numéro deux

Le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou, a annoncé, mercredi 16 novembre à Athènes, un remaniement ministériel qui consacre M. Agamemnon Koskotas, pourtant gravement mis en cause dans le dernier scandale politico-financier qui secoue la Grèce, comme numéro deux du gouvernement.

ATHÈNES
de notre correspondant

Accusé par l'opposition d'avoir entravé l'enquête sur l'affaire Koskotas, à laquelle sont mêlés de nombreux proches du premier ministre, M. Koutsyorgas avait démissionné vendredi dernier (le *Monde* daté 13-14 novembre) de ses fonctions de ministre de la justice en conservant celles de vice-premier ministre.

Le nouveau gouvernement n'a certes plus de vice-président, mais M. Koutsyorgas y occupe le poste de ministre à la présidence du conseil qui a la préséance sur tous

les autres et contrôle notamment les médias. L'autre vice-président du conseil du gouvernement sortant, M. Ioannis Charalambopoulos, ne conserve que son poste de ministre de la défense.

Il n'y a pas de changement aux ministères économiques ni aux affaires étrangères. On remarque en revanche la nomination de M. Georges Petros, souvent cité à propos du « scandale Koskotas », au ministère de l'ordre public et celle de M. Vassilios Rotis à la justice. Celui-ci était jusqu'au remaniement président du Conseil d'Etat, poste dont il a démissionné pour être nommé ministre. L'opposition y voit une tractation inspirée par M. Koutsyorgas, qui, en tant que ministre de la justice, avait proposé M. Rotis à la présidence du Conseil d'Etat en court-circuitant des magistrats mieux placés dans la hiérarchie.

La seule nouveauté de ce remaniement est le retour au gouvernement du bureau exécutif du PASOK, dont quatre membres sont ministres.

THÉODORE MARANGOS.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 17 novembre

Baisse

Défavorablement impressionné par la baisse de Wall Street et du dollar, le marché parisien pique du nez jeudi matin. A l'ouverture l'Indicateur instantané était en recul de 1,09 %. Vers 11 heures, il s'établissait à 1,11 % au-dessous de son niveau précédent.

Sauvages, Sociétés générale, BIS, BHV, Chargeurs, CCF, Hachette, Club Méditerranée se sont alourdis.

Plus d'« Incroyables » sur le boulevard des Italiens.

Dans le Paris du Directoire, ce coin de Paris, écarté plus tard par Hausmann, avait la réputation des « Incroyables », ces jeunes contestataires qui mettaient une grande affectation dans leurs manières et leur habillement. Aujourd'hui, les hommes discrètement élégants fréquentent.

La Vogue, au 38, boulevard des Italiens (près de l'Opéra), pour y choisir des vêtements de belle coupe et de haute qualité. On y trouve griffes des plus grands noms, costumes, pardessus, pulls, chemises, écharpes, cravates, ainsi que de séduisants vêtements en peau et tricot. (Également à la Vogue, centre commercial Vélizy-2).

Les conflits sociaux

Cinq centres de tri débloqués

La détente semble continuer dans les centres de tri postal. Jeudi 17 novembre, selon la direction des postes, seuls ceux de Marseille, Bordeaux, Amiens et Nice restaient bloqués. La grève a pris fin à Dijon, à Evry (Essonne) et à Roubaix. Les centres de Strasbourg et de Bobigny (Seine-Saint-Denis) ont aussi été débloqués, mais des mouvements de grève persistent (50 % de grévistes à Bobigny). La direction générale des postes, qui a reçu mercredi 16 dans la soirée les représentants des chauffeurs de camions postaux en grève à Bordeaux, Marseille et Toulouse, a proposé la même évolution de carrière que pour les chauffeurs parisiens, mais a refusé la création de la prime accordée à Paris.

Selon la fédération CGT des PTT, cependant, des arrêts de travail continuent dans d'autres services, notamment à Mulhouse, Orléans, Avignon et Issy-les-Moulineaux.

« A la SNCF, le trafic était de nouveau normal jeudi 17 au matin, en dépit du mot d'ordre de grève de la CFDT. Des mercredi, malgré le mot d'ordre de la CGT, qui n'a pris fin que jeudi matin à 8 heures, les seules perturbations concernaient le réseau banlieue de la gare de l'Est à Paris (un train sur deux). »

« Dans les transports urbains, en revanche, les grèves continuent dans plusieurs villes, notamment à Lyon, où un tiers seulement des autobus circulent et une ligne de métro sur trois fonctionnait. Les conducteurs d'autobus de Dijon continuent leur grève partielle. »

« A Air France, la grève des mécaniciens au sol continuait, la direction évaluant la proportion des grévistes à moins de 30 %.

Accident d'avion dans l'Essonne : 10 morts

Un CESSNA-441 s'est écrasé, le jeudi 17 novembre, à Gif-sur-Yvette (Essonne), peu après avoir décollé de l'aérodrome de Trousse-le-Noble en direction de Montigny. Selon la gendarmerie de l'air, le bilan serait de dix morts. On ignore la cause de la chute de l'appareil. Les conditions atmosphériques étaient givrantes.

Sur le vif

Occupé !

Les princes au prétoire... Le duc d'Angoulême, l'héritier du trône, c'est moi, non c'est moi, non, si, non... Fallait voir sur quel ton goguenard les confrères racontaient ce matin dans les médias, du procès qui opposait, hier, Henri d'Orléans à Alfonso de Bourbon. Ils disaient que c'était grotesque, à se cogner le derrière au lustre de la salle où — ironie de l'histoire — le tribunal de la Révolution a décidé il y a deux siècles de lui trancher la tête, à Marie-Antoinette.

Moi, j'étais là, assise par terre dans mon trou à rat, l'oreille bouchée par le fil de mon transistor, l'œil vissé sur une télé, à même le sol, une pile d'hebdoes et de quotidiens sous la main, et je me marrais comme une baleine. « VSD », « Paris-Match », il n'y en avait que pour Elizabeth, Caroline, Béatrix, Fach, Diana, Franz Joseph, Bianca d'Adda, où ils logent, combien ils gègent, qu'est-ce qu'ils portent. Et tout ça et tout ça.

Non, c'est vrai, ils sont complètement schizos, les Français.

Ils se gaussent des prétentions des prétendants à la couronne et ils se prosternent devant les têtes couronnées de titres, de fric et d'armes héraldiques. Bande de faux d'arches ! Rappelez-vous, la semaine dernière, le bon peuple de Paris, qui se bousculait avec du rêve plein les yeux sur le passage du futur roi d'Angleterre. C'était la folie ! Et je vous raconte pas la joie, la fierté des quelques privilégiés invités à le rencontrer. Je le dis sans ironie. Moi, j'aurais été ravie de lui tirer ma révérence, de lui baiser la main et de lui donner de l'Altesse royale en veux-tu en voilà, au prince Charles. Il me plaît bien.

Remarque, cette bataille judiciaire autour du trône de Louis XVI, faut reconnaître, c'est un peu dépassé. Il est occupé. Per notre souverain bien-aimé, Sa Majesté Mimi F., qui a désigné recevoir avant tant de grâce, de noblesse et d'impériale simplicité ces petits roturiers de Windsor.

CLAUDE SARRAUTE.

RFA : les conséquences de l'affaire Jenninger

La recherche d'un président du Bundestag s'avère difficile

BONN
de notre correspondant

La recherche d'un successeur à M. Philipp Jenninger, président démissionnaire du Bundestag pour cause de discours intempestifs, s'avère un casse-tête pour le chancelier Kohl. De son retour des Etats-Unis, mercredi 16 novembre, il s'est entretenu avec M. Alfred Dregger, président du groupe parlementaire CDU/CSU au Parlement ouest-allemand, sans réussir à le faire revenir sur son refus d'accepter la présidence du Parlement.

Cette solution présentait pourtant, du point de vue du chancelier, tous les

avantages : elle réglait de manière élégante une succession ouverte dans une atmosphère de crise, et lui permettait de placer à la tête du principal groupe de la majorité une personnalité moins incommode. M. Dregger, soixante-sept ans, incarne en effet dans le Parti chrétien-démocrate cette sensibilité « nationale-patriote » dont les tenants sont parfois désignés sous le nom de « casques d'acier ». Il se définit lui-même comme « un patriote allemand et un chrétien-démocrate qui ne nie pas les valeurs nationales et conservatrices ». Cette philosophie l'avait conduit, en 1985, lors de l'affaire du cimetière de Bitburg, à prendre le contre-pied du président fédéral Richard von Weizsäcker en glorifiant l'attitude des soldats de la Wehrmacht qui s'étaient battus jusqu'au bout pour Hitler.

M. Dregger, qui veut continuer à défendre ses idées sans être lié par le devoir de réserve qui s'impose au président du Parlement, a déclaré qu'il voulait « poursuivre jusqu'à la fin de la législature une tâche qu'il accomplit avec succès depuis six ans ». Son départ de la tête du groupe parlementaire n'aurait pourtant pas été mal accueilli par une partie des députés chrétiens-démocrates qui plaident en attendant une relève des générations dans les instances dirigeantes de la CDU. En revanche, le parti social-démocrate avait émis de sérieuses réserves sur son éventuel accession au fauteuil présidentiel. Plusieurs autres voix circulent maintenant dans la capitale fédérale comme ceux de M^{me} Dorothee Wilms, ministre des affaires interallemandes, ou de M^{me} Michaela Geiger, porte-parole de la CSU bavaroise pour les questions de politique étrangère.

L'affaire Jenninger a également provoqué des remous dans la communauté juive ouest-allemande. M. Michael Furst, vice-président du conseil central des juifs en Allemagne, a présenté mercredi sa démission, en raison de son désaccord avec le président, M. Heinz Galinski, sur le jugement à porter sur le discours du président du Bundestag. M. Furst avait créé la sensation en se déclarant « opposé à une démission de M. Jenninger », lors d'un débat télévisé. Il avait justifié son attitude en estimant que M. Jenninger n'avait, après tout, que « tenu un miroir aux Allemands ». M. Furst craignait en outre que l'opinion mette sur le compte des juifs allemands la crise morale et politique engendrée par le « scandale Jenninger ».

LUC ROSENZWEIG.

SCIENCE & VIE HORS SÉRIE

ECONOMIE

LA

FRANCE

EN

CHIFFRES

ÉDITION 89

• L'ECONOMIE FRANÇAISE. SES FORCES. SES FAIBLESSES. LA POPULATION. DEMOGRAPHIE ET NIVEAU DE VIE. LES GRANDS AGREGATS ECONOMIQUES. LES DONNEES DE LA DEPENDANCE ENERGETIQUE. LES RICHESSES AGRICOLES ET LES DEFAILLANCES DE L'AGROALIMENTAIRE. L'INDUSTRIE EN MUTATION. SES ECHECS ET SES PROMESSES. LE COMMERCE EN EXPANSION. LES SERVICES EN QUESTION. LES 22 REGIONS DANS LEURS DIFFERENCES.

45 F. EN VENTE PARTOUT.

SCIENCE & VIE ECONOMIE COMPRENDRE POUR AGIR

DON CAMILO

CHAMPS ELYSEES - RIVE DROITE
92 rue La Boétie - 8ème - 40 15 04 13

DINER ET SPECTACLE

148 F net tout compris
(hors droits de spectacle - 12 Bordeaux)

198 F vendredi, samedi et veilles de fêtes

Avec : **PIERRE DOUGLAS**
ANNE MARIE CARRIERE
PASCAL FRANCOIS
NESTOR Le Pingouin

La Bourse se réserve le droit de modifier les tarifs.